3 1791 07035998 9

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/lninealda00alda

Bibliothèque d'Histoire Contemporaine

LÉNINE

PAR

M.-A. LANDAU-ALDANOV

CINQUIÈME ÉDITION

Jacques Povolozky et Cie, Éditeurs
13, Rue Bonaparte, Paris (VIe)

LÉNINE

BIBLIOTHÈQUE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

LÉNINE

PAR

M.-A. LANDAU-ALDANOV

CINQUIÈME ÉDITION

JACQUES POVOLOZKY & Cie, ÉDITEURS
9, RUE DE L'ÉPERON, PARIS (VIe)

Tous droits reservés pour tous pays.

Copyright by J. Povolozky et Cie 1920.

DK
254
L4A72
1920

Imprimerie « Union », 46, Bd Saint-Jacques, Paris.

AVANT-PROPOS

Ce livre a deux objets. Il contient d'une part l'étude d'une personnalité très forte et très curieuse. Aucun homme, pas même Pierre le Grand, n'a eu plus d'influence que Lénine sur les destinées de mon pays. Aucun homme, pas même Nicolas II, ne lui a fait plus de mal : en parlant d'un despote, il est naturel que je cherche des comparaisons parmi ses pareils.

La Russie a donné au monde de grands génies, des penseurs profonds. Pas un n'a approché, même de loin, en influence sur le monde occidental, ce sectaire qui, peut-être, n'est même pas très intelligent. Pour que ce fait déconcertant fût possible, il a fallu deux calamités mondiales : la guerre et la révolution sociale. Elles ont donné l'avant-scène de l'histoire aux destructeurs : aux Ludendorf et aux Lénine.

D'autre part, ce livre voudrait être une étude de philosophie sociale. L'idée de la révolution communiste en fait l'objet principal. La recherche de la genèse de la doctrine bolcheviste nous conduit aux théories de Karl Marx, de Michel Bakounine, de Georges Sorel, qui, aujourd'hui, après l'expérience de 1914-1919, se présentent sous un jour nouveau.

Je tiens à prévenir le lecteur, dès le début, de la conception générale qui est développée dans ce livre, pour qu'il puisse le lire ou le rejeter selon le caractère et la fermeté de ses croyances politiques.

Le présent ouvrage est donc écrit par un socialiste (1)

---

(1) L'auteur appartient au parti travailliste dirigé par MM. Miakotine et Pechekhonof, anciens collaborateurs de Mikhaïlovsky, et M. Tchaïkovsky, chef actuel du gouverne-

qui est en même temps *contre-révolutionnaire* et *antimilitariste :* ces deux mots sont employés ici, non pas dans le sens factice et artificiel qu'ils ont dans le jargon des meetings, mais dans leur sens littéral et précis. On peut être *antimilitariste* sans vouloir mettre le drapeau dans le fumier. On peut être *contre-révolutionnaire* sans partager les idées politiques de Stolypine. Ces mots signifient en réalité ceci :

Nous ne voulons ni guerres, ni révolutions, pas plus aujourd'hui que demain. Nous les avons vues de près, nous en avons assez. Ces deux phénomènes se valent tant au point de vue de la morale, qu'au point de vue du progrès de l'humanité. Ils se ressemblent d'ailleurs à s'y tromper. Nous les considérons comme les pires calamités qui puissent atteindre les peuples libres.

Aujourd'hui tous les pays de l'Europe, sauf la Russie, ont les institutions qui permettent la lutte d'idées sans barricades et sans mitrailleuses. Aussi souhaitons-nous que la révolution qui renversera la tyrannie bolcheviste, soit la dernière des révolutions. Si ce n'est qu'un rêve, tant pis.

Dans un autre livre (*Armageddon*), écrit en 1914-1918 (en russe), j'ai essayé de montrer que la guerre mondiale signifiait la crise terrible, la ruine peut-être, de certains principes dont s'inspiraient les partisans aussi bien que

---

ment d'Arkhangel. Ce parti est peut-être le seul en Russie, qui ne se soit point départi d'une ligne de conduite fixe, dont les caractères généraux ont été : défense nationale exempte de tout esprit chauvin et de tous motifs impérialistes ; fidélité aux alliances ; libertés démocratiques ; assemblée constituante ; union de toutes les forces qui reconnaissent la souveraineté du suffrage universel ; réformes sociales les plus profondes, accomplies dans l'ordre légal. C'est également ce parti qui a pris l'initiative des pourparlers qui conduisirent à la formation de l'Union pour la Régénération de la Russie, composée de socialistes-révolutionnaires, socialistes-travaillistes, socialistes-démocrates et cadets de la gauche.

les adversaires de l'ordre social de la vieille civilisation. J'ai été heureux de retrouver une idée analogue dans un récent article de M. Guglielmo Ferrero (1). L'illustre historien établit le parallèle entre la crise de nos jours et celle du IIIe siècle engendrée par les guerres civiles qui suivirent la mort d'Alexandre Sévère et qui aboutirent à l'anéantissement de l'autorité du Sénat romain. La civilisation antique ne s'est pas rétablie de cette crise. La nôtre sera-t-elle plus heureuse? Possède-t-elle, trouvera-t-elle un principe qui puisse servir de base à un ordre social stable? Tel est le problème. Il est certain qu'on chercherait en vain un tel principe chez les hommes responsables de la catastrophe de la guerre, aussi bien que chez ceux qui veulent nous jeter dans le gouffre du bolchevisme universel.

Le cauchemar commencé en 1914 n'est pas fini. Le vin est tiré, il faut le boire. Rien n'égale cette maxime en justesse et en tristesse. Oui, le vin que d'autres ont tiré, il faut le boire. Il faut le boire jusqu'à la lie.

Novembre 1919, Paris.

---

(1) Guglielmo Ferrero, *La Ruine de la civilisation antique. Revue des Deux Mondes*, 15 septembre 1919.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les étapes de la carrière de Lénine.

Je n'ai pas, bien entendu, l'intention d'offrir au lecteur une biographie de Lénine. Mais quelques notions biographiques sont nécessaires au but que je me propose dans le présent ouvrage. Je les emprunte presque exclusivement aux sources bolchevistes, notamment au livre que M. Zinoviev, l'ami dévoué et le collaborateur de Lénine, vient de lui consacrer (1). Le ton d'admiration béate dont ce livre est pénétré est très curieux. D'ailleurs, tout Don Quichotte a le Sancho Pança qu'il mérite.

En réservant pour les chapitres suivants l'exposé de l'évolution des idées du leader bolcheviste, nous mentionnerons ici quelques étapes de sa vie.

Vladimir Iliitch Oulianov, qui possède aujourd'hui une terrible notoriété mondiale sous le pseudonyme de Lénine, est né le 10 avril 1870, à Simbirsk. Son père, qui avait le grade de conseiller d'État, y était directeur des écoles populaires. C'est un poste assez élevé dans l'administration du Ministère de l'Instruction Publique et qui donnait droit en Russie au titre d'Excellence. Lénine est un noble héréditaire. Une légende assez répandue parle même de l'antiquité et de la richesse de la famille des Oulianov. Mais M. Zinoviev affirme, pour tranquilliser peut-être le sentiment démocratique de son public, que le père de Lénine avait une origine paysanne. Il serait d'ailleurs fort difficile de tirer quelques conclusions sur « l'influence du milieu et de

(1) G. Zinoviev, *N. Lénine, W. J. Oulianov* (en russe), Pétrograd, 1918.

la c ste », quand il s'agit de la personnalité et de l'action de Lénine : il combine remarquablement la violence prétentieuse d'un hobereau avec la ruse élémentaire d'un paysan.

Lénine était encore au lycée lorsqu'une tragédie révolutionnaire eut lieu dans laquelle son frère aîné joua un rôle prépondérant. Vers ce temps (1887) le parti de la *Narodnaïa Volia* (*Volonté* (1) *du peuple*), qui a soutenu tout le poids de la lutte révolutionnaire à la fin du règne d'Alexandre II et qui a organisé contre ce monarque une série d'attentats dont le dernier (celui du 1/13 mars 1881) lui a coûté la vie, était déjà écrasé. Une grande partie de ses membres furent pendus. Hermann Lopatine (2), le dernier de ses chefs, fut arrêté et jeté dans le cachot de Schlusselbourg.

La lutte inégale d'une poignée d'intellectuels contre l'autocratie la plus puissante de l'histoire semblait finie. La réaction brutale incarnée dans les personnes d'Alexandre III et de Pobiedonostsev, son conseiller favori, triomphait. Mais les idées dont le parti s'inspirait, et en particulier l'idée de la lutte contre l'absolutisme par des attentats terroristes, n'avaient pas perdu crédit parmi les intellectuels russes. Le théoricien principal du parti *Narodnaïa Volia*, Nicolas Mikhaïlovsky, le célèbre publiciste, sociologue et critique littéraire, affirmait, bien plus tard encore, que les attentats terroristes n'ont pas atteint leur but : la liberté politique de la Russie, non parce qu'ils étaient poussés trop loin, mais parce qu'ils n'étaient pas poussés assez loin. L'impression produite par l'assassinat d'Alexandre II fut immense. Si Alexandre III, beaucoup plus réactionnaire que son père, avait subi le même sort, malgré toutes les précautions de l'appareil policier perfec-

(1) Le mot *Volia* a en russe un sens double : il signifie *volonté*, mais, dans le langage poétique, veut dire aussi *liberté*.

(2) Ce célèbre révolutionnaire, ami de Marx qu'il tutoyait, hautement apprécié de Herzen et de Tourguenev, est mort en 1919. Malgré la grande pauvreté de ses derniers jours, il a refusé avec mépris la pension qui lui a été offerte par le gouvernement bolcheviste qu'il exécrait.

tionné, il se peut que la réaction n'eût pas supporté ce deuxième coup. Telle était du moins l'idée de la jeune génération révolutionnaire à laquelle appartenait l'étudiant Alexandre Oulianov, frère aîné de Lénine. Or, un nouvel attentat terroriste contre la vie d'Alexandre III était préparé par un petit groupe de jeunes gens, dont il était le chef, pour le 1/13 mars 1887, le sixième anniversaire du jour de la mort d'Alexandre II. Le tsar devait être assassiné, par des engins infernaux, sur la Perspective Nevsky. Mais la police, prévenue, arrêta les terroristes les bombes à la main et prévint l'attentat. Alexandre Oulianov et quatre de ses camarades furent pendus dans l'enceinte du fort de Schlusselbourg. Cette tragédie, connue sous le nom de l'affaire du deuxième « 1er mars », fut le coup de grâce pour le parti de la *Narodnaïa Volia* qui ne s'est plus jamais relevé.

Ce parti s'inspirait des idées qui sont connues dans l'histoire de la pensée russe sous le nom d'idées *populistes*. Les *populistes* (*narodniki*) croyaient en la possibilité pour la Russie d'éviter le stade capitaliste du développement économique par lequel ont passé les vieilles nations européennes. Ils considéraient comme possible le passage direct du peuple au régime du bien-être pour tous et croyaient plus ou moins dans les instincts socialistes du paysan russe. Dans leur idéalisme très élevé, ils prêchaient le devoir de tous les intellectuels russes de vouer leurs vies et leurs connaissances à la cause du peuple malheureux, dont la misère séculaire leur a fourni les moyens d'atteindre un haut degré de civilisation. Ils n'admettaient pas la doctrine du matérialisme économique que Mikhaïlovsky a soumise à une analyse critique très remarquable. Ne partageant pas la théorie du socialisme scientifique qui attend la libération du monde de la classe ouvrière seule, ils ne croyaient point que la *prolétarisation* des masses paysannes pût servir la cause du progrès universel.

Ce mélange des idées utopistes avec des idées justes, pour lequel tant de Russes ont lutté et sont morts, a rencontré, avec le commencement des années 90, une très vive oppo-

sition de la part de la jeune génération toute pénétrée des idées de Karl Marx. Une lutte s'est engagée entre Mikhaïlovsky et son école d'un côté, et, de l'autre, les marxistes dont Plekhanov, le chef des socialistes-démocrates, et Struve, qui appartient à présent à la droite du parti cadet, furent les protagonistes principaux. Cette controverse célèbre entre *populistes* et marxistes n'est peut-être pas terminée jusqu'ici. Aujourd'hui encore deux partis socialistes russes, les socialistes-travaillistes et les socialistes-révolutionnaires, s'inspirent des idées de Nicolas Mikhaïlovsky en rejetant d'elles ce que la vie a réfuté (1), tandis que le marxisme reste la base théorique du parti socialiste-démocrate.

Alexandre Oulianov appartenait, semble-t-il, à la génération des *populistes* qui a déjà pris connaissance de certaines idées de Karl Marx. La veille presque de l'attentat du 1er mars 1887, il projetait, avec M. Koltzov, la publication d'une bibliothèque socialiste dont le premier numéro devait être un article de Marx, traduit par lui, sur la philosophie hégélienne (2).

Vladimir Oulianov (dit Lénine) entra, après avoir terminé ses études au lycée, à la Faculté de droit de l'Université de Kazan. Il faisait alors partie de petits groupes d'étudiants qui s'inspiraient des idées *populistes*, mais il ne tarda pas à les abandonner, quand il eut pris connaissance de la doctrine de Marx. Exclu de l'Université de Kazan pour « participation à l'agitation », il alla à Pétersbourg et y passa à la faculté juridique les *examens d'état* qui équivalent en Russie à la licence en droit.

« La carrière juridique, dit Zinoviev, n'a pas séduit le camarade Lénine. Wladimir Iliitch nous parlait souvent avec beaucoup d'humour (3) des quelques jours de son stage au

(1) Mikhaïlovsky lui-même a reconnu que la vie a démontré l'impossibilité pour la Russie d'éviter le stade capitaliste du développement économique.

(2) D. Koltzov, *La fin de la Narodnaïa Volia et les débuts de la social-démocratie. Les années* 80 (en russe).

(3) *L'humour* est pourtant une qualité dont Lénine semble être absolument dépourvu.

barreau. » Il abandonna presque aussitôt la carrière d'avocat et devint un *révolutionnaire professionnel* : il n'y a plus que la Russie où la révolution soit un métier. Et c'est même un trait non dénué d'importance dans l'histoire de la Russie moderne : un très grand nombre des politiciens qui ont joué un rôle considérable dans les événements de 1917-1919 sont des révolutionnaires de profession qui n'ont jamais exercé d'autre métier.

« Lorsque Lénine fut exclu de l'Université de Kazan, raconte M. Zinoviev, il vint à Pétrograd... Un peu infecté déjà à Samara des idées de Marx, il courait la capitale en y cherchant des marxistes... Mais il n'en trouvait pas. Les *populistes* étaient maîtres de tous les esprits, et la classe ouvrière ne faisait que se réveiller à la vie politique. Or, le jeune camarade Lénine crée en 1-2 ans les premiers groupements ouvriers et groupe autour de lui un petit nombre d'intellectuels marxistes. »

Au commencement des années 90, Lénine prit part à la formation de l'*Union de la lutte pour la délivrance de la classe ouvrière*. « Agissant sur mandat de cette organisation, il organise les premières grèves ouvrières, écrit les premières feuilles polycopiées, simples et modestes (?), dans lesquelles il formule les exigences économiques des ouvriers de Pétersbourg... Il passe jours et nuits dans les quartiers ouvriers. La police le persécute. Il n'a qu'un petit cercle d'amis. Presque tous les intellectuels, soi-disant révolutionnaires, de l'époque le rencontrent avec peu de faveur. C'était le temps assez proche de celui où les *populistes* brûlaient les premières œuvres marxistes de Plekhanov dans lesquelles Lénine a étudié. »

On constate, dans cette citation, la beauté de style (comme disait le personnage de Gogol) qui caractérise le talent de M. Zinoviev et qui le pousse ici à exagérer la vérité (ce qui est aussi un des caractères de son talent), en faisant du jeune Lénine une sorte de prophète méconnu et persécuté par ces méchants *populistes* qui agiraient presque d'accord avec la police. En réalité, Lénine faisait à Pétersbourg ce que des centaines

d'autres jeunes gens y faisaient alors. Il n'attirait pas l'attention spéciale de la police et certainement occupait très peu de sa personne « presque tous les intellectuels soi-disant révolutionnaires de l'époque ». Soit dit à ce propos que le stage de prison de Lénine (sans parler de M. Zinoviev) est fort court et ne souffre aucune comparaison (1) avec le vrai martyre subi par beaucoup de ces *populistes* qui aujourd'hui sont traités de réactionnaires par les pouvoirs bolchevistes. La persécution morale qu'il aurait subie de la part des *populistes* mystérieux qui « brûlaient les livres de Plekhanov», est une pure fantaisie. Le temps approchait, bien au contraire, que Lénine lui-même a appelé « la lune de miel du marxisme légal » : « Les livres marxistes paraissaient les uns après les autres, on commençait la publication des revues et des journaux marxistes, tout le monde devenait marxiste, les marxistes étaient adulés, les marxistes étaient choyés, les éditeurs s'enthousiasmaient pour la vente extraordinaire des livres marxistes » (2).

Vers la fin des années 90, Lénine fut arrêté et envoyé en exil. Dès lors il devint émigré et le resta, à de courts intervalles près, jusqu'en 1917.

En 1901, Lénine fonda, avec Martov et Potressov, la revue *Etincelle* (*Iskra*) qui a joué un rôle important dans l'histoire du mouvement révolutionnaire en Russie. Deux ans plus tard le Parti Socialiste-Démocrate Russe, fondé en 1898, se partagea en deux fractions : bolcheviste et mencheviste. Lénine abandonna la rédaction de l'*Etincelle*, qui devint mencheviste, et fonda le premier organe bolcheviste : *En Avant* (*Vpered*). En 1905 eut lieu « le premier Congrès historique qui posa les fondements du parti communiste d'aujourd'hui » (3) (le troisième Congrès du parti Socialiste-Démocrate). Ce Congrès fut inspiré et dirigé par Lénine.

(1) Ceci se rapporte également à MM. Trotzky, Lounatcharsky, Kamenev et tous les autres leaders bolchevistes.

(2) N. LÉNINE, *Que faire? En 12 ans* (en russe), t. I, p. 195.

(3) ZINOVIEV, *l. c.*

A partir du moment de la division du parti en deux fractions, il devint le chef incontesté et le principal théoricien des bolcheviks.

En 1905, commença la première révolution russe. M. Zinoviev qualifie le rôle que Lénine y a joué d'immense et de dirigeant, et il a raison : Lénine a *perdu* la première révolution russe. Les idées qu'il prêchait à l'époque étaient les suivantes : boycottage de la Douma, lutte contre la « contre-révolution des cadets », organisation d'un soulèvement armé pour la création de la dictature révolutionnaire et démocratique. Nous reviendrons à ces idées, qu'il a développées dans sa brochure : *Deux tactiques de la démocratie socialiste*. L'appréciation des forces des deux camps en lutte a été faite par Lénine d'une manière erronée. Les mencheviks lui en ont fait un crime. Mais l'expérience de 1917, bien que faite dans des conditions tout à fait différentes de celle de 1905, a montré que les mencheviks exagéraient peut-être l'importance des forces conservatrices en Russie.

Au point de vue extérieur, le rôle de Lénine dans la révolution de 1905, a été plutôt effacé. Le Soviet des députés ouvriers de Pétersbourg a été fondé et dirigé par les mencheviks. Il fut présidé successivement par Khroustalev-Nossar et par Trotzky. Lénine n'y prit aucune part : « Il n'assista, dit M. Zinoviev, qu'une ou deux fois aux séances du Soviet de Pétrograd en 1905. Le camarade Lénine nous racontait comment il assistait de la galerie, inaperçu du public, à la séance du Soviet dans la salle de la Société Économique Libre et contemplait pour la première fois le Soviet des Députés Ouvriers de Pétrograd. Le camarade Lénine habitait à Pétrograd d'une manière illégale, et le Parti lui interdit de paraître en public trop ouvertement. Le représentant officiel de notre Comité Central au Soviet était A. A. Bogdanov. Et lorsque l'on connut que le Soviet serait arrêté, nous interdîmes au camarade Lénine d'aller à la dernière séance historique pour qu'il ne fût pas arrêté. Il n'a vu le Soviet, en 1905, qu'une ou deux fois. Mais je pense que déjà alors, lorsqu'il regardait, du haut de

la galerie de la Société Économique Libre, ce premier parlement ouvrier, déjà alors la pensée du pouvoir des Soviets naissait dans son cerveau. »

En 1907, Lénine partit de nouveau pour l'étranger.

« Lénine a été à deux reprises un émigré, raconte M. Zinoviev, il passa plusieurs années à l'étranger. Sa deuxième période d'exil, moi et d'autres camarades, nous l'avons partagée avec lui. Et quand nous étions sombres et affligés, ces temps derniers notamment, pendant la guerre, quand nous perdions courage (ceux des camarades qui ont été des émigrés comme nous savent ce qu'il en coûte de ne pas entendre durant des années un mot de sa langue et de languir de la parole natale (1), le camarade Lénine avait coutume de dire : De quoi vous plaignez-vous? Est-ce cela l'émigration? Plekhanov, Axelrod, eux, ont connu la vraie émigration, eux qui ont attendu 25 ans avant de voir le premier ouvrier révolutionnaire.

« En fait, Vladimir Iliitch souffrait dans l'émigration vraiment comme un lion dans sa cage. Il ne pouvait appliquer nulle part son immense et inépuisable énergie et il se sauvait seulement en faisant ce que Marx avait fait dans son émigration. Il passait 15 heures par jour à la bibliothèque et ce n'est pas pour rien qu'il est aujourd'hui un des marxistes les plus savants et en général un des hommes les plus érudits de notre temps. »

En cela M. Zinoviev est sans doute un juge tout à fait compétent.

Lénine a publié à l'étranger plusieurs brochures et dirigé la publication de plusieurs journaux bolchevistes. En 1912, il s'est établi à Cracovie pour diriger de plus près le mouvement bolcheviste en Russie. Son collaborateur le plus pro-

(1) On est agréablement surpris d'apprendre que M. Zinoviev a tellement souffert, dans les cafés de Genève, faute d'entendre la « langue russe natale ». Mais il va de soi qu'il le dit toujours pour la beauté du style et en s'adressant à ceux des camarades qui n'ont pas été dans l'émigration, car ceux qui y ont été savent très bien que les émigrés n'entendent pas d'autre parole que le russe.

che pour l'action en Russie et son ami dévoué fut alors Malinovsky, membre socialiste démocrate de la Douma.

Malinovsky a été l'agent secret du Département de la Police. Il avait dans son sombre passé quelques actes de cambriolage que la police connaissait bien. On lui offrit l'oubli de ces menus péchés à condition de se mettre au service de la police politique. Il accepta. Le Département de la Police poussa l'impudence jusqu'à lui faire poser sa candidature à la Douma. Il fut élu grâce au soutien simultané des bolcheviks et de la police. En sa qualité de président de la fraction parlementaire des bolcheviks, il prononçait dans toutes les occasions importantes des discours ultra-révolutionnaires. Certains de ses discours furent inspirés ou même dictés par Lénine que Malinovsky allait voir très souvent à Cracovie. D'autres sont dus à la plume de Bieletzki, directeur du Département de la Police, un des plus remarquables policiers de la Russie tsariste, laquelle en avait pourtant beaucoup. Malinovsky obéissait à ses deux maîtres à la fois. Grâce à lui et au littérateur Tchernomasov, un autre agent du Département de la Police, qui dirigeait la *Pravda*, l'organe du parti bolcheviste, Bieletzki était non seulement au courant de tout ce qui se passait dans les milieux dirigeants du bolchevisme, mais exerçait sur leur action une certaine influence mystérieuse. Malinovsky jouissait de la pleine confiance de Lénine et de Zinoviev. Quand M. Bourtzev a accusé (1) un troisième bolchevik notoire, Jitomirsky, d'être un agent provocateur du Département de la Police, Lénine lui a envoyé Malinovsky pour demander les preuves de cette accusation. Malinovsky a été chargé en même temps par Bieletzky d'obtenir si possible de M. Bourtzev l'indication des sources de ses renseignements sur les agents provocateurs. Mais M. Bourtzev, soit par méfiance instinctive, soit par un heureux hasard, ne les lui a pas dévoilées malgré tous ses efforts (2).

(1) Cette accusation était très justifiée : les documents qui ont été trouvés après la révolution, démontrèrent avec certitude que Jitomirsky avait été un agent provocateur.

(2) Vladimir Bourtzev, *Lenine and Malinovsky, Struggling Russia,*

En 1914, Djounkovsky, sous-secrétaire d'État à l'intérieur, apprit qu'un agent secret de la police était membre de l'Assemblée Législative. Il jugea cette situation intolérable pour le prestige du gouvernement impérial et exigea sa démission immédiate de membre de la Douma. Malinovsky obéit et partit pour l'étranger. Aucune publication officielle n'a été faite à ce propos, mais des rumeurs ont couru dans la société et dans la presse de ce cas extraordinaire de trahison. Lénine et Zinoviev ont pourtant soutenu Malinovsky de toute leur autorité, malgré l'accusation ouverte et précise qui a été portée contre lui, en décembre 1916, par M. Bourtzef, grand clerc en la matière. Ils ne se sont rendus à l'évidence qu'après la révolution, quand les preuves matérielles du rôle provocateur de Malinovsky ont été publiées (1).

Par Malinovsky, Tchernomasov, ainsi que par les bolcheviks sincères qui venaient souvent à Cracovie pour recevoir des instructions, comme les catholiques vont chercher les leurs au Vatican, Lénine exerçait une très forte influence sur le mouvement bolcheviste en Russie. Il se peut fort bien que les vues mystérieuses de Bieletzki s'accordassent tout à fait avec les mots d'ordre extrémistes de Lénine. Nous en reparlerons dans les chapitres suivants.

La guerre trouva Lénine dans un petit village de Galicie. Il fut d'abord arrêté par les pouvoirs locaux, mais le gouvernement autrichien central comprit aussitôt qu'il était bien plus avantageux pour lui de laisser pleine liberté d'action

N° 9-10, 17 mai 1919. Les sources des renseignements de M. Bourtzev sur l'affaire Malinovsky sont assez variées : emprisonné sous le régime bolcheviste dans la forteresse de Pierre-et-Paul, il a eu pour camarade de reclusion Bieletzki (fusillé plus tard). L'ancien chef de la police secrète n'avait plus rien à cacher : il raconta à Bourtzev toutes les péripéties de ce merveilleux roman policier. Les méthodes employées par Bieletzky dépassent la fantaisie d'un Conan Doyle.

(1) Malinovsky a fait pendant la guerre la propagande bolcheviste dans les camps de prisonniers russes, en Allemagne. Rentré de son propre gré en Russie à la fin de la guerre, il fut fusillé avec la sanction de Lénine.

à un Russe de cette nature. Lénine fut relâché et partit pour la Suisse. Son rôle dans la propagande qui aboutit à la Conférence de Zimmerwald et à celle de Kienthal, ainsi que dans ces Conférences elles-mêmes, est assez connu. Il appartenait, bien entendu, à l'extrême gauche des Zimmerwaldiens. A Kienthal, il proposa, appuyé par Radek, le sabotage et la révolte armée pour mettre fin à la guerre entre les nations et pour commencer la guerre entre les classes.

En mars 1917, il passa en Russie par la voie de l'Allemagne dans le célèbre « wagon-plombé » qui ne l'était d'ailleurs pas. C'est ce voyage sensationnel qui a attiré sur lui l'attention du monde entier. Jusqu'ici, malgré sa grande autorité dans les milieux révolutionnaires, le gros des intellectuels russes n'avait sur sa personnalité que des idées très vagues, sans parler du peuple auquel son nom ne disait rien. Le mot bolchevik, qui depuis a fait fortune, était alors très peu connu. Mais, en ces jours de premier enthousiasme libérateur et patriotique, on se demandait avec stupeur pourquoi un Russe prenait, pour rentrer chez lui, le chemin de l'Allemagne, pourquoi un révolutionnaire demandait service aux agents du chancelier impérial, et surtout pourquoi ce chancelier s'empressait de rendre au révolutionnaire le petit service demandé. On peut dire sans paradoxe que sa notoriété initiale, Lénine la doit au « wagon-plombé ».

Son premier discours prononcé au commencement d'avril 1917 au Conseil des Ouvriers et des Soldats de Pétersbourg, où le programme bolcheviste, « réalisé » depuis, a été exposé, n'obtint aucun succès, et parmi ceux qui l'attaquèrent avec le plus de violence, figuraient quelques-uns de ses futurs collaborateurs. M. Steklov qui dirige aujourd'hui l'organe officiel du gouvernement des Soviets, les *Isvestia*, dit par exemple que le programme de Lénine était celui d'un anarchiste et que lui-même posait sa candidature au trône vacant de Bakounine (on sait qu il n'existe pas dans le milieu socialiste-démocrate de plus grande injure que de qualifier quelqu'un d'anarchiste et de le comparer à Bakounine). La situation politique de Lénine fut donc celle

du *splendid isolation*. Trotzky n'était pas encore rentré d'Amérique. Il ne s'était d'ailleurs pas encore rallié au bolchevisme (1). Pendant la guerre il collaborait assidûment (ainsi que M. Lounatcharsky, commissaire du peuple à l'Instruction Publique), sous le pseudonyme d'*Antid Oto*, aux journaux *Kievskaïa Mysl* et *Den* qui n'étaient ni défaitistes, ni pacifistes à tout prix, ni Zimmervaldiens, et qui plus tard ont été supprimés, comme contre-révolutionnaires, par le gouvernement dont leurs anciens collaborateurs sont le meilleur ornement. L'unique partisan fidèle de M. Lénine fut à l'époque M. Zinoviev et leurs noms furent longtemps inséparables; ce n'est que plus tard qu'on a commencé à dire : Lénine-Trotzky au lieu de : Lénine-Zinoviev. Le sort, d'ailleurs injuste, a quelque peu mis dans l'ombre la sympathique figure du Président de la Commune de Pétersbourg.

A l'étranger, le bolchevisme était sans doute encore moins connu. Karl Liebknecht en Allemagne, M. Alexandre Blanc en France étaient encore à cent lieues du programme de Lénine. Quant aux Shapiro, aux Koritschner et aux autres Bela Kuhn, ils ne se manifestaient pas et d'ailleurs n'intéressaient personne.

On sait le reste. A partir du jour de sa rentrée en Russie (4 avril 1917), chaque pas de Lénine s'accompagne d'une réclame mondiale. L'histoire de son action en 1917-1919 ne peut encore être écrite. Ses étapes — et nous ne parlons ici que d'étapes — sont : une campagne désorganisatrice acharnée, menée en Russie du balcon du palais Kchesinsky et des colonnes de la *Pravda*; la révolte échouée en juillet 1917 ; la fuite en Finlande; le retour de Finlande en octobre et l'entrée triomphale à l'Institut Smolny à la tête du gouvernement des Commissaires du Peuple; l'armistice avec l'Allemagne; la paix de Brest-Litowsk; des expériences communistes; la terreur inouïe; la Troisième Internationale; la « dictature du pro-

(1) Dans les articles qu'il a publiés en Suisse en 1914-1916, Lénine ne cessait de dénoncer les idées opportunistes et bourgeoises de Trotzky.

létariat » ; le chaos, la guerre civile et l'effondrement complet de la Russie.

Ces exploits sont couronnés d'une gloire universelle. Lorsqu'en 1918, les bolcheviks faisaient parader à leurs Congrès les délégations exotiques venues tout exprès des Indes, de l'Afghanistan, du Zanzibar et du pôle Nord pour saluer la grande république des Soviets et le pape Lénine au nom des organisations communistes de leurs pays, ils faisaient les délices des humoristes et la joie des sceptiques. Mais voici qu'en Italie, en Norvège, le parti socialiste se range résolument du côté de la Troisième Internationale ; voici que la maison d'édition de *Avanti* met en vente une grande médaille à l'image de Lénine « de profil et de face » avec l'inscription *ex oriente lux* (1) ; voici que les journaux parlent d'une grève générale projetée en Italie à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du dictateur russe (2) ; voici que les ouvriers italiens commencent à donner son nom à leurs nouveau-nés ; voici qu'en Allemagne un parlementaire idéaliste, qui, pendant vingt ans, s'appelait socialiste-démocrate, abandonne le parti illustré par son père et devient communiste parce que Lénine préfère ce nom (3). Voici qu'en France un autre parlementaire idéaliste parle sérieusement du « rayonnement de la Révolution Russe » (4) ; voici que l'organe officiel du Parti Socialiste Français s'extasie devant le « génie », la « puissance d'invention philosophique », « l'acuité du coup d'œil », « l'admirable esprit révolutionnaire du grand homme d'État révolutionnaire » (5). Voici même qu'un écrivain anglais, en parlant de la page d'histoire qu'écrivent les bolcheviks, ose dire qu'elle sera pour la postérité « aussi blanche que les neiges de Russie » (6)... Si blanche que cela vraiment, Monsieur Arthur Ransome ?

(1) *Avanti*, 1er juin 1919.
(2) *Daily Mail*, avril 1919.
(3) Karl Liebknecht.
(4) Jean LONGUET. Le *Populaire*, 20 juin 1919.
(5) *L'Humanité*, 1er août et 2 septembre 1919.
(6) Arthur RANSOME, *Pour la Russie. Lettre à l'Amérique.*

CHAPITRE II

Les récits de Lénine pendant la période 1894-1904.

Lénine a commencé sa carrière de littérateur par une petite brochure de propagande adressée aux ouvriers de Pétersbourg et intitulée : *Sur les amendes* (1). Ce fait seul suffirait peut-être pour montrer qu'il n'est pas un *écrivain*, bien qu'il ait beaucoup écrit. Il reste toujours un propagandiste politique, qu'il écrive sur les amendes d'usines ou sur la philosophie de Berkeley. Aussi traite-t-il les deux sujets d'une manière absolument semblable ; ce qui est d'ailleurs tout naturel, puisque Berkeley l'intéresse au même point de vue que les amendes. Ceci est loin d'être un point faible de cette personnalité curieuse : Lénine ne prétend probablement pas à l'immortalité littéraire ; or, des natures tellement « unies » se rencontrent assez rarement en dehors des maisons d'aliénés et cette unité leur procure une certaine force, comme l'exemple de Lénine en témoigne.

L'action littéraire et politique de Lénine se ramène à trois courants différents : 1° lutte contre les *populistes ;* 2° lutte contre le marxisme légal des modérés et le revisionnisme allemand ; 3° lutte intérieure au sein du parti socialiste-démocrate russe.

Le rôle de Lénine dans la lutte contre les *populistes* a été assez effacé, quoi qu'en dise M. Zinoviev, qui décrit en ces termes modernistes l'impression qu'auraient faite autrefois (1894) les articles de Lénine (publiés sous le pseudonyme de Touline) : « Quelqu'un, puissant et robuste, a troublé le marais petit bourgeois. Le mouvement de l'eau commence.

(1) Faut-il dire que M. Zinoviev trouve, dans cette pauvre brochure du jeune Lénine, le « modèle classique de la popularisation du marxisme ».

Une nouvelle figure apparaît à l'horizon. Quelqu'un boude. On sent quelque chose de nouveau et de frais ».

Tout cela est dit, bien entendu, rien que pour la beauté du style. En réalité les articles de Lénine passèrent presque inaperçus. La lutte des marxistes et des *populistes* se confinait dans les domaines de l'économie politique et de la philosophie. Or, Lénine ne savait pas encore alors l'économie politique ; quant à la philosophie, il ne la connaît pas même aujourd'hui. Struve le dépassait par l'érudition, Plekhanov par le talent littéraire (ce qui n'est pas beaucoup dire) et ce sont eux qui ont eu dans la polémique contre les *populistes* le rôle principal. L'article le plus important de Lénine : *Le fond économique du populisme et sa critique dans le livre de M. Struve* (1) (1895), en tant qu'il traitait de la doctrine des *populistes*, contenait très peu de nouveau. Il est plus intéressant en tant qu'il se rapportait à M. Struve lui-même. Disons à ce propos que M. Struve occupe une place hors de pair dans l'activité littéraire de Lénine. C'est, si j'ose dire, la marotte du leader bolcheviste : voici bientôt vingt-cinq ans qu'il ne cesse de dénoncer toutes sortes de crimes de ce premier champion du marxisme en Russie (M. Trotzky de son côté lui a accordé son attention : il lui a consacré un pamphlet spécial : *M. Pierre Struve en politique*).

En automne 1894, Lénine lut à Pétrograd, en petit comité, un article dirigé contre Struve (lequel assistait à cette lecture) et intitulé : *Les répercussions du marxisme dans la littérature bourgeoise*. Cet article contenait déjà certaines idées du bolchevisme d'aujourd'hui. Ainsi Lénine soulignait que dans *tous* les écrits de Marx le passage du régime actuel au régime nouveau se présente sous la forme d'une chute brusque, d'un effrondrement du capitalisme. Il répétait, après Sombart, cette pensée caractéristique que

(1) Il s'agissait du livre de P. B. STRUVE qui a fait beaucoup de bruit à l'époque : *Remarques critiques sur la question du développement économique de la Russie* (1894). Ce livre, ainsi que celui de PLEKHANOV : *Sur la question du développement de la conception moniste de l'histoire*, a marqué le début de l'ère marxiste en Russie.

« dans tout le marxisme il n'y a pas une trace d'éthique ». Il protestait contre l'affirmation de Struve d'après laquelle Marx «serait allé trop loin dans la négation de l'État». C'était, en somme, comme Lénine l'a dit plus tard, «un avertissement à Struve de la part d'un socialiste démocrate révolutionnaire » (1). Par contre, Lénine était d'accord avec M. Struve pour affirmer « la nécessité, l'inévitabilité et le caractère progressif du capitalisme russe ». C'était une pointe dirigée contre les *populistes* et leurs utopies. Mais il est intéressant que ce soit justement le marxiste Lénine qui aujourd'hui essaye de faire sauter la Russie par dessus le stade capitaliste où elle est à peine entrée, pour la transplanter directement dans l'ère bienheureuse du communisme. Il est vrai que vingt-cinq ans se sont écoulés depuis lors. Pourtant, c'est faire preuve d'un esprit utopique pire que celui des *populistes* que de croire qu'un pays de 150 millions d'hommes, dont 80 pour cent sont des paysans, un pays sans industrie développée malgré les richesses naturelles immenses, ait pu traverser le stade capitaliste en 25-30 ans et soit mûr aujourd'hui pour le régime communiste.

Un autre article que Lénine a plus tard consacré à Struve, devenu à l'époque un des chefs du libéralisme russe modéré, est intitulé : *Les persécuteurs des Zemstvos et les Annibal du libéralisme.* C'est peut-être le meilleur écrit politique du chef des bolcheviks. Lénine reprochait à Struve de ne pas pousser assez loin son programme démocratique. Il cite ces paroles de son antagoniste libéral adressées aux gouvernants de la Russie tsariste : « C'est avec une douleur profonde que nous prévoyons les victimes formidables en hommes, en valeurs culturelles qu'entraînera cette folle politique conservatrice et agressive, qui n'a ni sens politique, ni l'ombre d'une justification morale. » A ces paroles, que les événements de nos jours ont pleinement justifiées, Lénine ajoute : « Quel abîme sans fond de doctrinarisme ouvre cette considération sur l'explosion révolutionnaire. L'auteur ne comprend point l'immense importance historique qu'aurait une bonne

(1) N. LÉNINE, *En 12 ans* (en russe), t. I, pp. III, 76, 63, 62, 44.

leçon administrée en Russie au gouvernement par le peuple ». Voilà une pensée qui est du bon Lénine. Il est probable qu'aujourd'hui aussi, il est tout pénétré du désir d'administrer une *bonne leçon au régime capitaliste.* Malheureusement, dans ces expériences de pédagogie sociale, on ne sait jamais au bout du compte quel est celui qui a été le mieux corrigé.

D'ailleurs, il n'était point question alors d'attaquer le régime capitaliste. Lénine parlait bien au contraire, avec beaucoup de conviction, d'une entente avec le libéralisme. « Si les libéraux, disait-il, savent s'organiser dans un parti illégal, nous saluerons le développement de la conscience politique des classes dirigeantes, nous soutiendrons leurs exigences, nous tâcherons que l'action des libéraux et celle des socialistes démocrates se complètent l'une l'autre S'ils ne le savent pas, même dans ce cas (plus probable), nous n'abandonnerons pas les libéraux, nous tâcherons d'affermir la liaison avec certains d'entre eux, de leur faire connaître notre mouvement, de les soutenir en dénonçant dans la presse ouvrière toutes les ignominies du gouvernement et des pouvoirs locaux, de les pousser à soutenir les révolutionnaires. Un échange de services de ce genre entre libéraux et socialistes-démocrates a lieu même aujourd'hui, mais il doit être élargi et affermi... Nous nous sommes libérés des illusions de l'anarchisme et du socialisme populiste, du dédain de la politique, de la foi dans le développement *sui generis* de la Russie, de *la conviction que le peuple est prêt pour la révolution, de la théorie de la conquête du pouvoir* et de la lutte contre l'absolutisme des intellectuels héroïques ».

Ceci fut écrit en 1901. Quels que soient les changements politiques qui se sont produits depuis lors, on ne lit pas ces lignes sans étonnement *dans un écrit de Lénine.* « Échanges de services entre libéraux et socialistes-démocrates »... Beaucoup de libéraux, en 1918-1919, ont payé de leur vie ou de leur liberté l'attention que leur témoignaient Lénine et ses collaborateurs de la Commission Extraordinaire. D'autres, comme Struve, ont dû fuir pour échapper aux bourreaux bolchevistes

(1). Plus intéressant encore est d'entendre Lénine qualifier d'illusion nuisible l'affirmation que le peuple est prêt pour la révolution.

Lénine s'est fait un grand nom dans les milieux socialistes-démocrates par la brochure qu'il a publiée en 1897 à l'étranger : *Les problèmes des socialistes démocrates russes*, et pour laquelle une préface flatteuse a été écrite par M. Axelrod, un des fondateurs du Parti, qui est aujourd'hui un adversaire acharné des Commissaires du Peuple et de leur chef en particulier (2). Cette brochure a eu trois éditions. Mais les causes de son succès nous échappent complètement. Très mal écrite (comme la plupart des articles de Lénine), elle ne contient que des banalités.

Les travaux de Lénine relatifs à l'économie politique sont encore ce qu'il a fait de plus solide. Il ne possède aucun talent d'écrivain, et ses pamphlets politiques ne s'élèvent pas au-dessus de la médiocrité. Mais il possède incontestablement une certaine érudition dans les sciences économiques : c'est ce qu'il sait le mieux. Ses œuvres principales sont ici : *Le développement du capitalisme en Russie*, qui démontrait que la Russie était déjà entrée dans la phase capitaliste, et une série d'articles sur la question agraire. Inutile de dire que Lénine a toujours été un des antirevisionnistes les plus acharnés.

D'ailleurs, pour la question agraire en Russie, il a souvent changé d'opinion. Dans sa brochure : *Les besoins du village* (3), il s'est déclaré partisan de la liberté absolue du paysan de faire ce qu'il veut de sa terre, de la vendre

(1) Rappelons à ce propos que M. Struve a eu autrefois l'occasion de rendre de précieux services personnels à Lénine. M. Zinoviev en parle dans la biographie de son maître : « Struve a été le camarade de Lénine et lui a rendu, ainsi qu'à la Social-Démocratie d'alors, des services inestimables » (p. 22). J'ai entendu la même chose de M. Struve lui-même.

(2) « Axelrod, dit avec indignation M. Zinoviev, ne faisait que raconter des fables à tous ceux qui voulaient l'écouter, que Lénine serait un deuxième Netchaïev, que dans sa lutte contre les *vieux*, il poursuivrait exclusivement des buts d'ambition personnelle, etc. »

(3) N. LÉNINE, *Les besoins du village. Lettre aux miséreux des campagnes* (en russe). Pétersbourg, 1905.

s'il lui plaît, et il a su, avec un art démagogique incontestable, présenter aux yeux des travailleurs du village ses adversaires socialistes-révolutionnaires, partisans de la nationalisation de la propriété foncière, comme des tuteurs despotiques, qui ne veulent pas laisser aux paysans le droit de disposer librement de leur avoir. Un peu plus tard, il a radicalement abandonné cette théorie du *laisser faire* pour adopter la doctrine de la *nationalisation* du sol. Il ne lui fut pas autrement difficile d'écrire une autre brochure et de démontrer le contraire de ce qu'il avait affirmé quelques années auparavant. Ainsi, depuis 1905, il n'est plus question pour lui du droit du paysan de vendre sa parcelle de champ : Lénine demande qu'on soutienne la « tendance des paysans révolutionnaires à l'abolition de la propriété privée sur la terre » (1).

En 1898, eut lieu le premier congrès des socialistes-démocrates qui fonda le Parti Socialiste-Démocrate Ouvrier Russe. Un mouvement s'y est dessiné, qui exagérait l'importance de la lutte purement économique du prolétariat. Contre ce courant qui prit le nom d'*économisme*, Lénine ouvrit aussitôt campagne. Au commencement de 1902, il publia à l'étranger sa fameuse brochure : *Que faire ?* qui a soulevé une très forte polémique et qui resta, jusqu'à 1917, le plus connu de ses écrits. Lénine y a soutenu l'idée de la création de *révolutionnaires de profession* qui fassent un métier de la révolution et de l'art de la lutte contre la police politique.

Lénine a fait un tableau assez exact et pittoresque du mouvement révolutionnaire des années 90 : « Par notre primitivité, dit-il, nous avons fait baisser le prestige du révolutionnaire en Russie. Faible et chancelant dans les questions de théorie, possédant des vues étroites, arguant de l'indiscipline des masses pour justifier sa propre faiblesse, plus ressemblant à un secrétaire de trade-union qu'à un tribun du peuple, ne sachant pas tracer les plans larges et audacieux

(1) N. Lénine. *La revision du programme agraire du Parti ouvrier* (en russe). Pétersbourg, 1906, p. 31.

qui inspireraient du respect aux adversaires eux-mêmes, inexpérimenté et maladroit dans son art professionnel, c'est-à-dire dans la lutte contre la police politique, il n'est pas un révolutionnaire, pardieu, c'est un pauvre *amateur* (1).

« Que nos militants me passent ce mot sévère, car, autant qu'il s'agit du manque de préparation, je l'adresse avant tout à moi-même. J'ai travaillé dans un groupe qui se donnait des buts très larges et très vastes — et nous, membres de ce groupe, nous souffrions douloureusement à la pensée que nous ne sommes que des *amateurs*, et cela au moment historique où l'on pourrait dire en paraphrasant le mot connu : Donnez-nous une organisation des révolutionnaires — et nous ferons tourner la Russie ! Et plus souvent il m'arrive de me rappeler ce sentiment brûlant de honte que j'ai éprouvé alors, plus je ressens d'amertume contre ces faux socialistes-démocrates qui, par leur prêche, déshonorent le titre de révolutionnaire, qui ne comprennent pas que notre devoir n'est pas de défendre l'abaissement du révolutionnaire jusqu'au rang d'un *amateur*, mais d'élever les *amateurs* jusqu'au rang de révolutionnaires ».

On peut dire avec certitude que Lénine a su faire de lui-même un modèle très réussi de *démagogue professionnel*. Qui a vu de ses yeux les fruits de l'agitation qu'il menait en 1917, du pavillon de l'hôtel Kchessinsky et des colonnes de la *Pravda*, qui a vu comment, sous l'action de cette agitation, s'écroulait l'armée russe et se démoralisait la population, rendra justice au grand talent démagogique et à l'art professionnel de Lénine.

Mais quand la révolution d'octobre apporta la victoire aux bolcheviks, Lénine commença, par contre, l'ère du *socialisme amateur*. Il avait dans son camp très peu de révolutionnaires professionnels. L'armée de ses adeptes était composée d'un petit nombre de communistes sincères et ignorants engloutis dans la masse des aventuriers de toutes sortes,

(1) N. LÉNINE. *Que faire? En 12 ans*, t. I, p. 265. Lénine se sert ici d'un mot difficile à traduire (*Koustar*) qui veut dire artisan non qualifié, sans instruction professionnelle.

des pêcheurs en eau trouble, des criminels de droit commun. *Les amateurs de Socialisme* et les *malfaiteurs professionnels* ont fait les cadres des prétoriens bolchevistes.

Au deuxième Congrès du Parti Socialiste-Démocrate (Août 1903), se dessina la scission entre les mencheviks et les bolcheviks (1). Cette scission se rapportait alors surtout aux questions d'organisation. Aujourd'hui la démarcation entre bolcheviks et mencheviks est bien différente. Beaucoup de ceux qui ont été alors les adversaires de Lénine, sont aujourd'hui parmi ses proches collaborateurs. Tel est le cas de Trotzky lui-même. D'autre part, Plekhanov qui, sans se ranger en 1903 du côté des bolcheviks, avait alors soutenu Lénine dans beaucoup de questions, est devenu plus tard son adversaire acharné. Quand on lit les comptes rendus du deuxième Congrès et les articles politiques de ce temps, on a quelque peine à saisir le lien entre les discussions d'alors et celles d'aujourd'hui. Ce lien existe pourtant dans une certaine mesure, mais il ne présenterait aucun intérêt pour le lecteur français. Les discussions avaient, bien entendu, un caractère nettement sectaire ou talmudique. Ainsi deux séances du Congrès ont été consacrées aux débats sur le premier paragraphe du statut du Parti. Lénine voulait qu'il fût formulé en ces termes : « Est considéré comme membre du Parti quiconque reconnaît son programme et soutient le Parti aussi bien de ses ressources matérielles, que par sa participation personnelle dans une des organisations du Parti ». Martov, le chef des mencheviks, exigeait par contre la formule suivante : « Est considéré comme membre du Parti Socialiste-Démocrate Ouvrier de Russie quiconque reconnaît son programme, soutient le Parti par ses ressources matérielles et lui rend un concours personnel régulier sous la direction d'une de ses organisations. » C'est de cela qu'ont parlé pendant deux jours et écrit pendant deux ans encore Lénine, Plekhanov, Martov, Trotzky, Axelrod, Martynov,

(1) Ces derniers ont obtenu la majorité des voix au Congrès et c'est de là que vient ce mot qui, comme on sait, a fait fortune : bolchevik signifiait majoritaire.

Akimov, Liber, Popov, Broucker, etc... On trouve des discussions analogues dans l'histoire des Conciles œcuméniques de Constantinople : Le Fils est-il *similaire* (ὁμοιούσιος) au Père ou lui est-il *identique* (ὁμοούσιος)? Dieu le Père, faut-il l'appeler *Créateur* ou *Créateur du ciel et de la terre?* Et si tel bon socialiste démocrate soutient aujourd'hui encore que la différence entre les formules de Lénine et de Martov avait une grande importance pratique, Grégoire et Nectaire ont affirmé la même chose de leurs discussions de Constantinople.

Au bout du compte, les débats du Deuxième Congrès se ramenaient, d'après Lénine (1), à la lutte entre les Socialistes-Démocrates révolutionnaires qui ont obtenu la majorité et dont il fut le chef, et les éléments opportunistes, « les moins stables au point de vue de la théorie et des principes ». Martov et beaucoup d'autres voyaient par contre dans ces débats une « révolte contre le Léninisme ».

(1) N. LÉNINE, *Un pas en avant, deux pas en arrière* (en russe). Genève, 1904.

CHAPITRE III

Les idées et l'action de Lénine pendant la première Révolution Russe (1905-1906)

En mai 1905, eut lieu à Londres le troisième Congrès du Parti-Socialiste-Démocrate ou, pour être plus exact, le premier Congrès des bolcheviks, car eux seuls y prirent part. Les mencheviks tinrent simultanément à Genève leur Conférence. La scission entre les deux branches du Parti était plus forte que jamais, en rapport avec les problèmes posés par la première révolution russe. Lénine, dont l'influence a dominé au Congrès de Londres, consacra à cette scission un travail qui présente beaucoup d'intérêt, si on le compare à ce qu'il dit et ce qu'il fait aujourd'hui (1).

Les idées essentielles du Congrès de Londres, c'est-à-dire de Lénine, se ramenaient à ceci :

« Les intérêts immédiats du prolétariat, aussi bien que l'intérêt de sa lutte pour les buts finaux du socialisme, exigent la liberté politique la plus complète, donc la substitution de la république démocratique à l'absolutisme.

« L'installation d'une république démocratique en Russie n'est possible que comme résultat d'un soulèvement victorieux du peuple, dont l'organe sera le gouvernement révolutionnaire provisoire, seul capable d'assurer la pleine liberté de l'agitation électorale, et de convoquer, sur la base du suffrage universel, égal et direct, au vote secret, une Assemblée Constituante qui exprime la véritable volonté du peuple » (2).

Oui, voilà ce que dictait, en 1905, l'homme qui, treize

(1) N. Lénine, *Deux tactiques de la démocratie socialiste dans la révolution démocratique* (en russe). Genève, 1905.

(2) La résolution du Congrès de Londres (mai 1905).

ans après, a brutalement dissous l'Assemblée Constituante, convoquée sur la base du suffrage universel, égal et direct, au vote secret, et qui a établi en Russie « la pleine liberté d'agitation » que l'on connaît !

Mais on trouve dans la brochure de Lénine des choses qui, aujourd'hui, paraissent plus invraisemblables encore.

« Les marxistes, écrivait-il, sont absolument convaincus du caractère bourgeois de la révolution russe. Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que ces transformations démocratiques du régime politique et ces transformations économiques et sociales, qui sont devenues pour la Russie une nécessité, non seulement ne signifient pas en elles-mêmes la rupture du capitalisme, la rupture de la domination de la bourgeoisie, mais, au contraire, libéreront pour la première fois véritablement le terrain pour le développement du capitalisme large et rapide, européen et non asiatique ; elles rendront pour la première fois possible la domination de la bourgeoisie en tant que classe » (1).

« C'est une pensée réactionnaire que de chercher le salut de la classe ouvrière en tout autre chose que dans le développement successif du capitalisme. Dans les pays comme la Russie, la classe ouvrière souffre moins du capitalisme que du manque du développement du capitalisme. La classe ouvrière est donc absolument intéressée au développement du capitalisme le plus large, le plus libre et le plus rapide... Donc la révolution *bourgeoise* est extrêmement avantageuse pour le prolétariat. La révolution bourgeoise est absolument nécessaire dans les intérêts du prolétariat » (2).

Lénine en tirait ces conclusions pratiques :

« En posant pour but au gouvernement révolutionnaire provisoire la réalisation du programme-minimum, la résolution (du Congrès de Londres) rejette *eo ipso* les idées, ineptes et à moitié anarchiques, de la réalisation immédiate de notre programme-maximum et de la conquête du pouvoir

(1) N. Lénine, *Deux tactiques de la démocratie socialiste. En 12 ans*, t. I, p. 410.

(2) *L. c.*, p. 411 (italiques de Lénine).

en vue d'une révolution socialiste. L'état du développement économique de la Russie (condition objective) et celui de la conscience et de l'organisation des masses prolétaires (condition subjective indissolublement liée à la précédente) rendent impossible la libération complète immédiate de la classe ouvrière. Seuls les hommes les plus ignorants peuvent méconnaître le caractère bourgeois de la révolution démocratique actuelle; seuls les optimistes les plus naïfs peuvent oublier que les masses ouvrières ne savent que très peu de chose encore sur les buts du socialisme et les méthodes de sa réalisation » (1).

Il faudrait donc supposer que le développement économique de la Russie (condition objective) et la culture socialiste des masses prolétaires (condition subjective indissolublement liée à la précédente) aient fait de très grands progrès depuis 1905. Or, s'il est difficile de juger de la « condition subjective », puisque ce jugement pourrait être lui aussi taxé de «subjectivisme», nous possédons des données exactes sur la « condition objective ». La guerre et la révolution ont entravé d'une manière formidable le développement économique de la Russie (2) : l'industrie russe est en partie détruite, en partie dans un état de paralysie. Dans ces conditions, cette comparaison des idées de Lénine en 1905-1906 et en 1917-1919 est des plus édifiantes.

Il ne faudrait pourtant pas penser que le programme de Lénine, en 1905, fut un programme raisonnable. Il soutenait déjà alors l'idée de la « dictature révolutionnaire et démocratique des prolétaires et des paysans ». Comment cette idée a pu être compatible avec celle de l'Assemblée Constituante et des libertés politiques, ceci a été et reste son secret que jusqu'ici personne n'a pu comprendre sauf les bolcheviks. Mais il en est ainsi :

« Ce sera, bien entendu, une dictature démocratique et non socialiste, écrivait Lénine. Elle ne pourra toucher aux

(1) N. LÉNINE, *l. c.*, p. 397.

(2) Voir le livre de M. Raoul Labry sur l'industrie bolcheviste.

bases du capitalisme (sans une série de stades intermédiaires du développement révolutionnaire). Elle pourra, *dans le meilleur cas*, réaliser une nouvelle répartition fondamentale de la propriété foncière au profit des paysans, établir le démocratisme conséquent et complet jusqu'à l'installation d'une république (1), arracher non seulement de la vie des campagnes, mais aussi de celle des usines tous les traits asiatiques et despotiques, poser le commencement de l'amélioration sérieuse de la situation des ouvriers et de leur train de vie, enfin, *last but not least*, transporter l'incendie révolutionnaire en Europe. Une telle victoire ne fera point encore de notre révolution bourgeoise une révolution socialiste » (2).

Donc, le but que Lénine proposait en 1905 à sa «dictature révolutionnaire et démocratique », sauf pour le point *last but not least*, a été dépassé, en 1917, par le Gouvernement Provisoire. Il a introduit la journée de huit heures et le contrôle gouvernemental sur l'industrie, ce qui valait mieux que la formule modeste de Lénine : « poser le commencement d'une amélioration sérieuse de la situation des ouvriers.» Il a mis fin à tous les traits asiatiques et despotiques de la vie russe (pas pour longtemps d'ailleurs, car les bolcheviks les ont remplacés par des *traits* que ni l'ancien régime, ni l'Asie n'ont connus). La réforme agraire fondamentale (3) et la constitution la plus démocratique étaient acceptées d'avance par tout le monde et l'Assemblée Constituante les eût votées indubitablement sans aucune dictature. Donc le programme du Gouvernement Provisoire, que Lénine a tellement critiqué, allait plus loin que celui qu'il prescrivait, en 1905, à la « dictature révolutionnaire démocratique ».

Il est vrai que, «dans le meilleur cas », cette dictature devait transporter l'incendie révolutionnaire en Europe.

(1) Cette formule n'avait pas de sens, car il est clair que la « dictature révolutionnaire démocratique » aurait pu être fondée seulement *après* la déchéance du régime monarchique.

(2) N. LÉNINE, *l. c.*, p. 416.

(3) Le programme agraire de Lénine fut, à l'époque, très modeste. Il a lui-même plus tard reconnu qu'il était « beaucoup trop étroit ».

Ici nous nous trouvons en présence d'un saut brusque de cette pensée voltigeante. « Nous ne devons pas craindre, dit Lénine,... la victoire décisive de la démocratie socialiste dans la révolution démocratique des paysans et des ouvriers, car une telle victoire nous donnera la possibilité (1) de soulever l'Europe, et le prolétariat socialiste de l'Occident, lorsqu'il aura renversé le joug de sa bourgeoisie, nous aidera à son tour à faire une révolution socialiste ». Donc Lénine oublie d'un coup tout ce qu'il a dit lui-même, quelques pages plus haut, sur la nécessité du développement large et libre du capitalisme en Russie, sur la condition objective et la condition subjective, etc. L'idée de la révolution socialiste immédiate, qui, à l'instant même, était « inepte », « à moitié anarchiste » et « réactionnaire » par-dessus le marché, devient tout à coup réalisable, à la condition que le prolétariat européen prête son concours à la Russie. Toute la foi messianique du bolchevisme est là, celle que nous pouvons admirer aujourd'hui : les choses vont mal en Russie? Karl Liebknecht nous aidera. Karl Liebknecht n'est plus? Il y a Bela Kuhn.

Lénine croyait alors, en bon marxiste, que les ouvriers et les paysans pouvaient agir d'accord tant seulement qu'il s'agissait de la lutte contre la réaction. Mais, disait-il, « le temps viendra où la lutte contre l'absolutisme sera finie. Alors, il sera ridicule de parler de l'unité de volonté du prolétariat et des paysans, de la dictature démocratique, etc. Alors, nous penserons à la dictature socialiste du prolétariat » (2).

Maintenant, la lutte contre l'absolutisme est finie et malgré cela il paraît que les prolétaires et les paysans agissent d'accord tout de même: les Commissaires du Peuple, exécrés par tous les paysans et par la majorité des ouvriers, s'intitulent *gouvernement des ouvriers et des paysans.* La sagesse des théoriciens bolchevistes à inventé d'abord les

(1) On voit qu'ici il n'est plus question du « meilleur cas » : Lénine est nettement affirmatif.

(2) N. LÉNINE, *l. c.*, p. 46.

députés des *batraki* (1), puis les comités des miséreux (*biedniaki*); plus tard encore on a eu recours aux paysans moyens (*sredniaki*); maintenant on parle des paysans tout court Et l'*unité de volonté*, cette unité dont, en 1905, il a été « ridicule de parler », subsiste toujours. Il va sans dire que cette unité se réalise dans la personne de Lénine. Tels sont les miracles du « socialisme scientifique ».

Il y a un point particulièrement intéressant dans ce même article de Lénine (écrit en 1905), où la question de la terreur est abordée :

« Si la révolution, disait Lénine, remporte une victoire décisive, nous réglerons le compte de l'absolutisme à la jacobine ou, si vous voulez, à la plébéienne. Toute la terreur française ne fut, selon Marx (*Nachlass*, t. III, p. 211), rien d'autre que la méthode plébéienne de régler le compte des ennemis de la bourgeoisie : l'absolutisme, le féodalisme. Ceux qui effrayent les ouvriers socialistes-démocrates russes par le spectre du jacobinisme pendant la révolution démocratique, ont-ils réfléchi à ces paroles de Marx ?...

« *Les jacobins de la démocratie socialiste contemporaine, les bolcheviks, veulent que le peuple, c'est-à-dire le prolétariat et les paysans, règle le compte* (2) *de la monarchie et de l'aristocratie à la plébéienne, en annihilant impitoyablement les ennemis de la liberté*, en réprimant par la force leur résistance, en ne faisant aucune concession à l'héritage maudit du servage, de l'asiatisme et de l'insulte à l'humanité » (3).

D'ici, l'on comprend le prix des affirmations des bolcheviks d'aujourd'hui que leur terreur a été une réponse soit à l'intervention des impérialistes alliés, soit à l'action des socialistes-révolutionnaires, soit aux attaques des Tchéco-Slovaques (4). La terreur bolcheviste est en réalité, dans une

(1) Ouvriers agricoles sans terre.

(2) L'expression russe est plus forte que *régler le compte*.

(3) N. LÉNINE, *l. c.*, pp. 417-418.

(4) Cette affirmation a été dernièrement faite par Lénine lui-même au correspondant de *United Press* : « La terreur, dit-il, fut la réponse du prolé-

certaine mesure du moins, la réalisation d'un projet conçu par Lénine il y a 15 ans. Les agissements de la Commission Extraordinaire, les fusillades, les massacres des otages, l'assassinat du Tsarevitch et des filles de Nicolas II, l'exécution en masse des officiers avec leurs familles, des nobles, des conservateurs, les cruautés et les tortures dans les prisons, tout cela fait partie du programme de « réglage de compte à la jacobine ou à la plébéienne », que Lénine a tracé à partir de 1905. Et cette préméditation est d'autant plus cynique qu'elle se couvre du respect de l'humanité et de protestation contre l'asiatisme.

Ce qui est curieux et assez caractéristique pour l'ancien régime, c'est que le livre où j'ai emprunté cette citation a paru librement à Pétersbourg, en 1908, sous le régime de Stolypine, dont la mémoire est vénérée par toute la réaction russe. En tout Etat libre, ce fait serait très naturel. Mais, dans la Russie de Stolypine, on a poursuivi et jugé le romancier Merejkovsky pour ne pas avoir traité avec assez de respect (1), dans un de ses romans, l'Empereur Alexandre 1er (mort en 1825). On a jugé le célèbre écrivain Korolenko pour avoir publié dans sa revue (*Rousskoïe Bogatstvo*) l'œuvre posthume de Léon Tolstoï : *La légende de Fedor Kousmitch*, où Catherine II est représentée sous un jour peu flatteur. On persécutait, on expulsait, on jetait en prison des hommes aussi dangereux que les tolstoïstes. On brûlait les livres de Tolstoï lui-même. Or, on se demande : cette indulgence (2) pour un écrit qui contenait un appel direct à un soulèvement armé et à la terreur, que signifiait-elle de la part de l'ancien régime ? Est-ce pure sottise?

tariat à l'action de la bourgeoisie qui conspirait avec les capitalistes d'Allemagne, d'Angleterre, du Japon, d'Amérique et de France», etc... (*L'Humanité*, 6 août 1919).

(1) C'était faux, par-dessus le marché, et M. Merejkovsky l'a prouvé dans son plaidoyer.

(2) On me dit que la vente du recueil qui contenait l'article de Lénine fut *plus tard* interdite sans autres suites. Je l'ai acheté chez un libraire de Pétersbourg. Le fait même qu'on a pu le publier, le mettre en vente et en débiter un bon nombre d'exemplaires est déjà assez significatif.

C'est très possible. La sottise fut toujours une des vertus marquantes de l'ancien régime russe. Mais il se peut qu'en l'espèce il y ait eu autre chose encore. Nous savons, en dehors du fait mentionné, que le Département de la Police a autorisé la publication à Pétersbourg d'un journal bolcheviste. Il est vrai que le directeur de ce journal fut un agent provocateur ; mais les articles qu'il y laissait paraître n'en furent pas moins bolchevistes (ultra-bolchevistes souvent). En même temps on persécutait les revues et les journaux modérés, on leur faisait payer des amendes énormes, on gratifiait leurs rédacteurs d'un nombre incalculable d'années de prison.

Il se peut fort bien que le Département de la Police ait voulu répéter l'expérience d'une révolte armée, dans le genre de celle de 1905, à Moscou qui lui a si bien réussi. Cette révolte organisée par les bolcheviks selon les directives de leur Congrès de Londres (c'est-à-dire de Lénine), a donné au gouvernement du tsar la possibilité d'anéantir en quelques jours, dans un combat décisif, toutes les forces de la révolution. Il se peut donc que le Département de la Police eut préparé une nouvelle expérience et favorisé dans ce dessein la propagande bolcheviste.

Plekhanov et beaucoup d'autres voyaient dans la tactique de Lénine en 1905 un crime contre la révolution. Mais, répétons-le, on jouait va-tout des deux côtés. Lénine a cette qualité que les stratégistes jugent précieuse : il n'exagère jamais la force de l'adversaire. « La témérité réussit autant de fois qu'elle perd ; pour elle, il y a égalité de chances dans la vie », disait Napoléon qui s'y connaissait. Le Département de la Police et Lénine faisaient preuve de *témérité* tous les deux : un soulèvement armé a pu perdre la révolution, comme cela a eu lieu en 1905 ; mais il a pu également perdre la monarchie, et c'est ce qui est arrivé en 1917.

CHAPITRE IV

Les conceptions philosophiques de Lénine.

Après l'échec de la première révolution russe, la pensée marxiste en Russie subit une crise. Beaucoup de socialistes démocrates, bolchevistes aussi bien que non bolchevistes, sentirent le besoin de donner à leurs conceptions sociales une autre base philosophique que celle du matérialisme que professaient Engels, Mehring, Lafargue ou Plekhanov. Une série de livres et d'articles philosophiques furent publiés par des socialistes démocrates tels que Lounatcharsky, Basarov, Bogdanov, Iuchkevitch et autres.

« En ce temps, expose M. Zinoviev, commença la maraude (?) littéraire, une décomposition littéraire inouïe. On (1) voulut transmettre aux ouvriers, sous le drapeau du marxisme, les idées pourries de la philosophie bourgeoise. »

Ce phénomène attira aussitôt l'attention courroucée de Lénine qui y vit un danger. Il n'avait jamais fait de philosophie jusque-là et ne croyait pas en général qu'il pût exister, pour un bon socialiste démocrate, des problèmes philosophiques non résolus par Marx et par Engels. L'audace des déserteurs du matérialisme le mit en fureur. Il fallait faire revenir à la raison ces socialistes démocrates qui soulevaient contre le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels une « révolte à genoux ».

Lénine se cloîtra dans la Bibliothèque Nationale de Paris et se mit à étudier la philosophie bourgeoise.

J'ai entendu dire à un de ses amis qu'il a appris la philosophie

(1) Parmi ces *on* figurait M. Lounatcharsky, aujourd'hui collègue de Lénine et de Zinoviev dans le Conseil des Commissaires du Peuple. De là cette formule discrète : *on a voulu.*

bourgeoise en six semaines. Mais, à en croire M. Zinoviev, Lénine a donné à ce sujet deux ans de sa vie. Quoiqu'il en soit, un gros livre a paru (1) en 1908, que M. Zinoviev qualifie de « travail théorique énorme », d'« ouvrage sérieux de philosophie » qui « pose les fondements du communisme ».

Cette œuvre est en effet extrêmement curieuse, mais, si j'ose dire, au point de vue psychologique.

La manière même d'aborder les problèmes de philosophie y est tout à fait stupéfiante. Les œuvres des philosophes les plus abstraits y sont traitées au point de vue du bolchevisme afin de confondre les adversaires. Les pauvres philosophes seraient bien étonnés d'apprendre ce qu'on est venu chercher dans leurs doctrines.

Lénine cite un article assez inoffensif de M. Blei : *La métaphysique dans l'économie politique (Vierteljahrsschrift für wissenschaftliche Philosophie)* et accompagne sa citation de cette remarque : « Le lecteur est probablement fâché que nous citions si longuement ce galimatias d'une platitude incroyable, ce cabotinage quasi-savant drapé dans la terminologie d'Avenarius. Mais, *wer den Feind will verstehn, muss im Feindes Lande gehn* : qui veut comprendre *l'ennemi* doit aller dans son pays. Et la revue philosophique de M. Avenarius est, pour les marxistes, un vrai pays ennemi. Nous invitons le lecteur à surmonter pour un instant sa répugnance légitime contre les clowns de la science bourgeoise et d'analyser les arguments du disciple et du collaborateur d'Avenarius » (p. 383).

Il est donc clair que Lénine s'intéressait à la philosophie comme on s'intéresse à un ennemi. Il a étudié, c'est-à-dire feuilleté, un tas de livres philosophiques pour les mêmes raisons que les officiers allemands étudiaient la langue russe.

Le style de cette citation est celui de tout le livre de Lénine. Je tire, au hasard, quelques modèles de ce style :

« En philosophie, le baiser de Wilhelm Schuppe ne vaut pas

(1) W. Iliine (Lénine), *Le matérialisme et l'empiriocriticisme. Remarques critiques sur une philosophie réactionnaire* (en russe). Moscou, 1909.

mieux que le baiser de Pierre Struve ou de M. Menchikov (1) en politique » (p. 71)... « Mach s'approche ici du marxisme comme Bismarck s'approchait du mouvement ouvrier ou l'archevêque Evlogy (2), du démocratisme » (p. 155)... Lounatcharsky dit : (3) « une page merveilleuse de l'économie religieuse ; je le dis au risque de faire sourire un lecteur irréligieux. » Quelles que soient vos bonnes intentions, camarade Lounatcharsky, vos coquetteries avec la religion n'appellent pas qu'un sourire » (p. 217). « Et voilà de semblables Menchikovs allemands (il est question de Schubert-Soldern, *L. A.*), des obscurantistes aussi purs que Renouvier, vivent tous en concubinage avec les empirio-criticistes » (p. 249)... « Que l'auteur d'une telle réflexion (Henri Poincaré, *L. A.*) puisse être un *physicien* éminent, c'est admissible. Mais il est incontestable que seul un Iuchkewitch peut le prendre au sérieux comme philosophe... Vous vous trompez, Monsieur Poincaré, vos œuvres prouvent qu'il existe des gens qui ne peuvent penser que les choses qui n'ont pas de sens » (pp. 350-351)... « Je me bornerai à exposer l'article de notre éminent *bande-noire* philosophique, M. Lopatine (4). Le philosophe idéaliste *vrai-russe*, M. Lopatine, est aux idéalistes contemporains de l'Europe ce que l'*Alliance du peuple russe* est aux partis réactionnaires de l'Occident » (p. 360). « Hermann Kohen... va jusqu'à prêcher l'introduction des mathématiques supérieures dans

(1) Publiciste réactionnaire russe, fusillé récemment par les bolcheviks.

(2) Prélat connu par ses opinions rétrogrades.

(3) Lénine constate, à la page 400, avec une horreur digne de M. Homais, que « le camarade Lounatcharsky commence à parler de la religion ». Quelle que soit la valeur des trouvailles de M. Lounatcharsky sur « l'économie religieuse », il est étonnant que Lénine ait pu confier le portefeuille de l'instruction publique à un clérical aussi dangereux. C'était au moins aussi imprudent que de confier les affaires étrangères à M. Trotsky que Lénine a qualifié, en 1915, d'*opportuniste bourgeois*.

(4) Le professeur Lopatine est un philosophe aussi connu en Russie que MM. Schuppe, Schubert-Soldern, Mach, Kohen le sont en Allemagne. Sous les noms de *bandes-noires*, de *vrais-russes*, de l'*Alliance du peuple russe* on désignait, du temps de Nicolas II, les organisations et les hommes de l'extrême réaction brutale.

les lycées pour pétrir les lycéens de l'esprit idéaliste dont les dépouille notre époque matérialiste... Certainement, c'est un rêve absurde de réactionnaire... Mais il est extrêmement curieux... de voir par quels moyens raffinés les représentants de la bourgeoisie instruite veulent conserver ou trouver une petite place pour le fidéisme engendré dans les bas-fonds des masses populaires par l'ignorance, la servitude et la sauvagerie inepte des contradictions capitalistes» (p. 371)... « Le physicien russe, M. Chwolson, est allé en Allemagne pour y publier une lâche brochure *bande-noire* (1) contre Haeckel » (p. 422).

Le sentiment qu'on éprouve à lire des choses pareilles dans un « ouvrage de philosophie » est assez compliqué. Pour ma part, elles m'inspirent surtout de l'effroi en songeant que cet homme, qui se croit un apôtre de l'avenir et qui, en réalité, a toute la psychologie d'un moine du moyen âge, est aujourd'hui le maître absolu d'une centaine de millions d'hommes.

Il serait puéril de critiquer le « système philosophique » de Lénine. Il ne prétend d'ailleurs à aucune originalité dans ce domaine et souligne toujours qu'il partage entièrement la doctrine du matérialisme dialectique (2). La Bible de cette doctrine, ce n'est même pas les œuvres de Marx, mais l'*Anti-Dühring* d'Engels (*Herrn Eugen Dührings Umwälzung in der Wissenschaft*) qui apparaît à Lénine le premier et le dernier mot de la sagesse humaine. C'est *ad majorem gloriam* de la doctrine du matérialisme dialectique bolchevisée

(1) M. Chwolson, professeur de physique à l'Université de Pétersbourg, eut une discussion avec Ernest Haeckel sur des questions de philosophie scientifique n'ayant aucun rapport avec la politique.

(2) Il faut rendre cette justice à Lénine : il n'a point la *manie du dernier cri*, laquelle sévit dans le camp de ses collaborateurs et leur sied si bien. «Les bolcheviks, me dit un Russe qui les a beaucoup fréquentés, sont des gens qui font venir la manucure trois fois par semaine, mais qui ne se lavent qu'une fois par mois.» Cette observation est aussi juste dans le sens symbolique que dans le sens littéral : les bolcheviks sont des gens qui savent à peine lire et écrire, mais qui sont cubistes en peinture, futuristes en littérature et qui se sentiraient déshonorés si on les accusait d'être *vieux jeu* en quoi que ce fût.

qu'il dénonce les forfaits de philosophes tels que Hume, Kant, Berkeley, Avenarius, Renouvier, et critique les physiciens : « l'Allemand Mach, le Français Henri Poincaré, le Belge (1) Duhem » (p. 365), ainsi que les traîtres et les déserteurs du matérialisme russe.

Le sens général de ses élucubrations est à peu près le suivant :

Berkeley, Hume, Kant, Mach, Poincaré et autres, en bons serviteurs de la bourgeoisie, ont développé des doctrines qui n'ont pas le sens commun, et cela pour maintenir le prolétariat dans l'esclavage. Lénine cite avec enthousiasme une tirade contre ces philosophes qui a immortalisé «l'élève d'Engels, Lafargue» (p. 237):

« L'ouvrier qui mange du saucisson et qui reçoit cinq francs par jour sait très bien que son patron le vole et qu'il mange de la viande de porc, que son patron est un voleur et que le saucisson est nutritif et d'un goût agréable. Pas du tout, dit un sophiste bourgeois, qu'il se nomme Pierson, Hume ou Kant, l'opinion de l'ouvrier là-dessus est son opinion personnelle, c'est-à-dire subjective ; il aurait pu penser avec le même droit que le patron est son bienfaiteur et que le saucisson est du cuir haché, car il ne peut connaître la *chose en soi* » (2).

D'ailleurs, il y a sophistes et sophistes. Lénine garde encore quelque indulgence pour Kant, qui serait quelque chose d'intermédiaire entre idéalistes et matérialistes. « Lorsque Kant admet qu'à nos notions correspond quelque chose qui est en dehors de nous, une certaine *chose en soi*, il est matérialiste. Mais quand il déclare que cette *chose en soi* est inconcevable et transcendante, Kant est idéaliste. » Kant serait donc une sorte de centre bourgeois dans le genre du parti cadet (cette comparaison est de Lénine, bien entendu) : « les partisans de Mach le critiquent de la droite, nous le critiquons

(1) C'est par esprit de symétrie que le célèbre physicien de Bordeaux a dû être fait Belge par Lénine.

(2) Je n'ai pas l'écrit de Lafargue auquel cette tirade est empruntée ; je retraduis donc mot à mot en français la traduction russe de Lénine.

de la gauche » (p. 231). Mach est un sophiste beaucoup plus méchant. « La philosophie du savant Mach est à la science ce que le baiser (1) du chrétien Judas est à Jésus. » Lénine ne ménage pas davantage ses collègues du parti, dès qu'ils témoignent de quelque indulgence pour les doctrines *fidéistes* (2) : ainsi il donne un terrible avertissement à M. Lounatcharsky lequel s'est « abaissé jusqu'aux affirmations honteuses (p. 418) d'un fidéisme qui, s'il était franc et conséquent, mettrait son auteur au niveau d'un Pierre Struve » (il va de soi que Lénine n'a pu perdre une occasion de maltraiter M. Struve).

Ce bref exposé de la philosophie léniniste ne serait pas complet si je ne citais quelques perles d'un autre livre philosophique paru presque en même temps que celui de Lénine et écrit dans un esprit sensiblement le même par un de ses camarades du parti bolcheviste, M. Chouliatikov (3). Ce livre est plus intéressant encore que l'ouvrage de Lénine lui-même; il est d'abord beaucoup plus calme et plus académique. Lénine gronde, écume et tonitrue contre les philosophes bourgeois. Dans le livre de Chouliatikov on ne trouve pas un seul mot grossier : tranquillement, méthodiquement, il dénonce les grands philosophes et, avec une sérénité scientifique, les met au pied du mur. Lénine s'occupe surtout de la philosophie moderne, Chouliatikov remonte dans son exposé jusqu'à Descartes (et en effet pourquoi ménagerait-on ce vieux réactionnaire?). D'autre part, Chouliatikov est, si l'on peut, encore plus conséquent que Lénine, ce qui augmente l'intérêt pathologique de son livre. Mais les idées et les méthodes des deux auteurs sont à peu près pareilles.

« On suppose généralement, débute Chouliatikov, que la

(1) *Le baiser* est une des figures favorites de l'éloquence de Lénine.

(2) « Le fidéisme, explique Lénine, est la doctrine qui donne à la foi la place du savoir ou qui attribue en général une certaine importance à la foi. » Le pauvre philosophe bolcheviste ne se doute même pas qu'il est lui-même un *fidéiste* des plus réussis.

(3) V. Chouliatikov, *La justification du capitalisme dans la philosophie de l'Europe occidentale. De Descartes à Mach* (en russe). Moscou, 1908.

philosophie est une chose très innocente. On ne voit pas en elle « une arme forgée contre la classe ouvrière ». « C'est tomber dans l'erreur la plus naïve et la plus déplorable. La philosophie ne fait pas une exception heureuse: sur les « hauteurs » de la spéculation, la bourgeoisie reste fidèle à elle-même. Elle ne parle de rien autre que de ses profits immédiats et de ses tendances de classe, mais elle parle une langue très particulière et difficilement compréhensible. Sans exceptions, tous les termes et toutes les formules philosophiques avec lesquelles elle opère : ces « notions », « idées », « conceptions », « représentations », « sens », « absolus », « choses en soi », « phénomènes », « modes », « attributs », « sujets », « objets », « esprits », « éléments matériels », « forces », « énergies », lui servent pour distinguer les classes, les groupes, les cellules sociales et leurs rapports réciproques » (p. 6). Autant de « signes conventionnels ». Tout comme les officiers du service des renseignements emploient des années pour déchiffrer les signes conventionnels de l'adversaire, Chouliatikov s'est donné pour but d'apprendre les chiffres de la philosophie bourgeoise et de dévoiler les secrets par lesquels les philosophes, payés par les capitalistes, trompent depuis des siècles le prolétariat. Et, en effet, son livre nous découvre les mystères les mieux gardés de la philosophie bourgeoise.

Le prolétariat peut apprendre par exemple que, «dans le système de Descartes, le monde est organisé selon le type d'une entreprise de manufacture » et que la « notion cartésienne de l'homme reproduit l'organisation d'un atelier manufacturier » (p. 27). La conception du temps chez ce philosophe a été la conséquence d'une « innovation faite par la manufacture » qu'on peut concevoir de la description faite, au XVIe siècle, par un certain Neudorfer, de l'entreprise typographique des Kobergers, où les ouvriers devaient se mettre au travail à une « *heure fixe* » (p. 30). Pour Spinoza, les choses sont bien pires encore : « La conception du monde de Spinoza est un hymne au capital triomphant, au capital qui absorbe et centralise tout ». « Un système sublime et

enchanteur... tel est le jugement quasi-universel sur la conception spinozienne du monde. L'homme le plus éloigné de toute « pensée terrestre », le type idéal du penseur dévoué entièrement à la spéculation pure, tel est le jugement quasi-universel sur la personnalité de Spinoza. Mais... quand Spinoza est mort, le char funèbre qui portait ses restes fut, comme on sait, accompagné avec une grande pompe par la fleur de la bourgeoisie hollandaise. Et si nous regardons de plus près le cercle de ses amis et de ses correspondants, nous y retrouverons la fine fleur de la bourgeoisie non seulement des Pays-Bas, mais du monde entier. La bourgeoisie estimait en Spinoza son barde » (p. 42). Après ceci le lecteur ne sera pas étonné d'apprendre que « le Dieu de Leibniz est le propriétaire d'une entreprise merveilleusement organisée » et que « la philosophie leibnizienne est l'apothéose de la construction organisatrice des manufacturistes » (p. 45). Mais les représentants les plus notoires de la « pensée manufacturiste » sont Hume et surtout Kant (pp. 72-79). « En tant que l'élasticité du capital manufacturiste du XVIIe siècle n'est pas grande..., l'idéologue de la bourgeoisie allemande (Kant) trouve possible de défendre la conception statique de l'âme » (p. 79). Chouliatikov a dévoilé aussi la signification secrète des syllogismes de Fichte : « c'est l'hymne à la spécialisation : différenciez les notions et les fonctions » (p. 92). Il ne nous cache pas non plus que toute la philosophie contemporaine sert la cause de la justification du capitalisme moderne. « La doctrine d'Avenarius sur la coordination, celle de Mach sur les rapports entre le physique et le psychique, celle de Wundt sur les représentations-objets, ce sont toutes des doctrines du même ordre, des exemples de la solution du même problème posé devant les idéologues de l'avant-garde de la bourgeoisie capitaliste, des exemples des tentatives de reproduire, par les symboles philosophiques, la manière dont cette bourgeoisie envisage le fait de la croissance et en même temps de la défaite des cadres des exécuteurs organisateurs » (p. 114).

Il est probable que le lecteur, en prenant connaissance de ce charabia, passera quelques instants de douce hilarité. N'oublions pourtant pas que nous sommes indiscutablement en présence d'une forme de la manie de la persécution qui, sous certaines conditions politiques, est très loin d'être inoffensive. Tant qu'il s'agit des accusations portées contre Spinoza et Leibniz, les choses ne sont pas très graves. Mais pensons à ce fait que la Russie est aujourd'hui régie par des Chouliatikov, que Lénine est un Chouliatikov, et que la Commission Extraordinaire comprend, à côté de toutes sortes de vulgaires bandits, un bon nombre de Chouliatikov. Je n'exagérerai point en disant que des milliers de Russes ont été fusillés par les bolcheviks sur des accusations de conspiration contre-révolutionnaire aussi prouvées que l'alliance secrète entre Spinoza et la bourgeoisie internationale ou le caractère « manufacturiste » de la philosophie de Leibniz et de Kant.

Nous pouvons revenir à Lénine. Sans le rendre responsable de toutes les conceptions « philosophiques » de Chouliatikov, nous voyons exactement la même mentalité dans les deux auteurs. Et nous considérons que l'arrivée au pouvoir suprême d'un homme qui a pu écrire un livre pareil est un très grave danger pour nos trente siècles de civilisation. Car quelle est, en vérité, la différence entre lui et le Khalife Omar, qui aurait brûlé la bibliothèque d'Alexandrie? « Si ces livres contiennent ce qu'on trouve dans le Koran, ils sont inutiles. S'ils contiennent ce qu'on n'y trouve pas, ils sont nuisibles. » Substituez le mot *Anti-Dühring* au mot *Koran*, et vous aurez la mentalité exacte de Lénine. Il a d'ailleurs dit lui-même : « Le livre perd la révolution sociale », en quoi il a eu absolument raison. S'il voulait être aujourd'hui entièrement conséquent, si son action n'était pas contrecarrée par l'influence plus cultivée de Lounatcharsky et de certains autres, à quelles expériences encore la malheureuse Russie ne serait-elle pas exposée? Dans la République des Soviets, on pourrait laisser à la rigueur les sciences naturelles, car Judas Mach ne saurait les

employer à ses déductions réactionnaires. Mais les mathématiques, qui sont suspectes d'esprit idéaliste, pourraient présenter déjà quelque danger. La philosophie, les humanités devraient être franchement interdites, car les Hume et les Kant n'ont pas d'autre but que de tromper l'ouvrier pour faire plaisir au patron qui les paye. Quant aux Avenarius, Schubert-Soldern et autres Menchikov, leur place serait manifestement la prison, à moins qu'on ne les fusille, comme on a fusillé Menchikov, le *vrai*. L'affaire du «lâche» Chwolson et de Lopatine «bande-noire» regarderait directement la Commission Extraordinaire pour la lutte contre la contre-révolution, la spéculation et la philosophie. Elle devrait faire attention à ce que les maîtres ne professent que ce qui est dit dans l'*Anti-Dühring*. Quant à l'art, il est, par son essence même, entièrement *fidéiste* et comme tel devrait être impitoyablement banni.

Qu'on ne dise point que ce soit là une exagération de la pensée de Lénine. A quelle autre conclusion pourrait arriver, tout en restant conséquent, celui qui connait toute la vérité, la suprême vérité, et qui proclame insensé, réactionnaire et lâche tout ce qui ne s'accorde pas avec elle. La fantaisie shakespearienne d'Ernest Renan a prévu ce fantôme terrible d'un sauvage menaçant la civilisation, d'un Caliban ivre se vengeant de tout ce qui le dépasse. Le bolchevisme est la réalisation de cette sombre vision. Calibanisme en philosophie, cannibalisme en politique, voilà ce que Lénine a apporté au monde.

CHAPITRE V

Des prédictions en général et de celles de Lénine en particulier.

Je sais que, dans ce chapitre, je toucherai à une légende qui semble indestructible : dans l'esprit de beaucoup de gens, souvent de ceux qui sont loin d'être ses admirateurs, Lénine reste l'*homme qui a tout prévu.*

Il y a très peu de temps, l'*Humanité* a publié la note suivante qui témoigne d'une certaine phase d'aveuglement volontaire dans le culte parisien des héros moscovites.

« Il y a déjà plus d'un an, écrit l'*Humanité*, à l'époque où le vicomte Grey publiait ses brochures sur la Ligue des Nations, le commissaire du peuple Lénine le dénonçait comme un pur instrument de la ploutocratie anglo-saxonne. Le génie de Lénine s'entend à découvrir des rapports si éloignés, et il les souligne aussitôt d'un trait si noir, que ses expositions, par leur effet de surprise, trouvent d'abord beaucoup d'entre nous incrédules. A mesure que, d'un côté, les événements se déroulent, que, d'un autre côté, nous nous familiarisons avec le style et la pensée de ce grand esprit, nous devons admettre qu'il unit, à une puissance d'invention philosophique des plus fécondes et des plus développées, une acuité de coup d'œil qui, à elle seule, en ferait un des hommes d'État les plus marquants de l'histoire. L'article du *Times* qu'on va lire est la justification complète des allégations de Lénine. »

Cette préface étonnante est suivie d'un article du *Times* qui dit que la Russie doit choisir entre « faire partie de la famille des nations, ou bien tomber dans la position de vassale de l'Allemagne ». Sans toucher d'aucune façon à cette

question, on peut exprimer quelque étonnement que la dénonciation du fond « bourgeois » des idées du vicomte Grey, laquelle, pendant la guerre, fut le lieu commun de toute la presse socialiste d'Allemagne, soit considérée comme la preuve du génie de Lénine, de son grand esprit, de sa puissance d'invention philosophique (?) et de l'acuité de son coup d'œil. Or, toutes les louanges prodiguées au génie de prévoyance politique du leader bolcheviste ont sensiblement le même caractère.

Quand on demande aux admirateurs de Lénine des précisions sur ses prédictions, ils ont coutume de dire que le chef des bolcheviks a prévu que la guerre finirait par la révolution.

Je ne lui conteste pas ce titre de gloire, en admettant que cela en soit un. Je ne lui conteste pas davantage le don d'une certaine *sagacité bornée.* Je crois d'ailleurs qu'il en a fait preuve avec beaucoup plus d'éclat en d'autres occasions, notamment dans sa manière de conduire le mouvement bolcheviste, que dans cette fameuse prédiction.

Car, en vérité, qu'était-ce donc que prétendre que la guerre européenne finirait par une révolution? Qu'était-ce que dire que « les fusils des prolétaires de tous les pays se tourneraient d'un tout autre côté que celui où les provocateurs de la bourgeoisie impérialiste les eussent voulu voir tournés »?

C'était tout simplement répéter un lieu commun de la doctrine révolutionnaire, celui qu'on produisait partout avant la guerre, dans toutes les brochures de propagande, dans tous les discours de meetings, chaque fois qu'on abordait les questions, soit de la politique capitaliste, soit des entreprises coloniales, soit des armements, soit du désarmement, soit du chauvinisme des bourgeois, soit de la fraternité des prolétaires. Ce lieu commun, Lénine se l'est rappelé au moment où la grande guerre éclata ; et c'est de ce petit mouvement de mémoire (en admettant même qu'il fût heureux) qu'on lui fait aujourd'hui un titre à l'immortalité. Il faut reconnaître, d'ailleurs que ce titre, il le partage entièrement avec M. Zino-

viev (1); et pourtant chacun sait que, sous tous les rapports, on ne peut pas être plus borné que le distingué *alter ego* de Lénine.

Les prédictions relatives à l'immense tragédie qui commença le 1er août 1914, se ramènent en général à trois catégories distinctes :

1° La majorité des témoins de ce drame, composée d'hommes de tous les partis et de toutes les nuances intellectuelles, croyait que cette guerre se déroulerait comme toutes les autres ; qu'on se battrait ; qu'il y aurait des victoires et des défaites, des vainqueurs et des vaincus, des pourparlers secrets et des pourparlers publics ; que l'on conclurait d'abord un armistice et enfin une paix; après quoi la vie recommencerait à peu près telle qu'elle avait été avant cette guerre. Les opinions étaient, bien entendu, très fortement divisées sur la question de savoir, laquelle des deux coalitions serait victorieuse; tous croyaient aussi que la guerre serait infiniment plus courte qu'elle n'a été en réalité; mais la question n'est pas là.

Dans cette catégorie il y a eu (aussi bien dans le camp pro-allié que dans le camp pro-allemand) une majorité et une minorité. Les «majoritaires» croyaient très sincèrement à la victoire et à la paix *du droit*; les 14 points n'avaient pas été encore formulés, mais les aspirations politiques, dont le programme du président Wilson fut depuis l'expression très mal écrite, se manifestaient dans les deux camps. On n'était pas d'accord quant à la question de savoir qui représentait le droit et les bons principes, mais il était entendu que la victoire resterait au droit et aux bons principes. Au contraire, les « minoritaires », « ceux qui ne voulaient pas être dupes », attachaient beaucoup moins d'importance au droit et aux bons principes et croyaient, sans chercher trop souvent occasion de le dire à haute voix, que la victoire serait le triomphe de la force et que non seulement cette guerre serait à peu

(1) Les articles que ces deux auteurs ont publiés en Suisse pendant la guerre ont été réunis à Pétrograd, en 1918, en un gros volume qui porte le titre *Contre le courant* ; le nom de Zinoviev y précède celui de Lénine.

près comme toutes les autres guerres, mais que la paix par laquelle elle finirait serait à peu près comme toutes les autres paix, c'est-à-dire le triomphe de l'égoïsme national du vainqueur, et que la noble candeur des hommes qui cherchent midi à quatorze heures et la justice là où elle ne peut pas être serait trompée une fois de plus.

Personne n'a, comme on sait, plus d'esprit que Voltaire, si ce n'est tout le monde ; cette fois aussi, tout le monde ne s'est pas trompé du tout au tout. Nous avons vu, en effet, victoires et défaites, pourparlers et armistice ; nous voyons enfin la paix de Versailles et elle n'est pas sans quelque ressemblance avec celle de Brest-Litowsk qui, à son tour, ressemble assez à celles de Francfort ou de Campo-Formio. La conférence de Paris avec les mystérieux conciliabules des *quatre* et des *dix* ne se distingue pas très fortement d'autres assemblées de ce genre : c'est à peu près le Congrès de Vienne, moins les bals masqués.

Et pourtant, à un point de vue plus général, les « majoritaires » et les « minoritaires » n'avaient pas raison. Ils ont méconnu l'échelle de la grande guerre. Ils ont méconnu la réalité de ces phénomènes qui portent les noms de bolchevisme, de guerre civile, de terreur. Quelle que soit l'issue de ces convulsions formidables qui se font observer un peu partout, l'Europe ne pourra plus vivre comme elle a vécu : cette guerre n'était décidément pas comme toutes les autres.

2° Pour d'autres observateurs, la question de la guerre mondiale avait un aspect différent. Ils ne croyaient pas à la paix du droit ; mais ils ne croyaient pas non plus que cette guerre fût semblable aux autres. Ils pensaient qu'elle donnerait naissance à des révolutions aussi sauvages et sanglantes qu'elle-même. Mais ne croyant point au rôle providentiel du prolétariat, ils n'en attendaient pas d'autre résultat que l'accroissement de la sauvagerie universelle. *A priori*, ils ne pouvaient pas admettre qu'une catastrophe, telle que la guerre, pût avoir des résultats bienfaisants, que ce fût la paix éternelle et la fraternité des peuples ou l'augmenta-

tion du bien-être matériel obtenue par le changement révolutionnaire du régime économique. Pour eux, les penseurs idéalistes qui admettaient que la fraternité universelle sortirait de la plus sanglante des guerres étaient aussi dupes que les *réalistes* de la politique impérialiste qui attendaient de la victoire l'augmentation de la richesse de leur pays. Attendre que l'harmonie fraternelle des hommes sortît de plusieurs années de sauvagerie, n'était ni moins ni plus naïf que de dépenser plusieurs centaines de milliards pour obtenir quelque chemin de fer Berlin-Bagdad.

Les hommes de cette catégorie se sont, semble-til, le moins trompés. Que cette assertion nous soit permise, bien que nous soyons de leur nombre (1).

Oui, ils avaient raison de dire que rien de bon ne pouvait sortir de cette catastrophe et que, si cette guerre aboutissait à la victoire décisive d'une partie, le vainqueur imposerait au vaincu sa dure volonté sans trop se soucier de la justice et des frontières ethnographiques. Oui, ils avaient raison d'affirmer que la sauvagerie de la bête humaine, déchaînée en 1914, donnerait nécessairement un cachet odieux à ces mouvements convulsifs que les Zimmerwaldiens appelaient des révolutions libératrices. Oui, ils avaient raison de signaler, à l'apogée des succès militaires allemands de 1918, quand l'armée de Hindenburg était à Château-Thierry et que l'impérialisme germain semblait triompher, la grande fragilité de ce triomphe et de l'œuvre politique de Bismarck. Oui, ils avaient raison de croire, avec Lénine, et contrairement à l'opinion générale, à la grande probabilité d'une révolution dans les pays qui auraient le plus souffert de la guerre. Et un avenir prochain va montrer qu'ils avaient surtout raison contre Lénine en affirmant que le régime communiste ne saurait surgir dans l'Europe ruinée et dévastée, et que sa fameuse révolution sociale, la « dernière des révolutions »,

(1) J'ai développé ces idées dans un article intitulé *Le Dracon*, écrit au commencement de la guerre et dans mon livre *Armageddon* (juillet 1918), dont cet article fait partie.

est aussi absurde et plus sauvage et plus odieuse encore que ne le fut la « dernière des guerres ».

Il n'y a, bien entendu, aucune vanité à tirer de ces prédictions, vu leur évidence abstraite et leur généralité : nous considérons le pronostic historique au sens véritable du mot comme impossible, sauf pour les cas séparés et accidentels. Tant que les philosophes n'auront pas trouvé d'autre sens à « Sa Majesté le Hasard », nous lui reconnaissons une très grande part dans la direction des affaires humaines. Et, pour cette raison, lorsqu'on nous parle d'un homme qui, «dès le premier jour de la guerre, a tout prévu», nous sommes *a priori* certains d'être en présence d'une légende.

3° Lénine et ses rares acolytes composaient, en 1914, la troisième catégorie des intellectuels. Ces hommes croyaient que la guerre mondiale aboutirait à la révolution mondiale qui renverserait le régime capitaliste et lui substituerait une ère communiste.

Voici comment Lénine a exprimé dès le début de la guerre, son point de vue général sur la ligne de conduite à suivre :

« La guerre n'est pas un hasard, ni un péché comme le croient les popes chrétiens (qui prêchent le patriotisme, l'humanitarisme et la paix tout comme les opportunistes), mais un degré inévitable du capitalisme, une forme aussi légitime de la vie capitaliste que la paix. La guerre de nos jours est une guerre de peuples... Le refus du service militaire, la grève contre la guerre, etc., tout cela est une sottise, un rêve misérable et lâche de la lutte sans armes contre la bourgeoisie armée, de l'abolition du capitalisme sans une guerre civile acharnée ou une série de guerres. La propagande de la lutte de classe pendant la guerre est un devoir socialiste, le travail qui poursuit le but de tourner la guerre des peuples en guerre civile, est le seul travail socialiste à l'époque du conflit armé impérialiste de la bourgeoisie de toutes les nations. A bas le rêve sentimental, calotin et stupide de la « paix à tout prix ». Levons le drapeau de la guerre civile!

« La deuxième Internationale est morte, vaincue par l'op-

portunisme... A la troisième Internationale incombe le problème de l'organisation des forces prolétaires, pour l'attaque révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, pour la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, pour la conquête du pouvoir politique, pour la victoire du socialisme » (1).

Quant aux causes *immédiates* de la catastrophe, Lénine semblait croire, tout en accusant le capitalisme international, que la guerre fut pour l'Allemagne, menacée de tous les côtés, une guerre *préventive*.

« Nous savons, dit-il, que *durant des dizaines d'années* trois brigands (la bourgeoisie et les gouvernements d'Angleterre, de Russie et de France) s'armaient pour cambrioler l'Allemagne. Faut-il donc s'étonner que deux brigands aient attaqué avant que les trois aient reçu de nouveaux couteaux qu'ils avaient commandés » (2).

Donc, le devoir socialiste était d'attaquer à la fois les deux coalitions de brigands. C'est cette idée générale qui dicta l'action de Lénine à l'extrême gauche de Zimmerwald et de Kienthal où son influence était prédominante. Il ne s'en est pas départi en théorie. Pratiquement, son action a été utile à l'Allemagne, car l'œuvre désorganisatrice de Lénine n'a atteint nulle part ce degré de perfection qu'elle a eu en Russie.

D'ailleurs, je le répète, la théorie de Lénine fut le lieu commun des brochures révolutionnaires d'avant-guerre. Il ne faut point — et ici nous touchons à la légende dont il a été question plus haut — il ne faut point chercher des pronostics, tant soit peu précis, dans les articles de Lénine qui se rapportent à ce temps. Il n'y donne que l'*impératif* ; il n'a ni prévu, ni même essayé de prévoir les événements politiques, tout en souhaitant la révolution mondiale bien entendu. Il n'était même pas certain lui-même que le prolétariat le suivrait :

(1) N. LÉNINE, *Le Socialiste-Démocrate*, n° 39, 11 novembre 1914.

(2) N. LÉNINE, *Les Sudekum russes* (en russe). *Le Socialiste-Démocrate*, 1er février 1915.

« Nous ne pouvons pas, écrivait-il en 1916, personne ne peut compter quelle partie du prolétariat va et ira avec les social-chauvinistes et les opportunistes. La lutte seule le montrera, la révolution socialiste seule le décidera définitivement. Mais nous savons avec certitude que les « défenseurs de la patrie » dans la guerre impérialiste ne *représentent* qu'une minorité » (1).

C'est donc une pure légende que « Lénine a, du premier jour de la guerre, prévu la marche des événements ». Il n'a même pas prévu l'attitude des socialistes occidentaux par rapport à la catastrophe. M. Zinoviev raconte qu'au début de la guerre il a eu une discussion à ce sujet avec Lénine. Celui-ci croyait que les socialistes allemands voteraient contre les crédits militaires, tandis que M. Zinoviev supposait qu'ils s'abstiendraient du vote. En réalité, ils ont voté *pour* les crédits. Or, si Lénine a si peu connu l'essence de la deuxième Internationale, il se trompe peut-être sur la solidité de la troisième. Dans la masse des écrits qu'il a publiés en Suisse et plus tard en Russie, en 1914-1917, les prédictions politiques ne sont point nombreuses. La plupart sont fausses, comme par exemple son fameux postulat que la guerre finirait par la fraternisation (*bratanie*) des soldats sur le front. L'armée russe a sombré en 1917; les armées bulgare, autrichienne, turque, allemande ont subi le même sort un an plus tard, mais jamais il n'a été sérieusement question de la *fraternisation* entre ennemis. Les soldats *vaincus* fuyaient devant les soldats *vainqueurs*.

Nous ne faisons aucunement grief à Lénine de ne pas avoir fait de merveilleux pronostics. Mais puisqu'on dit qu'il a « tout prévu », nous remettons les choses au point. Ce n'est pas, d'ailleurs, je le répète, dans ces *prédictions* que Lénine a montré ses talents politiques ; c'est dans sa manière d'exploiter au profit de ses idées les provisions immenses de haine que le régime capitaliste et la guerre avaient amassées.

(1) N. LÉNINE, *Le mot d'ordre du désarmement* (en russe). *Recueil du Socialiste-Démocrate*, n° 2, octobre 1916.

CHAPITRE VI (1)

La personnalité de Lénine.

C'est un homme qui, aux idées qu'il croit être celles de l'avenir, joint une mentalité du moyen âge.

Rejetons d'abord les calomnies, comme nous avons rejeté les légendes. On a vu, ou voulu voir, en Lénine un agent salarié de l'Allemagne. Ceci est tout à fait faux. Lénine a fait pour l'Allemagne (en concluant la paix de Brest-Litowsk) beaucoup plus que tous ses agents pris ensemble. Mais son agent, il ne l'a jamais été. Jamais il ne l'a servie pour la servir (ce qui, par parenthèse, ne saurait être affirmé de tous ses collaborateurs et subordonnés).

Il n'a pas touché de l'argent allemand pour lui-même. Ceci pour moi ne fait pas l'ombre d'un doute. Pourquoi l'eût-il fait? Cet homme a toujours vécu pauvrement ; les gens qui le connaissent depuis très longtemps ne lui savent ni passions, ni goûts de luxe. Aujourd'hui que les bolcheviks disposent de milliards et que les bruits les plus scandaleux et très souvent exacts courent sur le compte de ses collaborateurs, cette chronique de cloaque épargne Lénine. Il est, dans cette curée, « le bolchevik qui ne s'est pas enrichi ». On en parle avec admiration.

A-t-il pris de l'argent allemand pour sa propagande?

Je dois dire qu'en 1917 les socialistes qui le connaissaient de longue date, qui avaient été autrefois ses amis (je pourrais citer des noms très connus), ne cachaient pas qu'ils considéraient cette éventualité non seulement comme possible, mais comme très probable. L'un d'eux l'a dit publiquement. « Pour

(1) Quelques extraits de ce chapitre faisaient partie de mon article de *a Paix des peuples.*

la cause, Lénine volerait un porte-monnaie », « il n'y a rien devant quoi Lénine s'arrêterait s'il le jugeait nécessaire pour sa cause »; telle était l'opinion quasi-unanime de ceux mêmes qui étaient les premiers à reconnaître son désintéressement personnel.

L'histoire pourra peut-être un jour répondre à cette question. En attendant, l'impartialité nous fait un devoir d'indiquer deux faits qui semblent infirmer cette allégation.

Aujourd'hui, toutes les archives allemandes, tous les comptes de sommes secrètes (1) dépensées pendant la guerre à l'étranger, soit par les autorités militaires, soit par les pouvoirs civils, sont à la disposition des gouvernants actuels de l'Allemagne qui ont de bonnes raisons pour ne pas aimer les bolcheviks. Si ces archives contenaient des documents ou des indications capables de compromettre Lénine, pourquoi Scheidemann, Bauer, David, Müller ne s'en serviraient-ils pas, pourquoi épargneraient-ils cet adversaire si dangereux ? (2).

D'autre part, le général Ludendorf, qui, en sa qualité de dictateur, ne pouvait sans doute ne pas être au courant, ne dit rien dans ses mémoires sur l'or que Lénine aurait reçu de l'Allemagne. Il considère même comme une erreur des pouvoirs civils le fameux laisser-passer accordé par eux au leader bolcheviste en mars 1917 (3).

A ces faits on pourrait riposter que Scheidemann et Bauer, aussi bien que Ludendorf, ont trop de respect pour un secret d'État de cette gravité pour le dévoiler à la légère. Comme il n'est pas tout à fait démontré que cette guerre soit la

(1) Pour ceux qui connaissent l'Allemagne, l'existence d'une comptabilité modèle des dépenses les plus secrètes ne peut pas faire de doute.

(2) Il va de soi qu'il ne pouvait entrer dans les intentions du gouvernement allemand de compromettre un Ganetzky ou tout autre pauvre hère du bolchevisme russe. Ceci ne pourrait servir à rien et ç'aurait été une faute évidente que d'établir la vénalité des agents bolchevistes secondaires.

(3) Cette allégation du général Ludendorf a ceci de juste que, l'immense service rendu par Lénine à l'Allemagne ne l'ayant pas sauvée de l'écroulement et de la capitulation, il eût mieux valu, pour elle, ne pas pousser les choses si loin en Russie.

dernière, l'Allemagne aura peut-être encore besoin, dans l'avenir, de l'aide de toutes sortes d'agents secrets. Or, dans ces conditions, il ne serait pas prudent de dévoiler, pour quelque raison que ce fût, les noms de ceux qui une fois lui ont rendu service. Et en effet aucune indication n'a été faite, que je sache, par le gouvernement de l'Allemagne démocratique, sur ceux qui, dans tous les pays, étaient payés pour rendre service au gouvernement de l'Allemagne impérialiste (1).

Or, si indiscutable que soit le rôle des Allemands dans le développement du bolchevisme en Russie (2), on ne peut affirmer que Lénine ait reçu de l'argent du gouvernement de Guillaume II.

Ce qu'on peut affirmer avec certitude, c'est que dans toute son action, avant comme après la révolution, il a fait preuve d'une immoralité politique absolue.

Rien n'existe pour lui que son idée. Pas d'autre règle de morale que l'intérêt de la cause bolcheviste. La mauvaise foi qu'il avait étalée si souvent dans ses luttes d'opposition n'a d'égal que le sans gêne de son action gouvernementale. Celui qui a porté contre Kérensky la grande accusation d'avoir appliqué sur le front la peine de mort, a quelques mois plus tard fait ou laissé fusiller sans aucune raison des dizaines de milliers d'hommes. Spéculant sur l'ignorance séculaire du peuple, ses accusations avaient d'ailleurs toujours été presque aussi stupides (3) que haineuses. Je citerai

(1) Ce n'est que par hasard que le télégramme de M. von Jagow, qui sert de base à l'inculpation contre M. Judet, est tombé dans les mains des pouvoirs alliés. Pourtant, là aussi, il était de l'intérêt des Allemands de causer des désagréments aux nationalistes français, leurs ennemis de toujours.

(2) M. Trotzky, pince-sans-rire, donne l'indication suivante sur l'état du front russe avant la révolution bolcheviste (*L'avènement du bolchevisme*, p. 63) : « Parmi les soldats circulaient des feuilles volantes, *composées par eux-mêmes*, dans lesquelles ils étaient invités à ne pas rester dans les tranchées plus longtemps que d'ici aux premières neiges. » Composées par eux-mêmes, voyez-vous. Les Allemands et les bolcheviks n'y étaient pour rien.

(3) Pour la stupidité des calomnies, il a un terrible concurrent dans la personne de Trotzky. En voici un exemple. Les soldats russes venus à Mar-

à titre d'exemple le fait d'avoir lancé contre le parti constitutionnaliste-démocrate (les cadets) l'accusation d'avoir organisé les *pyanye pogromy*, c'est-à-dire le pillage des caves à vin de Pétrograd. Il faut connaître le parti de MM. Milioukov, Nabokov, Vinaver, des juristes et des professeurs, pour apprécier la saveur de cette accusation. Quant au leader de ce parti, il l'a accusé, dans un de ces discours, d'être d'une ignorance profonde et sans espoir. On a trouvé bien des défauts à la forte personnalité de M. Milioukov, mais c'est, je crois, la première fois qu'on lui a imputé celui-là. Lénine a d'ailleurs autrefois reconnu lui-même qu'il considérait la calomnie comme un instrument permis de lutte contre les adversaires politiques.

Ce calomniateur est en même temps un despote. Il le fut toujours : aujourd'hui qu'il régit en autocrate un peuple de cent millions d'hommes, aussi bien qu'hier quand son despotisme s'exerçait sur une vingtaine d'émigrés russes. Ses propres collègues et amis l'ont souvent accusé de despotisme. Dans un des ses anciens articles, il passe ironiquement en revue les épithètes dont il a été affublé par ses camarades du parti : « Autocrate, bureaucrate, formaliste, centraliste, unilatéral, entêté, étroit, soupçonneux, peu sociable » (1).

Nous ne nous refuserons pas le plaisir de citer ici le jugement qu'a porté autrefois sur Lénine un homme, qui, aujourd'hui, n'est pas suspect d'antibolchevisme, car c'est M. Trotzky en personne. On sait que le « brillant second » du président du Conseil des Commissaires du Peuple déteste son chef,

seille en 1916 ont assassiné un de leurs officiers, le colonel Crause. On a, paraît-il, trouvé chez ces soldats le journal que Trotzky publiait alors à Paris (*Nache Slovo*) et ce fut une des raisons de l'expulsion de France de ce bolchevik. Or, M. Trotzky a fait à ce propos cette constatation sensationnelle : « C'est le gouvernement russe qui a organisé par son agent provocateur un petit assassinat en France pour donner du poids à ses arguments ». (*Vingt lettres de Léon Trotzky*, Paris, 1919, p. 20). Le gouvernement du tsar faisant assassiner un des ses colonels *pour donner des arguments en faveur de l'expulsion de Trotzky en Espagne*, c'est une trouvaille qui semble témoigner de la folie des grandeurs de son auteur.

(1) N. LÉNINE, *Un pas en avant, deux pas en arrière* (en russe), Genève, 1904, p. 137.

tout en lui prodiguant parfois des compliments exagérés. Cette inimitié ne date pas d'hier, bien qu'elle puisse être aiguisée aujourd'hui par l'envie chez le vulgaire ambitieux qu'est M. Trotzky.

J'ai devant moi une brochure (1) que ce dernier a consacré au deuxième Congrès du Parti Socialiste-Démocrate, ou plutôt à Lénine. J'en tire quelques citations :

« L'histoire, avec l'impitoyabilité du Shylock de Shakespeare, a demandé la chair de l'organisme vivant du parti. Malédiction! Nous avons dû payer (2).

« Nous parlons des exigences de l'histoire impersonnelle. Mais sans doute nous ne renions pas la responsabilité personnelle du camarade Lénine. *Au deuxième Congrès de la Social-démocratie Russe, cet homme a joué, avec l'énergie et le talent qui lui sont propres, le rôle de désorganisateur du Parti* » (p. 11).

« L'état de siège », sur lequel le camarade Lénine insistait avec tant d'énergie, demande un « pouvoir ferme ». La pratique de la méfiance organisée exige une main de fer. Le système de la terreur (3) est couronné par Robespierre. *Le camarade Lénine passait mentalement en revue le personnel du Parti, et arrivait à la conclusion que la main de fer, c'était lui et lui seulement. Et il avait raison. L'hégémonie de la social-démocratie dans la lutte libératrice signifiait, d'après la logique de l'état de siège, l'hégémonie de Lénine sur la social-démocratie* » (p. 20).

« En démontrant devant le Congrès la destination du Comité central, *le camarade Lénine a montré... le poing* (nous parlons *sans métaphores*), comme le symbole politique du Comité Central. Nous ne nous rappelons pas si cette mimique

(1) Trotzky, *Le deuxième congrès du Parti Socialiste-Démocrate Ouvrier de Russie* (en russe), Genève, 1903.

(2) M. Trotzky écrivait alors comme il parle aujourd'hui. Son public ne résiste jamais à la grandiloquence de ce Mirabeau des apothicaires.

(3) Tous ces termes se rapportaient à l'organisation intérieure du Parti Socialiste-Démocrate; ils avaient, pour ainsi dire, le sens ironique et symbolique. Trotzky supposait-il alors que l'heure viendrait où la terreur signifierait, pour Lénine et pour lui, tout autre chose que des symboles?

centraliste a été signalée par le protocole. Ce serait grand dommage si elle ne l'était pas. Ce poing couronne de droit l'édifice » (p. 28).

« Le camarade Lénine a fait du modeste Conseil un Comité tout-puissant de Salut Public *pour y prendre pour lui-même le rôle de « l'incorruptible Robespierre »* (p. 29).

On sait que Lénine, pour sa part, n'est pas du nombre des admirateurs de Trotzky. Sans parler des compliments dont il l'a brocardé autrefois, avant et pendant la guerre, il a écrit, *en 1918*, lors de la conclusion de la paix de Brest-Litowsk, un article des plus amers (signé du pseudonyme de Karpov) sur le culte de la « phrase révolutionnaire », culte dont Trotzky a toujours été le grand prêtre.

Le despotisme de Lénine et la profonde immoralité de son action politique, qui parfois prenait un caractère nettement rocambolesque (1), ont éloigné de lui peu à peu tous les hommes indépendants du Parti Socialiste-Démocrate Russe. Une amitié amoureuse (2) le liait autrefois à Plekhanov qui est devenu plus tard son ennemi mortel. Axelrod, Potressov, Alexinsky, Martov, ont tous été très liés avec lui. Mais seuls les médiocres dociles, les courtisans adulateurs, tels que Zinoviev, ont pu jouir longtemps de la bienveillance de Lénine. Même aujourd'hui il traite en valets la plupart de ses distingués collaborateurs. Le journal socialiste-révolutionnaire, *La cause du peuple* (*Dielo Naroda*), a publié en 1918 une curieuse lettre de réprimande qu'il a écrite à Zinoviev, Président de la Commune de Pétrograd, coupable d'avoir laissé pénétrer un reporter « bourgeois » dans le sanctuaire bolcheviste de l'Institut Smolny ; il y traite ce haut dignitaire comme Pierre le Grand traitait ses courtisans.

Lénine a d'ailleurs toujours toléré autour de lui des gens de

(1) On pourrait citer à titre d'exemple l'histoire vraiment miraculeuse d'un certain héritage qui s'est trouvé à la fin à la disposition des bolcheviks, c'est-à-dire de Lénine. Je souligne qu'il ne s'agit point ici de malhonnêteté *privée* : disposant de tous les fonds du Parti, Lénine a toujours vécu pauvrement.

(2) « Lénine a été amoureux de Plekhanov », dit M. Zinoviev.

la pire espèce. Il est entouré aujourd'hui de toutes sortes de criminels de droit commun, de voleurs surtout. Il semble se sentir bien, tout incorruptible qu'il soit personnellement, au milieu de cette tourbe ignoble. A ce point de vue, ses rapports avec Malinovsky sont extrêmement curieux. A en croire M. Bourtzev (1), Malinovsky aurait avoué à Lénine les crimes de droit commun de son passé, et serait allé jusqu'à dire qu'il ne pouvait rester membre de la Douma, étant trop compromis. Lénine l'aurait interrompu ne voulant pas en entendre davantage et disant que « pour les bolcheviks, de pareilles choses ne pouvaient avoir aucune importance ». Ceci est assez vraisemblable : un des bolcheviks les plus notoires, M. Radek, exclu du Parti Socialiste-Démocrate allemand (avant la guerre), n'a-t-il pas commencé sa carrière politique par le vol d'une montre? Ce que nous nous refusons de croire, c'est que Lénine aurait connu ou deviné le rôle provocateur de Malinovsky. Tel serait pourtant le témoignage de ce dernier (2).

Ce faible pour les aventuriers de la pire espèce qui entourent le chef des bolcheviks est d'ailleurs facilement explicable. La grande force de Lénine, qui en a fait un vrai prophète de notre course aux abîmes révolutionnaires, consiste à s'adresser aux bas instincts de la nature humaine. Le misanthrope le plus profond n'aurait pu autrement conduire une révolution que ne l'a fait ce vieux révolutionnaire. Pour l'œuvre de destruction qu'est le régime bolcheviste, il a su exploiter, avec une grande maîtrise, ce puissant facteur social qu'est la haine. Il a mis au profit de ses idées toutes les haines amassées par les iniquités de la vie et augmentées par la guerre : la haine de l'ouvrier contre le capitaliste, celle du petit employé contre son patron, celle du paysan contre le propriétaire foncier, celle du letton pro-

(1) W. Bourtzev, *Lenine and Malinovsky. Struggling Russia*, N° 9-10, May 1919, p. 139.

(2) « According to Malinovsky, Lenine understood and could not help understanding, that his (Malinovsky's) past concealed not merely ordinary criminality but that he was in the hands of the gendarmes a provocateur ». (*L. c.*, p. 139).

létarisé contre le riche, celle du *coolie* chinois contre le pays où il fut maltraité, celle du juif opprimé contre ses oppresseurs, celle surtout, terrible, du soldat et du matelot contre l'officier et la discipline militaire. La haine, toute la haine, rien que la haine, tel fut le levier d'Archimède qui a fait monter Lénine au pouvoir avec cette rapidité foudroyante. Mais rien de durable ne peut être construit sur cet unique fondement. Tôt ou tard, Lénine sera victime du monstre qui l'a fait maître de la Russie.

Il serait d'ailleurs injuste de méconnaître les qualités remarquables de cet homme.

La politique, dit-on, appartient à la plume et à la langue. Aussi Lénine est-il publiciste et orateur. Mais, comme publiciste et comme orateur, il ne s'élève pas au-dessus de la médiocrité. Ses brochures sont mal faites et peu soignées. Je regrette de ne pas pouvoir donner, écrivant en français, des spécimens de la banalité de son style. Les figures les plus usitées, les expressions les plus vulgaires, les épithètes les plus banales, une grossièreté ext:ême envers l'adversaire (1), point d'images: voici les caractères de ses écrits, qui sont toujours ennuyeux et difficiles à lire, malgré l'intérêt psychologique que pourrait présenter sa logique de sectaire. Il sait très peu de chose en dehors de l'économie politique. La civilisation russe, aussi bien que la civilisation européenne, lui est restée étrangère. Il voit en elles l'émanation du monde capitaliste qu'il hait avec toute la force de haine d'une âme ardente et bornée. Maxime Kovalevsky aurait dit de lui qu'il ferait un bon professeur. Il le ferait peut-être, en économie politique, s'il ne haïssait toute pensée qui ne s'accorde pas avec la sienne.

Il parle violemment, sans recourir aux phrases sonores, aux mots d'esprit, au jeu de l'acteur. Trotzky, certains autres leaders bolchevistes sont certainement plus *orateurs* que lui.

(1) J'ai essayé de compter combien de fois les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (dont beaucoup ont passé de longues années au bagne), sont traités de « laquais de la bourgeoisie » dans un des articles récents de Lénine. Mais c'est un travail qui demande trop de loisir.

Un ouvrier bolcheviste me disait pourtant qu'il préférait de beaucoup la manière simple de Lénine aux chants de tous les rossignols du Parti. Serait-ce la vraie éloquence qui se moque de l'éloquence? C'est plutôt une connaissance approfondie de l'auditoire. Car Lénine est un grand connaisseur de la foule.

C'est incontestablement un chef né et un manieur d'hommes de premier ordre. J'ai eu plusieurs fois l'occasion d'être témoin de la grande influence qu'il exerce sur les hommes, quelquefois sur ceux qui, par leur tempérament, leurs opinions et leur position sociale, ne devraient point devenir facilement la proie de l'agitateur bolcheviste. Je me permettrai de raconter ici deux cas qui m'ont surtout frappé. Les deux se rapportent aux premiers jours du triomphe bolcheviste en 1917, mais ils diffèrent absolument par la nature de ceux qui ont subi l'influence de la personnalité de Lénine.

Dans le premier cas, c'était un ouvrier d'une usine de Pétrograd, un homme d'une cinquantaine d'années, travailleur, père de famille, de tempérament calme, peu intelligent, encore moins instruit, très honnête. Il se disait ou se croyait socialiste-révolutionnaire, mais, comme la plupart des ouvriers de Pétrograd, il subissait, depuis le printemps de 1917, l'action d'une forte propagande bolcheviste très savamment organisée. L'usine dont il est question était une usine très « arriérée » ; ses ouvriers n'étaient même pas, pour la plupart, des professionnels, mais des paysans qui y étaient entrés au début de la guerre. La très grande majorité n'avait ni ne pouvait avoir de convictions politiques ; mais presque tous se disaient soit mencheviks, soit socialistes-révolutionnaires, car c'étaient les partis politiques les plus modérés auxquels un ouvrier qui se respectait pouvait appartenir décemment ; et il était considéré *mauvais genre* de n'appartenir à aucun parti (les temps ont bien changé depuis lors : il paraît qu'aujourd'hui les ouvriers russes ne veulent plus entendre parler des partis politiques). Les bolcheviks y étaient peu nombreux au commencement, mais ils formaient une minorité compacte qui recevait continuel-

lement des instructions et qui terrorisait tous les autres: il suffit de dire qu'ils avaient su imposer la souscription *obligatoire* à la *Pravda* (journal bolcheviste dirigé par Lénine) à *tous* les ouvriers et contremaîtres de l'usine. Ils étaient dirigés eux-mêmes par un jeune ouvrier très intelligent, très arrogant, sachant arranger très bien ses affaires personnelles et qui, avant de se convertir au bolchevisme, appartenait à *l'Union du Peuple Russe* (les *bandes noires*). Or, aussitôt après le coup d'État bolcheviste, les ouvriers de cette usine se rendirent à un meeting local et « adhérèrent au nouveau régime». Ils élaborèrent et adoptèrent une résolution pompeuse où l'orthographe était fort douteuse, mais le sens ne l'était point: les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks de la veille acclamaient le pouvoir des Soviets, la dictature du prolétariat, la conclusion immédiate de la paix générale « sans annexions, ni indemnités», etc., tout cela conformément aux instructions reçues par la fraction bolcheviste de l'usine ; on machinait alors par centaines des résolutions de ce genre dans toutes les usines et tous les régiments de Pétrograd. Or, l'ouvrier dont je parle fut chargé de porter cette résolution à l'Institut Smolny où se trouvait alors le gouvernement bolcheviste. Il l'y porta et fut immédiatement reçu par Lénine lui-même, ce à quoi il s'attendait probablement fort peu. Le vieux démagogue qui, *faute de temps*, refusait les audiences aux ministres étrangers, qui plus tard fit recevoir le comte Mirbach, le tout-puissant ambassadeur d'Allemagne, par M. Sverdlov, en désignant ce dernier, non sans ironie, comme le « premier dignitaire de la République sovietiste », reçut aussitôt l'ouvrier inconnu qui lui apportait une résolution d'une petite usine sans importance... Que les admirateurs du bolchevisme versent des larmes attendries à ce trait si démocratique du Président du Conseil des Commissaires du Peuple. Pour ma part, j'y admire son talent de démagogue : c'est ainsi qu'on devient populaire dans un pays où les classes inférieures, pendant des siècles, ont été traitées comme des bêtes (1). Or, j'ai vu cet

(1) On m'a raconté qu'en 1918 Lénine se montrait souvent avec sa femme

ouvrier au moment où il revenait de l'audience qui lui fut accordée par Lénine. Il était bouleversé, méconnaissable. Calme et judicieux habituellement, il parlait cette fois comme dans l'extase. « Voilà l'homme, répétait-il, voilà l'homme pour lequel je donnerais ma vie!... Maintenant, avec lui, une vie nouvelle va commencer !... Ah, si nous avions eu un tsar comme lui !... Alors, à quoi bon la révolution? » Cette dernière phrase, qui s'est gravée dans ma mémoire, est textuelle. Le pauvre homme faisait du Shakespeare sans le savoir : « César est tué, que son meurtrier soit César ! » — « Mais que vous a-t-il donc dit ? », lui demandai-je plus tard, quand il se fut un peu calmé. Je ne reçus qu'une réponse vague : « Tout est à vous, lui aurait dit Lénine, tout vous appartient. Prenez tout ! Le monde est aux prolétaires. Mais ne croyez personne que nous... Les ouvriers n'ont pas d'amis : nous seuls sommes les amis des ouvriers »... Ces phrases démagogiques vides de sens, cette promesse du paradis terrestre venant remplacer sa longue vie de misère, le vieil ouvrier les a pu pourtant entendre cent fois. Était-ce la contagion de la foi profonde? était-ce l'influence magnétique d'une très forte personnalité ? (1)

Le deuxième cas que j'ai vu se rapporte à une nature fort différente : un jeune homme de vingt ans, issu d'une très

dans les bals publics organisés par les bolcheviks et fréquentés par des domestiques, des matelots, des cochers de fiacre, et y causait politique en Haroun-al-Raschid sans incognito.

(1) J'ajouterai ici (car le fait doit être typique) quelles furent les conséquences, pour l'usine en question, de cet entretien de Lénine avec l'envoyé des ouvriers. Il va de soi que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires de l'usine entrèrent immédiatement au parti bolcheviste. Quelques jours plus tard, des violences furent exercées contre le directeur, un très honnête homme aux convictions libérales. Puis les ouvriers suivirent à la lettre le conseil de Lénine et « prirent tout », en se faisant pourtant payer par l'administration. On commença à vendre aux brocanteurs les outils et les matières premières. Au mois de janvier 1918, l'usine s'arrêta définitivement. Les ouvriers-paysans partirent pour la campagne ; la guerre étant finie, ils n'avaient plus à craindre la conscription ; pouvaient-ils prévoir celle de la guerre civile? Les ouvriers de profession entrèrent à la solde de l'État (si ce mot est applicable à la Russie bolcheviste), soit en qualité de sans-travail, soit (une petite minorité) comme gardes-rouges.

bonne famille riche et cultivée, très intelligent, très instruit, d'une nature complexe et délicate, poète de talent, élève de l'École Polytechnique et provisoirement de l'École d'Artillerie. La nuit qui suivit le coup d'état bolcheviste, il s'était trouvé, par le hasard des circonstances, dans la salle de l'Institut Smolny où Lénine parut publiquement pour la première fois depuis l'échec de la révolte de juillet. Cette nuit de triomphe, tous les chefs bolchevistes prononcèrent des discours enflammés devant la soldatesque déchaînée de l'Institut Smolny. Mais ni Trotzky, ni les autres ne firent impression sur le jeune homme. Lénine, accueilli par une ovation grandiose, le bouleversa au contraire. « Ce n'était pas, me disait-il, un discours politique. C'était le cri de l'âme d'un homme qui, trente ans, a attendu cet instant. J'ai cru entendre la voix de Girolamo Savonarole ». Or, ce jeune homme n'était point un adepte du bolchevisme et il ne s'y est pas converti : c'était le malheureux Léonide Kanneguisser (1), qui, un an plus tard, tua d'un coup de revolver le bolchevik Uritzky, le bourreau de la commune de Pétrograd.

Savonarole? Oui, peut être. Il y a du Savonarole en Lénine, et plus encore de ces fanatiques dont est remplie l'histoire des sectes religieuses russes. Au point de vue moral et intellectuel, cet homme tient de Savonarole et de Tartuffe. C'est une nature complexe et pauvre en même temps : complexité ne veut pas dire richesse. Un fou rusé comme tous les fous, un petit savant doublé d'un petit visionnaire, un connaisseur des masses qui ignore tout de l'homme, c'est un *primitif compliqué*, une combinaison des traits simplistes : fanatisme élémentaire, ruse élémentaire, intelligence élémentaire, folie élémentaire. Ceci fait peut-être sa force, car qu'y a-t-il de plus élémentaire que les demi-instruits dont est composée la masse des ouvriers russes?

(1) Cet infortuné jeune homme, dont les brillantes qualités et le noble caractère promettaient tant pour l'avenir, a été fusillé par les bolcheviks. De sombres rumeurs ont couru dans la capitale affirmant qu'il avait été quatre fois soumis à la torture.

Un écrivain socialiste me disait son désappointement la première fois qu'il entendit le chef des bolcheviks à la tribune : il paraît que l'éloquence de Lénine impressionne beaucoup plus les jeunes poètes et les vieux ouvriers que les savants sociologues. « Je m'attendais, disait-il, à une analyse sociologique de la situation, et je n'ai entendu que des appels furieux et des cris de haine : « arrêtez les capitalistes ! jetez-les en prison ! » J'étais stupéfait : c'était donc cela, leur fameux Lénine? » — « Et l'auditoire était-il mécontent? » lui demandai-je. — « On lui a fait une ovation formidable », répondit-il en haussant les épaules. — « *Quod erat demonstrandum.* Que voulez-vous de plus? Tous ses mots d'ordre sont d'une *simplicité terrible* : « A bas la guerre ! Arrêtez les capitalistes ! Prenez tout, ouvriers ! » C'est avec eux pourtant qu'il s'est emparé de la Russie. »

Timeo homines unius libri, disait Thomas d'Aquin. Les *hommes d'un seul journal* sont beaucoup plus dangereux. Surtout si ce journal s'appelle la *Pravda*. La simplicité des formules bolchevistes est la première des forces principales de Lénine. J'ai déjà parlé de la deuxième qui est le caractère misanthropique de son action. Et la troisième, c'est la foi qu'il a en cette action et en lui-même : émigré, vivant dans la misère, dirigeant un petit cercle de réfugiés, il espérait conquérir la Russie, l'Europe, l'univers.

Ernest Renan parle, dans *Dom Luigi Tosti*, de « ce mépris de la foule, ce sentiment combiné de révolte et d'impuissance, ce quelque chose de ferme, d'âpre, de stoïque, qui est le trait distinctif des fortes âmes italiennes ». Il y a de tout cela en Lénine. On a trouvé en lui ce tempérament de rêveur qui, d'après la conception traditionnelle de l'étranger, serait une propriété essentielle des Slaves. Je n'aime pas beaucoup les généralisations sur les caractères de nationalité ou de race, car elles sortent très rarement des limites des banalités justes, voire des banalités fausses. Lénine est très russe et pourtant il est, sous beaucoup de rapports, le contraire du *Slave*, au sens où ce mot est généralement accepté par les spécialistes de la psychologie nationale. On

dit que les Slaves sont faibles ; il possède une volonté de fer. On dit que les Slaves sont romantiques ; il n'y a pas en lui une trace de romantisme. On dit que les Slaves ont le culte de la métaphysique : on ne peut pas être moins métaphysicien que Lénine ; son rêve, si rêve il y a, est extrêmement terre à terre : la caserne régie par des bolcheviks, tel est son idéal.

Quel est le but de son action politique? De grandes expériences sociales : car cet homme est un expérimentateur maniaque. Avec toute sa foi en lui-même et en ses idées, peut-il croire sérieusement au succès immédiat et définitif de sa magnifique expérience du Kremlin (ou plutôt de Bicêtre)? C'est pour le moins douteux. Il aurait dit, il y a quelques mois, à Maxime Gorki (je le tiens d'un ami français qui l'a entendu de M. Gorki lui-même) : « Le plus étonnant dans toute cette histoire est qu'il ne se soit encore trouvé personne pour nous mettre à la porte ». Mais un résultat négatif de cette expérience *in anima vili* n'a-t-il pas sa valeur ? Une grande leçon de communisme en sortira dans tous les cas. C'est, paraît-il, l'idée générale de tous les communistes du Kremlin. « Si nous échouons, dit un bolchevik des plus notoires, nous remettrons notre œuvre à plus tard, voilà tout. La révolution sociale sera pour une autre fois ». C'est très simple évidemment. L'effondrement d'un État, la ruine d'un peuple, quelques millions de cadavres (1), est-ce que tout cela compte, est-ce que tout cela a de l'importance dans la pensée d'hommes qui ont de si hauts desseins.

Et le résultat de l'action de Lénine? La répugnance durables des masses populaires russes pour tout ce qui est socialiste.

« Je vois dans les événements de nos jours un vrai triomphe d'idée de la bourgeoisie abattue et humiliée : ses vainqueurs sont plus bourgeois qu'elle-même.

« Lénine a raison : la vie bouleversée par la révolution com-

(1) Si les bolcheviks restent maîtres de la Russie jusqu'au printemps 1920 (et cela est malheureusement probable), la guerre civile, la faim et le froid feront compter les victimes par millions.

muniste apportera au village « l'évangile d'une vérité nouvelle ». Seulement cet évangile pourra bien être, à quelques petites corrections près, notre Code civil. Il sacrera le fait accompli, fermera les yeux sur bien des choses et dira *acquis* pour *volé*.

« La baïonnette a créé chez nous une nouvelle classe supérieure, une ploutocratie de fraîche date, des capitalistes en khaki, des exploiteurs en bonnet de garde-rouge. J'ai vu ces hommes danser, à leurs *tanzoulki* (1), dans les palais des Raïewsky et des Pobédonostsev. L'aristocratie d'aujourd'hui danse moins bien que celle d'hier, mais elle saura défendre ses *droits* beaucoup mieux.

« Aux amateurs de téléologie historique j'offre une réponse à la question : à quoi sert Lénine? — Au triomphe de la propriété privée. Une telle prédestination du pape bolcheviste est sans doute une des plus cruelles plaisanteries de l'histoire.

« Protopopov (2) s'acharnait à compromettre la réaction et à préparer la révolution. Lénine fait exactement le contraire : il compromet la révolution et prépare la réaction. A qui donc la préférence?

« Notre révolution rappelle notre guerre, comme une fille rappelle sa propre mère. Lénine est l'héritier légal du grand duc Nicolas Nicolaïevitch. L'offensive menée contre le capitalisme vaut à tous les égards la campagne des Carpathes. Où seront, à la retraite, « les positions préparées d'avance »?

« Il existe au musée du Luxembourg une belle statue de Turgan : *l'aveugle conduit le paralytique*. La Russie menée à l'abîme par cet homme funeste pourrait orner ses armoiries d'une reproduction de cette statue » (3).

(1) Soirées dansantes.

(2) Ministre russe très impopulaire de la dernière période de l'ancien régime.

(3) LANDAU-ALDANOV. *Armageddon*, Pétrograd, 1918.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les théories de la révolution sociale : Karl Marx

C'est un fait fort curieux et qui n'a son précédent que dans l'histoire de la doctrine chrétienne: presque tous les éléments, qui, aux quatre coins de l'Europe, mènent aujourd'hui entre eux une lutte sociale acharnée, se réclament de Karl Marx.

En Allemagne, c'est Scheidemann et Haase, Noske et Liebknecht, David et Ledebur, Ebert et Rosa Luxemburg. En Russie, c'est Lénine et Plekhanov, Trotsky et Potresov, Martov et Tsereteli, Kamenev et Dan.

Les théoriciens de la bourgeoisie eux-mêmes, en démontrant l'impossibilité du régime communiste en Russie, ont souvent fait appel à l'autorité de l'auteur du *Capital.*

Ce fait, tant qu'il s'agit d'idéologie pure, ne date pas d'hier. Il y a vingt ans, dans la célèbre polémique entre Kautsky et Bernstein, ceux-ci en appelaient, avec plus ou moins de succès, aux textes de Marx, comme les membres des congrès et des tournois théologiques faisaient appel à l'Évangile. Mais, il y a vingt ans, le bon combat était mené dans les colonnes de la *Neue Zeit,* des *Sozialistische Monatshefte* et à la tribune de Congrès, avec des arguments plus ou moins ingénieux et des citations *in verba magistri.* Aujourd'hui, il s'est transporté dans les rues de Berlin, de Munich, de Dresde, et il emploie les mitrailleuses et les baïonnettes. L'expérience s'est chargée de montrer les conséquences que peuvent quelquefois avoir les divergences d'opinion des intellectuels et surtout des intellectuels sectaires.

Qui donc a raison, et quelle serait aujourd'hui l'attitude de Marx et d'Engels, s'ils vivaient encore? Le bolchevisme

est-il l'aboutissement nécessaire du marxisme, ou n'en est-il que la négation et le contraire?

On a soigneusement étudié toute ligne sortie de la plume de Marx et de celle d'Engels, on a réimprimé les œuvres de leur première jeunesse, on a soumis à l'étude leur correspondance avec Sorge, Kugelman, Lassalle, etc., et pourtant les hommes les plus autorisés ne sont pas d'accord sur les questions mentionnées plus haut. Je ne veux pas rappeler ni encore moins reprendre ici les discussions entre jaurésistes et guesdistes en France, entre revisionnistes et orthodoxes en Allemagne, ou bolcheviks et mencheviks en Russie (1), en tant qu'elles sont basées sur les arguments *in verba magistrorum*. S'il était démontré, ce qui n'est pas le cas, que Marx a été, toute sa vie, partisan convaincu de la dictature du prolétariat et du « coup de force », nous qui ne sommes pas marxistes ne serions point tenus de changer d'opinion. Il nous paraît, comme conclusion de cette étude et de ces discussions, que les extrémistes aussi bien que les modérés, sont en droit d'invoquer, dans les œuvres des maîtres, tels ou tels passages en leur faveur. Il semble que les écrits de jeunesse de Marx (2) fournissent plus d'arguments aux extrémistes, tandis que ses œuvres postérieures à 1859 (3), ainsi que les derniers articles d'Engels, sont plus favorables aux idées des modérés; et encore cette règle comporte-t-elle des exceptions. Je ne crois pas qu'on puisse en dire davantage avec la certitude de ne pas se tromper.

La pensée de Karl Marx marque-t-elle des contradictions intrinsèques? A-t-il évolué d'une conception « bolcheviste » de l'histoire sociale vers des idées plus modérées? Les citations d'apparence contradictoire signifient-elles, au contraire,

(1) Je n'ignore point que les lignes de démarcation de ces combats d'idées ne sont pas identiques dans les différents pays et qu'elles ne sont plus aujourd'hui celles d'autrefois.

(2) Certains articles de *Nachlass*; *La misère de la Philosophie* (1847); *Le manifeste communiste* (1847); *Der Klassenkampf in Frankreich* (1850-1851); *Revolution und contre-Revolution in Deutschland* (1851).

(3) *Zur Kritik der Politischen Oekonomie*, avec sa célèbre préface, a paru en 1859.

l'incapacité de certains disciples et commentateurs de discerner entre ce qui était la vraie pensée du maître et les expressions accidentelles ou les pages mal interprétées? Je ne saurais répondre à ces questions que ceci :

Le bolchevisme n'est pas sans doute le marxisme, mais il paraît être l'aboutissement de certaines idées contenues dans le marxisme *jeune*, combiné avec les doctrines anarchistes et syndicalistes. Rosa Luxemburg a dit un jour que la théorie marxiste était l'enfant de la science bourgeoise, mais que l'accouchement de cet enfant avait coûté la vie à sa mère. Je ne sais ce qu'est la science *bourgeoise* et pour cette raison déjà je ne puis partager l'exagération de l'infortunée révolutionnaire allemande. Mais on pourrait dire avec bien plus de droit que le bolchevisme, fils illégitime du marxisme et de l'anarchie, a causé et causera encore du chagrin mortel à ses deux parents.

Les idées de Karl Marx étaient arrêtées et nettes, tant qu'il s'agissait du passé et du présent du régime capitaliste. Mais sa pensée devenait — et cela est tout naturel chez un vrai savant habitué aux faits, comme l'auteur du *Capital* — beaucoup plus vague et incertaine, dès qu'il s'agissait de l'avenir. Marx croyait peut-être savoir comment finira le monde capitaliste ; il ne le savait certainement pas. Et l'échec de cette intelligence remarquable prouve, une fois de plus, l'inanité des prédictions sur les événements historiques.

On ne peut nier que l'erreur du pronostic marxiste soit aujourd'hui tout à fait évidente.

En le disant, je ne pense pas à ces arguments de statistique, relatifs à la période de 1850-1900, qui ont été invoqués par Edouard Bernstein et son école pour démontrer que, contrairement aux prédictions de Marx, le nombre des possédants augmentait graduellement en Angleterre, en France, en Allemagne ; que l'accroissement de la richesse sociale ne comportait pas une diminution du nombre des magnats du capital, mais une augmentation du nombre de capitalistes de tout grade ; que dans toute une série d'industries, à côté des grandes entreprises, d'autres, moyennes et petites,

faisaient preuve d'une vitalité incontestable ; que partout en Europe le nombre des entreprises agricoles petites et moyennes augmentait, tandis que celui des grandes entreprises diminuait; que la théorie des crises marxistes ne saurait être généralisée, etc. En supposant que toutes ces données aient été réfutées par Kautsky (1), Rosa Luxemburg (2), Plekhanov (3), Lénine (4) (ce qui est loin d'être le cas), il est incontestable que dans le domaine politique les prédictions de Karl Marx ont été trop souvent démenties par l'histoire, et surtout quand il s'attachait à la question de la révolution sociale.

Il suffit de comparer l'admirable analyse des faits économiques, que nous trouvons dans le premier volume du *Capital*, avec les prédictions politiques, presque toujours fausses, de Marx, pour comprendre quel danger présente toute tentative de prévision *précise* même pour les intelligences aussi puissantes que la sienne.

Nous lisons dans le *Manifeste Communiste* (1847) : « La révolution bourgeoise ne peut-être que le prélude immédiat de la révolution prolétarienne ».

Deux ans plus tard (1849), Marx tentait de prouver à Lassalle que la révolution prolétarienne éclaterait l'année suivante au plus tard.

En 1850, il prêchait l'idée d'une révolution permanente « jusqu'au jour où le pouvoir d'État serait conquis par le prolétariat et où les forces productrices, les principales du moins, seraient concentrées dans les mains des prolétaires ».

En 1862, Marx écrivait à Kugelman : « Il est évident que nous allons au-devant d'une révolution. Je ne l'ai d'ailleurs jamais mis en doute depuis 1850 ».

(1) Karl Kautsky, *Bernstein und das sozialdemokratische Programm* (Stuttgart).

(2) Dans ses articles de la *Leipziger Volkszeitung*.

(3) G. Plekhanov-Beltov, *La critique de nos critiques* (en russe), Pétersbourg (1906).

(4) W. Iliine (un des pseudonymes de Lénine), *La question agraire* (en russe), Pétersbourg (1907).

En 1872, il affirmait dans une lettre à Sorge: « L'incendie se développe dans tous les coins de l'Europe ».

Quant à Engels, il disait il y a trente ans: « Le gouvernement tsariste ne saurait survivre à l'année courante, et si cela commence en Russie, alors hourra ! »

« La foi est la foi, même quand elle se fait appeler la science. »

Je n'insiste pas sur les prédictions de Marx et d'Engels relatives à la politique extérieure. Il suffit de rappeler que Marx voyait en Bismarck « un simple instrument du cabinet de Pétersbourg » (*das blosse Werkzeug des Petersburger Cabinets*) et que Engels affirmait dans une de ses lettres à Sorge: « Si la guerre éclatait, on peut dire *avec pleine certitude* qu'après quelques batailles, la Russie s'entendrait avec la Prusse aux dépens de l'Autriche et de la France : chacune sacrifierait son alliée ».

Mais ce qui est, quoiqu'on ait dit, la base même du socialisme « scientifique », la fameuse *Zusammenbruchstheorie*, n'a-t-elle pas été réduite à néant par l'expérience des cinq dernières années ?

J'écrivais, au commencement de 1918, dans *Armageddon:*

« La théorie scientifique de la révolution sociale pose les postulats suivants :

Le développement du régime capitaliste suit des lois définies, d'après lesquelles e capital se concentre chez un nombre de possédants de plus en plus petit, tandis que les masses de la population subissent le processus de paupérisation. D'autre part, la production de denrées croît plus rapidement que leur consommation et les grands pays industriels souffrent de plus en plus de l'insuffisance de marchés, ce qui se traduit par de l'impérialisme. Le jour doit venir nécessairement où la surproduction de denrées deviendra chronique, et à ce mal le régime capitaliste instable et inorganisé ne pourra point remédier. L'anarchie économique entraînera alors la révolution sociale; les masses énormes du prolétariat, qui auront passé dans les grandes usines par l'école de la discipline révolutionnaire, triompheront facilement d'une poignée de princes du capital. Alors l'expropriation des expropriateurs

aura lieu. Les richesses accumulées grâce au progrès de la science et au labeur infatigable de centaines de millions de travailleurs seront socialisées et une nouvelle ère commencera dans l'histoire de l'humanité.

Les auteurs du socialisme scientifique ne précisaient pas les formes que prendra la révolution sociale, ni la durée de temps qu'il lui faudra pour avoir raison des exploiteurs. Engels affirmait d'ailleurs que l'effondrement du régime capitaliste serait précédé d'une grande guerre. Une opinion analogue a été exprimée par Karl Kautsky.

On peut sans doute supposer qu'au mois de juillet 1914 commença enfin cette surproduction de denrées (prédite par Marx) qui entraîna la guerre et fixa *eo ipso* le moment catastrophal de la révolution sociale.

Il est pourtant facile de voir qu'au cours des quatre dernières années de l'histoire européenne, les lois immanentes du régime capitaliste ont sans doute cessé d'être *immanentes*, et des tendances se sont dessinées, qui agissent dans le sens exactement contraire.

Je citerai ici quelques données comparatives de statistique historique :

La guerre de 1812-1815 a coûté à la Russie 155 millions de roubles en tout (1). Aujourd'hui (2) une telle somme est engloutie en trois jours. Dans la bataille de Kolenso qu'un historien a appelée la plus grande défaite subie au XIXe siècle par la Grande Bretagne, les Anglais ont perdu 1,200 hommes et 10 canons. Aujourd'hui une bataille de cette envergure ne serait peut-être pas mentionnée dans les communiqués des états-majors.

Il y a cent ans, une guerre pouvait être une affaire avantageuse pour une nation, parce qu'elle coûtait cent fois moins; aujourd'hui même, telle expédition coloniale peut, jusqu'à un certain degré, augmenter « la richesse nationale » d'un

(1) Ce chiffre tiré du rapport de Barclay-de-Tolly, ministre de la guerre russe, à l'Empereur Alexandre Ier, peut être tout de même quelque peu au-dessous de la vérité ; il n'a qu'une valeur approximative.

(2) La guerre battait son plein quand ces lignes furent écrites.

pays. Mais une guerre européenne ne peut jamais, actuellement, sous aucunes conditions, devenir un *good business* et — le fait est très curieux — beaucoup de politiciens *réalistes* de nos jours manifestent un idéalisme désintéressé *sans le savoir :*

En vérité, quels « marchés », quelles « voies », quels « accès », peuvent couvrir les pertes fantastiques subies par tous les pays belligérants durant la grande guerre, cette catastrophe monstrueuse, insensée, irrationnelle. Il est permis de supposer, avec une grande probabilité (1), que lorsque la statistique fera le compte de tous les frais de ces quatre années de guerre, le terme de trillion (1,000 milliards) entrera dans la science des finances, pour la première fois depuis que le monde existe. Jusqu'ici on ne connaissait des trillions qu'en astronomie. Les ministères des finances des puissances belligérantes sont devenus de simples maisons d'édition de billets de banque. Au moyen âge un des rois d'Angleterre a dû vendre ses baisers aux veuves riches pour remédier à l'état de la trésorerie. A quels remèdes héroïques recourront, après la paix, les gouvernements de l'Europe qui auront fait à si bon marché cette guerre si avantageuse ?

Or, une question se pose : en supposant même qu'au mois de juillet 1914, survint en Europe la fameuse surproduction de valeurs qui a dû entraîner la révolution sociale, peut-on parler, sans un sourire amer, de la *surproduction de valeurs* et de *l'insuffisance du marché* aujourd'hui que les plus riches des pays belligérants manquent de vivres et d'objets de la première nécessité.

Il faut aussi prendre en considération que d'autres processus *immanents* du développement du régime capitaliste ont également subi des restrictions ou bien ont complètement cessé pendant les quatre dernières années. La guerre n'a pas servi la concentration du capital en Europe. Il est vrai

(1) Le bilan de la guerre n'est pas encore fait aujourd'hui, mais on sait qu'il a même dépassé les suppositions que j'ai faites il y a un an et demi. Le chiffre de *trillion* a été prononcé par M. Lloyd Georges dans un de ses derniers discours. M. Klotz a parlé de 4 milliers de milliards.

que bon nombre de grosses fortunes ont été fondées grâce à elle. Mais, en général, les richesses (en assignats) se sont partagées entre un nombre immense de possédants ; tout le monde sait la quantité de billets de banque que possèdent aujourd'hui les paysans, sans parler d'innombrables fournisseurs, commissionnaires, agents intermédiaires, spéculateurs, etc. Quant aux richesses réelles, elles ont subi une destruction sans précédent; et au bout du compte, la bourgeoisie elle-même ne s'est point enrichie pendant la guerre.

Donc, si tout le monde s'est trompé en quelque sorte, les marxistes aussi n'ont pas prévu ce fait qu'il s'est trouvé une deuxième sortie (pour le cas de l'incendie) de l'impasse de la surproduction des valeurs, à laquelle devaient conduire les tendances du développement capitaliste ; au lieu de la socialisation des richesses, c'est leur destruction sans précédent. Lorsque le jour si attendu de l'*expropriation des expropriateurs* est arrivé, il s'est trouvé par malheur qu'il n'y avait rien à exproprier, malgré le grand nombre de « capitalistes ». Le monde, qui se fonde sur un principe nouveau, reçoit, pour héritage, des pays ruinés, des vaisseaux coulés, de la poudre brûlée, des obus éclatés, l'obligation de nourrir des dizaines de millions d'invalides et d'orphelins et quelques centaines de milliards de dettes nationales qui ne seront jamais payées.

Quant à la Russie, son seul outil de production est aujourd'hui la baïonnette. En vérité, la Jacquerie de Pougatchev, au XVIIIe siècle, ouvrait devant nous presque autant de possibilités du socialisme que nos jours apocalyptiques.

Il est de toute évidence qu'après la guerre, le socialisme devra devenir de plus en plus un problème du développement des forces productrices. Mais, comme toutefois il est *en soi* un problème de répartition, des conflits très douloureux deviennent probables dans l'avenir, en rapport surtout avec la question coloniale. La pensée scientifique aura beaucoup à travailler sur ces conflits et il ne faut pas désespérer qu'elle n'arrive à trouver des solutions plus ou moins acceptables ».

Plus d'un an après avoir écrit ces lignes, j'ai eu la satisfaction de retrouver quelques-unes des idées qui y sont exprimées dans un article récent (avril 1919) de Karl Kautsky. Je n'ai pu en prendre connaissance que par un résumé (assez détaillé) publié par un journal italien (1). Voilà ce que dit l'éminent théoricien du marxisme :

« La base économique, sur laquelle devait surgir le socialisme, était la richesse immense créée par le capitalisme, laquelle rendait possible l'inauguration d'un régime de bien-être pour tout le monde. Cette richesse a été presque entièrement détruite en cinq années de guerre et ainsi la base économique du socialisme est réduite à l'extrême (*e cosi la base economica del socialismo è ridotta al estremo*).

« Une partie du prolétariat a déduit de la conquête du pouvoir politique le droit d'arriver immédiatement au bien-être, qui est impossible dans les conditions économiques présentes. Une autre partie est lasse de ces exagérations, sent l'impossibilité de les réaliser ; mais tout jugement économique étant perdu, elle-même n'a point de programme économique réfléchi, elle reste donc indécise... au lieu d'ouvrir énergiquement la voie aux réformes audacieuses, plus nécessaires que jamais, vu la misère universelle.

« Un autre et un pire héritage que la guerre a laissé à la révolution, est le culte de la violence. Cette longue guerre a donné au prolétariat la dépréciation des conditions économiques et la foi dans la violence. L'esprit de Spartacus est au fond celui de Ludendorf (2). Et comme Ludendorf n'a pas seulement ruiné l'Allemagne, mais a, en même temps, renforcé le militarisme dans les pays ennemis, en France notamment, de même Spartacus mène sa propre cause à la

(1) *Corriere della Sera* (édition de Milan), 14 avril 1919.

(2) J'ai dit dans mon article anglais *Fragments* (*The Russian Commonwealth*, n° 7 (February 5, 1919) : « L'humanité n'a plus besoin de fanatiques (si elle en a eu besoin jamais) : ni des fanatiques comme Ludendorf, ni des fanatiques comme Lénine». Je suis heureux de constater que le jugement de M. Kautsky s'accorde avec le mien aux comparaisons près.

ruine, mais renforce la politique de violence des majoritaires. Noske est le contrepoids naturel de Spartacus ».

Or, il est difficile de voir dans les affirmations de Kautsky autre chose que l'aveu de l'échec des prévisions du socialisme scientifique, aveu d'autant plus remarquable qu'il est fait par le premier théoricien de cette doctrine. Et s'il est vrai, comme l'affirme la presse antisocialiste, que Karl Kautsky vient d'abandonner aujourd'hui certaines des positions marxistes qui paraissaient être des plus solides (1), ceci pourrait être dû surtout aux surprises que la guerre mondiale lui aura procurées.

Cela veut-il dire que les socialistes n'ont pas prévu la guerre ?

Une telle assertion serait tout à fait inexacte. Il est vrai que beaucoup de socialistes se sont rendus responsables d'une terrible équivoque; dans la célèbre formule du Manifeste Communiste : « les prolétaires n'ont pas de patrie », ils ont vu l'indicatif au lieu de l'impératif (Marx lui-même l'y a peut-être vu à quelques moments d'exaltation messianiste). A ceux-ci la guerre mondiale a dû apporter de lourds désappointements ; il s'est trouvé que les prolétaires ont eu leur *patrie*, que ce fût bien ou que ce fût mal ; il s'est trouvé, que cela encore fût bien ou mal, que les ouvriers allemands, au lieu de se jeter contre les capitalistes allemands, se sont jetés contre les ouvriers et les capitalistes français. Mais il serait absolument injuste de dire que les socialistes n'avaient pas prévu la guerre. Ce terrible danger menaçant la civilisation mondiale, ils n'ont pas cessé de le dénoncer (2). Ils

(1) A cause des difficultés extrêmes qu'on éprouve aujourd'hui à Paris pour obtenir les livres politiques allemands, je n'ai pu connaître dans l'original les derniers articles de M. Kautsky. Je lui présente donc d'avance toutes mes excuses, s'il se trouvait que sa pensée a été dénaturée par les journaux dans lesquels je l'ai puisée.

(2) Ceci est exact comme règle générale. Mais il ne manque pas d'exceptions très curieuses dont il sera question dans le chapitre de ce livre consacré à Jaurès.

l'ont fait dans leur presse, dans leurs Congrès internationaux, à Bruxelles en 1891, à Zurich en 1893, à Stuttgart en 1907, à Bâle en 1912. Jaurès surtout s'est acquis un titre de gloire immortel (un de plus) par les discours et les pages vraiment prophétiques qu'il a consacrés au terrible fantôme. On l'a trop souvent criblé d'ironies à ce propos (1). On tâche de l'oublier aujourd'hui, c'est très naturel.

Mais ce que les socialistes, les marxistes surtout, n'ont vraiment pas prévu, c'est la répercussion qu'une guerre mondiale devait avoir sur leur doctrine et sur leurs destinées. Ils ont méconnu (comme tous les autres d'ailleurs, comme les savants et comme les généraux) la durée et l'échelle économique du conflit mondial. Ils ont méconnu d'autre part la dure loi qui leur a ordonné en 1914 de défendre leurs patries malgré tout, ainsi que la puissance de ces courants de contagion psychologique qui en 1914 les ont entraînés. M. Hermann Müller a sans doute été bien sincère, lorsque, accouru à Paris à la veille de la mobilisation générale, il affirmait à ses camarades français que le Parti Allemand ne voterait pas les crédits militaires (2). Or, quelques jours plus tard, celui-ci les votait à l'unanimité. Marx les aurait votés peut-être et Engels très probablement.

Avec la guerre, c'est le chaos qui commença, chaos de doctrine et de pratique. Il dure aujourd'hui plus que jamais. Il n'y a pas si longtemps que Haase, Scheidemann, Liebknecht étaient amis et camarades, membres du Parti « le plus grand et le mieux organisé du monde », recueillant quatre millions de voix aux élections législatives, possédant une base théorique aussi magnifique qu'inébranlable. Hélas, de cette base unique, ils ont aujourd'hui tiré les conclusions qui les amènent à se fusiller, à s'égorger les uns les autres : la presse *marxiste* accuse le *marxiste* Scheidemann d'avoir envoyé les assassins contre le *marxiste* Kurt Eisner ! Le *marxiste* Haase qualifie de bourreau le *marxiste* Noske. Le *marxiste* Hoffmann

(1) Bebel lui-même s'en est rendu coupable en 1905 à Amsterdam.

(2) Il ne le savait pas. Personne n'en savait rien.

fait fusiller les *marxistes* Levin et Landauer. Et tous agissent au nom de Marx. Quelle honte et quel écroulement !

Cet écroulement, Lénine semble l'avoir prévu. « Ce que nous subissons aujourd'hui, écrivait-il en 1908 dans un article contre les revisionnistes, dans le domaine des idées, c'est-à-dire nos polémiques contre les correctifs théoriques apportées à la doctrine de Marx..., la classe ouvrière aura nécessairement à le subir, sur une échelle infiniment plus grande, quand la révolution prolétarienne aiguisera toutes les questions discutées, concentrera toutes les divergences sur les points qui auront l'importance la plus immédiate pour déterminer la conduite des masses, et obligera, en pleine lutte, à distinguer entre amis et ennemis et à abandonner les mauvais alliés pour porter à l'adversaire le coup décisif » (1).

Il est vrai que, dans ce chaos de théorie et d'action, un *chassé-croisé* remarquable eut lieu, que Lénine n'a pu prévoir. On trouve aujourd'hui des anciens revisionnistes parmi les indépendants et des anciens orthodoxes parmi les majoritaires. Édouard Bernstein et Georges Plekhanov ont échangé, il y a vingt ans, bien des arguments, des citations, des ironies et des injures. M. Bernstein parlait, par exemple, de «la fureur comique—pour ne pas me servir d'une expression plus forte—de M. Plekhanov contre tous les socialistes qui ne voient pas *dès maintenant* dans la classe ouvrière ce que sa destinée historique lui réserve de devenir, et qui voient encore des problèmes où lui voit des solutions toutes prêtes. Car le prolétariat, c'est lui ! » (2). Et le marxiste russe faisait presque de M. Bernstein « le partisan de l'immortel Bastiat ». Or c'est Plekhanov qui en 1917-1918 dirigeait à Pétrograd l'organe *Edinstvo* (*Unité*), le plus modéré des journaux socialistes que le monde ait jamais connu. Et c'est Bernstein qui est

(1) N. LÉNINE, *Marxisme et revisionnisme. A la mémoire de Karl Marx* (recueil). Deuxième édition (publiée par les Soviets de Pétrograd), 1919, p. 11.

(2) Édouard BERNSTEIN, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique* (3e édition), p. 299.

aujourd'hui l'ami des *indépendants*. Plekhanov, le défaitiste de 1904, est devenu *jusqu'auboutiste*. Et Bernstein, l'ancien patriote, tant loué par les libéraux, l'ancien *chauvin*, tant exécré des internationalistes, Bernstein qui voulait que l'Allemagne eût des colonies, Bernstein qui approuvait l'annexion de Kiaoutchaou (1), soulève aujourd'hui l'indignation dans son pays, en affirmant que « neuf dixièmes au moins des conditions de la paix de Versailles sont justes ».

Quand on songe à tout ce chaos, l'idée vient presque involontairement que le sort se venge ainsi de ceux qui croyaient savoir *toute la vérité*. Le socialisme « scientifique » a eu le grand mérite d'avoir donné à la science sociale une nouvelle *méthode d'investigation* : mais de la *méthode* de Marx il fit une pierre philosophale. Or, il apparaît que cette pierre ne valait pas mieux que les autres.

Karl Marx, le grand utopiste du socialisme scientifique, a donné au monde un nouveau messianisme, le messianisme prolétarien. La vie le juge aujourd'hui. Au messianisme économique elle apporte un démenti flagrant. Et elle confond le *messianisme moral*. Car bien des marxistes ont cru voir dans la classe ouvrière « le refuge de toute civilisation, de toute intelligence, de toute vertu ». Ceci se rapporte le moins au maître lui-même ; il n'aimait pas beaucoup la nature humaine, ce grand prophète du socialisme. Mais parmi les bolcheviks d'aujourd'hui, et surtout parmi les spartakistes allemands et les extrémistes français et italiens, les meilleurs sont pénétrés de messianisme prolétarien moral bien plus que de messianisme prolétarien sociologique. La vie se venge d'eux peu à peu. Elle montre que le prolétariat est très nettement inférieur à la bourgeoisie au point de vue intellectuel. Au point de vue moral, il la vaut (ce qui n'est pas beaucoup dire), sans lui être notablement supérieur. Plus travailleur, moins égoïste, parce que déshérité, plus

(1) « Cette acquisition n'est certes pas le tour le plus bête à l'actif de la politique extérieure allemande » (BERNSTEIN, *l. c.*, p. 251).

courageux que la bourgeoisie, il a, par contre, les défauts moraux qui proviennent d'un niveau intellectuel très bas. Dans ces conditions, on peut dire, avec beaucoup de probabilité, que le messianisme prolétarien apportera aux marxistes occidentaux les mêmes désillusions cruelles qu'il a déjà apportées aux plus sincères et aux plus intelligents des marxistes russes. Non, les prémices morales et intellectuelles du régime socialiste sont encore loin d'être réalisées. Nous avons le triste droit d'être aujourd'hui plus pessimistes que ne l'était Frédéric Schiller en 1793.

CHAPITRE II

Les théories de la révolution sociale : Michel Bakounine.

On sait que Michel Bakounine a fourni à Tourguenev, qui le connaissait très bien personnellement, le prototype de Roudine, homme sans volonté, être inutile, beau parleur incapable de toute action sérieuse. Ce fait est extrêmement curieux, si l'on songe que Bakounine a été, avant Lénine, le seul Russe qui ait joué un grand rôle dans l'histoire révolutionnaire de l'Europe (1) et que la trace de son action et de sa pensée s'y retrouve même aujourd'hui, presqu'un demi-siècle après sa mort.

Bakounine n'a été ni un philosophe, ni un théoricien, bien qu'il ait eu quelquefois des idées lumineuses et qu'il possédât une forte culture générale. Il avait des dons incontestables d'écrivain, mais il écrivait peu, à la hâte, contre son gré (comme il l'a maintes fois reconnu lui-même). Ses écrits, toujours vivants, intéressants malgré leurs défauts, malgré la grande naïveté qui y apparaît souvent, sont remplis de toutes sortes de digressions ; la plupart n'ont pas été achevés ; d'autres ont été imprimés après sa mort seulement. Il changeait presque toujours de plan en écrivant ses brochures, au point qu'il est difficile de s'y reconnaître. Ainsi dans son grand ouvrage *politique* : *l'Empire Knouto-Germanique et la Révolution sociale*, la question de Dieu apparaît de la manière la plus inattendue, pour l'auteur même je crois,

(1) Les hommes comme Kropotkine ou Plekhanov étaient des théoriciens éminents et jouissaient d'une certaine notoriété, le premier dans les milieux anarchistes de pays anglo-saxons et romans, le deuxième dans les milieux marxistes allemands surtout. Mais leur influence pratique a été très limitée et ne peut souffrir aucune comparaison avec celle de Bakounine.

et y prend de telles proportions que Carlo Caffiero et Élisée Reclus, en publiant en 1882, six ans après la mort de Bakounine, une grande partie de ce manuscrit, lui ont donné pour titre : *Dieu et l'Etat*. Par sa manière d'écrire, Bakounine fut l'antipode de Karl Marx, son antagoniste éternel, dont les écrits ressemblent, par leur forme logique, à des théorèmes mathématiques.

Lénine n'a point la nature riche et large de Bakounine ; il lui est très inférieur en dons naturels ; il serait mortifié d'avoir quelque chose de commun avec ses idées. Pourtant cette ressemblance est frappante : beaucoup des pensées favorites de Lénine sont dues à Bakounine. Qu'il les y ait puisées, qu'il les ait trouvées lui-même, là n'est point la question.

L'idée générale qui dirige l'action politique de Lénine, *à partir de la fin de 1917*, est la négation du principe du suffrage universel. L'Assemblée Constituante est pour lui « la dictature de la bourgeoisie » (1).

C'est bien la pensée favorite de Bakounine : « Le suffrage universel, dit-il, tant qu'il sera exercé dans une société où le peuple, la masse des travailleurs, sera *économiquement* dominée par une minorité... ne pourra jamais produire que des élections illusoires, anti-démocratiques et absolument opposées aux besoins, aux instincts et à la volonté réelle des populations » (2).

C'est d'ailleurs la répétition de la parole fameuse de Proudhon : « Le suffrage universel est la contre-révolution » (*Idées révolutionnaires*). J'ajouterai que Bakounine voyait en cela une des différences cardinales entre sa conception et celle de Marx : « Les marxiens, dit-il, professent des idées toutes contraires. Comme il convient à de bons Germains, ils sont les adorateurs du pouvoir de l'État, et nécessairement

(1) LÉNINE, *Rapport au premier Congrès de l'Internationale Communiste. L'Humanité*, 31 juillet 1919. Nous aurons occasion de revenir aux idées de ce rapport dans les chapitres suivants de cet ouvrage; nous ne faisons que les mentionner ici.

(2) Michel BAKOUNINE, *L'Empire Knouto-germanique* (1871). *Œuvres*, t. II, p. 311.

aussi les prophètes de la discipline politique et sociale, les champions de l'ordre établi de haut en bas, *toujours au nom du suffrage universel et de la souveraineté des masses*, auxquelles on réserve le bonheur et l'honneur d'obéir à des chefs, à des maîtres élus » (1).

Il faut d'ailleurs dire que Lénine est allé plus loin que Bakounine. Ce dernier rejetait le suffrage universel, tant seulement « que l'inégalité des conditions économiques et sociales de la vie continuera de prévaloir dans l'organisation de la société ». Or, on sait que cette inégalité a été supprmée en Russie par l'effort généreux des bolcheviks. Pourtant il n'y est pas encore question, que je sache, de rétablir le suffrage universel. Lénine trouve que le système des Soviets est beaucoup plus sûr. Il a raison.

Il en est de même pour la critique des libertés bourgeoises. « Dans aucun pays capitaliste, dit Lénine, il n'existe de « démocratie en général » ; il n'existe qu'une démocratie bourgeoise ». « Même dans la république bourgeoise la plus démocratique, la « liberté de réunion » n'est qu'une phrase vide », etc. (2). Et voilà ce qu'affirme Bakounine : « Dans les pays politiquement les plus démocratiques, les plus libres, tels que l'Angleterre, la Belgique, la Suisse et les États-Unis d'Amérique, la liberté et les droits politiques dont les ouvriers sont censés jouir ne sont rien qu'une fiction (3) ».

Aussi, quand Bakounine dit que pour entrer dans l'Internationale, il faut « comprendre que les classes possédantes, exploitantes et gouvernantes, ne feront jamais volontairement, par générosité ou par justice, aucune concession, si urgente qu'elle paraisse et si faible qu'elle soit, au prolétariat, parce que c'est contre nature et précisément contre leur nature spéciale... Ce qui veut dire que les travailleurs ne pourront réaliser leur émancipation et conquérir leurs

(1) BAKOUNINE, *Lettre au journal La Liberté, de Bruxelles* (1872). *Œuvres*, t. IV, p. 345.

(2) LÉNINE, *l. c.*, *L'Humanité*, 29 et 30 juillet 1919.

(3) BAKOUNINE, *Le manuscrit rédigé à Marseille* (1870). *Œuvres*, t. IV p. 190.

droits humains que de haute lutte, *par la guerre organisée des travailleurs du monde entier contre les capitalistes et les propriétaires exploiteurs du monde entier* » (1) (italiques de Bakounine), il ne fait qu'exprimer une des exagérations les plus favorites de Lénine.

Mais ce qui importe le plus, c'est que la conception des conditions qui rendent une révolution possible, est identique chez Bakounine et chez Lénine. Bakounine croyait toujours fermement qu'on peut faire la révolution n'importe où et n'importe quand.

« Imaginez-vous, écrivait-il en 1872 à ses amis italiens, que le cri se lève dans tous les villages d'Italie : *Guerre aux châteaux, paix aux chaumières !* comme pendant la révolte des paysans allemands en 1520, ou celui plus expressif encore : *La terre aux travailleurs !* Pensez-vous qu'il se trouvera en Italie beaucoup de paysans qui resteront tranquilles? Avec cela brûlez le plus possible de papiers officiels, et la révolution sociale sera faite ».

Cette image de révolution sociale paysanne hantait toujours la fantaisie de Bakounine. Il y revient dans plusieurs de ses ouvrages sous une forme presque identique, citant, à titre d'exemple historique, tantôt « la propagande que le Cardinal Ruffo avait faite en Calabre à la fin du siècle dernier » (2), tantôt et surtout sa révolte favorite de 1520, où « les paysans de l'Allemagne se levèrent avec ce cri formidable, *le cri socialiste* : Guerre aux châteaux, paix aux chaumières ! qui se traduit aujourd'hui par ce cri plus formidable encore : « A bas tous les exploiteurs et tous les tuteurs de l'humanité; liberté et prospérité au travail, égalité de tous et fraternité du monde humain, constitué librement sur les ruines de tous les États ! » (3).

Et ici encore Bakounine voyait la différence fondamentale entre la conception de Marx et la sienne :

(1) BAKOUNINE, *Fragment* (1872). *Œuvres*, t. IV, p. 423.

(2) BAKOUNINE, *Lettres à un Français* (1870). *Œuvres*, t. IV, p. 35.

(3) BAKOUNINE, *L'Empire Knouto-germanique* (1871). *Œuvres*, t. II, p. 449-50.

« La révolution sociale, telle que se la représentent, la désirent et l'espèrent les travailleurs latins et slaves, est infiniment plus large que celle que leur promet le programme allemand ou marxien. Il ne s'agit point pour eux de l'émancipation *parcimonieusement mesurée et réalisable à très longues échéances seulement*, de la classe ouvrière, mais de l'émancipation complète et réelle de tout le prolétariat, non seulement de quelques pays, mais de toutes les nations, *civilisées et non civilisées*, la civilisation nouvelle, franchement populaire, devant débuter par cet acte d'émancipation universelle. Et le premier mot de cette émancipation ne peut être que la liberté, non cette liberté politique, bourgeoise, tant préconisée et recommandée comme un objet de conquête préalable par M. Marx et ses adhérents, mais la grande liberté humaine qui, détruisant toutes les chaînes dogmatiques, métaphysiques, politiques et juridiques dont tout le monde se trouve aujourd'hui accablé, rendra à tout le monde, collectivités aussi bien qu'individus, la pleine autonomie de leurs mouvements et de leur développement, délivrés une fois pour toutes de tous les inspecteurs, directeurs et tuteurs » (1).

Dans ces conditions, il n'y a en effet presque aucune différence entre la révolte des paysans allemands au XVIe siècle et la future révolution sociale préconisée par Bakounine. Toutes les nations, « civilisées et non civilisées », peuvent se libérer d'un coup et passer au communisme immédiatement, au lieu de suivre la voie indiquée par Marx de l' « émancipation parcimonieusement mesurée et réalisable à très longues échéances de la classe ouvrière ». « Le raisonnement de M. Marx, dit encore Bakounine, aboutit à des résultats absolument opposés. Ne prenant en considération que la seule question économique, il se dit que les pays les plus avancés et par conséquent les plus capables de faire une révolution sociale, sont ceux dans lesquels la production capitaliste moderne a atteint le plus haut degré de son développement. Ce sont eux qui, à l'exclusion de tous les

(1) BAKOUNINE, *Lettre au journal La Liberté* (1872). *Œuvres*, t. IV, p. 383-84.

autres, sont les pays civilisés, les seuls appelés à initier et à diriger cette révolution » (1).

Tout en faisant abstraction de la forme dans laquelle Bakounine expose la doctrine de Karl Marx, nous croyons qu'il a assez exactement saisi la différence entre les deux conceptions. Or, le bolchevisme a « fait » une révolution sociale dans les pays les plus arriérés économiquement de l'Europe, en Russie et en Hongrie; il regarde la ruine générale produite par la guerre comme une base solide du communisme; il mène la propagande de la révolution sociale immédiate en Chine, dans les Indes, en Argentine. On le demande: de laquelle de ces deux conceptions approche-t-il davantage?

D'autre part, dans la question, non dénuée d'importance, de la conservation ou de la destruction de l'État (excusez du peu), la pensée de l'anarchiste Bakounine est, bien entendu, tout à fait nette :

«Qui dit État, dit violence, oppression, exploitation, injustice, érigées en système et devenues autant de conditions fondamentales de l'existence même de la société » (2). « Qui dit Association internationale des travailleurs, dit négation de l'État» (3). «Le moyen et la condition, sinon le but principal de la révolution, c'est l'anéantissement du principe de l'autorité dans toutes ses manifestations possibles, c'est l'abolition complète de l'État politique et juridique » (4).

La pensée de Lénine dans cette question est vague et contradictoire. Nous trouvons pourtant dans le même rapport qu'il a présenté au Congrès de la Troisième Internationale le paragraphe XX qui est conçu en ces termes :

« La suppression du pouvoir de l'État est le but qu'ont poursuivi tous les socialistes, et parmi eux Marx (5) est à

(1) *L. c.*, p. 381-82.

(2) BAKOUNINE, *Lettres à un Français* (1870), t. IV, p. 54.

(3) *L. c.*, p. 45.

(4) BAKOUNINE, *L'Empire Knouto-germanique* (1871). *Œuvres*, t. II, p. 344.

(5) Faut-il dire que cette allusion à l'autorité de Marx est très audacieuse. Je ferai observer que BAKOUNINE voyait dans son illustre antagoniste un « adorateur du pouvoir de l'État ».

leur tête. Sans la réalisation de ce but, la vraie démocratie, c'est-à-dire l'égalité et la liberté sont irréalisables. Or ce but ne peut être atteint en pratique que par la démocratie des Soviets, autrement dit la démocratie prolétarienne, car en appelant à la participation constante et directe à l'administration de l'État les organisations collectives des travailleurs, elle prépare immédiatement la suppression totale de l'État, quel qu'il soit. »

D'ailleurs, en d'autres paragraphes de ce document il n'est plus question de supprimer le pouvoir de l'État ; il s'agit plutôt de le renforcer en rapprochant les masses de son administration.

« La vieille démocratie, la démocratie bourgeoise et le parlementarisme étaient organisés de manière à ce que les masses de travailleurs fussent précisément tenues le plus éloignées de l'administration de l'État. Le pouvoir des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, au contraire, est construit de manière à *rapprocher les masses de l'administration de l'Etat.* Ce même but est atteint par la réunion des pouvoirs législatif et exécutif dans l'organisation des Soviets et dans la substitution aux circonscriptions électorales territoriales des unités industrielles, telles que les usines et les fabriques » (1).

« L'essence du pouvoir soviétiste consiste en ce fait que la base constante et unique de toute l'autorité de l'État, de tout l'appareil gouvernemental, c'est l'organisation de masse de ces classes mêmes qui étaient sous le joug du capitalisme, c'est-à-dire des ouvriers et des demi-prolétaires (les paysans qui n'exploitent pas le travail d'autrui et qui vendent partiellement leur force manuelle).

« Ce sont précisément ces masses qui, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, avaient des droits égaux de par la loi, mais étaient en fait, grâce à toutes sortes de restrictions, tenues à l'écart de la vie politique et de l'usage des droits et des libertés démocratiques, ce sont

(1) *L'Humanité*, 31 juillet 1919.

elles qui sont appelées maintenant à participer constamment, directement, et d'une manière décisive, à la direction démocratique de l'État » (1).

Mais l'accord est complet entre la pensée de Lénine et celle de Bakounine quant à l'appareil administratif. Bakounine voyait en 1870 le grand crime des « avocats et des savants doctrinaires, qui composent le Gouvernement de la Défense Nationale », de ne pas avoir brisé de fond en comble tout l'appareil administratif de la France armée, « depuis Palikao jusqu'au dernier garde champêtre », les tribunaux, « depuis la Haute-Cour et la Cour de Cassation jusqu'au dernier juge de paix », etc. Lénine se fait un mérite d'avoir brisé cet appareil en Russie : « Seule, dit-il, l'organisation soviétiste de l'État est capable de renverser d'un coup et de détruire définitivement le vieil appareil bourgeois du fonctionnarisme qui s'est conservé et qui devait fatalement se conserver sous le régime capitaliste, même dans les républiques les plus démocratiques, et qui était en fait l'obstacle le plus grand à la réalisation de la démocratie pour les ouvriers et les travailleurs. La Commune de Paris a fait le premier pas d'une importance historique mondiale sur cette voie, et le pouvoir des Soviets a fait le second ».

Je dirai même que quelques idées pratiques, qui ont rendu célèbre le nom de Lénine, ne sont que des plagiats des projets de Bakounine. Ainsi la fameuse idée d'expéditions ouvrières et de gardes-rouges dans les villages n'est pas autre chose.

Bakounine a laissé une caractéristique intéressante de paysans. « Le paysan, dit-il, a en haine tous les gouvernements. Il les supporte par prudence, il leur paie régulièrement les impôts et souffre qu'ils lui prennent ses fils pour en faire des soldats, parce qu'il ne voit pas comment il pourrait faire autrement, et il ne prête la main à aucun changement, parce qu'il se dit que tous les gouvernements se valent et

(1) *L. c.*, Paragraphe XIV.

que le gouvernement nouveau, quelque nom qu'il se donne, ne sera pas meilleur que l'ancien, et parce qu'il veut éviter les risques et les frais d'un changement inutile » (1).

Mais alors que faire? se demande Bakounine. Et il répond : « Il n'y a qu'un seul moyen, c'est de révolutionner les campagnes aussi bien que les villes. Et qui peut le faire? La seule classe qui porte réellement aujourd'hui, franchement, la révolution en son sein : La classe des travailleurs des villes. » Et pour cela : « *Il faut envoyer dans les campagnes, comme propagateurs de la révolution, des Corps-francs* » (italiques de Bakounine).

« Règle générale, ajoute-t-il : Qui veut propager la révolution doit être franchement révolutionnaire lui-même. Pour soulever les hommes, il faut avoir le diable au corps ; autrement on ne fait que des discours qui avortent, on ne produit qu'un bruit stérile, non des actes. Donc, avant tout, les corps-francs propagateurs doivent être eux-mêmes révolutionnairement inspirés et organisés. Ils doivent porter la révolution en leur sein, pour pouvoir la provoquer et la susciter autour d'eux. Ensuite, ils doivent se tracer un système, une ligne de conduite conforme au but qu'ils se proposent. »

Et quels seront ce système, cette ligne de conduite?

« Ils doivent commencer par casser, sans coup férir, toute l'administration communale, nécessairement infectée de bonapartisme, sinon de légitimisme ou d'orléanisme ; attaquer, expulser et, au besoin, arrêter MM. les fonctionnaires communaux, aussi bien que tous les gros propriétaires réactionnaires, et M. le curé avec eux, *pour aucune autre cause que leur connivence secrète avec les Prussiens* ».

Faisons abstraction de quelques mots qui ne sont plus de notre âge, tels que bonapartisme, légitimisme, orléanisme (il est d'ailleurs facile de leur susbtituer : contre-révolution, kornilovisme, menchevisme, etc). Faisons aussi abstraction de ce grief de connivence avec les Prussiens dont Bakounine,

(1) BAKOUNINE, *L'Empire Knouto-germanique* (1871). *Œuvres*, t. II, pp. 331-32.

tout internationaliste qu'il était, incriminait les bourgeois français de 1871 : il ne faut pas toucher à cette question quand il s'agit des bolcheviks, comme il ne faut pas parler de corde dans la maison d'un pendu, — et nous aurons un programme assez voisin de celui de Lénine en 1918-1919. Le comble est que sa célèbre idée des comités de miséreux (*Komitety biednoty*) ne lui appartient pas davantage : elle aussi est de Bakounine. Car voilà ce que ce dernier prescrivait à ses Corps-francs : « La municipalité légale (dans les villages, L. A.) doit être remplacée par un Comité révolutionnaire formé d'un petit nombre de paysans les plus énergiques et les plus sincèrement convertis à la révolution. »

Mais, pour intéresser la grande majorité des paysans à la révolution, dit Bakounine, il faut leur offrir immédiatement « de grands avantages matériels » : « La révolution de 1789 a donné aux paysans les terres de l'Église ; ils voudront profiter d'une autre révolution pour gagner celles de la noblesse et de la bourgeoisie » (1).

Ici le bon sens de l'homme intelligent que fut Bakounine, entre en contradiction avec ses scrupules d'anarchiste, et cette contradiction est aussitôt résolue par un sophisme de métaphysicien :

« Mais si cela arrivait, suppose-t-il, si les paysans mettaient la main sur toute la portion du sol qui ne leur appartient pas encore, n'aurait-on pas laissé renforcer par là d'une manière fâcheuse le principe de la propriété individuelle, et les paysans ne se trouveraient-ils pas plus que jamais hostiles aux ouvriers socialistes des villes?

« Pas du tout, car, une fois l'État aboli, la consécration juridique et politique, la garantie de la propriété par l'État, leur manquera. La propriété ne sera plus un droit, elle sera réduite à l'état d'un simple fait » (2).

Lénine, qui *mutatis mutandis* a réalisé le programme de

(1) *L. c.*, p. 347.
(2) *L. c.*, p. 347.

l'action au village de Bakounine et qui plus que tout autre homme a contribué au triomphe du principe de la propriété privée, peut sans doute se consoler par cette pensée inattendue.

Il serait pourtant injuste d'affirmer que la conception du caractère de la révolution est identique chez Lénine et chez Bakounine. Les hommes étaient bien différents, les doctrines ne peuvent pas être pareilles.

Bakounine croyait la révolution capable de tout, même de la victoire sur l'ennemi extérieur. En cela il était bien le fils des jacobins de 1793. On pourrait même dire que sa foi en la nécessité de la révolution en France n'a jamais été plus forte qu'après Sedan. Il était persuadé que la révolution sociale des paysans français, guidés par les Corps-francs, saurait détruire l'armée de Moltke et réduire à néant les plans impérialistes de Bismarck. Tous ses écrits de ce temps témoignent de cette foi inébranlable : « Que peut-elle (la France) opposer aux Prussiens? demande-t-il dans l'*Empire Knouto-germanique*: rien que l'organisation spontanée d'un immense soulèvement populaire, la *Révolution*» (1). « Il n'y a plus que l'action immédiate et révolutionnaire du peuple qui puisse sauver la France », dit-il dans le *Manuscrit de Marseille* : « *La Révolution* : la seule arme qui reste à la France, mais une arme terrible, et qui, je n'en désespère pas encore, se montrera à elle seule plus puissante que toutes les armées du roi Guillaume, et au besoin même que toutes les armées réunies de tous les despotes de l'Europe. *La Révolution !* Ce mot et cette chose sont capables de ressusciter des morts et de centupler la force des vivants » (2). Et il ajoute plus tard encore, en juin 1871, dans le *Préambule* écrit à Locarno : « J'ai eu le facile et triste honneur de prévoir et de prédire les horribles malheurs qui frappent aujourd'hui la France, et, avec elle, tout le monde civilisé,

(1) *Œuvres*, t. II, p. 291.

(2) *Œuvres*, t. IV, pp. 86 et 157.

contre lesquels il n'y avait et il ne reste encore maintenant qu'un seul remède : la Révolution Sociale » (1).

On sait que Lénine n'est point aussi belliqueux ; son action est inspirée non par le souvenir de Valmy et de Jemmapes, mais par celui de Kalusz et de Tarnopol. Il n'a aucune foi dans les capacités guerrières de la Révolution. Bakounine voulait en 1871 « convertir le pays tout entier en un immense tombeau pour enterrer les Prussiens. » Il prêchait « la guerre à outrance, la guerre barbare au couteau, s'il le faut » (2). Lénine a préféré conclure la paix de Brest-Litowsk. Et, aujourd'hui, la rumeur publique affirme que, dans les conciliabules du Kremlin, c'est toujours lui qui soutient la cause des compromis à l'amiable avec l'Entente. Lénine sait que la guerre a perdu le tsar, qu'elle a perdu Kérensky ; il prévoit qu'elle peut le perdre lui aussi. Il demande donc la paix, en quoi il se montre, une fois de plus, supérieur en tactique à Trotzky et à ses autres collègues.

D'autre part il est beaucoup plus *énergique* que Bakounine, lorsqu'il s'agit des êtres sans défense. Il a prêché et prescrit la terreur la plus sanglante. Bakounine, qui a souffert de la réaction infiniment plus que Lénine, qui deux fois a été condamné à mort, qui a passé beaucoup d'années de sa vie dans la citadelle d'Olmutz, où il fut enchaîné à la muraille, et dans les terribles forteresses de Pierre-et-Paul et de Schlusselbourg, où le scorbut lui a fait perdre toutes ses dents, Bakounine n'a jamais prêché la terreur ; il ne l'aurait jamais pratiquée. La cruauté répugnait à son âme généreuse. « La guillotine, cet instrument incisif de l'État, dit-il, n'a point tué la réaction, elle l'a fait revivre... Verser le sang à froid, avec tout l'accompagnement obligé de l'hypocrisie juridique, est une chose odieuse et horrible. Lorsqu'on fait la révolution pour l'émancipation de l'humanité, il faut respecter la vie et la liberté des hommes ; mais je ne vois pas pourquoi on respecterait les bourses » (3). « La

(1) *Œuvres*, t. IV, p. 247.
(2) *Œuvres*, t. II, p. 293.
(3) BAKOUNINE, *Manuscrit de Marseille*, *Œuvres*, t. IV, pp. 113-114.

Révolution... n'est ni vindicative, ni sanguinaire. Elle ne demande ni la mort, ni même la déportation en masse, et pas même individuelle, de toute cette tourbe bonapartiste qui, armée de moyens puissants, et beaucoup mieux organisée que la République elle-même, conspire ouvertement contre cette République, contre la France. Elle ne demande que l'emprisonnement de tous les bonapartistes, par simple mesure de sûreté générale, jusqu'à la fin de la guerre, et jusqu'à ce que ces coquins et coquines aient dégorgé les neuf dixièmes au moins des richesses qu'ils ont volées à la France. Après quoi elle leur permettrait de s'en aller en toute liberté où ils veulent en laissant même quelques mille livres de rente à chacun afin qu'ils puissent nourrir leur vieillesse et leur honte ».

D'autre part, Bakounine, contrairement à Lénine, n'avait ni ambition personnelle, ni soif du pouvoir. Il détestait cordialement Robespierre (comme aussi Jean-Jacques Rousseau (1) ; il a rompu avec Netchaïef dès qu'il l'a mieux connu. « Nous n'admettons, disait-il, même comme transition révolutionnaire, ni les Conventions nationales, ni les Assemblées constituantes, ni les gouvernements provisoires, *ni les dictatures soi-disant révolutionnaires*, parce que nous sommes convaincus que la Révolution n'est sincère, honnête et réelle que dans les masses, et que, lorsqu'elle se trouve concentrée entre les mains de quelques individus gouvernant, elle devient inévitablement et immédiatement la réaction » (2). Ce n'est donc pas chez Bakounine qu'il faut chercher l'origine de l'idée de la dictature du prolétariat.

Par contre, la base sociale sur laquelle Bakounine voulait appuyer sa révolution socialiste est exactement celle dont se sert aujourd'hui Lénine. Mais tandis que ce dernier n'osera jamais l'avouer, Bakounine l'a expressément dit dans les termes les plus crus :

« Par *fleur du prolétariat*, j'entends surtout cette grande

(1) Bakounine, *L'Empire Knouto-germanique* (1871). *Œuvres*, t. III, p. 121.

(2) Bakounine, *Lettre au journal La Liberté* (1872). *Œuvres*, t. IV, pp. 344-345.

masse, ces millions de non-civilisés, de déshérités, de misérables et d'analphabètes que M. Engels et M. Marx prétendent soumettre au régime paternel d'un *gouvernement très fort* (1), sans doute pour leur propre salut, comme tous les gouvernements n'ont été établis, on le sait, que dans le propre intérêt des masses. Par fleur du prolétariat, j'entends précisément cette chair à gouvernement éternelle, cette *grande canaille populaire* (2), qui, étant à peu près vierge de toute civilisation bourgeoise, porte en son sein, dans ses passions, dans ses instincts, dans ses aspirations, dans toutes les nécessités et les misères de sa position collective, tous les germes du socialisme de l'avenir, et qui seule est assez puissante aujourd'hui pour inaugurer et pour faire triompher la Révolution Sociale » (3).

(1) « Ce sont les propres termes dont M. Engels s'est servi dans une lettre fort instructive qu'il a adressée à notre ami Caffiero ». (*Note de Bakounine*).

(2) « MM. Marx et Engels la désignent ordinairement par ce mot à la fois méprisant et pittoresque : *Lumpen-Proletariat*, le « prolétariat déguenillé », « les gueux ». (*Note de Bakounine*).

(3) BAKOUNINE, *Fragment. Œuvres*, t. IV, p. 414.

CHAPITRE III

Les théories de la révolution sociale: Georges Sorel.

On a trop vu, il me semble, en M. Georges Sorel, le théoricien de la grève prolétarienne. La faute en est peut-être à lui-même, car il a trop souvent identifié son œuvre avec cette idée médiocre, à laquelle les révolutions d'après la guerre, celles de Russie, d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, ont donné le plus formel des démentis. M. Sorel est pourtant plus que le père spirituel du syndicalisme (ce titre de gloire vaudrait bien peu de chose), il est le philosophe, le psychologue, le poète même, de l'idée de la violence créatrice, et il est peut-être seul à l'être parmi les socialistes. Karl Marx par exemple n'était que sociologue et comme tel il est sans doute infiniment supérieur à M. Sorel. Mais il ne lui fût probablement pas venu à l'esprit de s'occuper de la théorie psychologique de la violence.

Et c'est en cela avant tout que je vois les liens spirituels qui unissent Sorel et Lénine. Le théoricien et chef du bolchevisme a puisé dans Karl Marx (en le dénaturant souvent, bien que cela ne me paraisse pas être chez lui une règle générale) la théorie de la lutte de classes et le *messianisme prolétarien appelé socialisme scientifique*, les idées de la dictature du prolétariat et de la « catastrophe finale ». Il a pris chez Bakounine sa foi en la possibilité de la révolution communiste n'importe quand, n'importe où et n'importe comment, et il s'est arrangé — Dieu sait par quel miracle — à la rallier à son marxisme. Il a trouvé enfin chez Sorel, qui d'ailleurs n'est pas parmi ses favoris, la conviction profonde de la sacro-sainteté et de la nécessité de la violence.

Je n'exposerai pas ici longuement la théorie de la grève

prolétarienne, qui est pour M. Sorel la théorie de la Révolution Sociale. Je la suppose assez connue. Mais je citerai quelques fragments de son hymne à la violence créatrice, qu'il est surtout utile de lire aujourd'hui, *Anno Domini* 1919, à la lumière de l'expérience de la grande guerre et de la révolution bolcheviste.

« Non seulement la violence prolétarienne peut assurer la révolution future, mais encore elle semble être le seul moyen dont disposent les nations européennes, abruties par l'humanitarisme, pour retrouver leur ancienne énergie. Cette violence force le capitalisme à se préoccuper uniquement de son rôle matériel et tend à lui rendre les qualités belliqueuses qu'il possédait autrefois. Une classe ouvrière grandissante et solidement organisée peut forcer la classe capitaliste à demeurer ardente dans la lutte industrielle: en face d'une bourgeoisie affamée de conquêtes et riche, si un prolétariat uni et révolutionnaire se dresse, la société capitaliste atteindra sa perfection historique ». « Le danger qui menace l'avenir du monde peut être écarté si le prolétariat s'attache avec obstination aux idées révolutionnaires, de manière à réaliser, autant que possible, la conception de Marx. Tout peut être sauvé si, par la violence, il parvient à reconsolider la division en classes et à rendre à la bourgeoisie quelque chose de son énergie ; c'est là le grand but vers lequel doit être dirigée toute la pensée des hommes qui ne sont pas hypnotisés par les événements du jour, mais qui songent aux conditions du lendemain. La violence prolétarienne exercée comme une manifestation pure et simple du sentiment de la lutte de classes, apparaît ainsi comme une chose très belle et très héroïque : elle est au service des intérêts primordiaux de la civilisation ; elle n'est peut-être pas la méthode la plus appropriée pour obtenir des avantages matériels immédiats, mais elle peut sauver le monde de la barbarie ». « Plus le syndicalisme se développera, en abandonnant les vieilles superstitions qui viennent de l'Ancien Régime et de l'Église — par le canal des gens de lettres, des professeurs de philosophie et des historiens de la Révolution, — plus les conflits sociaux pren-

dront un caractère de pure lutte, semblable à celles des armées en campagne. On ne saurait trop exécrer les gens qui enseignent au peuple qu'il doit exécuter je ne sais quel mandat superlativement idéaliste d'une justice en marche vers l'avenir. Ces gens travaillent à maintenir les idées sur l'État qui ont provoqué toutes les scènes sanglantes de 93, tandis que la notion de la lutte de classes tend à épurer la notion de violence ». « L'idée de la grève générale, rajeunie constamment par les sentiments que provoque la violence prolétarienne, produit un état d'esprit tout épique et, en même temps, tend toutes les puissances de l'âme vers des conditions qui permettent de réaliser un atelier fonctionnant librement et prodigieusement progressif » (1).

M. Sorel est un penseur très personnel ; il est aussi, comme il le dit lui-même, un autodidacte (2). Il a fallu, en effet, la réunion de ces deux caractères pour créer la philosophie de la violence et la mythologie de la grève. Parmi les immenses lectures de M. Sorel, trois hommes surtout semblent l'avoir influencé : Marx, Renan, Bergson. Ce mélange est peut-être le plus curieux qu'on ait jamais rencontré. Le *Capital* et la *Prière sur l'Acropole*, les *Données immédiates de la conscience* et le syndicalisme ! Et, bien qu'il ne s'agisse point de boutades, on a quelque peine à réprimer un sourire chaque fois qu'on entend parler de « l'application des idées de Bergson à la théorie de la grève générale » (3).

A cette liste de penseurs dont les doctrines ont frappé l'esprit de M. Sorel, on pourrait ajouter aussi les noms de Darwin, de Nietzsche et d'Ed. Hartmann. Et ce curieux amalgame d'idées travaillées dans le laboratoire intellectuel de M. Sorel forme un tout original, très personnel, et souvent très intéressant.

(1) Georges SOREL, *Réflexions sur la violence*, pp. 120, 130, 161, 388.

(2) *L. c.*, p. 7.

(3) *L. c.*, p. 174. Il y a d'ailleurs un auteur qui, beaucoup plus que le célèbre philosophe du Collège de France, s'impose à mon souvenir quand je lis les *Réflexions sur la violence*. C'est le général Bernhardi, qui est à la philosophie de la guerre à peu près ce que M. Sorel est à la philosophie de la révolution.

On se demande, aujourd'hui surtout, en étudiant ce système, la raison pour laquelle la grève générale a été choisie par M. Sorel comme l'expression la plus nette, la seule nette de la violence. En somme, presque toute son argumentation s'appliquerait aussi bien, ou beaucoup mieux encore, à la sédition militaire et à la guerre civile. Il semble que, dans cette question, la pensée de M. Sorel a été dominée par l'échec de la première révolution russe. Il y revient à deux reprises. En parlant de M. Lucien Herr qui, en 1906, après l'assassinat du grand-duc Serge, prédisait le «jour inéluctable» du renversement du trône meurtrier de Nicolas II, M. Sorel ajoute avec ironie: «Cette prophétie ne s'est pas réalisée; mais c'est le vrai caractère des grandes prophéties de ne jamais se réaliser : le *trône meurtrier* est beaucoup plus solide que la caisse de *L'Humanité* » (1).

« La guerre civile, dit-il encore, est devenue bien difficile depuis la découverte des nouvelles armes à feu et depuis le percement de voies rectilignes dans les métropoles. Les récentes affaires de Russie semblent même avoir montré que les gouvernements peuvent compter, beaucoup plus qu'on ne le supposait, sur l'énergie des officiers : presque tous les hommes politiques français avaient prophétisé la chute imminente du tsarisme, au moment des défaites de Mandchourie ; mais l'armée russe n'a point manifesté, en présence des émeutes, la mollesse qu'avait eue l'armée française devant nos révolutions : la répression a été, presque partout, rapide, efficace ou même impitoyable. Les discussions qui ont eu lieu au Congrès des Social-Démocrates réunis à Iéna, montrent que les socialistes parlementaires ne comptent plus du tout sur une lutte armée pour s'emparer de l'État » (2).

On m'accordera que M. Sorel n'a pas été très heureux dans ses remarques ironiques sur la solidité relative des trônes et des caisses des journaux, ni dans ses considérations sur la possibilité des guerres civiles. Pétrograd est pro-

(1) *L. c.*, p. 63.
(2) *L. c.*, p. 100-01.

bablement la capitale de l'Europe aux voies les plus rectilignes. Et pourtant, par deux fois, en février et en octobre 1917, une sédition militaire y a triomphé des troupes du gouvernement avec une facilité incroyable (1). En dehors de ces deux révolutions qui ont réussi, j'en ai vu de mes yeux deux autres qui ont échoué : celle des bolcheviks en juillet 1917, et celle des socialistes-révolutionnaires de gauche en juillet 1918; et j'ai l'impression que ces deux-là, elles aussi, ont failli réussir. Seuls les témoins oculaires peuvent juger du rôle énorme du hasard dans ces jeux et ils restent sceptiques quand les doctes sociologues cherchent et trouvent dans les issues de ces émeutes l'indice certain du « rapport des forces sociales ». La technique militaire qui a trouvé les mitrailleuses a créé également les autos-blindées, et quand les hommes qui les dirigent passent du côté de la révolte, les voies rectilignes des métropoles sont loin d'être un avantage pour les gouvernants. Aussi, dans toutes les émeutes que j'ai pu voir, l'effort principal de leurs propagandistes portait sur les équipages d'automobiles blindées, et c'est de cela surtout que dépendait le succès immédiat.

Or, l'expérience acquise d'émeutes réussies, je me pose la question suivante : Si M. Sorel publiait maintenant une nouvelle édition de ses *Réflexions*, pourquoi n'abandonnerait-il pas l'idée de grève, qui a fait faillite, pour créer une mythologie de la guerre civile armée?

Je ne plaisante pas. Je veux dire par là que la grève générale *en soi* ne joue presque aucun rôle dans le système de M. Georges Sorel.

Il est vrai que « le *déroulement normal* des grèves » comporte un « important cortège de violences » qui entretient le syndicalisme révolutionnaire. Ce cortège séduit singulièrement

(1) M. Trotzky a raconté dans sa brochure: *L'avènement du bolchevisme*, avec quelles forces minimes les bolcheviks ont renversé, en 1917, le Gouvernement Provisoire. J'ai entendu de la bouche de M. Kérensky lui-même le récit des péripéties de ces fatales journées. Dieu seul y pourra déterminer la part des malheurs, des jalousies, des intrigues, des imprudences et du hasard, avant tout et surtout du hasard.

la pensée toujours très personnelle de M. Sorel, surtout lorsqu'il s'agit de bourgeois, disposés à faire le bonheur de leurs ouvriers :

« Payer, dit-il, d'une *noire ingratitude* la bienveillance de ceux qui veulent protéger les travailleurs, opposer l'injure aux homélies des défenseurs de la fraternité humaine et répondre par des coups aux avances des propagateurs de paix sociale, cela n'est pas assurément conforme aux règles du socialisme mondain de M. et de Mme Georges Renard, mais c'est un procédé très pratique pour signifier aux bourgeois qu'ils doivent s'occuper de leurs affaires et seulement de cela.

« Je crois très utile aussi de rosser les orateurs de la démocratie et les représentants du gouvernement, afin que nul ne conserve d'illusions sur le caractère des violences. Celles-ci ne peuvent avoir de valeur historique que si elles sont l'expression brutale et claire de la lutte de classes: il ne faut pas que la bourgeoisie puisse s'imaginer qu'avec de l'habileté, de la science sociale ou de grands sentiments, elle pourrait trouver meilleur accueil auprès du prolétariat.

« Le jour où les patrons s'apercevront qu'ils n'ont rien à gagner par les œuvres de paix sociale ou par la démocratie, ils comprendront qu'ils ont été mal conseillés par les gens qui les ont persuadés d'abandonner leur métier de créateurs de forces productives pour la noble profession d'éducateurs du prolétariat. Alors il y a quelque chance pour qu'ils retrouvent une partie de leur énergie et que l'économie modérée ou conservatrice leur apparaisse aussi absurde qu'elle apparaissait à Marx. En tout cas, la séparation des classes étant mieux accusée, le mouvement aura des chances de se produire avec plus de régularité qu'aujourd'hui » (1).

Ce qui est certain, c'est que la Révolution Russe, qui s'est passée sans grève prolétarienne, a dépassé de beaucoup les rêves de M. Georges Sorel. « Opposer l'injure aux homélies des défenseurs de la fraternité humaine... » — En Russie

(1) *L. c.*, pp. 117-19.

on leur a opposé tout autre chose que l'injure : j'ai vu, dans la chapelle de l'hôpital Marie à Pétersbourg, les cadavres ensanglantés de Kokochkine et de Schingarev (1), ces « propagateurs de paix sociale ». Je ne suis pas certain que M. Sorel se fût réjoui de voir de ses yeux le résultat du « procédé très pratique pour signifier aux bourgeois qu'ils doivent s'occuper de leurs affaires et seulement de cela ». Il est vrai qu'on a poussé ce procédé plus loin qu'il n'avait probablement voulu. Mais que faire : les hommes du peuple n'ont point le sentiment des nuances.

« Rosser les orateurs de la démocratie et les représentants du gouvernement... » Les prolétaires et les soldats russes ont maintes fois mis en pratique cette leçon aussi du philosophe de la violence. Je n'aurais que l'embarras des exemples à citer. Ainsi, mon collègue de parti Korovitchenko, orateur de la démocratie et représentant du Gouvernement Provisoire, a été «rossé» par la foule : il en est même mort au milieu des souffrances les plus atroces. Qu'importe : « la séparation des classes n'en sera que mieux accusée » (2).

Il paraît donc incontestable que le *cortège de violences* qui accompagne une révolution est infiniment plus *imposant* que celui de la grève prolétarienne. Et puisque l'expérience a montré que la guerre civile est tout à fait possible à notre époque, je ne vois pas ce qui reste de la principale raison d'être philosophique de la mythologie gréviste.

Ces pages du livre si inégal de M. Sorel sont sans doute odieuses, mais elles sont aussi grotesques. Il paraît que Jaurès a comparé un jour le prolétariat au *surhomme* de Nietzsche. M. Sorel s'en fait des gorges chaudes, et en effet le grand

(1) On se rappelle que ces deux députés cadets, qui appartenaient à la plus haute noblesse intellectuelle et morale de Russie, ont été assassinés à l'hôpital Marie en janvier 1918. Leurs assassins, hooligans de la gauche, bien que leurs noms fussent publiés dans tous les journaux, n'ont jamais été mis en jugement.

(2) Comme tous les énergumènes ne sont pas nécessairement révolutionnaires, il n'est pas plus difficile de citer les exemples contraires : Liebknecht, Rosa Luxemburg, etc...

tribun n'a certainement pas eu là la meilleure de ses inspirations. Je dirai pourtant qu'un intellectuel du XXe siècle, qui veut faire la *bestia blonde*, est de beaucoup plus ridicule que le prolétaire drapé en *surhomme*. M. Georges Sorel a beau railler «le socialisme mondain de M. et de Mme Georges Renard », ainsi que la redingote de M. Viviani (p. 30) et les belles relations de M. Sudekum, «l'homme le plus élégant de Berlin » (p. 75). Il peut endosser lui-même non seulement la blouse du prolétaire, mais, s'il le veut, la peau de panthère (il est probable qu'il porte un complet veston, comme nous autres), il n'en restera pas moins un très savant *intellectuel*. Or, à mon humble avis, l'homme qui à écrit plusieurs livres et en a lu des milliers d'autres, qui a disserté sur le *système historique de Renan* et sur le *procès de Socrate* et qui tire ses leçons de révolution des ouvrages de M. Bergson, devient simplement ridicule lorsqu'il écrit des pages semblables à celles que je viens de citer.

Le plus curieux est que M. Sorel se voit obligé de s'arrêter à mi-chemin de sa pensée hardie : « On concédera, remarque-t-il, aux partisans de la douceur, que la violence peut gêner le progrès économique et même qu'elle peut être dangeureuse pour la moralité lorsqu'elle dépasse une certaine limite. Cette concession ne peut point être opposée à la doctrine exposée ici, parce que je considère la violence seulement au point de vue de ses conséquences idéologiques. Il est certain, en effet, que, pour amener les travailleurs à regarder les conflits économiques comme des images affaiblies de la grande bataille qui décidera de l'avenir, il n'est point nécessaire qu'il y ait un grand développement de la brutalité et que le sang soit versé à flot. Si une classe capitaliste est énergique, elle affirme constamment sa volonté de se défendre ; son attitude franchement et loyalement réactionnaire contribue, au moins autant que la violence prolétarienne, à marquer la scission des classes qui est la base de tout le socialisme » (1).

(1) *L. c.*, p. 273.

Il est assez difficile de comprendre d'où vient et où se trouve cette « certaine limite » à partir de laquelle la si bienfaisante violence commence à être dangereuse pour le progrès économique et « *même* pour la moralité ». Doit-on seulement légèrement rosser les orateurs de la démocratie sans leur faire beaucoup de mal? Je crains alors que l'auteur des *Réflexions* n'encoure de la part de ses fidèles, plus soréliens que lui-même, l'accusation terrible « *d'abrutissement humanitaire* », et ne soit adjoint « *au troupeau bêlant des moralistes* » (1). Mais je vois bien que la violence n'est considérée par lui qu'au « point de vue de ses conséquences *idéologiques* », au sens surtout que Napoléon donnait à ce mot. Car il serait quelque peu naïf de croire que le prolétariat se contenterait d'amener la bourgeoisie, par de petites violences, « sans que le sang soit versé à flot », à prendre une « attitude franchement et loyalement réactionnaire ». Aussi l'idée de la violence *épurée* est-elle une bonne ou plutôt une mauvaise plaisanterie. Je me permettrai de rappeler à M. Sorel les excellentes paroles que je trouve dans un autre endroit de son livre : « les hommes qui adressent aux peuples des paroles révolutionnaires sont tenus de se soumettre à de sévères obligations de sincérité ; *parce que les ouvriers entendent ces paroles dans le sens exact que leur donne la langue et ne se livrent point à une interprétation symbolique* » (2).

Quand en face du prolétariat franchement et loyalement brutal se dressera la bourgeoisie franchement et loyalement réactionnaire, M. Sorel sera tout à fait content : « La scission des classes qui est la base de tout le socialisme » sera nettement marquée. On se demande pourtant ce qui doit sortir de cette bienfaisante scission. Ici, nous sommes en présence d'un agnosticisme aussi complet, mais beaucoup plus *voyant* que celui que professent à cet égard les marxistes orthodoxes. « Le socialisme est nécessairement une chose très obscure,

(1) *L. c.*, p. 287.

(2) *L. c.*, p. 433. M. Léon Blum et les auteurs du *Programme d'action du Parti Socialiste Français* feraient également bien de méditer cette pensée si raisonnable.

puisqu'il traite de la production, c'est-à-dire de ce qu'il y a de plus mystérieux dans l'activité humaine, et qu'il se propose d'apporter une transformation radicale dans cette région qu'il est impossible de décrire avec la clarté que l'on trouve dans les régions superficielles du monde. Aucun effort de la pensée, aucun progrès des connaissances, aucune induction raisonnable ne pourront jamais faire disparaître le mystère qui enveloppe le socialisme ; et c'est parce que le marxisme a bien reconnu ce caractère qu'il a acquis le droit de servir de point de départ pour les études socialistes » (1).

Ce n'est pas encore évidemment le *Credo quia absurdum.* Mais les pages célèbres de Pascal sur les preuves de la religion catholique viennent involontairement à l'esprit quand on entend ces idées exprimées par le disciple du fondateur du « socialisme scientifique ». Et s'il est exact que Marx a dit : « Qui compose un programme pour l'avenir est un réactionnaire », son disciple bergsonien a fait un pas de plus en avant : non seulement il ne compose point de programme, mais il pense qu'il faut « concevoir le passage du capitalisme au socialisme comme une catastrophe dont le processus échappe à la description » (1).

Ce qui est tout à fait incompréhensible, c'est la conception psychologique de l'avenir chez M. Georges Sorel. Admettons que le passage du capitalisme au socialisme s'effectue une fois pour toutes, dans des conditions catastrophiques qui échappent à l'intelligence humaine. Mais après? Ces forces brutales de haine et de violence allumées, exaltées par la lutte brutale entre prolétaires et bourgeois, quel usage M. Sorel compte-t-il en faire après la révolution victorieuse? L'analyste des *Réflexions* ne donne aucune réponse à cette question. Comment pourrait-il le faire? Ses conceptions sociologiques, il le dit lui-même, sont foncièrement pessimistes ! Il ne faut donc pas attendre de lui les coutumières naïvetés sur l'établissement du paradis terrestre dès que le capitalisme abhorré sera

(1) *L. c.*, p. 217.

écrasé. Mais puisqu'il faudra bien, et M. de La Palice lui-même en conviendrait, que la « scission de classes », qui aujourd'hui réjouit tellement M. Sorel, disparaisse après la chute du capitalisme, et qu'il n'y ait plus de grèves dans une société sans classes, où diable la violence ira-t-elle alors se nicher? Quelle autre mythologie créera-t-on aussitôt à la place de celle de la grève prolétarienne? *Le troupeau bêlant des moralistes* prétend que la violence humaine a tendance à diminuer peu à peu, en quoi il est très possible que le troupeau se trompe. Aussi ces « abrutis de l'humanitarisme », dans leur « niaiserie vulgaire » (1), sont très loin de la moralité de la violence et de la mythologie de la grève prolétarienne. Mais supposer que la violence séculaire, amassée, agrandie, exaltée, comme le voudraient les syndicalistes, disparaisse tout à coup après la mystérieuse catastrophe du passage du capitalisme au socialisme, cette conception, innée dans le syndicalisme, est, au point de vue psychologique, de la dernière naïveté. Elle n'est probablement pas celle de M. Sorel lui-même. Quelle autre réponse alors pourrait-il donner à cette question? Ou bien c'est toujours l'agnosticisme sauveur qui lui épargne toute nécessité de répondre?

Puisque la grève générale n'est pour M. Sorel qu'un mythe, je m'abstiendrai d'en analyser la théorie, comme le font généralement les critiques du syndicalisme. Je noterai simplement que dans les révolutions russe et allemande la grève prolétarienne, comme la grève générale, n'a joué presque aucun rôle, pour cette simple raison déjà que les deux révolutions ont été faites surtout par les soldats (et non par les ouvriers). Ce fait était inattendu pour M. Sorel, comme d'ailleurs pour la plupart des socialistes.

Par contre, M. Georges Sorel a fort bien prévu le caractère de l'action gouvernementale de la révolution. « L'expérience, dit-il, nous a toujours montré jusqu'ici que nos révolutionnaires arguënt de la raison d'État dès qu'ils sont parvenus au pouvoir, qu'ils emploient alors les procédés de police,

(1) *L. c.*, p. 287.

et qu'ils regardent la justice comme une arme dont ils peuvent abuser contre leurs ennemis » (1). « Si, par hasard, nos socialistes parlementaires arrivaient au gouvernement, ils se montreraient de bons successeurs de l'Inquisition, de l'Ancien Régime et de Robespierre ; les tribunaux fonctionneraient sur une grande échelle et nous pouvons même supposer que l'on abolirait la *malencontreuse* loi de 1848, qui a supprimé la peine de mort en matière politique. Grâce à cette *réforme*, on pourrait voir de nouveau l'État triompher par la main du bourreau » (2).

Je ne sais si Lénine et Trotzky peuvent être portés au nombre des « socialistes parlementaires », pour lesquels M. Sorel a si peu de tendresse, mais je reconnais que ces sombres prédictions, dont le pessimisme avait pu sembler exagéré avant la révolution bolcheviste, ont été, bien au contraire, fort au-dessous de la vérité. Les pratiques de l'Inquisition, de l'Ancien Régime et de Robespierre, les bolcheviks les ont rétablies à la lettre. Quant aux tribunaux politiques, Lénine a pu s'en passer, ses ennemis étant fusillés sans jugement aucun, ce qui est beaucoup plus simple. Pour la même raison, on s'est évité la peine d'abroger les *malencontreuses* lois qui avaient supprimé le châtiment capital : qu'une loi soit en vigueur ou abrogée, c'est un « préjugé bourgeois », qui n'intéresse personne aujourd'hui.

M. Sorel prétendait d'ailleurs que la guerre, dont les « violences prolétariennes » sont, d'après lui, l'image, était au-dessus de ces procédés mesquins et criminels de « socialistes parlementaires » arrivés au pouvoir : « Tout ce qui touche à la guerre se produit sans haine et sans esprit de vengeance ». Je suis très loin de contester la justesse de la comparaison entre les violences prolétariennes et les carnages militaires, mais je dirai que M. Sorel n'a ni vu les guerres d'autrefois, ni prévu le caractère de celle dont nous venons tous d'être témoins et dont le bolchevisme est l'héritage aussi odieux que logique.

(1) *L. c.*, p. 156.
(2) *L. c.*, p. 160.

L'action gouvernementale de Lénine est toute pénétrée de la foi sorélienne en la violence et ses effets bienfaisants. Leur pensée se touche d'ailleurs par plus d'un point. Ainsi, la question de l'État est posée dans les *Réflexions sur la violence* de la manière suivante : « Les syndicalistes ne se proposent pas de réformer l'État comme se le proposaient les hommes du XVIIIe siècle ; ils voudraient le détruire parce qu'ils veulent réaliser cette pensée de Marx que la révolution socialiste ne doit pas aboutir à remplacer une minorité gouvernante par une autre minorité. »

Lénine, qui prétend gouverner au nom de la majorité des ouvriers et des paysans (1) (les élections à la Constituante et aux municipalités ne prouvent rien, n'est-ce pas?), est absolument de cet avis, et il voyait, du moins pendant une certaine période, sa tâche dans la destruction continue et systématique : « Il y a des moments historiques, dit-il, où ce qui est le plus important pour le succès de la révolution est d'entasser le plus de débris possible, c'est-à-dire de faire sauter le plus de vieilles institutions » (2). Cette tâche, il l'a accomplie à merveille. Il l'a même accomplie si bien que, plus tard, quand il voulut mettre à l'ordre du jour « le travail prosaïque (pour le révolutionnaire petit bourgeois « ennuyeux ») du nettoyage du terrain des débris », il a complètement échoué. Jamais pouvoir n'a été plus absolu que celui des bolcheviks, et pourtant jamais la Russie bolcheviste n'a été un *Etat*. « Car ces grands corps sont trop malaisés à relever étant abattus, ou même à retenir étant ébranlés, et leurs chutes ne peuvent être que très rudes » (3).

Et voilà une autre idée très sorélienne qui domine la pensée de Lénine : « On peut encore dire que le grand danger qui menace le syndicalisme serait toute tentative d'imiter la démocratie ; il vaut mieux pour lui savoir se contenter, pendant un temps, d'organisations faibles et chaotiques que de tomber sous la domination de syndicats qui copie-

(1) N. LÉNINE, *Les problèmes du pouvoir des Soviets*, p. 4.

(2) LÉNINE, *l. c.*, p. 40.

(3) DESCARTES, *Discours de la méthode.*

raient les formes politiques de la bourgeoisie » (1). Or, nous lisons dans le grand discours de Lénine au congrès panrusse des Conseils de l'Économie nationale, tenu au mois de mai 1918, à Moscou : « Il existe une tendance petit-bourgeoise à la transformation des membres des Soviets en « parlementaires » ou, d'autre part, en bureaucrates. Il faut lutter contre cela. »

Comme types intellectuels, les deux hommes ne se ressemblent d'ailleurs pas beaucoup. La pensée de M. Sorel, malgré ses contradictions et ses inégalités, est sans doute plus intéressante, plus originale et beaucoup moins unie. Ceci est dû peut-être au désavantage qu'il a de posséder une très forte érudition. Il est vrai qu'il s'essaye quelquefois, tout comme Lénine, à flétrir la « science bourgeoise ». Mais la tâche est assez ingrate pour l'écrivain qui à chaque page, se réfère deux ou trois fois à des livres dont 90 % ne sont pas des ouvrages socialistes. Lénine s'entend infiniment mieux que lui à flétrir la science *capitaliste* : dans ses écrits politiques, il ne la cite presque jamais. Et, s'il la cite, c'est pour dire, n'en déplaise à M. Sorel, que Bergson est un bourgeois et un « calotin ».

Quant à l'œuvre pratique du bolchevisme russe, elle trouve sa condamnation dans ce fragment du livre de M. Sorel, que je citerai entièrement bien qu'il soit un peu long :

« J'ai appelé l'attention sur le danger que présentent, pour l'avenir d'une civilisation, les révolutions qui se produisent dans une ère de déchéance économique ; tous les marxistes ne semblent pas s'être rendu bien compte de la pensée de Marx sur ce point. Celui-ci croyait que la grande catastrophe serait précédée d'une crise économique énorme, mais il ne faut pas confondre les crises dont Marx s'occupe, avec une déchéance : les crises lui apparaissaient comme le résultat d'une aventure trop hasardeuse de la production qui a créé des forces productives hors de proportion avec les moyens régulateurs dont dispose automatiquement le capitalisme de l'époque. Une telle aventure suppose

(1) SOREL, *l. c.*, p. 268.

que l'on a vu l'avenir ouvert aux plus puissantes entreprises et que la notion du progrès économique a été tout à fait prépondérante à une telle époque. Pour que les classes moyennes, qui peuvent trouver encore des conditions d'existence possibles dans le régime capitaliste, puissent se joindre au prolétariat, il faut que la production future soit capable de leur apparaître aussi brillante qu'apparut autrefois la conquête de l'Amérique aux paysans anglais qui quittèrent la vieille Europe pour se lancer dans une vie d'aventures ».

Il s'agit donc de savoir si l'Europe actuelle (sans parler de la Russie), avec ses milliers de milliards de dette, avec ses villes brûlées, ses stocks épuisés, ses navires coulés, ses jeunes travailleurs tués ou mutilés, offre, au moment choisi par Lénine, les brillantes apparences économiques dont parle l'auteur des *Réflexions sur la violence*.

CHAPITRE IV

La base sociale et les idées fondamentales du bolchevisme.

Nous avons étudié dans les chapitres précédents la genèse de la doctrine bolcheviste. On se demande comment ce mélange hétéroclite d'idées marxistes, anarchistes et syndicalistes, comment une doctrine aussi absurde a pu triompher en Russie.

Il ne s'agit pas, bien entendu, du triomphe définitif ou même durable de la doctrine bolcheviste. *Lénine a prévu et dominé une période de la Révolution Russe, comme Kérensky en a prévu et dominé une autre, plus courte, mais plus magnifique.* Il serait donc ridicule et aussi peu raisonnable de faire de Lénine un génie que d'en faire un de Kérensky.

Quant à la base sociale de la Révolution Russe, je dirai qu'elle n'a pas plus été le prolétariat dans la période de Lénine qu'elle n'avait été la bourgeoisie dans la période de Milioukov. Le trait le plus caractéristique de la Révolution Russe est son caractère militaire, le rôle qu'y ont joué les soldats, les matelots, les gardes-rouges qui, les uns et les autres, appartenaient à des classes différentes (1).

En cela elle diffère très fortement de la Révolution Française qui fut avant tout une *œuvre civile*, comme l'a appelée Jaurès.

Georges Plekhanov, un des fondateurs du parti socialiste démocrate russe, a dit, en 1889, au congrès socialiste international de Paris : « Le mouvement révolutionnaire russe triomphera comme mouvement ouvrier ou ne triomphera

(1) Les gardes-rouges comptent un petit nombre d'ouvriers russes ; la majorité est composée de Chinois, de Lettons miséreux, et de contingents empruntés au service universel obligatoire.

pas du tout ». Les dernières années de sa vie (il est mort en 1918), il considérait cette ancienne prédiction comme réalisée et la rappelait souvent avec satisfaction. En avait-il le droit? Je ne le crois pas.

La Révolution Russe a triomphé surtout comme un mouvement de soldats qui, seulement dans leur petite minorité, appartenaient à la classe ouvrière. Sans les soldats qui voulaient la paix, le gouvernement du Tsar aurait eu facilement raison, en février 1917, des désordres ouvriers et de l'agitation des intellectuels, comme il en a eu raison en 1905-1906. Ce caractère de révolte militaire, la Révolution Russe l'a conservé jusqu'à ce jour.

Un autre facteur, plus puissant encore, mais beaucoup plus lent dans son immense puissance, est le paysan. Ce facteur se confond, dans certaines circonstances, avec le précédent, les soldats étant en majorité des paysans. La Révolution Russe est, en même temps qu'une révolte militaire, une révolution agraire qui tendait vers la répartition de la propriété des nobles entre les paysans.

Les autres facteurs de la Révolution Russe : la révolte des intellectuels contre le despotisme, la révolte des ouvriers contre les capitalistes, la révolte des nations opprimées contre le centralisme et le nationalisme, si importants qu'ils fussent (1),

(1) D'une manière théorique, il faudrait ajouter aussi la révolte de la bourgeoisie contre les entraves que l'ancien régime des nobles mettait au libre développement du capitalisme. Mais pratiquement ce facteur intervient très peu ; d'une part l'antagonisme de la noblesse et de la bourgeoisie proprement dite fut en Russie beaucoup moins accentué qu'en 1789, en France, ou même que ces temps derniers en Allemagne, les privilèges spéciaux de la noblesse étant très restreints par rapport aux bourgeois *russes*, les préjugés de caste étant très faibles et l'accès de la noblesse assez facile par la voie du service d'État. D'autre part, dans aucun pays, la bourgeoisie n'est plus veule, ni moins combattive qu'en Russie : la preuve, c'est la résistance extrêmement faible que les bourgeois russes ont opposée à leurs oppresseurs d'aujourd'hui et qui ne peut supporter aucune comparaison avec celle de la bourgeoisie allemande ou même de la bourgeoisie finlandaise dans des conditions analogues : en Finlande *tous les bourgeois* ont pris le fusil pour marcher avec Mannerheim contre les gardes rouges ; rien de semblable ne s'est produit en Russie. La bourgeoisie russe préfère critiquer

ont eu beaucoup moins d'influence sur les destinées de la Russie, que la révolte des soldats et le soulèvement des paysans.

J'ai résumé cette idée de la manière suivante à la fin de 1917 : « La Russie appartiendra en dernier lieu à ceux qui sauront donner aux paysans ce dont ils ont besoin. Or, les paysans ont besoin de trois choses : de la paix, de la terre, de l'ordre. La question est de savoir de qui ils les recevront » (1).

Aujourd'hui, les paysans ont la terre. Au lieu de la répartition juste, légale et ordonnée de la propriété foncière à laquelle les socialistes civilisés (et les bourgeois les plus raisonnables avec eux) avaient voulu que l'Assemblée Constituante procédât, une répartition chaotique et stupide s'est opérée grâce à la victoire des bolcheviks. La terre passa à ceux des paysans qui avaient assez de force pour s'en emparer, ou assez d'eau-de-vie et d'argent pour acheter la faveur des Commissaires et des Comités de Miséreux. Mais ce qui est fait est fait. Aujourd'hui la terre est partagée entre des millions de nouveaux propriétaires et, si stupide qu'ait été cette répartition, il est peu probable que les possédants actuels permettent de procéder dans l'avenir à une nouvelle répartition. Il est à craindre que tout gouvernement futur ne doive s'incliner ici devant le fait accompli.

Quant à la paix et à l'ordre, les paysans ne les ont pas obtenus : au lieu de la guerre nationale, ils ont la guerre civile avec toutes ses horreurs, dix fronts au lieu d'un seul et non à la frontière allemande, en Galicie ou en Arménie, mais au centre même de la Russie. Au lieu de l'ordre, ils ont le chaos. Ils ont, par-dessus le marché, la disette affreuse des denrées les plus nécessaires.

Contre cela les bolcheviks ne peuvent rien. Ils n'ont plus comme base sociale que l'armée immense de fonctionnaires et de commissaires qu'ils nourrissent et qu'ils enrichissent.

tout en restant chez elle à la maison, et dénoncer les erreurs de Lvov, les crimes de Kérensky, etc.

(1) LANDAU-ALDANOV, *Armageddon* (en russe), Pétrograd (1918).

C'est quelque chose, parce que cette armée est immense, mais ce n'est pas suffisant.

Et, pour cette raison, nul doute que le bolchevisme ne subisse aujourd'hui une agonie qui peut être longue, mais qui n'en n'est pas moins une agonie. Comment tombera-t-il? Sera-ce la force armée de petits États comme la Pologne, la Finlande, la Roumanie, qui, à un moment donné, fera définitivement sortir la balance de l'équilibre actuel en la faisant pencher vers les forces antibolchevistes de Koltchak ou de Denikine? Sera-ce une nouvelle révolte militaire des soldats, dits gardes-rouges, enrôlés de force et désirant la paix, tout à fait analogue à celle qui en trois jours emporta le trône trois fois séculaire des Romanov? Sera-ce l'effondrement *psychologique* définitif et irréparable? Sera-ce une conspiration terroriste qui mettra fin à l'existence des fortes têtes du bolchevisme (elles ne sont pas nombreuses, comme on sait)? Ce qui est certain, c'est que la chute inévitable des bolcheviks prouvera clair comme le jour qu'ils n'avaient ces temps derniers aucune base sociale sérieuse, non plus que le tsarisme n'en avait eu aucune, sauf *ses* policiers, *ses* commissaires et *ses* gardes-rouges. Ils seront noyés — hélas! — dans un torrent de sang...

Les ouvriers ! Combien y en a-t-il aujourd'hui en Russie sans charbon et sans usines? Et combien parmi ces ouvriers sont bolcheviks? Les ouvriers russes ont eu leur période bolcheviste, comme les ouvriers français ont actuellement la leur. Mais pour les premiers le bolchevisme n'est pas le présent : c'est le passé et — qui sait? — peut-être aussi l'avenir.

Car je ne me le cache pas : le dégoût, la haine si bien mérités que les bolcheviks inspirent aujourd'hui, ne seront ni éternels, ni même durables. Je suis d'ailleurs persuadé que beaucoup de ceux qui vaincront les bolcheviks feront assez pour rendre ce dégoût le moins durable possible. Les réactionnaires réhabiliteront les bolcheviks aux yeux des ignorants, en leur faisant peu à peu oublier les joies de la Commission Extraordinaire et les bienfaits des Commis-

saires du Peuple. Et en Russie les ignorants ne font pas défaut. D'ailleurs, dans le monde entier, une légende héroïque va se former autour des Commissaires du Peuple.

Ceci n'empêche que les jours ou plutôt les mois des bolcheviks *d'aujourd'hui* sont comptés. La seule chose qui eût pu les sauver, ou plutôt prolonger leur existence, est une révolution communiste en Europe.

Une telle révolution est-elle possible aujourd'hui? J'ai assez insisté sur ce point qu'aucune base économique ni aucune base morale n'existent actuellement pour l'installation du régime collectiviste, l'humanité étant réduite à la misère et profondément corrompue par la plus grande des guerres. Il ne saurait donc être question d'une révolution sociale *réussie*. Mais la base psychologique et sociale existe incontestablement pour une tentative de révoluton (vouée d'avance à l'insuccès), puisqu'il existe présentement un très grand nombre de ruinés, de mécontents, d'écœurés, d'affamés de bien-être et de justice, de *ratés* de la guerre, d'aventuriers de toute sorte, de nostalgiques du carnage, etc. La situation est révolutionnaire parce que l'Europe craque sous le fardeau d'une dizaine de crises nationales, d'une vingtaine de crises politiques et d'une crise générale de la production. Qu'elle s'écroule, le régime communiste ne triomphera pas. La tentative du « grand chambardement », si elle se produit, sera étouffée, à la fin des fins, par le nombre des partisans de l'ordre (tous les paysans en France) et par la famine à laquelle elle aboutira nécessairement. Sera-ce vite fait, comme cela a eu lieu en Allemagne avec la première révolte des spartakistes, cela demandera-t-il plus de temps, je n'en sais rien. Mais je suis certain, autant qu'on peut l'être en politique, qu'une telle tentative n'aura pas de succès définitif.

Un fait très curieux me frappe. Ceux qui aujourd'hui prêchent la révolution sociale ne sont pas toujours ceux qui la souhaitent sincèrement. Combien de socialistes n'ai-je pas vus en France et en Angleterre qui dans leurs journaux écrivent des articles bolchevisants et qui dans

les conversations privées ne cachent pas la répulsion profonde que les méthodes de Moscou leur inspirent. « Que voulez-vous, les ouvriers français traversent la période bolcheviste, nous sommes leurs chefs, il faut bien que nous les suivions ». Les suivre aujourd'hui n'est rien, tant que MM. Clemenceau et Bonar Law règnent en France et en Angleterre. Mais si une révolution éclatait, les choses se gâteraient rapidement. Les bolchevisants d'aujourd'hui seraient vite emportés par le mouvement : ce n'est ni M. Léon Blum, ni même M. Longuet (1) qui prendraient en France les rôles de Lénine et de Trotzky. Un bolchevisant trouve toujours un bolchevik qui le pousse et qui plus tard le remplace.

J'arrive à la doctrine communiste telle qu'elle est aujourd'hui. *L'Humanité* a publié tout récemment (2) un grand rapport que Lénine a présenté, en mars 1919, au Congrès de la Troisième Internationale à Moscou. « C'est, dit *L'Humanité*, un document d'une grande importance, dans lequel le puissant théoricien qu'est Lénine a fixé, sous forme de propositions, ses idées sur la question controversée de la dictature du prolétariat et de la démocratie bourgeoise. » Ce document est en effet intéressant. « Puissant » ou non, Lénine est incontestablement le seul théoricien de la doctrine bolcheviste. Le bolchevisme possède ses orateurs, comme Trotzky et Zinoviev, ses littérateurs, comme Lounatcharsky, Kamenev, Vorovsky, Sfeklov, ses hommes d'affaires comme Krassine, ses icones enfin comme Maxime Gorky; il n'a qu'un seul théoricien et philosophe : c'est Lénine (3). Or, la signature, ainsi que le caractère solennel de ce document — Rapport au *Congrès de la Troisième Internationale* où toutes les nations, même je crois les Hindous et les Patagons, étaient représentées (4), — lui prêtent une impor-

(1) Je cite ceux avec lesquels je n'ai pas eu de ces conversations privées.

(2) *L'Humanité* des 29, 30 et 31 juillet 1919.

(3) Le lecteur français trouvera des renseignements sur la personnalité de la plupart des leaders bolchevistes dans le livre très intéressant de M. Etienne Antonelli : *La Russie bolcheviste*, Paris, 1919.

(4) La pensée française y a été représentée par MM. Sadoul et Pascal.

tance exceptionnelle. Nous pouvons y voir l'exposé le plus moderne, le plus *dernier cri* de la doctrine bolcheviste.

Lénine commence par affirmer que parler « de la démocratie en général », « sans poser la question de savoir de quelle classe il s'agit », « c'est nettement se moquer des principes du socialisme et notamment de la doctrine de la lutte de classes ». Pourquoi le suffrage universel, qui donne des droits absolument égaux *de jure* et presque égaux *de facto* aux prolétaires, aux bourgeois et aux paysans en tant qu'il s'agit de la transformation de la société par la législation, serait la démocratie *bourgeoise*, Lénine ne l'explique pas. C'est pour lui un axiome qu'il base sur l'autorité de Karl Marx (ce qui pourrait être sujet à discussion) et sur l'expérience historique de la Commune.

« La Commune de Paris, dit-il, célébrée en paroles par tous ceux qui veulent être considérés comme socialistes (car ils savent qu'elle excite chez les masses ouvrières une ardente et sincère sympathie), a montré avec une particulière évidence l'arbitraire historique et la valeur très relative du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise, institutions qui marquaient un très grand progrès par rapport à l'état de choses du moyen âge, mais qui, aujourd'hui, à l'époque de la Révolution prolétarienne, doivent être radicalement modifiées... Et c'est précisément aujourd'hui, où le mouvement soviétiste, s'étendant au monde entier, continue aux yeux de tous l'œuvre de la Commune, c'est à ce moment que les traîtres au socialisme oublient l'expérience et les leçons pratiques de la Commune de Paris et vont répétant la vieille rapsodie bourgeoise sur la « démocratie en général ». La Commune a été une institution non-parlementaire. » (§ 5).

Quel enthousiasme pour la Commune de Paris, n'est-ce pas? Et voilà pourtant ce que le même Lénine écrivait sur la même Commune, il y a quatorze ans :

J'ignore qui était l'envoyé de la pensée allemande : M. Karl Radek, qui est Allemand à ses moments perdus (quand il n'est ni Autrichien, ni Polonais, ni Russe, ni Ukrainien), ne put y assister, je crois, interné qu'il était à Berlin.

« L'histoire connut sous le nom de Commune un gouvernement ouvrier qui ne sut, ni ne put distinguer alors entre les éléments de la révolution démocratique et de la révolution socialiste, qui confondit les problèmes de la lutte pour la république avec ceux de la lutte pour le socialisme, qui ne sut résoudre le problème d'une vigoureuse offensive militaire contre Versailles, qui commit la faute de ne pas s'emparer de la Banque de France, etc. En un mot, que vous parliez de la Commune de Paris ou de toute autre Commune, votre réponse sera : ce fut un gouvernement tel que *le nôtre ne doit pas être* » (1).

Qu'est-ce donc que le gouvernement soviétiste? Est-ce un gouvernement qui s'inspire de l'exemple de la Commune, spécialement pour ne pas être comme elle, ainsi que le voulait Lénine en 1905? Est-ce au contraire un gouvernement qui « continue aux yeux de tous l'œuvre de la Commune », comme Lénine l'affirme en 1919?

Dans aucune autre question l'hypocrisie des bolcheviks ne saute plus aux yeux que dans cette question de « forme du gouvernement ». Ils ont eux-mêmes glorifié, exalté pendant de longues années l'idée de l'Assemblée Constituante. Nous avons déjà vu comment Lénine a soutenu cette idée dans son livre : *Deux tactiques de la démocratie socialiste.* Nous savons que la résolution du premier Congrès bolcheviste (celui de Londres au mois de mai 1905), inspirée, dictée par Lénine, proclamait expressement, dans son paragraphe 2, la nécessité de créer, « après la révolution victorieuse, un gouvernement provisoire révolutionnaire, seul capable de garantir l'entière liberté d'agitation électorale et de convoquer, sur la base du suffrage universel, égal et direct avec le vote secret, une Assemblée Constituante *qui exprime la véritable volonté du peuple* ». D'autre part, Trotzky a publié plusieurs brochures réclamant, avec non moins de force, la convocation de l'Assemblée Constituante. Qu'on ne dise pas que tout cela a eu lieu avant la guerre,

(1) N. LÉNINE, *Deux tactiques de la démocratie socialiste* (en russe). Genève, 1905. (Les italiques sont de Lénine).

quand les problèmes se posaient d'une manière différente. En 1917 également, les bolcheviks ne cessaient de proclamer la nécessité de la convocation de l'Assemblée Constituante. Le grand crime qu'ils reprochaient, avec une véhémence extrême, aux gouvernements provisoires du prince Lvov et de M. Kérensky, était de « saboter » l'Assemblée Constituante, de retarder sous tous les prétextes possibles les élections générales (1). On ne renonçait point à l'idée des Soviets, mais on demandait en même temps l'appel immédiat de la Constituante (2).

Ce n'est que vers la fin de 1917, lorsque les résultats nettement antibolchevistes des élections, faites déjà sous le régime soviétique et sous la pression la plus brutale, commencèrent à se dessiner, que leur presse a entrepris une campagne — très prudente d'abord et très perfide — moins contre le principe de l'Assemblée Constituante que contre l'Assemblée Constituante en question. Les bolcheviks tâtaient visiblement le terrain; ils ne savaient pas si le peuple marcherait avec et pour ses élus. Puis ils se sont peu à peu enhardis. Il devenait assez clair que le peuple était trop fatigué pour prêter un concours armé à qui que ce fût. Les régiments prétoriens de Pétrograd, achetés par la promesse de ne pas être envoyés sur le front, étaient sûrs. Le gros de l'armée du front voulait la paix et accepterait probablement le fait accompli de la part de ceux qui promettaient la paix à tout prix. Lénine joua son va-tout : l'Assemblée Constituante fut dissoute de la manière la plus brutale. Le matelot Jelesniakof fut le

(1) Trotzky a eu l'impudence de répéter ce reproche *après* la dissolution de la Constituante par les bolcheviks (*L'Avènement du bolchevisme*, Paris, 1919, p. 48).

(2) Ceci n'empêche point Lénine d'écrire aujourd'hui tranquillement dans le même *Rapport* sur les indépendants allemands : « L'absurde tentative de combiner le système des Soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, avec l'Assemblée Constituante, c'est-à-dire avec la dictature de la bourgeoisie, dévoile jusqu'au fond la pauvreté intellectuelle des socialistes et des social-démocrates jaunes, leur politique réactionnaire de petits bourgeois, et leurs concessions peureuses à la force irrésistiblement grandissante de la nouvelle démocratie prolétarienne. »

Bonaparte de ce 18 brumaire communiste. Et aussitôt on trouva des arguments ou plutôt des axiomes théoriques contre le principe du suffrage universel. Aujourd'hui que les bolcheviks ont de bonnes raisons pour croire que le peuple les hait, que les élections basées sur le suffrage universel donneraient dans toute la Russie une majorité énorme, écrasante contre eux, ces réflexions théoriques ne font même pas l'ombre d'un doute : dans le paragraphe 21 de ce fameux rapport, Lénine dit expressement : « *L'Assemblée Constituante, c'est-à-dire la dictature de la bourgeoisie* ».

Aujourd'hui, il n'y a que les Soviets, on ne parle que d'eux, on ne jure que par eux. Le mot et l'idée ont fait fortune : toutes les langues du monde ont adopté le mot, tous les admirateurs du bolchevisme ont adopté l'idée. Qui donc en est l'inventeur ? Est-ce Lénine ? Pas le moins du monde (1). C'est le célèbre Parvus. Il le rappela lui-même dans un article de novembre 1918, paru dans la *Münchner Post*. Lénine était à l'époque très hostile à cette invention mencheviste. C'est contre lui que Parvus a émis les idées suivantes : 1° que les ouvriers et les soldats ne seraient vraiment dévoués à la Révolution que le jour où ils prendraient eux-mêmes la direction du mouvement; 2° Que par là l'intérêt du prolétariat serait certainement dominant dans la Révolution; 3° Et qu'enfin la Révolution se trouverait ainsi élevée au-dessus des querelles des diverses fractions et de l'esprit de secte (2).

Nous tenons donc à remettre les choses au point. Ce n'est pas Lénine qui a lancé cette grande idée révolutionnaire, le soviétisme, qui a fait presque la conquête du monde. C'est Parvus, le Parvus du sultan et de Guillaume II, Parvus

(1) Nous avons dit ailleurs, dans le premier chapitre de cet ouvrage, que Lénine n'a assisté en 1905, d'après sa biographie écrite par M. Zinoviev, qu'à deux ou trois séances du Soviet de Pétrograd, et cela *en simple spectateur*, dans la tribune du public. On peut facilement comprendre que, s'il avait été partisan du *soviétisme* à l'époque, son rôle eut été moins effacé; au lieu de Khroustalef-Nossar, de Trotzky, de Parvus, c'est lui qui en aurait été le président.

(2) E. Buisson, *Les bolcheviks*. Paris 1919, p. 55.

le spéculateur, Parvus le profiteur de la guerre (1), Parvus enfin le créateur de la fameuse théorie d'après laquelle l'Allemagne avait, du point de vue socialiste, droit à la victoire, parce qu'elle possédait le prolétariat le plus puissant et l'industrie la plus développée.

Il est bien entendu que ce fait ne prouve rien contre l'idée elle-même. Il ne prouve non plus rien contre Lénine : qu'est-ce que cela peut faire en effet qu'il ait radicalement changé d'opinion, s'il a sincèrement cru au Soviétisme à un moment donné, comme il avait cru auparavant à l'Assemblée Constituante. Le fait est qu'il n'a jamais sincèrement cru ni à l'un, ni à l'autre. Voici un autre fait qui peut intéresser ceux qui admirent en même temps Lénine et l'idée soviétiste. Je le tire d'une source qui, j'espère, n'est pas suspecte, puisque c'est la biographie de Lénine due à M. Zinoviev. Ce communiste expose, sans songer aux désagréments qui en peuvent résulter pour son maître et ami, les idées de Lénine après l'échec de sa première tentative du coup d'Etat en juillet 1917 : « Nous avons traversé, dit M. Zinoviev, une période où il nous semblait que tout était perdu. *Le camarade Lénine a eu même un moment le doute que les Soviets corrompus par les accordistes* (2) *pussent jouer un rôle décisif. Et il donnait le mot d'ordre que nous devrions peut-être prendre le pouvoir en dehors des Soviets* » (3).

Voilà qui est bien, et quelle reconnaissance ne devons nous pas à M. Zinoviev, de nous avoir renseignés là-dessus. Ah ! les « principes » de ces imposteurs ! On marche avec le suffrage universel tant qu'on espère qu'il donnera la majorité aux bolcheviks. On abandonne au diable le suffrage universel lorsqu'on s'aperçoit que l'Assemblée Constituante est très nettement antibolcheviste. On proclame alors le principe sacro-saint du soviétisme.

(1) M. Parvus a reconnu avoir gagné plusieurs millions par le commerce pendant la guerre.

(2) « Accordistes » (*soglachateli*) veut dire ceux qui étaient partisans de l'accord avec les éléments politiques plus modérés.

3) Zinoviev, *N. Lénine.* Pétrograd (1918), pp. 58-59.

Mais s'il apparaît, à un moment donné, que les Soviets eux-mêmes sont « corrompus » par l'antibolchevisme, aussitôt le mot d'ordre est que « nous devrons peut-être prendre le pouvoir en dehors des Soviets », quittes à inventer n'importe quoi : dictature du Comité bolcheviste, dictature de Lénine, ou toute autre chose que tous les bolchevisants du monde accepteront immédiatement avec la même admiration béate. Ce n'est pas plus malin que cela.

Il est clair comme le jour que Lénine voulait conquérir le pouvoir à tout prix pour satisfaire sa manie dangereuse d'expériences sociales. Tous ces fameux *principes* que certains étudient aujourd'hui en Europe avec une attention admiratrice, toutes ces *thèses*, toutes les *propositions*, tous les *paragraphes* (il excelle en tout ceci) étaient des prétextes créés *ad hoc* et n'étaient que cela.

D'ailleurs, Lénine s'est vite rendu compte qu'au lieu de marcher en « dehors des Soviets », il était plus commode de falsifier l'expression de la volonté populaire même dans cette parodie de la démocratie idéale.

Les Russes qui ont vécu sous le régime soviétiste ne peuvent s'empêcher de rire quand ils lisent la « Constitution (loi fondamentale) de la République socialiste fédérative des soviets de Russie, adoptée par le Cinquième Congrès des soviets (10 juillet 1918) ». Il ne s'agit pas seulement du fait que ce document est très mal et très prétentieusement écrit, sans suite ni logique aucune, et témoigne, quant à la forme, d'une absence totale d'instruction juridique chez ses auteurs. La logique est un vieux préjugé bourgeois; quant à l'instruction générale, les chefs prolétaires ne la possèdent pas encore (1), et il ne s'agit point de cela. Mais on rit involontairement quand on songe au contraste entre ces *divisions*,

(1) Je dis *encore*, parce que cela va bientôt changer du tout au tout : le paragraphe 17 du chapitre V de la division II de ladite *Constitution (loi fondamentale)* promet d' « offrir gratuitement aux ouvriers et aux paysans pauvres une instruction *complète et universelle* ». Avec de tels professeurs !...

ces *chapitres* et ces *paragraphes*, où se complaît l'ignorance prétentieuse des autodidactes bolchevistes (1), avec les réalités. Il faut vraiment avoir une impudence extraordinaire pour prétendre que les membres des Soviets sont *élus* par la population, car jamais, depuis que le monde existe, une parodie aussi cynique des élections n'a été vue : ce fait suffirait déjà qu'aucune liberté de parole orale ou écrite n'existe en Russie soviétiste sauf pour les bolcheviks. Mais les choses sont bien pires encore : menaces, chantage, terreur, falsification de vote, simple nomination des *élus* enfin, voilà ce que c'est en réalité que ces élections dans la « République socialiste fédérative des soviets de Russie ». Les membres des soviets sont élus, mais élus par les comités bolchevistes.

D'ailleurs, les bolcheviks ne le cachent même pas ou le cachent très mal. Voici la formule qu'ils ont adoptée au Congrès de la Troisième Internationale :

« Sur la base des propositions et après avoir entendu les rapports des représentants des différents pays, le Congrès de l'Internationale communiste déclare que la tâche essentielle des partis communistes dans les pays où n'existe pas encore le système des soviets doit être :

1° D'éclairer les masses laborieuses sur la signification historique de la nécessité politique et pratique de créer une nouvelle démocratie prolétarienne pour remplacer la démocratie bourgeoise et le parlementarisme ;

2° De développer le système des soviets dans toutes les entreprises industrielles, dans l'armée et dans la marine aussi bien que parmi les travailleurs de la terre et les paysans pauvres ;

(1) Lénine, Lounatcharsky, Kamenev, Vorofsky sont, je crois, les seuls leaders bolchevistes possédant une certaine érudition. Trotzky est peu instruit (ses écrits en témoignent tout en montrant de l'intelligence et des dons de journaliste incontestables). Quant à Zinoviev, Uritzky, Volodarsky, Péters, Dsierjinsky, Sverdlov, Kalinine, Goukovsky, etc., ce sont des ignorants au vrai sens du mot.

3° *D'assurer une majorité communiste solide et sûre au sein des soviets* » (1).

Un naïf posera sans doute la question : comment « *assure* »-t-on une majorité « solide et sûre » en admettant le principe des élections libres? Pour nous, qui avons vu de ces élections, nous ne posons pas de telles questions. Nous savons très bien comment on l'*assure*. Donc, comme nous parlons de choses sérieuses, il est inutile de prêter beaucoup d'attention à cette « Constitution de la République socialiste fédérative des soviets de Russie ». Mais, à titre de curiosité, nous dirons quelques mots du paragraphe 65 du chapitre XIII de la division IV. Ce paragraphe prescrit :

« Ne peuvent élire ni être élus :

a) Ceux qui emploient le travail d'autrui pour en tirer du profit.

b) Ceux qui vivent d'un revenu non produit par leur travail : rente de capitaux, revenu d'entreprises industrielles ou de propriétés foncières, etc.

c) Négociants privés, intermédiaires et agents de commerce.

d) Moines et prêtres des cultes écclésiastiques et religieux.

e) Agents et employés de l'ancienne police, du corps spécial des gendarmes et de l'Okhrana, ainsi que les membres de l'ex-dynastie régnante de Russie.

f) Les personnes reconnues par les voies légales atteintes de maladies mentales, les aliénés et les personnes en tutelle.

g) Les personnes condamnées pour délits infamants, commis dans un but de lucre, durant un temps fixé par la loi ou par la sentence du tribunal. »

J'ajouterai, pour la joie des juristes, que le paragraphe précédent (64) énumère d'une manière aussi détaillée, mais d'après un schéma différent, ceux qui *ont* le droit d'élire et d'être élus aux soviets. Donc le lecteur ne doit pas s'étonner par exemple de trouver dans le paragraphe 65, parmi ceux qui ne peuvent ni élire ni être élus, les aliénés et les

(1) *L'Humanité*, 31 juillet 1919.

personnes en tutelle, et de n'y pas trouver les enfants : il est expressément dit dans le paragraphe précédent que le droit électoral appartient à « tous ceux qui, le jour des élections, ont 18 ans accomplis (Remarque I : les soviets locaux peuvent, après ratification du pouvoir central, abaisser l'âge légal fixé par le présent article) » (1). Ce chapitre XIII, « Du droit électoral », avec ses nombreux *etc.*, est tellement bien rédigé que si la Constitution et tous ses paragraphes, le 64 et le 65 y compris, n'étaient pas une plaisanterie, les pouvoirs dirigeants devraient être vraiment ingénieux pour pouvoir définir qui des citoyens de la République socialiste fédérative des soviets de Russie ont le droit électoral et qui ne l'ont pas.

Pour ne citer en passant que les sottises les plus remarquables de ces deux paragraphes, je me bornerai à dire ceci : on sait que toutes les entreprises industrielles de Russie ont été nationalisées. Malgré cela le point *b* du paragraphe 65 prive du droit électoral ceux qui vivent du revenu d'entreprises industrielles. Le commerce également a été nationalisé (sur le papier bien entendu). Pourtant le point *c* prévoit le cas de négociants privés (?), intermédiaires et agents de commerce. Sont également privés du droit électoral, parmi ceux qui vivent d'un revenu non produit par leur travail, les propriétaires fonciers. De qui s'agit-il ici ? La terre « nationalisée » est aujourd'hui dans les mains des paysans. Or le revenu d'un paysan qui travaille avec sa famille sur une cinquantaine d'hectares de terre « nationalisée », de quoi provient-il, du travail ou de la propriété foncière? le paysan a-t-il ou n'a-t-il pas le droit électoral?

D'ailleurs, si l'on recherchait toutes les sottises de la Constitution, on pourrait choisir pour cela n'importe quel autre paragraphe. J'ai choisi celui-ci parce que le fait m'a frappé : si on appliquait véritablement ce paragraphe, presque tous

(1) Les Soviets locaux n'ont pas probablement nne connaissance approfondie de la Constitution et des privilèges qu'elle leur octroie, de celui-ci en particulier. Mais, pour les fonctions administratives, tous les commissariats regorgent de gamins au-dessous de l'âge légal fixé par le présent article.

les bolcheviks seraient du coup privés du droit électoral ; car, sauf pour « les membres de l'ex-dynastie régnante de Russie », on trouve parmi eux des représentants de toutes les catégories prévues par les points *a*, *b*, *c*, *d*, *e*, *f* et *g* du paragraphe 65. On sait combien sont nombreux les pêcheurs en eau trouble qui arrangent leurs petites affaires sous le drapeau bolcheviste : tels fonctionnaires de la République des soviets ont ramassé des fortunes énormes qui feront pâlir d'envie le pauvre Bela Kuhn : ce modeste n'a emporté avec lui que cinq millions de couronnes. « Les délits infamants commis dans un but de lucre » ne sont pas non plus une rare exception dans la Russie Soviétiste ; il est vrai que sur mille coupables un seul est condamné, au petit bonheur (1). Qui encore? les agents et employés de l'ancienne police, du corps spécial des gendarmes et de l'Okhrana? Mais ils pullulent dans les milieux bolchevistes, tout le monde le sait, les commissaires eux-mêmes ont maintes fois reconnu l'existence de cette vermine « qui rongela belle fleur du régime communiste ». Les aliénés? Tant qu'on veut, les sadiques surtout. Qui dira que Peters par exemple soit un homme normal? Les moines? Cela dépend du culte. Certains bolcheviks (les meilleurs peut-être) ont certainement toute la mentalité et toute la psychologie des moines (2). Lénine lui-même, s'il avait vécu quelques siècles plus tôt, aurait trouvé une bonne place dans la Société de Jésus, à moins qu'il ne fût entré dans l'ordre de Campanella ou de Savonarole (3).

(1) « M. Lounatcharsky, commissaire du peuple à l'Instruction publique, disait récemment à une jeune Française qui, voulant obtenir la restitution de ses bijoux placés en banque, avait fait avec succès toutes les démarches préliminaires, mais s'était heurtée, au dernier contrôle, à un refus : « Que voulez-vous, Mademoiselle? Vous n'avez pas eu de chance. Vous êtes tombée sur un honnête homme, sur l'unique probablement. Prenez son nom ! C'est une perle de grand prix ». (Robert VAUCHER, *L'enfer bolchevik à Pétrograd*, Paris, 1919, p. 217).

(2) M. Pascal, officier français en mission en Russie devenu subitement bolcheviste, en est l'exemple. J'ai eu le plaisir de le connaître à l'époque où il était catholique clérical. C'était juste il y a deux ans.

(3) Mme Brechkovsky place d'ailleurs Lénine dans la catégorie prévue

La dictature du prolétariat, dont cette Constitution veut être l'expression juridique, est une idée marxiste. Elle est exprimée dans plusieurs écrits de jeunesse de Karl Marx, c'est incontestable. Il est vrai que des tentatives ont été faites par des marxistes de droite, comme M. Akimov, par exemple, pour atténuer le sens de cette conception chez Marx (1). M. Akimov a essayé de démontrer que Marx entendait par dictature du prolétariat un gouvernement démocratique.

Ses arguments ne sont point dénués de valeur. Il fait voir que la Commune, dans laquelle Marx et Engels voyaient une forme de la dictature du prolétariat, fut en réalité, d'après leur propre description, un gouvernement issu du suffrage universel appliqué dans la région de Paris. Il rappelle comment Marx, dans la *Lutte de classes en France* et dans le *18 brumaire*, reprochait à la bourgeoisie d'avoir renié le suffrage universel, d'avoir créé par là un « parlement de classe usurpateur ». Il dit aussi que la dictature du prolétariat n'a jamais figuré dans aucun programme ancien des partis socialistes marxistes occidentaux. Les programmes d'Erfurt, de Vienne, ceux des partis socialistes belge, suédois, italien, le statut de l'Internationale ne contiennent pas ce mot. C'est le programme du parti social-démocrate *russe* qui a accepté le premier cette innovation. M. Akimov emprunte enfin à Marx la description, la caractéristique de la dictature de la bourgeoisie (qui, ajoutons-le, a été dépassée de beaucoup en laideur par le régime de la Russie actuelle) et il se demande très judicieusement :

« Voilà la dictature ! Voilà donc le pouvoir que le prolétariat devrait réaliser? Suffit-il vraiment de substituer le mot prolétariat au mot bourgeoisie et *vice versa* pour obtenir notre régime idéal de l'avenir? ».

par le point *f*. A l'en croire, le pape bolcheviste ne jouit pas de la plénitude de ses capacités mentales (l'article de *Struggling Russia*). Mais elle exagère un peu.

(1) Akimof, *Contribution à l'étude des travaux du Deuxième Congrès du Parti Socialiste Démocrate Russe.* Genève, 1904 (en russe) pp. 36-53.

D'ailleurs, j'ai déjà eu l'occasion de dire que pour nous cette question n'a pas beaucoup d'importance : que Karl Marx fut ou non partisan de la dictature du prolétariat, cela n'augmente ni ne diminue la valeur de cette conception politique, dont l'expérience russe a clairement montré la nullité.

L'expérience russe a montré d'abord que la dictature du prolétariat est en réalité la dictature sur le prolétariat. Jamais aucun parlement n'a été plus veule et plus impuissant, plus abject et plus dépourvu de toute dignité, que les Conseils d'ouvriers et de soldats ne l'ont été en Russie vis-à-vis de leurs maîtres bolchevistes. Il suffit de rappeler que le Conseil Central Russe a salué par une tempête d'applaudissements l'annonce de la signature de la paix infâme de Brest-Litowsk, ce qui a provoqué des protestations même de la part des Commissaires du Peuple. Le peu de cas que les meneurs bolchevistes font de leur parlement est assez connu. Cet état d'avilissement des Conseils tient d'un côté au degré de développement intellectuel de la classe ouvrière, et de l'autre au système d'élection pratiqué dont il a été question plus haut.

Édouard Bernstein a dit il y a vingt ans (1) que, dans l'état actuel de culture intellectuelle et d'indépendance morale de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat ne pourrait être autre chose que la dictature d'orateurs de clubs et de littérateurs. Cette observation faite avant l'expérience pratique de nos jours témoignait sans doute d'une grande sagacité. Aujourd'hui, nous, qui avons vu et vécu le régime de la dictature du « prolétariat », nous pouvons aller plus loin. Nous dirons que l'observation de M. Bernstein ne s'est trouvée justifiée en Russie que par rapport aux grandes villes telles que Moscou et Pétrograd. Dans la province et au village, la dictature du prolétariat est le plus souvent celle des bandits de la pire espèce. Les éléments les plus dévergondés de la population : brigands, voleurs,

(1) Édouard BERNSTEIN, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, pp. 297-298.

fainéants, ivrognes, y sortent des bas-fonds, terrorisent les paysans, les ouvriers, les petits bourgeois honnêtes, et réalisent des cauchemars qui attendent encore leur Dostoiewsky. Dictature d'orateurs de clubs dans les grandes villes, dictature de brigands au village et en province, combinaison de ces deux dictatures dans les villes moyennes (ainsi que dans certaines institutions centrales, telles que la fameuse Commission Extraordinaire), voilà ce qu'est la dictature du prolétariat.

Et il est très probable que l'expérience ne serait pas sensiblement différente dans les pays occidentaux les plus cultivés.

Nous sommes donc d'avis que tout parti socialiste qui tient à remplacer les formules démagogiques par des idées nettes et justes doit poser à l'ordre du jour la question de la dictature du prolétariat et en finir avec cette conception malheureuse. En Russie, le parti socialiste travailliste l'a fait expressément avec la plus grande netteté, en disant qu'il ne reconnaissait aucune dictature, pas plus celle du prolétariat que les autres. Les partis socialistes d'Occident feraient bien de suivre cet exemple.

Dans les pays démocratiques où le prolétariat ouvrier représente la majorité de la population, cette conception est absurde, puisque le suffrage universel y donne aux prolétaires la voix décisive dans toutes les questions politiques. Si ces pays ne possèdent pas de cabinets socialistes, cela prouve que tous les ouvriers ne sont pas socialistes, et dans ce cas la dictature du prolétariat, même si elle n'était pas ce qu'elle doit être, c'est-à-dire la dictature des petits comités, serait toujours celle d'une partie de la classe ouvrière contre une autre partie et contre la majorité de la population du pays. Dans les pays comme la Russie, où le prolétariat forme une petite minorité, le système qui agit sous le pseudonyme de la dictature du prolétariat, est la pire des tyrannies qui aboutit à dresser contre tous les prolétaires et contre tous les socialistes la haine de la grande majorité de la population, celle des paysans en par-

ticulier, ce qui n'est pas seulement très injustifié, mais aussi extrêmement dangereux pour toute la collectivité sociale. Le mal que les bolcheviks ont fait au socialisme est ainsi incalculable. La leçon qu'on doit en tirer aurait dû être le renoncement général des socialistes à cette funeste théorie. En sera-t-il ainsi? Le contraire semble être plus probable. C est, paraît-il, l'expérience personnelle qui seule peut enseigner cette leçon. Mais au prix d'une révolution en France, d'une révolution qui anéantirait une des plus grandes et des plus brillantes civilisations de l'histoire, celle de Voltaire et d'Anatole France, cette leçon serait sans doute trop chèrement achetée.

CHAPITRE V

Les idées fondamentales du Bolchevisme *(suite)*.

La Révolution Française et la Révolution Russe.

En dehors de la « dictature du prolétariat », le rapport de Lénine au Congrès de la Troisième Internationale s'occupe de deux autres questions qui ne sont pas moins importantes : liberté de réunion, liberté de parole. Voici ce que dit Lénine :

« Les ouvriers savent très bien, d'autre part, que même dans la république bourgeoise la plus démocratique, la « liberté de réunion » n'est qu'une phrase vide, puisque les riches ont à leur disposition les meilleurs bâtiments publics et privés, qu'ils ont suffisamment de loisirs et qu'ils jouissent de la protection de l'appareil bourgeois de l'autorité : les prolétaires des villes et des campagnes, ainsi que les paysans pauvres, c'est-à-dire la majorité écrasante de la population, n'ont aucun de ces trois avantages. Tant que les choses en seront là, l'égalité, c'est-à-dire la « démocratie pure », n'est qu'un leurre. Pour conquérir l'égalité véritable et pour réaliser, en fait, la démocratie pour les travailleurs, il faut avant tout priver les oppresseurs de leurs somptueux bâtiments publics et privés ; il faut d'abord donner des loisirs aux travailleurs ; il faut que la liberté de réunion soit assurée par les ouvriers armés, et non par les fils de l'aristoratie ou par les officiers capitalistes commandant des soldats abrutis. »

On le voit, Lénine sait tirer parti des injustices du monde capitaliste. Que ces injustices soient aussi nombreuses que cruelles, quel homme sensé pourrait le nier? Et pourtant toute cette tirade est aussi fausse qu'hypocrite.

Non, dans les républiques bourgeoises démocratiques la liberté de réunion n'est pas une phrase vide, et Lénine

le sait mieux que tout autre, lui qui a tant de fois pris la parole dans des réunions à Paris, à Zurich, à Genève. « Les fils de l'aristocratie » et « les officiers capitalistes » qui veillaient en temps normal, avant la guerre, sur ces réunions étaient des agents et des gendarmes qui s'y intéressaient fort peu et ne s'en mêlaient point. Les vieux habitués pourraient peut être citer quelques cas de réunions d'avant-guerre où la liberté de parole a été entravée par les gendarmes. Tout homme de bonne foi reconnaîtra pourtant que c'étaient des cas exceptionnellement rares, des anachronismes politiques en quelque sorte. Personnellement, je ne me souviens d'aucun de ces coups de force. J'ai entendu, au Manège Saint-Paul, à la salle Wagram, au Hyde Park, les discours les plus enflammés contre l'ordre existant, contre le capitalisme, contre les gouvernements en général et tels gouvernants en particulier (le tsar Nicolas et M. Aristide Briand, par exemple), j'ai entendu des discours anarchistes et des discours régicides, j'ai entendu Sébastien Faure et des anarchistes espagnols, et jamais les gendarmes qui écoutaient les orateurs ou veillaient à la porte, l'air très peu bienveillant d'ailleurs, n'intervinrent d'aucune façon. A Londres les cas sont très fréquents où les policemen donnent de leur personne pour protéger et assurer la liberté de parole aux orateurs révolutionnaires qui insultent les gouvernements et la police, contre la foule déchaînée qui les attaque. J'ajouterai aussi que les seuls cas de réunions interrompues par la force brutale d'hommes armés que j'aie vus de ma vie, c'est en Russie, à l'époque du tsarisme et *au début* (1) *du règne bolcheviste*. Je noterai encore que les ouvriers armés conduits par les gamins bolchevistes agissaient beaucoup plus brutalement que les policiers du tsar commandés par des « fils d'aristocratie ».

(1) Je dis *au début*, parce que plus tard, avec le commencement de la terreur, aucune réunion non bolcheviste ne pouvait certainement avoir lieu sous le régime si bienfaisant de Lénine. Et tout orateur antibolcheviste qui se risquerait à une réunion gouvernementale serait sans doute aussitôt jeté en prison, à moins qu'on ne préférât le fusiller comme saboteur, garde blanc ou contre-révolutionnaire.

Mais il n'y a pas que « la protection de l'appareil bourgeois de l'autorité » : il y a encore ce fait que les riches ont à leur disposition « les meilleurs bâtiments publics ou privés ». Les plus somptueux de ces bâtiments sont sans doute les parlements. Aussi au Palais-Bourbon, à la Chambre des Communes, au Reichstag, tous les orateurs, ceux des riches et ceux des pauvres, ont les mêmes droits à la liberté de parole entière. La seule exception est encore le Palais de Tauride de Pétersbourg qui trois fois a vu l'apparition de « soldats *abrutis* ». Les deux premières, c'était la dissolution de la Première et de la Deuxième Douma, par les policiers qui avaient barré les portes du Palais avant la séance ; la troisième fois, c'était la dissolution de la Constituante par les matelots de Lénine, et ce dernier spectacle était d'une grossièreté et d'une brutalité inouïes, les matelots couvrant les députés d'injures et de menaces, braquant sur eux leurs fusils sous les yeux bienveillants de Lénine lui-même, grand défenseur de la liberté contre les abus bourgeois.

Mais en dehors des Parlements? Il est encore une fois incontestable que les riches possèdent de meilleurs bâtiments que les pauvres. *Mais aucun homme de bonne foi ne dira que les pauvres ne peuvent pas faire des réunions* faute de bâtiments dans les républiques bourgeoises. On sait d'ailleurs que généralement les riches et les pauvres organisent leurs réunions dans les mêmes endroits qui ou bien ne coûtent rien, comme le Hyde Park à Londres, ou qui sont accessibles à toutes les bourses, comme la Salle des Sociétés Savantes ou la salle Wagram de Paris, dans lesquelles l'Action Française et le Parti Socialiste organisent tour à tour leurs meetings. Quant à la question de loisirs, tout le monde sait que les réunions socialistes sont généralement plus nombreuses que les réunions des riches, le public des premières étant plus vivant, plus mobile, s'intéressant à plus de questions que le public des réunions bourgeoises.

La deuxième question qui est « résolue » par Lénine dans le même rapport, est celle de la liberté de la presse :

« La liberté de la presse » est aussi un des principes essen-

tiels de la « démocratie pure ». Mais les ouvriers savent et les socialistes de tous les pays ont mille fois reconnu que cette liberté est un leurre, tant que les meilleures imprimeries et les plus grands stocks de papier sont accaparés par les capitalistes et tant que le capital garde son pouvoir sur la presse, pouvoir qui apparaît d'autant plus nettement, plus brutalement, plus cyniquement, que le démocratisme et le régime républicain sont plus développés, comme c'est le cas en Amérique.

« Pour obtenir l'égalité effective et la démocratie véritable des travailleurs — des ouvriers et des paysans — il importe d'abord de priver les capitalistes de la possibilité d'employer les écrivains à leur service, d'acheter les maisons d'édition, et de corrompre les journaux. Dans ce but, il faut supprimer le joug du capitalisme, déposséder les oppresseurs et dompter leur résistance. Les capitalistes ont toujours appelé « liberté » la liberté pour les riches de faire leurs profits et la liberté pour les travailleurs de mourir de faim.

« La liberté de la presse pour les capitalistes, c'est la liberté pour les riches d'acheter la presse, de fabriquer et de falsifier la soi-disant opinion publique. Les défenseurs de la « démocratie pure » se révèlent de nouveau comme les défenseurs d'un des systèmes les plus bas et les plus abjects de domination des riches sur les organes d'éducation des masses ; ils apparaissent comme des imposteurs qui, par de belles phrases élégantes et trompeuses, détournent le peuple de l'accomplissement de sa tâche historique qui est la libération de la presse de l'emprise du capital.

« La liberté et l'égalité réelles ne seront assurées que par le régime communiste, qui ne permettra à personne de s'enrichir aux dépens des autres, qui empêchera matériellement de soumettre la presse, soit directement soit indirectement, au pouvoir de l'argent, et où chaque travailleur (ou des groupes égaux de travailleurs) auront et réaliseront leurs droits égaux à la jouissance des imprimeries et des stocks de papier qui appartiennent à la communauté. »

On voit que c'est exactement le même tour de force

d'un dialecticien jongleur sans grands scrupules. Qui ignore les abus terribles du pouvoir d'argent dans le domaine du journalisme? Mais de là conclure que la liberté de la presse dans la société actuelle est un leurre, c'est faire preuve de très peu de zèle pour la vérité. Avec tous les abus du capital qu'il faut combattre (nous en reparlerons dans le dernier chapitre de cet ouvrage), la presse anticapitaliste dans les républiques démocratiques, comme la France, la Suisse, les États-Unis, et même dans les monarchies libres, comme l'Angleterre ou l'Italie, a tous les moyens pour subsister et pour mener les campagnes les plus violentes contre les pouvoirs existants et contre le capital. Deux correctifs le rendent possible. On trouve dans tous les pays des capitalistes socialistes et même des capitalistes bolchevistes, ou du moins des capitalistes qui, pour une raison ou pour une autre, veulent bien donner des fonds pour la créatiou d'organes qui combattent leur classe avec acharnement (1). D'autre part, les souscriptions publiques, comme celle ouverte récemment par *l'Humanité* et qui a donné, je crois, cinq cent mille francs, rendent possible la création et le développement des grands organes socialistes. Ainsi tous les pays libres en possèdent. Le *Vorwärts*, la *Freiheit*, l'*Avanti*, l'*Humanité* ont des tirages de centaines de milliers d'exemplaires. Ces organes étaient absolument libres avant la guerre. Et même aujourd'hui, avec tous les abus et toutes les sottises du régime de la censure, la presse la plus hostile aux pouvoirs existants, comme l'*Avanti* ou le *Populaire de Paris*, qui sont des organes presque bolchevistes et pro-bolchevistes, ont la liberté presque entière de dire tout ce qu'ils pensent (2). J'ajouterai qu'à mon avis tous ceux qui liraient l'*Humanité* et le *Populaire*, si ces organes avaient à leurs dispositions « les meilleures imprimeries et les plus grands stocks de papier », comme dit Lénine, les lisent aujourd'hui.

(1) M. Krassine, un des trois dictateurs actuels de la Russie soviétiste, peut servir d'exemple de bolchevik millionnaire.

(2) Il va sans dire que la censure est l'institution la plus stupide et la plus inefficace et que nous souhaitons que liberté entière soit donnée à tous les journaux.

Mais aussi quelle n'est pas l'impudence de ce chef du gouvernement des Soviets, qui accuse les républiques bourgeoises de manquer de respect envers la liberté de la presse. En vérité, il faut remonter, non pas au régime de Nicolas II, mais à celui de Nicolas Ier, pour trouver quelque chose d'analogue à la brutalité cynique avec laquelle le gouvernement bolcheviste a réprimé en Russie toute trace de presse tant soit peu indépendante.

Cette impudence n'a d'égale que celle que le chef des bolcheviks manifeste dans le même document par rapport à la terreur. Voici ce que Lénine a osé dire à ce propos :

« Le meurtre de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg est un événement d'importance historique mondiale, non seulement parce que ce sont les meilleurs chefs de la véritable Internationale, de l'Internationale prolétarienne et communiste, qui ont eu une fin si tragique, mais parce que l'État le plus développé d'Europe (on pourrait dire sans exagération le plus développé du monde) a démasqué entièrement son essence de classe. Si des personnes arrêtées, c'est-à-dire prises par l'autorité de l'État sous sa protection, ont pu être massacrées impunément par des officiers et des capitalistes, sous un gouvernement de socialistes patriotes, il s'ensuit que la République démocratique où pareille chose a été possible est la dictature de la bourgeoisie.

« Ceux qui expriment leur indignation devant le meurtre de Liebknecht et de Rosa Luxemburg, mais ne comprennent pas cette vérité, sont des gens bornés ou des hypocrites. La « liberté », dans une des plus libres républiques du monde, dans la République Allemande, c'est la liberté de tuer impunément les chefs du prolétariat après leur arrestation. Et il ne peut en être autrement tant que dure le capitalisme, car le développement du démocratisme n'atténue pas, mais avive la lutte de classes, laquelle, par suite des résultats et des influences de la guerre et de ses conséquences, est arrivée à son paroxysme. »

Le meurtre des malheureux Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg est sans nul doute un acte inexcusable. Aussi

le gouvernement de Scheidemann a non seulement disqualifié ce crime qui jusqu'ici reste isolé, mais a immédiatement ouvert une enquête judiciaire, et sans doute les criminels seront punis dès qu'ils seront trouvés, jugés et convaincus. Inutile de dire que le gouvernement de « socialistes patriotes » n'y a aucun mérite, puisque, même sous le régime de Nicolas II, on a entamé des poursuites contre les meurtriers de Herzenstein et de Iollos. Il est donc aussi faux qu'impudent de dire que « la liberté dans une des plus libres républiques du monde, dans la République Allemande, c'est la liberté de tuer impunément les chefs du prolétariat après leur arrestation ». Mais il est par contre très vrai que les assassinats d'ennemis politiques sont non seulement tolérés, non seulement permis, mais ordonnés et se produisent tous les jours dans la République des Soviets. Je ne parle pas seulement des actes comme l'assassinat impuni de Chingarev et Kokochkine qui est bien plus abominable encore que le meurtre allemand, parce que les deux malheureux députés n'étaient point des militants arrêtés presque les armes à la main, comme le furent Liebknecht et Rosa Luxemburg, mais des hommes au plus haut point pacifiques, des malades sans défense, lâchement tués à l'hôpital. Le gouvernement de Lénine savait bien les noms de leurs assassins puisque les journaux les ont publiés : il n'a pas osé ou voulu les poursuivre, mais il a au moins désavoué ce crime (c'était pendant la première période bolcheviste quand on se gênait encore un peu). Or, actuellement, tous les jours, des personnes arrêtées, c'est-à-dire « prises par l'autorité de l'État sous sa protection », sont lâchement et cyniquement massacrées par centaines sur l'ordre du gouvernement des Soviets, sans qu'on les juge, souvent sans qu'on dise en quoi consiste leur crime, sans même quelquefois qu'on publie leurs noms. Et l'hypocrite qu'est le chef de ce gouvernement ose accuser après cela les socialistes patriotes et le régime démocratique du meurtre de Liebknecht et de Rosa Luxembourg ! C'est inouï de cynisme et d'impudence !

Ceci nous ramène à la question de la terreur bolcheviste.

J'ai déjà montré par une citation tirée d'un ancien ouvrage de Lénine la fausseté de son affirmation d'aujourd'hui d'après laquelle cette terreur fut la réponse des bolcheviks traqués (pauvres gens !) aux menées des impérialistes et des contre-révolutionnaires du monde entier. La terreur fut un acte prémédité. Quelle est donc sa valeur?

Je ne suis pas assez naïf pour croire que les abominables atrocités commises par les bolcheviks puissent leur nuire beaucoup dans l'opinion publique et même auprès du « tribunal de l'histoire ». On ne condamne jamais sévèrement ceux qui font preuve de cruauté, pourvu qu'ils aient eu le succès. En ce temps de haine et de violence, dans ce monde de fer et de sang, on condamne plutôt ceux qui ne sont pas assez cruels. Les hommes qui ont versé le plus de sang sont qualifiés de *forts, de vrais gouvernants.* Ceux qui en ont versé le moins, sont par contre des *faibles*, des *incapables*, des *impuissants.* Le reproche courant qu'on fait, soit au prince Lvov, soit à M. Kérensky, est de ne pas avoir fusillé Lénine le jour où il commença sa propagande. Il paraît que Lénine lui-même ne le comprend pas du tout : il leur en veut peut-être.

Non, l'histoire ne condamnera pas les bolcheviks pour avoir massacré des dizaines de milliers de bourgeois, comme elle ne condamnera pas ceux qui viendront les remplacer, pour avoir massacré des dizaines de milliers de bolcheviks. Le général Mannerheim, le plus héroïque des généraux, parce qu'il a su, en une seule guerre, gagner et la Croix de Saint-Georges russe et la Croix de fer allemande, est-il déshonoré pour avoir fusillé 50 mille ouvriers? Pas plus que Uritzky et Lénine. Ces « déshonneurs historiques » sont du nombre des mensonges conventionnels de l'humanité, et tous les hommes politiques le savent très bien : que de petits Robespierre, que de petits Napoléon (bourgeois et *socialistes*) n'ai-je pas vus au cours de notre guerre civile qui se vantaient ouvertement d'avoir commis des exploits à la Saint-Jean d'Acre (ils y ajoutaient quelquefois, par fanfaronnade de « force »).

Et puis, il y a toujours le grand argument : la Révolution Française, qui jusqu'ici exerce une si grande influence sur l'imagination de la plupart des politiciens. N'y-a-ton pas commis des massacres, des crimes, des atrocités aussi odieux que ceux que nous voyons aujourd'hui? C'est là l'argument favori de Lénine : « Nous sommes cruels? Mais les bourgeois l'étaient autant que nous en 1793 ».

En effet, les sinistres précédents ne manquent point : les massacres de Paris valent ceux de Pétrograd, les noyades de Nantes ne le cèdent en rien à celles de Kronstadt et de Sébastopol, Sanson avec sa guillotine vaut les bourreaux chinois de la Commission Extraordinaire.

Pourtant, les massacres bolchevistes inspirent beaucoup plus de dégoût que ceux de la grande époque. Ils répugnent d'abord par le caractère *imitateur* de leur cruauté. On dirait que les bolcheviks cherchent sciemment à singer toutes les turpitudes commises par les héros de la Terreur Française : massacres contre massacres, otages contre otages, noyades contre noyades. Ils ont eu leur septembre, leur tribunal révolutionnaire, leur fosse commune, leur Louis XVI, leur Marie-Antoinette, leur dauphin, leurs ci-devant, comme ils ont leurs Marat, leurs Carrier, leurs Fouquier-Tinville. La guillotine seule leur manquait ; aussi M. Trotzky, le plus poseur de tous les chefs bolchevistes, en rêvait-il dès le premier jour de la Révolution, et si aujourd'hui ils sont tout de même obligés de recourir, pour achever leurs victimes soit aux fusils de la garde chinoise, soit aux baïonnettes des Lettons, ils ne doivent cette humiliation qu'à l'état arriéré de l'industrie russe : quelle usine chez nous pourrait fournir assez de guillotines pour pourvoir aux besoins de toutes les villes et villages et de toutes les Commissions Extraordinaires de l'immense Russie? Ce qui manque décidément aussi à la Terreur Russe, c'est l'enthousiasme populaire autour des échafauds. Le peuple regarde avec un sombre abrutissement le palais des horreurs de la Commission Extraordinaire.

Il y avait lieu d'espérer, n'est-ce pas, qu'un siècle de lumière

ne se serait pas écoulé sans apporter quelques leçons aux hommes. La foi terroriste de Robespierre avait au moins le mérite d'être sincère, comme la foi catholique de Torquemada : une nouvelle inquisition aurait-elle pu rallumer les autodafés sur n'importe quelle place de l'Europe? Les disciples de Karl Marx auraient dû penser autrement que ceux de Jean-Jacques Rousseau ; n'ont-ils pas vu de plus à quoi aboutit la Terreur en 1793?

Or, il n'en est rien.

Et ces gens-là se disent socialistes... Le socialisme n'a jamais subi jusqu'ici la dure épreuve de l'activité gouvernementale, à moins qu'on ne remonte à l'expérience des communards, courte et non décisive. Le socialisme a eu jusqu'ici ses apôtres et ses martyrs, il n'a pas eu d'inquisiteurs ni de bourreaux. Or, les bolcheviks se disent socialistes et nombreux seront ceux qui auront intérêt à les croire. Nous aurons beau protester, on saura toujours mettre au compte du socialisme les abominables Saint-Barthélemy des hommes du Kremlin. « Vous ne valez pas mieux que les autres », dira le témoin « impartial ».

Les bolcheviks ont d'ailleurs raison d'imiter autant que possible la Révolution Française. Rien n'a fait plus de tort à la Russie et à la cause antibolcheviste que cette analogie extérieure facile, cette ressemblance superficielle entre les deux révolutions. C'est elle qui a influencé beaucoup d'intellectuels en Europe, à commencer par M. Romain Rolland, qui a presque consenti, paraît-il, a être le « Kant » de la Révolution Communiste et en finissant par M. Wilson qui n'a pas voulu en être le « Brunswick » (1). C'est aussi cette ressemblance qui a créé des sympathies pour les bolcheviks dans les milieux qui ne les connaissent que par les journaux, surtout, dirai-je, par les journaux hostiles ; car, sans paradoxe, l'hostilité que leur témoignent certains organes de la presse européenne est extrêmement précieuse aux

(1) M. Wilson a d'ailleurs porté autrefois des jugements très sévères sur la Révolution Française, non seulement sur ses actes, mais aussi sur ses idées.

bolcheviks ; si solide est la réputation morale et politique de ces organes (1).

Et en effet la ressemblance extérieure est quelquefois frappante. L'échelle est pareille : enthousiasme, déchaînement, guerre civile, terreur, dissolution. Un tsar faible guidé par une tsarine étrangère et haïe. Un aristocrate libéral chef de la première période révolutionnaire (2). Puis la Gironde chassée et traquée, la Montagne victorieuse et triomphante. Une Vendée russe (même deux) aidée par des gouvernements étrangers qui veulent « étouffer la Révolution dans le sang ». Et ces affreux émigrés et contre-révolutionnaires formant à Paris un nouveau Coblentz, demandant l'intervention des puissances réactionnaires. Et ces héroïques revolutionnaires qui, tels les hommes de la Convention, étonnent le monde entier par leur énergie farouche, créent des armées, remportent des victoires, prennent d'assaut et rasent les villes insurgées (Iaroslav ne vaut-il pas Toulon?)...

Ah ! combien le tableau est différent, quand on a vu le jeu de près, quand on connaît un peu les acteurs ! Que de «détails» on trouve qui ne veulent pas s'accorder avec ce schéma de la ressemblance extérieure.

C'est d'abord l'étrange composition de ce misérable Coblentz russe. Ces affreux réactionnaires qui combattent la Révolution bolcheviste et qui lui témoignent le mépris le plus profond, ces comtes d'Artois, ces Condé russes, comment s'appellent-ils donc en réalité? c'est Plekhanov, c'est Kropotkine, c'est Tchaïkovsky, c'est Lopatine, c'est Brechkowskaïa, c'est Axelrod, c'est Zasoulitch, c'est Vera Figner, c'est Ivanof, vieux lutteurs, vieux champions du socialisme et de la démocratie, tout ce que la Russie compte de célèbre

(1) Un membre influent du Labour Party nous disait sans détour, à M. Titov et à moi: « Les ouvriers anglais ont des sympathies pour les bolcheviks, parce que notre presse capitaliste n'en a pas. »

(2) Ceci semble être le fait de toutes les révolutions : elles débutent par un libéral titré : marquis de Lafayette ou prince Lvov, Max de Bade ou le comte Carolyi.

dans les annales de son histoire héroïque (1). C'est Korolenko, le grand écrivain, Miakotine, Pechekhonov, Potresov, publicistes d'une réputation sans une tache, connus et estimés de tout le pays, c'est les neuf dixièmes de ceux qui comptent pour quelque chose dans la culture de la Russie contemporaine. Et quel est donc le mot d'ordre de ces serviteurs de la basse réaction? Est-ce le «vive le roy!» des émigrés de l'autre Coblentz? Non, ils proclament la souveraineté de l'Assemblée Constituante, issue du suffrage universel que les « révolutionnaires » ont bafoué.

D'autre part, il serait difficile de trouver dans l'histoire de la Révolution Française quelque chose d'analogue à ce roman d'amitié amoureuse que les bolcheviks ont vécu avec l'ennemi extérieur (2). J'ai dit ailleurs (3) que je n'ai jamais considéré Lénine comme l'agent de l'impérialisme allemand. Il n'en est pas moins vrai que le rôle des Allemands dans l'histoire du coup d'État d'octobre et de l'activité révolutionnaire d'abord et gouvernementale ensuite des bolcheviks est immense. On sait que l'Autriche-Hongrie a proposé une paix séparée au Gouvernement de la Russie juste quelques jours avant le coup d'état bolcheviste. Le gouvernement de Guillaume II a-t-il appris, par les sources qu'il pouvait avoir, cette proposition secrète de son alliée? A-t-il donné à ses agents en Russie l'ordre d'accélérer le coup d'État? Était-ce une simple coïncidence? L'histoire le dira peut-être un jour, si elle est en état de suivre dans toutes ses filiations les liens qui par Parvus, Ganetzky et Cº conduisaient de la Wilhelmstrasse à l'Institut Smolny. Dans tous les cas, ceux qui étaient à Pétrograd à l'époque ont pu voir de leurs yeux l'activité ouverte des agents allemands qui *achetaient* presque publiquement les mitrailleuses aux soldats russes

(1) Les bolcheviks n'ont pas un seul nom à opposer à cette glorieuse pléiade de leurs ennemis.

(2) On trouve des données intéressantes sur cette question dans le livre de M. Charles Dumas : *La vérité sur les bolcheviks*, Paris, 1919.

(3) LANDAU-ALDANOV, *La crise russe et la société des Nations. La paix pes peuples*, nº I, février 1919.

corrompus (1). Admettons qu'au point de vue internationaliste il était permis d'accepter l'aide des impérialistes allemands non pour servir l'Allemagne, mais pour se servir d'elle, comme les bolcheviks le prétendent (2). Admettons-le, puisque Lénine le veut. Mais ne cherchons pas de précédents à cela dans l'histoire de la Révolution Française. Je ne vois pas Robespierre agissant avec les crédits fournis par Pitt, pas plus que je ne vois Danton signant le traité de Brest-Litowsk. Pour eux, la dignité nationale n'était pas, comme pour Lénine, « le point de vue d'un hobereau-duelliste » et les traités n'étaient pas, comme pour Trotsky dans la sinistre comédie de Brest-Litowsk, l'occasion de satisfaire la gloriole soi-disant révolutionnaire et très bourgeoise en réalité, en paradant en tournois politiques dans la société des comtes et des princes.

Il faut reconnaître d'ailleurs que dans cette funeste histoire de la paix séparée le sort a bien servi les bolcheviks. S'ils possèdent aujourd'hui des sympathies si franches en France, en Angleterre, en Italie, ils le doivent en vérité à leur heureuse étoile. Qui eût pu prévoir, à la fin de 1917, la victoire décisive des alliés sans le secours de la Russie? Les bolcheviks ne l'ont jamais prévue et Trotsky a dit publiquement (discours du 14 février 1918) qu'il considérait cette éventualité comme extrêmement peu probable. La paix de Brest-Litowsk (3) était-elle vraiment une manœuvre

(1) Qui donc, en dehors des agents allemands, pouvait avoir besoin de mitrailleuses et de canons russes?

(2) Ils se permettent en même temps d'injurier les *interventionnistes* de chercher l'appui des démocraties alliées.

(3) « Les bolcheviks se vantent aujourd'hui d'avoir eu raison de l'impérialisme allemand qui les a fait capituler à Brest-Litowsk; ils considèrent la révolution allemande comme leur œuvre. En réalité, bien qu'ils aient sans doute donné de grandes sommes d'argent aux spartakistes, ils ont beaucoup plus fait en Russie pour empêcher la chute de Guillaume II qu'ils n'ont fait en Allemagne pour la provoquer, leur action néfaste sur l'armée russe et la crainte que l'exemple de notre pays a inspirée aux Allemands ont retardé d'un an la déroute du militarisme prussien. » (LANDAU-ALDANOV, *La paix des peuples*, p. 96).

habile et de longue vue? Est-il vrai que les bolcheviks y ont joué l'Allemagne, comme ils s'en vantent aujourd'hui? Rien n'est plus faux. Les Kühlmann et les Czernin savaient très bien ce qu'ils faisaient : pour eux, plus que pour les bolcheviks, la paix de Brest-Litowsk fut une *peredychka* (un répit pour respirer), selon l'expression restée fameuse de Lénine. Elle augmentait énormément leurs chances de succès sur le front occidental où ils jetaient toutes les forces libérées par la défaillance russe (1). Qu'arriverait-il s'ils remportaient la victoire décisive avant l'arrivée des renforts américains (et cela était une question purement militaire dont la solution a échappé aux prévisions d'hommes qui s'y connaissaient mieux que les bolcheviks, de Ludendorf et Hindenburg)? Il arriverait que, les démocraties occidentales écrasées, l'impérialisme allemand triomphant ne laisserait pas les bolcheviks russes 24 heures au pouvoir. Après en avoir tiré tout le parti possible, on les aurait mis sans autre cérémonie à la porte de la Russie, comme on l'a fait en Ukraine et en Finlande. On trouverait, pour Moscou aussi, un Skoropadsky ou un Mannerheim. Ceci n'est pas arrivé pour un millier de raisons. Erreurs stratégiques commises, paraît-il, par Ludendorf qui n'a pas jeté dans la mer à temps l'armée alliée de Salonique, ni assez épargné ses réserves pendant sa grande offensive de 1918 ; effort énorme des troupes et des industries alliées ; famine de l'Allemagne provoquée par le blocus ; effondrement de la Bulgarie et de la Turquie ; mille autres raisons encore ont contribué à ce résultat, parmi lesquelles la propagande bolcheviste en Allemagne n'est qu'un seul facteur qui a eu une importance limitée et qui sans les autres n'en aurait eu aucune. Ces milliers de facteurs,

(1) Il y avait 137 divisions ennemies sur le front russe en 1916, et elles étaient commandées par les trois généraux les plus célèbres que possédaient l'Allemagne : Hindenburg, Ludendorf, Mackensen. Il y en avait 146 au mois d'août 1917, à la veille de la chute de Kérensky. Combien en est-il resté après la paix de Brest-Litowsk? Ce fait seul suffit, je crois, pour que l'invitation d'aller aux Iles du Prince faite par les alliés *à tous les groupements russes* fut considérée blessante par les Russes restés fidèles à l'alliance.

les bolcheviks ne les ont pas prévus le moins du monde : ils ont rendu à l'impérialisme allemand un service immense qui n'a pas pourtant suffi pour lui assurer la victoire. Et cette victoire signifiait la ruine de la démocratie, du socialisme, voire du bolchevisme en premier lieu. Le beau calcul ! La paix de Brest-Litowsk fut une noire trahison, tant au point de vue internationaliste qu'au point de vue patriotique. Aujourd'hui, à travers le prisme de la victoire des alliés, elle se présente sous un aspect bien différent de celui qu'elle avait en juin 1918, quand les Allemands étaient à Château-Thierry, et de celui surtout qu'elle aurait eu si elle avait abouti à l'installation d'un gouverneur militaire allemand à Paris comme à Moscou. Je me demande ce qu'eût dit alors M. Jean Longuet?

D'ailleurs, l'Allemagne y a peut-être fait, après tout, une mauvaise affaire à un autre point de vue : puisque la défaillance russe ne l'a pas sauvée de la défaite militaire décisive et de la capitulation complète, il eût mieux valu pour elle que la Russie démocratique du Gouvernement Provisoire fût représentée dans les conciles de Paris au même titre que la France ou l'Angleterre. Cette Russie, ayant une voix puissante au chapitre, eût sans doute insisté, pour beaucoup de raisons et dans ses propres intérêts, en faveur de l'atténuation de certaines conditions de paix imposées à l'Allemagne par le vainqueur. Mais on ne peut pas tout prévoir: les considérations politiques des impérialistes allemands étaient dictées par l'espoir d'une victoire ou du moins d'un *match nul.*

Tout ceci pour dire que les bolcheviks ont tort de se vanter de la paix de Brest-Litowsk comme d'un coup de maître témoignant de la grande sagacité de Lénine. Mais en tant qu'il s'agit du parallèle avec la Révolution Française, ils ne se vantent pas de ce coup de maître ; ils préfèrent alors le passer sous silence et ils ont bien raison ; ce trait manque décidément à l'histoire des hommes de la Convention, auxquels ils se comparent avec tant de complaisance.

Il y a d'ailleurs entre la Révolution Française et la Révolution Russe une différence fondamentale :

En France, la guerre est sortie de la révolution ; en Russie la révolution est sortie de la guerre.

L'élan grandiose des idées libératrices du XVIIIe siècle, ainsi que le développement économique de la France, a trouvé son expression dans la Grande Révolution. L'énergie potentielle du peuple français amassée pendant des siècles s'est transformée en énergie active. La guerre de 25 ans qui en a été la suite s'est nourrie aux dépens du surplus de cette provision d'énergie formidable. Non seulement Valmy et Marengo, mais Austerlitz et Iéna aussi sont dus, en partie du moins, à l'élan des idées révolutionnaires. Le soldat qui mourait pour la gloire de Napoléon croyait mourir pour la liberté.

Combien différente est la révolution russe. Non seulement elle a eu le préambule avorté de 1905-1907 qui a fatigué et désillusionné la génération. Mais le peuple russe est entré dans la Révolution *victorieuse* de 1917 déjà exténué par trois années de guerre menée dans des conditions infiniment plus difficiles que celles dans lesquelles se trouvaient les autres peuples alliés (1). L'effort matériel et moral qu'il a supporté l'a épuisé. La vie était désorganisée au début même de la Révolution. Tous les phénomènes qui prirent des dimensions effrayantes pendant la Révolution et qui souvent lui sont entièrement attribués, la désertion, le gâchis administratif, le chaos économique, l'encombrement des chemins de fer, le mauvais fonctionnement des usines,

(1) La Russie est bloquée depuis plus de cinq ans déjà. Elle est plus bloquée que ne le fut jamais l'Allemagne, car si la Russie pendant deux ou trois ans reçut quelque aide de ses alliés par les fils fragiles et minces des chemins de fer de Sibérie et du Nord, l'Allemagne en recevait bien davantage non seulement de ses alliés à elle, mais de la Suisse, des Pays-Bas, du Danemark, des pays Scandinaves, de l'Italie et de la Roumanie avant leur entrée en guerre, et des territoires si riches qu'elle a conquis en France, en Belgique et en Pologne. Or, si l'Allemagne a été écrasée par 4 années de blocus malgré son admirable organisation scientifique, que dire de la Russie qui fut toujours très mal administrée et infiniment plus mal encore depuis octobre 1917, et qui existe toujours Dieu sait comment. Ce fait énorme prouve l'immense richesse naturelle du pays et une vitalité du peuple aussi extraordinaire que sa passivité. Combien l'Angleterre aurait-elle pu durer, si elle avait été bloquée comme la Russie?

existaient déjà sous le régime tsariste. La Révolution les a rendus manifestes ; il est bien entendu qu'elle les a formidablement grossis.

La guerre elle-même fut une révolution terrible qui consomma l'énergie du peuple russe et qui ne sema que désillusions et désenchantement. Lorsque la Révolution éclata, la foi n'était plus. Non que ce fût dû exclusivement aux revers militaires, comme on le prétend quelquefois. S'il en avait été ainsi, la révolution eût éclaté en 1915, après le désastre de la grande retraite et la chute de Kovno, de Brest, de Ivangorod. La Russie n'a pas subi de défaite *écrasante* durant les trois premières années de la guerre. Les revers qu'elle a eus, d'autres pays en ont connu d'analogues. Elle eu a aussi de grands succès : la Galicie orientale était conquise, le drapeau russe flottait sur Erzeroum et Trébizonde. La situation stratégique n'était pas mauvaise en février 1917. Mais la foi était perdue. La Russie intellectuelle était, dès le début de la guerre, dans la disposition d'esprit que Victor Hugo a traduite en 1870 :

Je prévois en même temps le meilleur et le pire;
Noir tableau :
Car la France mérite Austerlitz, et l'Empire
Waterloo.

Au commencement de 1917, les désillusions des intellectuels étaient à leur comble pour des raisons qui sont assez connues. La sourde exténuation du peuple, le commencement de l'effondrement économique s'y sont ajoutés. La révolution s'est produite presque mécaniquement, mais il restait au pays juste assez d'énergie pour en finir avec le régime abject. L'élan gigantesque qui eût été nécessaire pour mener à bien simultanément ces deux entreprises, la guerre et la révolution, ne se trouvait point et ne pouvait se trouver (1). La révolution nationale a vite dégénéré ; la révolte de la soldatesque qui demandait la démobilisation a tout dominé.

(1) Ces deux entreprises, l'Allemagne elle-même n'a pu les conduire à bien simultanément.

CHAPITRE VI

Le semibolchevisme: le Programme d'action du Parti Socialiste Français.

Les idées fondamentales du bolchevisme, ainsi que son programme pratique, ont été récemment formulés par Lénine de la manière suivante : « La dictature du prolétariat jointe à la nouvelle démocratie pour les travailleurs — la guerre civile à la plus large participation des masses à la politique » (1).

On doit rendre cette justice au chef des bolcheviks russes : il exprime franchement sa pensée et la netteté de ses formules contraste singulièrement avec le désarroi qui règne aujourd'hui dans les idées d'un trés grand nombre de socialistes occidentaux.

Il faut lire l'intéressante ***Enquête sur le bolchevisme*** que publie *L'Avenir* (1). Cette revue a adressé aux militants socialistes les plus qualifiés quelques questions dont les deux premières sont ainsi formulées (2) :

« La transformation révolutionnaire du régime capitaliste en régime socialiste est-elle présentement possible? Et à quel signe peut-on le reconnaître? Et en quoi peut-elle consister?

« Le pouvoir révolutionnaire peut-il se passer de la confirmation des pratiques démocratiques ? Et comment? »

Les réponses ne sont pas très intéressantes, chacune prise à part. Mais l'ensemble est des plus curieux.

« Le parti socialiste, dit Mme Louise Saumoneau, qui la première a répondu à l'enquête en citant « le programme du Comité pour la reprise des relations internationales », repousse avec énergie toute tentative tendant à représenter la Révolu-

(1) N. Lénine, *Lettre aux ouvriers américains*, p. 11.

(2) *L'Avenir*, nº 37, p. 223 (mai 1919).

tion comme prématurée et le prolétariat comme insuffisamment préparé à l'exercice du pouvoir... Seule la Révolution peût apporter la solution rapide et complète des problèmes de réorganisation sociale ».

Voilà ce que pense le *parti socialiste* au nom duquel parle Mme Louise Saumoneau. Mais M. André Lebey, qui appartient au même parti et dont la réponse suit immédiatement la sienne, ne partage point, paraît-il, cette opinion. En effet, on lit dans sa lettre: « Il est fou, criminel et absurde — cela saute aux yeux — de dire « la tâche présente du prolétariat est de s'emparer du pouvoir immédiatement, etc...» Vous savez aussi bien que moi que la classe ouvrière est encore bien peu éduquée. Intellectuellement et matériellement, elle est en retard... C'est seulement quand la société capitaliste aura atteint son maximum de développement et que celui-ci sera réparti partout, qu'un mouvement insurrectionnel — qu'on ne peut d'ailleurs décréter à l'avance — sera, peut-être, nécessaire » (1).

D'autre part, on peut lire dans une brochure récente de M. Albert Thomas les lignes suivantes : « Nous rêvions, dit-il, que les classes possédantes, qui s'étaient accrues en richesse et en puissance, qui avaient, au cours même de la guerre, compensé par des créations nouvelles les dommages subis, avaient gardé en elles un peu de l'esprit nouveau qu'elles s'étaient formé pendant la guerre : elles étaient prêtes à considérer qu'elles dirigeaient et géraient la production, non seulement dans leur intérêt particulier, mais aussi dans l'intérêt commun. Elles considéraient la charge du patronat comme une fonction sociale, remplie pour le bien de tous. Et elles considéraient les ouvriers comme des égaux, avec qui elles discutaient et traitaient ». « L'union durable, demande M. Thomas, l'union supérieure à toutes nos luttes, est-elle devenue une impossibilité? Je me refuse à le croire» (2).

(1) Je ne cite que les deux premières réponses de l'*Enquête*. Les autres ne s'accordent pas mieux entre elles que celles-là.

(2) Albert Thomas, *Bolchevisme ou socialisme*. Berger-Levrault, 1919, pp. 13-14.

Donc, Mme Saumoneau voudrait que la Révolution éclatât en France immédiatement, M. Lebey la juge pour le moins prématurée et M. Thomas n'en veut pas du tout. On a, au sein du parti « unifié », trois opinions contraires sur cette question pourtant assez importante. Laquelle exprime les conceptions officielles du Parti? Faut-il faire la Révolution aujourd'hui, comme le veut Mme Saumoneau? Est-ce, au contraire, « fou, criminel et absurde », comme l'affirme M. Lebey?

Concilier ces deux conceptions politiques, semblait être une tâche au dessus des forces humaines. Mais le Congrès National Extraordinaire tenu en avril 1919 a prouvé le contraire. Il a maintenu l'unité du Parti et « répondu » à la fatale question :

« Plus fermement que jamais, avec une conviction encore accrue par ces terribles leçons, le Parti socialiste déclare donc que le but final de son action est la Révolution sociale.

« La Révolution sociale ne signifie rien de moins et rien de plus que la substitution du régime collectiviste de la production, de l'échange et de la consommation au régime économique actuel, fondé sur la propriété privée capitaliste, qui correspond à une période révolue de l'histoire.

« L'avenir seul montrera de quelle façon doit se produire cette transformation, qui est en elle-même la Révolution : par transmission des pouvoirs légale, sous la pression du suffrage universel, ou par un mouvement de force du prolétariat organisé » (1).

C'est cela que M. Léon Blum, dans son *Commentaire sur le Programme d'Action du Parti Socialiste*, appelle « aborder les problèmes de front, sans hypocrisie, sans équivoque ». On me permettra de ne pas être de son avis.

Les personnes qui appellent les choses par leur nom peuvent trouver dans le fragment cité un pur jeu de mots. Au point de vue strictement formel, le *Programme* a sans doute raison. Que la substitution légale du nouveau régime économique à celui de nos jours puisse être appelée révolution sociale, cela

(1) *Programme d'Action du Parti socialiste*, p. 6.

ne fait pas de doute. C'est aussi permis qu'il est permis de parler de *révolution* en chimie ou en botanique. Seulement la question n'était point là. La question était justement de savoir de quelle façon doit se produire cette transformation : si c'est par « la pression du suffrage universel », ou par « un mouvement de force du prolétariat organisé ». Et à cette question le *Programme* n'a pas d'autre réponse à faire que de dire modestement : « L'avenir seul le montrera ». Tandis que M. Blum, dans son *Commentaire*, supplie ses collègues de « ne pas confondre les moyens avec le but ».

Comment? le monde brûle, l'Europe agonise peut-être, une terrible expérience est instituée par des hommes de Moscou qui ne demandent pas mieux que de la reprendre à Paris et à Londres, la confusion est grande dans les esprits, la tension est extrême dans les masses et le Parti Socialiste Français juge ce moment propice pour dire, et cela comme une révélation, ce qui mille fois a été dit et redit que le but final du socialisme est une substitution, etc., et que cette substitution s'appelle Révolution Sociale.

The man in the street, comme disent les Anglais, ne serait-il pas en droit de dire aux membres du Congrès :

« Messieurs, personne ne vous l'a demandé. On le savait. Je vous demande par contre instamment si vous voulez, comme les hommes de Moscou, organiser d'ici peu « un mouvement de force » et si vous voulez m'appeler à vous aider. C'est cela que je veux savoir. Parce que, si barricade il y a, il faut bien que je sache de quel côté me mettre ».

La « réponse » est : « Le prolétariat ne peut renoncer, pour la conquête du pouvoir politique, à aucun moyen de lutte. »

« A aucun moyen de lutte »... Les mitrailleuses sont un excellent moyen de lutte et l'expérience russe (celle de Nicolas II et celle de Lénine) a montré qu'à l'aide des mitrailleuses une minorité peut assez longtemps imposer sa volonté à la majorité. Cette phrase du *Programme* a dû faire plaisir à M. Alexandre Blanc qui se dit bolchevik. C'était peut-être sa raison d'être. Pourtant, pour la conquête du pouvoir

politique, le prolétariat français peut-il, doit-il se passer du suffrage universel, voire de marcher contre lui? doit-il au contraire attendre qu'il soit la majorité?

Ici la « réponse » est : « La Révolution sociale n'a certitude de réussir que si elle se produit à son heure historique, c'est-à-dire au moment où elle sera mûre dans les choses comme dans les esprits. Le Parti a toujours détourné les travailleurs des mouvements prématurés et des manifestations impulsives ».

Cette fois, c'est MM. André Lebey et Albert Thomas qui doivent être contents, ce qui encore était peut-être le but qu'on s'était proposé. Mais *l'homme dans la rue* est toujours mécontent : si on ne l'appelle pas aujourd'hui, sera-ce pour demain? et si ce n'est pas pour demain, pour quand sera-ce?

Or, « de même que le Parti n'est pas maître de la forme, il n'est pas maître du moment ».

Mais en somme de quoi cela dépend-il, la forme et l'heure de la Révolution?

« La forme de sa Révolution (celle du prolétariat) dépendra finalement des circonstances (!), notamment de la nature des résistances qui seront opposées à son effort d'affranchissement. Le Parti socialiste ne saurait reculer devant aucune des occasions que lui imposeraient les fautes mêmes de la bourgeoisie ».

Donc le principe du suffrage universel est une *question de circonstances*. Mais on ne voit décidément pas ce que la résistance de la bourgeoisie a à faire ici. En admettant que ce principe soit pour la bourgeoisie aussi une question de circonstances (ce qui est d'ailleurs très probable) et que les circonstances soient telles que la classe bourgeoise se croie en état de se passer du suffrage universel, la question ne se pose même pas de savoir si le parti socialiste est en droit d'opposer la force à la force. Il est trop évident que, dans ce cas, c'est la bourgeoisie qui portera la responsabilité de la révolution et que les socialistes n'en porteront aucune. Mais tant que le suffrage universel n'est pas menacé par l'adver-

saire, fera-t-on le coup de force, peut-on, doit-on le faire? Voilà la question. « L'homme dans la rue » attend toujours la réponse du Congrès.

« Le parti socialiste n'est pas maître de l'heure », dit le *Programme d'action*. « Comment pouvons-nous prévoir la forme que la Révolution prendra? », demande M. Léon Blum. Mais que le Parti soit maître de l'heure ou ne le soit pas, qu'il prévoie la forme de la Révolution ou ne la prévoie pas, il faut bien pourtant qu'il réponde à la question posée par l'*Avenir* : le moment actuel, oui ou non, convient-il à l'inauguration du régime collectiviste de la production, de l'échange et de la consommation? Si la réponse est non, le Parti devra le dire franchement, sans penser au désagrément que cela pourrait causer à Mme Louise Saumoneau et à M. Alexandre Blanc. Si la réponse est oui, il faut encore le dire, malgré le chagrin qu'en éprouveraient probablement MM. Albert Thomas et André Lebey. Et il n'est pas moins nécessaire de répondre à la deuxième question de *l'Avenir*, à savoir si le pouvoir révolutionnaire peut se passer de la confirmation des « pratiques démocratiques ». Les réponses nettes à ces questions précises vaudraient infiniment mieux que les révélations du *Programme d'action* et du *Commentaire* sur le but final du Parti socialiste qui est — qui l'eût cru? — la substitution d'un mode de propriété à un autre.

D'ailleurs, si le *Programme* ne dit rien sur les chances éventuelles des différentes formes de Révolution sociale, M. Léon Blum laisse tomber *quelques mots* très significatifs sur ce sujet qui pourtant mériterait un meilleur traitement. Il dit : « Si, en revanche, se réalisait une des hypothèses que nous avons dû envisager (en effet, L. A.), *bien qu'elle ne soit pas la plus probable*, si la prise de pouvoir du prolétariat était le résultat d'une accession légale, du fait que les socialistes auraient conquis, dans des circonstances à déterminer, la majorité du parlement de leur pays, et s'ils se trouvaient alors en état de réaliser ce qui est proprement la révolution, c'est-à-dire la transformation radicale de l'état de la propriété, eh bien ! malgré l'origine légale, malgré le caractère légal de

cette transformation, elle serait la révolution tout de même». (*Nouveaux applaudissements*).

Je suppose que ces applaudissements du Congrès se rapportaient surtout à la démonstration par M. Blum de cette idée sensationnelle que le but final du Parti socialiste était la transformation de l'état de la propriété et que cette transformation s'appelait Révolution. Mais je ne pense pas que son appréciation de la probabilité des hypothèses que « nous avons dû envisager », ait pu trouver l'approbation unanime du Congrès. Et je ne puis ne pas exprimer mon étonnement que les questions de cette nature soient, à un tel moment, passées sous silence par le *Programme* et traitées en une *phrase accessoire* de *neuf mots* par le *Commentaire*. En conséquence du fait que les socialistes n'ont pas encore conquis la majorité dans le Parlement et dans le pays, le peuple français et le prolétariat en premier chef sont en droit d'attendre que le Parti socialiste leur dise sans équivoque à quoi il les appelle aujourd'hui.

Le *Programme d'action du Parti socialiste* est plus net en répondant à la question non moins fameuse de la *dictature du prolétariat*. Il dit :

« Quelle que soit la forme sous laquelle se produira la Révolution, la prise de pouvoir du Prolétariat sera vraisemblablement suivie d'une période de dictature ».

Le postulat est précis et il n'y a qu'à féliciter le Parti Socialiste Français d'avoir su si bien profiter de la belle leçon de la Révolution Russe. Les bolchevisants français qui ont adopté les idées bolchevistes juste au moment où elles ont perdu tout crédit, me font par leur tactique l'effet de ces braves Egyptiens qui se tenaient tranquilles tant que toutes les forces de la Grande Bretagne étaient absorbées par la grande guerre, et qui se révoltèrent pour leur indépendance *après* la défaite de l'Allemagne.

« L'histoire montre clairement le sens de cette formule, dont les polémiques réactionnaires font un impudent abus. Elle fournit la preuve décisive qu'un régime nouveau — politique ou social — ne peut jamais s'en remettre pour fon-

der la légalité nouvelle, aux cadres légaux du régime qu'il remplace. Les révolutions du XIXe siècle ont réussi ou échoué suivant qu'elles ont observé ou méconnu ce principe. C'est cette transition entre l'ordre aboli et l'ordre nouveau à instaurer qui constitue la dictature du prolétariat ».

C'est exactement ce que dit le *Commentaire* de M. Blum :

« Lorsqu'un régime nouveau, qu'il soit politique ou social, peu importe, a renversé le régime existant, ce mouvement est condamné d'avance à l'échec s'il s'en remet immédiatement, pour se justifier et se légitimer, aux institutions du régime politique, économique ou social qu'il vient d'abolir (*Applaudissements*)...

« Vous pouvez prendre l'une après l'autre toutes les révolutions politiques du XIXe siècle. Vous verrez qu'elles ont échoué ou réussi suivant qu'elles ont observé ou non cette règle qui est, si je puis dire, une règle de technique professionnelle. Elles ont échoué ou réussi suivant qu'elles ont pris ou non la précaution de ménager, entre la destruction du régime aboli et la construction, l'instauration légale du régime nouveau, cette période intermédiaire de dictature, qui, lorsqu'il s'agira de la révolution sociale, sera la dictature impersonnelle du prolétariat, mais qui a été ou aurait été, à d'autres époques, et vis-à-vis d'autres révolutions, la dictature du parti royaliste, ou du parti bonapartiste, ou du parti républicain ».

Je pense que cette démonstration du *Programme* et sa paraphrase du *Commentaire* (à moins que le *Programme* ne soit la paraphrase du *Commentaire*) ne prouvent rien du tout. « Toutes les révolutions du XIXe siècle, affirme M. Blum, ont échoué ou réussi suivant qu'elles ont eu ou non une période intermédiaire de dictature ». Je serais bien curieux de savoir comment M. Blum classe les révolutions du XIXe siècle, et quelles sont, d'après lui, celles qui ont réussi. Mais l'auteur du *Commentaire* ne veut pas multiplier les exemples historiques, il ne « veut pas faire le professeur d'histoire ». De ces exemples il ne cite qu'un seul. « Reportez-vous, dit-il,

à la dernière des révolutions qui se soit produite en France : la substitution du régime républicain au régime impérialiste, en 1870-1871. Quel est par exemple le conflit entre Gambetta, d'une part, et le reste du gouvernement de la Défense Nationale, d'autre part? C'est que, devant les élections toutes proches, et dont la proximité avait été imposée par l'armistice, Gambetta prétendait assumer une véritable dictature de la démocratie. Gambetta voulait décréter, par exemple, que les anciens fonctionnaires de l'Empire ne seraient pas éligibles. Cela n'était pas légal. Peu importe, répondait Gambetta, j'exerce la dictature, et si je ne l'exerce pas, la République et la démocratie sont perdues... Et en effet, deux ou trois ans après, parce que Gambetta n'avait pu saisir et prolonger suffisamment la dictature intermédiaire de la République, une Assemblée de réaction pouvait comploter la restauration de la Monarchie. »

Je ne sais d'abord pas du tout, dans cet édifiant fragment, ce que peut signifier la « dictature de la démocratie ». Cette dictature signifie-t-elle autre chose que la toute-puissance du suffrage universel? Si, par exemple, d'après la Constitution de la Troisième République, les princes des familles qui ont régné en France sont exilés de ce pays, cela veut-il dire que le peuple français vit depuis cinquante ans sous un régime de dictature? Mais, sans m'arrêter à cela, j'essaye de suivre le fond même du raisonnement de M. Blum basé sur son exemple historique, et décidément je m'y perds. Donc, Gambetta « n'avait pu saisir et prolonger suffisamment la dictature intermédiaire de la République ». Or, comme toutes les révolutions du XIXe siècle ont échoué ou réussi suivant qu'elles ont observé ou non la règle de M. Blum, qui leur prescrit la « période intermédiaire de dictature », la Troisième République fut donc renversée et l'Empire restauré? Non, les choses ont été pourtant moins tragiques : « une Assemblée de réaction pouvait comploter la restauration de la Monarchie ». C'est tout. Cela nous tranquillise un peu, quant à la règle terrible de M. Blum. Je veux bien lui croire sur parole que la dictature républicaine

de Gambetta, en 1870-71, eût évité le complot monarchiste des années suivantes (bien que pas l'ombre même d'une preuve ne soit apportée en faveur de cette idée). Pour lui faire plaisir, je suis prêt à admettre que la France, grâce à l'action à distance de cette même dictature magique, n'eût point connu le boulangisme, ni la crise de l'affaire Dreyfus, ni les campagnes de l'*Action Française*. Mais j'admire tout de même l'audace de l'orateur qui base une règle générale de l'histoire sur un exemple historique démontrant exactement le contraire. Car la Révolution qui a fondé la Troisième République et qui est sans doute la plus *réussie* des révolutions, puisque le régime qui en est sorti dure depuis près d'un demi-siècle déjà, s'est passée, d'après ses propres paroles, sans la «période intermédiaire de dictature». Si d'autres exemples que M. Blum pourrait invoquer en faveur de sa thèse sont aussi persuasifs que celui-ci, il a décidément eu raison de ne pas vouloir « faire le professeur d'histoire ».

Je n'irai point jusqu'à affirmer, comme règle générale, le contraire de la thèse du *Programme*, voire que toute Révolution a toujours été perdue si elle donnait lieu à la naissance d'une dictature. Les Révolutions sont des phénomènes trop complexes pour qu'on puisse faire dépendre leur marche d'une seule condition qui elle-même dépend d'un millier de facteurs les plus divers. D'ailleurs, comme j'ai déjà dit, il est extrêmement difficile de partager les révolutions en deux catégories : les révolutions réussies et les révolutions échouées. Mais ce qui est certain, c'est que l'idée de la dictature du prolétariat est non seulement une des plus funestes idées politiques qui soient, mais aussi une des plus incohérentes. Et je sais bien qu'en le disant je m'expose à être accusé « d'hypocrisie bourgeoise » par M. Blum : il affirme tranquillement que « condamner ou flétrir l'idée de la dictature du prolétariat, ce n'est pas lui contester seulement le droit révolutionnaire, mais tout le droit républicain» (p. 11). Oserai-je dire que c'est un peu fort, même pour le dialecticien qui subit la dure nécessité de maintenir l'union sacrée entre M. Alexandre Blanc et M. Albert Thomas

(le meilleur moyen de le faire, c'est évidemment de flétrir « la critique bourgeoise »).

« L'ordre nouveau que conçoit le prolétariat sera établi par une classe, mais dans l'intérêt et pour le bien de tous les hommes. De même que la légalité nouvelle qu'elle précède et qu'elle prépare, la dictature impersonnelle (1) du prolétariat s'exerce au nom et dans l'intérêt de l'humanité tout entière » (2).

Ceci allait sans dire. Depuis que le monde existe, on n'a jamais vu de dictature, personnelle ou impersonnelle, qui ne fût exercée dans l'intérêt de l'humanité tout entière (2). D'ailleurs les plus francs ou les plus cyniques (cela revient, peut-être, au même) des dictateurs ne l'ont jamais caché: « En prenant pour prétexte, disait Napoléon, le prétendu principe de l'utilité générale, on peut aller où l'on veut ».

« La durée de cette période transitoire doit être aussi brève que les circonstances le permettront. Elle variera toutefois suivant l'état de la production économique, suivant le degré de préparation et d'organisation du prolétariat, suivant la nature et l'intensité des résistances » (3).

Puisque nous n'envisageons ici que la dictature opposée au suffrage universel, je me demande comment cette dictature pourrait finir par sa propre volonté. Si elle se supprime elle-même aussitôt que « les circonstances le permettront », que mettra-t-elle à sa place? L'anarchie? le suffrage universel? On espère donc, dans ce dernier cas, un revirement complet de l'opinion publique édifiée par la magnifique

(1) M. Georges Sorel écrivait en 1907 : « Il est très souvent question dans la littérature socialiste d'une future *dictature du prolétariat* sur laquelle on n'aime pas beaucoup à donner des explications ; quelquefois on perfectionne cette formule et on ajoute l'épithète *impersonnelle* au substantif *dictature*, sans que ce progrès éclaire beaucoup la question » (*Réflexions sur la violence*, p. 250). On dirait que les auteurs du *Programme* ont exprès ressuscité cette épithète pour la joie de M. Sorel et afin qu'il puisse développer ses observations sur « les intellectuels qui ont embrassé la profession de penser pour le prolétariat ».

(2) Ou, du moins, de la nation tout entière.

(3) *Programme d'action*, p. 8.

expérience du prolétariat? Moi non plus, je ne veux pas faire le professeur d'histoire ; sans cela il serait très facile de démontrer que toutes les dictatures, personnelles et impersonnelles — et les dernières plus que les premières (1) — ont toujours agi sur l'opinion publique dans le sens inverse. Aussi pas une ne s'est supprimée d'elle-même. A quoi M. Blum pourra sans doute objecter que la dictature du prolétariat sera différente de toutes les précédentes à ce point de vue comme à tous les autres. Il est vrai qu'il y a l'exemple russe. Comme beaucoup d'autres socialistes occidentaux, M. Blum aurait dû aller faire un petit voyage en Russie (2) (en supposant que les bolcheviks l'y aient laissé pénétrer, ce qui est plus que douteux, car pour eux c'est lui qui est tout pénétré d'« hypocrisie bourgeoise » ; il aurait pu apprendre ce que le peuple russe pense des bolcheviks. Aussi il est si peu probable que « les circonstances permettent » à Lénine de substituer le suffrage universel à la « période transitoire » qui pourtant n'est déjà pas si brève, qu'il n'y songe même pas le moins du monde. Ces observations sont d'ailleurs purement théoriques : nous savons tous comment finissent en réalité les dictatures. Et le régime de Lénine ne fera pas exception, bien qu'il satisfasse complètement à la règle de M. Blum : il serait vraiment difficile de trouver mieux, comme dictature et mépris des « cadres légaux ».

(1) Le cardinal de Mazarin affirmait avec assez de justesse que le peuple peut supporter l'absolutisme d'un roi, qu'il ne rencontre nulle part, mais qu'il ne saurait souffrir longtemps celui de dix mille féodaux répandus par tout le pays. Pour la même raison la dictature de cent mille commissaires bolchevistes qui terrorisent aujourd'hui toute la Russie, est la plus insupportable des tyrannies que ce pays ait jamais connue. Elle est bien pire que celle de l'ancien régime, car l'absolutisme des policiers était pourtant modéré par l'existence des lois. La situation serait plus abominable encore, si 99 % de ces commissaires n'étaient pas corruptibles. Le *pot de vin* est aujourd'hui, en Russie, la dernière garantie des libertés individuelles.

(2) Je lis dans la réponse de M. Boussaton à l'enquête de *l'Avenir* (n° 38, p. 285) ce cri sincère d'un homme qui s'y perd : « La Russie aurait pu nous servir d'indication, mais il nous est à peu près impossible de savoir ce qui s'y passe... Des documents ! quant à la question morale et humanitaire que devons-nous croire? ».

« Le pouvoir dictatorial doit être exercé, durant cette période, par le prolétariat organisé politiquement et économiquement.

« Fidèle, à cet égard, à sa tactique traditionnelle, le Parti socialiste rappelle que les organes politiques et économiques constitués de la classe ouvrière doivent normalement former les cadres sur lesquels repose son action ».

Ici nous voilà retournés dans le vague. Qu'est-ce que cela veut dire en effet que le « prolétariat organisé politiquement et économiquement? » Est-ce la C. G. T.? Est-ce tout simplement la Constitution des Soviets qui vient d'être publiée par les Librairies du Parti Socialiste et de l'*Humanité* réunies? Il faudrait alors ajouter quelques mots sur « les plus pauvres des paysans », sur les conseils des députés de *batraks* et de *sredniaks* ou mieux encore adopter les *Comitety Biednoty* (comités des miséreux), pour être tout à fait à la hauteur du dernier cri de la mode de Moscou.

Il est très probable, encore une fois, que l'expérience de la Révolution sociale ne serait pas fortement différente du type russe chez les peuples plus instruits que le nôtre. Le monde vient de passer par quelques années de guerre qui ont singulièrement développé tous les instincts de haine et de destruction. Le ton même des polémiques des journaux français (comme de ceux des autres pays) suffit pour inspirer une certaine méfiance quant au caractère pacifique d'une révolution éventuelle en France (1): ce sont, des deux côtés, les mêmes injures, les mêmes accusations de vénalité et de trahison. Les signes d'abaissement intellectuel et moral se font voir dans tous les pays, et le parti socialiste ne fait pas exception. Deux députés *socialistes*, MM. Basly et Cadot, demandent la peine de mort, avec exécution « dans les vingt-quatre heures », pour les accapareurs et les spéculateurs, et deux journaux extrémistes en exultent de joie : « Voilà qui est de saine tradition républicaine, dit *l'Humanité* ; les accapareurs n'étaient-ils pas au temps de la grande révolution lestement cravatés par

(1) Je cite la France comme un des pays les plus cultivés du monde.

la foule et hissés à la plus proche lanterne » (1). « Seuls les ignorants, dit l'*Action Française*, pourront s'étonner de voir des royalistes applaudir à cette opportune résurrection des chambres ardentes et des gibets où nos rois, pendant neuf cents ans, justicièrent cette canaille » (2). Or, sans être ami des spéculateurs et des accapareurs, on peut penser qu'un État civilisé a d'autres moyens pour les combattre que les «cravates de la grande révolution» et les «chambres ardentes de nos rois ». Cette concordance des deux traditions est en vérité presque touchante (3). M. Daudet demande tous les jours la guillotine pour M. Caillaux. M. Brotteaux, du *Populaire*, ne serait pas fâché qu'on coupât la tête au maréchal Joffre (4). Boutades de journalistes tout cela? Je le sais bien et je n'exagère pas leur importance *en temps normal*. Mais qu'une révolution éclate en France, et de ces boutades sortiront, comme cela a eu lieu en Russie (5), des gibets, des guillotines et qui sait? peut-être aussi des chambres ardentes : les bolcheviks ont bien eu les leurs.

Mais il n'y a pas que l'état moral de l'humanité d'aujourd'hui. Le *Programme d'Action* du Parti Socialiste, qui n'en tient pas compte, établit la liste des conditions, « les plus favorables au succès de la Révolution ». De ces conditions je ne citerai que deux: « 1° Etroite unité du Parti Socialiste international ; 2° Abondance matérielle, notamment en ce qui touche les stocks de matières premières et de denrées alimentaires, l'outillage et les moyens de transport ». De ces deux conditions, la première, sans être indispensable, n'est

(1) *L'Humanité*, 11 juillet 1919.

(2) *L'Action Française*, 11 juillet 1919.

(3) Il y a cinq ans, malgré la « saine tradition républicaine », un socialiste qui se fût prononcé pour la peine de mort, eût très probablement été exclu du Parti.

(4) *Le Populaire*, 12 juillet 1919.

(5) « A l'époque révolutionnaire, la lutte des classes a inévitablement et inéluctablement, toujours et partout, pris la forme de la guerre civile, et la *guerre civile est impossible sans les plus affreuses destructions, sans la terreur la plus sanglante...* » (N. LÉNINE, *Lettre aux ouvriers américains*, p. 7).

sans doute pas dépourvue d'importance. La deuxième me paraît être absolument nécessaire. Or, le Parti Socialiste Français croit-il que ces deux conditions sont réalisées aujourd'hui? M'accordera-t-il que nous sommes, en 1919, infiniment plus éloignés de leur réalisation que nous ne l'étions avant la guerre, en 1913, quand la question de la révolution sociale n'était pourtant pas mise à l'ordre du jour par les événements. Et alors, ne serait-il pas mieux, au lieu de pratiquer dans cette question une sorte d'agnosticisme si peu conforme au dogmatisme général de la foi marxiste, ne serait-il pas plus digne de dire sans équivoques aux ouvriers français, que « l'heure du prolétariat » ne sonnera ni ce soir, ni demain dans la matinée.

Il est vrai que sortir de cet agnosticisme, dans un sens ou dans un autre, signifierait rompre l' « unité » du Parti Socialiste Français. Mais il serait vraiment naïf de croire que *l'unité* actuelle pourra résister à la première épreuve de la révolution (en supposant qu'elle ne soit pas brisée bien avant). Les socialistes de France doivent une fière chandelle à M. Clemenceau dont la politique, bonne ou mauvaise, les réunit tous : Compère-Morel et Longuet, Thomas et Blanc, Lebey et Raffin-Dugens. M. Clemenceau pour eux est une vraie Providence, mais toutes les providences ne sont pas éternelles.

Aug. Bebel a dit, au congrès d'Amsterdam, en parlant de la politique de Jaurès : « Nous voyons qu'à chaque vote dans le parlement français le groupe Jaurésiste se divise en deux ou trois tronçons : cela ne se voit en Allemagne que chez le plus méprisé des partis capitalistes, les nationaux-libéraux ; et aujourd'hui, une fraction du parti prolétarien en France donne le même spectacle. L'effet, est naturellement de compromettre, de démoraliser le parti » (1). Comme le jour de l'épreuve de la guerre est passé et celui de l'épreuve de la révolution pas encore arrivé pour la France, et comme M. Clemenceau est toujours là, le Parti Socialiste Français

(1) Aug. Bebel, Discours du 19 août 1904, en réunion plénière du Congrès d'Amsterdam. Bebel, qui fut si sévère pour les socialistes français, qu'eut-il dit aujourd'hui devant le spectacle que donnent les socialistes allemands ?

ne donne jusqu'ici que rarement, en fait de vote, le spectacle lamentable dont avait parlé Bebel. Mais je ne sais si le prestige intellectuel et moral du Parti Français « unifié » est rehaussé par le fait que dans sa fraction parlementaire siègent, l'un à côté de l'autre, M. Blanc, qui se dit ouvertement bolchevik, et M. Thomas, qui affirme non moins ouvertement que « combattre le bolchevisme, ce n'est pas trahir le socialisme, c'est au contraire le servir » (1). A mon avis, il est bien plus logique que chacun prenne son parti et abandonne celui de l'autre. D'autant plus que cette merveilleuse unité est tellement inutile. N'empêche que je souhaite très sincèrement que le jour ne vienne pas où les socialistes français verront ce qu'ont vu déjà les socialistes allemands et nous, les socialistes russes : qu'entre eux se dresse une barricade.

(1) Albert THOMAS, *Bolchevisme ou socialisme*, p. 7.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Le socialisme de l'avenir prochain : Jean Jaurès.

Par son immense talent, par la noblesse naturelle de son caractère, par la probité de son action politique et de sa vie privée, par l'étendue et la profondeur de ses connaissances où il égalait Karl Marx s'il ne le dépassait, par la lucidité de ses conceptions politiques, Jean Jaurès fut une des plus pures gloires de l'humanité.

Je commencerai ce chapitre en disant ce qui est une des pensées fondamentales de cet ouvrage : *la devise de tous les politiciens démocratiques de nos jours doit être le retour vers Jaurès.*

D'ailleurs, le *retour* n'est peut être pas le mot qui conviendrait : malgré la grande influence et le prestige exceptionnel du tribun français, la pensée et l'action démocratique et socialiste n'ont jamais été assez pénétrées de ses idées. Le passé appartient à Marx, le présent — hélas — semble appartenir à Lénine, je garde quelque espoir que l'avenir sera à Jaurès.

Quelque espoir, c'est tout : rien malheureusement ne garantit aujourd'hui le triomphe prochain des idées qui furent les siennes. Calomnié par les adversaires, souvent dénaturé par les amis, fêté par les hommes de Moscou, Jaurès attendra peut être longtemps la consécration de sa gloire par l'action réelle de l'humanité.

Le sort de cet homme est deux fois tragique : un énergumène l'a assassiné, les bolcheviks lui ont élevé une statue.

L'organe qu'il a, pendant dix ans, dirigé avec une autorité si haute, décrivait avec enthousiasme les fêtes de l'inau-

guration de ce monument à Moscou. Il n'a vu aucune insulte à la mémoire du grand défenseur des droits humains dans cette statue, élevée à deux pas de la Loubianka où la « Commission Extraordinaire » torture des prisonniers, à deux kilomètres de Petrovsky Parc où sans jugement on fusille les « contre-révolutionnaires ».

Trotzky a prononcé, paraît-il, un beau discours d'inauguration : il n'aimait pas les méthodes du tribun français, mais il rendait hommage à son talent. Que le prolétariat universel pardonne à Jaurès de ne pas avoir été bolcheviste.

Quand Léon Tolstoï est mort, Nicolas II qui estimait son talent, comme Trotzky estime celui de Jaurès, demanda au Seigneur d'être clément envers cet illustre pécheur (1).

Nicolas II priant Dieu pour le repos de l'âme de Léon Tolstoï, Trotzky témoignant de l'indulgence pour Jaurès, ces deux tableaux se valent à tous les points de vue.

Dirai-je que, lorsque une erreur judiciaire célèbre eut lieu en France, l'homme qui en était la victime n'était ni prolétataire, ni socialiste : Jaurès voua trois ans de sa vie à soutenir la cause de l'officier millionnaire envers lequel une grande injustice avait été commise. Ceci n'empêche point ses disciples d'en faire aujourd'hui le coreligionnaire, l'ami presque de ceux qui massacrent les bourgeois parce que bourgeois, les officiers parce que officiers (2). Pour un peu on échangerait des télégrammes avec Peters (3) le jour de l'anniversaire de Jaurès.

Passons.

Parmi ceux qui, en ces vingt dernières années,

(1) « Que le seigneur soit pour lui un juge plein de clémence ». (Fin de la remarque faite par Nicolas II sur le rapport de Stolypine l'informant de la mort de Tolstoï).

(2) Après l'attentat contre Lénine, 512 *otages*, officiers et bourgeois, *ont été fusillés* (d'après les chiffres officiels des bolcheviks), pour venger cet acte, sur l'ordre du gouvernement des Soviets. Que Jaurès serait content d'avoir de tels admirateurs et vraiment quelle gloire pour lui que cette statue qu'ils lui ont élevée. Que *l'Humanité* a raison d'en être si fière !

(3) Peters est, avec Dsierjinsky, le chef de la Commission Extraordinaire dont les victimes se comptent déjà par dizaines de milliers.

menaient la vraie campagne *antimilitariste* (dans le sens où ce mot est employé dans le livre présent) (1), parmi ceux qui ont fait le plus pour dénoncer et prévenir l'affreuse calamité de la guerre, Jaurès occupe incontestablement la première place.

Voici ce qu'il disait, à la Chambre, le 7 avril 1895 :

« Partout ce sont ces grandes compétitions coloniales où apparaît à nu le principe même des grandes guerres entre les peuples européens, puisqu'il suffit incessamment de la rivalité déréglée de deux comptoirs ou de deux groupes de marchands pour menacer peut-être la paix de l'Europe.

« Et alors, comment voulez-vous que la guerre entre les peuples ne soit pas *tous les jours sur le point d'éclater? Comment voulez-vous qu'elle ne soit pas toujours possible*, lorsque, dans nos sociétés livrées au désordre infini de la concurrence, aux antagonismes de classes et à ces luttes politiques qui ne sont bien souvent que le déguisement des luttes sociales, la vie humaine elle-même en son fond n'est que guerre et combat? »

Il y revenait, trois ans après, dans les colonnes de la *Petite République* (17 novembre 1898) :

« *Si la guerre éclate, elle sera terrible et vaste. Pour la première fois, il y aura une guerre universelle, mettant aux prises tous les continents; l'expansion capitaliste a élargi le champ de bataille; c'est toute la planète qui sera rougie du sang des hommes.* Et c'est l'acte d'accusation le plus terrible qui puisse être porté contre le capitalisme ; il fait planer sur l'humanité *un péril de guerre permanent et tous les jours plus étendu;* à mesure que l'horizon humain s'agrandit, *la sombre nuée de la guerre s'étend aussi*, et elle tient maintenant sous son ombre tous les champs que labourent les hommes, toutes les cités où ils trafiquent, toutes les mers que creusent leurs vaisseaux. L'humanité n'échappera à cette obsession de meurtre et de désastre que lorsqu'elle aura substitué au désordre capitaliste, principe de guerre, l'ordre socialiste, principe de paix. »

(1) Voir l'Avant-Propos.

Et trois ans avant sa mort, le 20 décembre 1911, il évoquait le même spectre devant la Chambre incrédule :

« Quand on parle quelquefois à la légère de la possibilité de cette terrible catastrophe, on oublie, messieurs, que ce serait un événement *nouveau dans le monde par l'étendue de l'horreur et par la profondeur du désastre... Qu'on n'imagine pas une guerre courte se résolvant en quelques coups de foudre et quelques jaillissements d'éclairs;* ce sera dans les régions opposées des collisions formidables et lentes, comme là-bas celles qui se produisirent en Mandchourie entre Russes et Japonais. Ce seront des masses humaines qui fermenteront dans la maladie, dans la détresse, dans la douleur, sous les ravages des obus multipliés, de la fièvre s'emparant des malades, et le commerce paralysé, les usines arrêtées, les océans traversés aujourd'hui en tous sens par les courants de fumée de leurs vapeurs, vides de nouveau et rendus aux solitudes sinistres d'autrefois.

« Oui, messieurs, terrible spectacle et qui surexcitera toutes les passions humaines. Songez-y bien, messieurs, et permettez ces paroles à un homme qui, passionnément attaché à l'idéal de son parti, est convaincu qu'il faut, pour mettre la justice et la paix entre les hommes, révolutionner la forme de propriété, mais qui croit aussi *que ce sera la noblesse de ce mouvement de procéder par évolution, sans déchaînement des haines destructrices qui ont été mêlées jusqu'ici dans l'histoire à tous les grands mouvements de créations sociales.*

« *Mais prenons-y garde, c'est toujours dans la fièvre des guerres extérieures, c'est sous le coup de l'invasion de Brunswick avec les journées de septembre, c'est sous le coup de la guerre de* 1870, *s'est en Russie dans la fièvre de la guerre russo-japonaise, toujours, partout, que toutes les fièvres de guerre extérieure, servant la passion sociale, sont portées par une contingence de guerre, au paroxysme même de la violence, et ce sont les conservateurs qui devraient désirer le plus le main-*

tien d'une paix dont la rupture amènera le déchaînement des forces désordonnées » (1).

Mais est-ce seulement les chauvins, les nationalistes à la Déroulède qui parlaient quelquefois à la légère de la possibilité de la guerre européenne? Jules Guesde, si profondément *marxiste* et si souvent antagoniste de Jaurès, ne fondait-il pas autrefois de grandes espérances sur « la guerre féconde »? Jaurès a réglé son compte à cet étrange internationalisme :

« Même impuissance, dit-il, et même confusion dans la politique extérieure de Guesde. Il va de soi qu'il est nettement internationaliste. Il combat dès lors, avec véhémence, le chauvinisme de Déroulède et des « patriotes » et il signale le danger que fait courir à l'esprit public cet entraînement de charlatanisme belliqueux. Mais son internationalisme n'est pas un internationalisme de paix, permettant à tout le prolétariat européen d'accroître les libertés générales, et, par elles, sa puissance propre, lui permettant aussi de concentrer sur la transformation nécessaire de la propriété toutes les ressources de force morale et de force budgétaire qui sont dévorées aujourd'hui ou par la guerre, ou par la paix armée. Non ; comme ce n'est pas de la croissance régulière du prolétariat et du progrès des démocraties qu'il attend la délivrance des salariés, mais de commotions profondes, qui feront jaillir du sol déchiré la force révolutionnaire, les cataclysmes les plus vastes seront les plus féconds. Or, il n'y a pas de plus grand cataclysme que les rencontres sanglantes des grands peuples qui portent déjà en eux le tressaillement intérieur des prochaines guerres sociales. Car dans ces guerres où les organisations nationales du capitalisme universel se blesseront et se ruineront les unes les autres, toutes les entraves tomberont qui arrêtent l'élan du prolétariat révolutionnaire, et de l'enveloppe gouvernementale et capitaliste des nations déchirées par le choc des guerres, l'internationale du travail jaillira.

« Quel cataclysme surtout, c'est-à-dire quelle aubaine de révolution, si la Russie et l'Angleterre se heurtaient'

si elles se détruisaient l'une l'autre ! La Russie, métropole de l'absolutisme ; l'Angleterre, métropole du capitalisme! Toutes les deux pèsent sur le prolétariat universel et ajournent la Révolution.

« La Russie n'est pas seulement une menace cosaque pour les libertés républicaines ou constitutionnelles de l'Occident. En obligeant l'Allemagne, sa voisine immédiate de l'ouest, à se tenir sans cesse sur le qui-vive, la Russie justifie en quelque sorte l'impérialisme militaire allemand, gardien de l'indépendance germanique, et le prolétariat allemand lui-même hésite à livrer l'assaut à l'empire de peur que dans les hasards de ce formidable conflit intérieur, le tsarisme n'intervienne pour réduire l'Allemagne à n'être plus qu'une Pologne. L'Angleterre aussi pèse sur le prolétariat universel, parce qu'ayant associé en quelque mesure son prolétariat au bénéfice de la conquête économique du monde, elle l'immobilise dans l'esprit conservateur ou dans un réformisme timide. La chute du tsarisme libérerait la démocratie socialiste allemande, la chute du capitalisme anglais précipiterait le prolétariat anglais dans le mouvement universel de révolution. Aussi c'est avec joie que Guesde salue le conflit qui s'élève en 1885 entre la Russie et l'Angleterre à propos de l'Afghanistan ; il exalte « la guerre féconde »:

« Loin de constituer un point noir dans le ciel révolutionnaire, ce gigantesque duel que ne voit pas approcher sans terreur l'Europe gouvernementale, ne peut que faire les affaires du socialisme occidental, quel que soit celui des deux États « civilisateurs » qui en sorte désemparé. A plus forte raison, si tous les deux devaient être blessés à mort.

« La Russie écrasée dans l'Asie centrale, c'est la fin du tsarisme, qui a pu survivre à la mise en pièces d'un tsar, mais ne saurait résister à l'effondrement de la puissance militaire sur laquelle il s'appuie et avec laquelle il se confond. Les classes aristocratique et bourgeoise, qui, trop lâches pour opérer elles-mêmes, n'ont su jusqu'à présent que laisser passer les bombes nihilistes, se trouvent du coup portées

au gouvernement désormais constitutionnalisé, parlementarisé, occidentalisé. Et le premier effet, l'effet inévitable de cette révolution politique à Pétersbourg est la libération de l'Allemagne ouvrière. Débarrassée du cauchemar moscovite, certaine de ne plus trouver en travers de ses efforts l'armée d'un Alexandre derrière l'armée d'un Guillaume, voilà la démocratie socialiste allemande en mesure d'ouvrir sur les ruines de l'empire de fer et de sang, le bal révolutionnaire, le Quatre-Vingt-Neuf ouvrier. En attendant, et avant toute défaite — les journaux tsaristes sont obligés de le confesser — c'est la banqueroute russe qui va ébranler le vieux monde.

« *Vive la guerre ! Les derniers « risques » de paix se sont évanouis... Les destinées vont donc s'accomplir.* Dans quelques jours, dans quelques semaines au plus tard, le militarisme moscovite et le commercialisme anglais seront aux prises. Et pendant que, selon l'expression du *Temps*, l'Europe capitaliste voit avec anxiété grandir le spectre d'une pareille guerre, pendant que le monarchisme du *Soleil*, l'opportunisme de la *République Française* et le radicalisme de la *Justice*, une fois de plus d'accord, s'époumonnent à crier au «désastre», nous battrons, nous, des mains à ce duel entre les deux grandes forces conservatrices de l'époque, et nous dirons, avec les socialistes d'outre-Manche par leur organe officiel, le *Commonwealth :* Puisse-t-il avoir pour issue l'anéantissement définitif non pas de l'un, mais des deux adversaires » (1).

Avec tout le respect qu'on doit au caractère et à la haute probité de M. Jules Guesde, il faut dire qu'il s'était là joué un très mauvais tour à lui-même, comme il l'a joué au socialisme. Il ne s'agit pas seulement de ce fait que, trente ans plus tard, M. Guesde devenait ministre (et ce n'est sans doute pas moi qui le lui reprocherai) dans le cabinet de *l'union sacrée* et de la *défense nationale*, formé pour la guerre, où la France combattait côte à côte avec le « militarisme moscovite » et le « commercialisme anglais », contre l'impérialisme militaire allemand, « gardien de l'indépendance germanique »

(1) Charles RAPPOPORT, *Jean Jaurès*, deuxième édition, 1916, pp. 369-371. J'ai emprunté à ce livre deux citations de Jaurès.

(c'est exactement le thème du manifeste des 93 savants allemands et de toute la presse réactionnaire d'outre-Rhin). Ceci est plutôt un fait d'ordre personnel. Mais tout est bien, tout se vaut dans le passage que je viens de citer, à commencer par l'exactitude de prédiction (« dans quelques jours, dans quelques semaines au plus tard, le militarisme moscovite et le commercialisme anglais seront aux prises ») et à finir par la position morale que le socialisme y trouve par rapport au « monarchisme, à l'opportunisme et au radicalisme » : ceux-ci devant le spectre terrible « s'époumonnent à crier au « désastre », tandis que celui-là, dans l'attente joyeuse du « bal révolutionnaire », proclame « vive la guerre ! » et constate avec satisfaction que « les derniers risques » de paix se sont évanouis ». Le pire adversaire du socialisme ne saurait mieux l'arranger. Il est très heureux que dans la littérature socialiste les passages de cette nature sont rares. Mais il faut reconnaître que dans quelques écrits de Marx et d'Engels, dans leur correspondance privée surtout, on trouve des morceaux pénétrés du même esprit (M. Jules Guesde est d'ailleurs un des marxistes les plus purs). Les *maîtres* n'étaient pas non plus sans avoir souhaité quelquefois le *cataclysme*, soit dans l'intérêt des causes nationales, soit dans celui du « bal révolutionnaire ».

Lénine a expressément reconnu ce fait pour certaines catégories de guerres et lui-même s'est rangé à l'opinion de Marx. « Les guerres d'autrefois, dit-il dans un de ses articles de 1915 (1), ont été la continuation de la politique des mouvements nationaux et durables de la bourgeoisie contre le joug étranger et contre l'absolutisme turc et russe. Aucune question, sinon celle de savoir si le succès d'une des deux bourgeoisies en lutte était préférable a celui de l'autre, ne se posait alors. Et les marxistes ont pu appéler les peuples d'avance à des guerres de cette nature en rallumant la haine nationale, comme Marx la fait en 1848 et plus tard contre la Russie, comme Engels excitait en 1859

(1) N. Lénine, *La faillite de la deuxième internationale. Le Communiste*, n° 1-29 (1915).

la haine nationale des Allemands contre leurs oppresseurs: Napoléon III et le Tsarisme russe ». D'autre part, Lénine répondait à M. Gardenine qui signalait ce qu'il appelait assez justement « le chauvinisme révolutionnaire » de Marx en 1848 : « Nous, marxistes, nous avons toujours été et nous sommes partisans de la guerre révolutionnaire contre les peuples contre-révolutionnaires ». Toute l'argumentation plus que faible de Lénine et de Zinoviev (1) et toute leur propagande suisse étaient basées sur la reconnaissance d'une différence de principe entre la guerre 1914-1918 *impérialiste* et les guerres *nationales et libératrices* d'autrefois, celle de 1870, par exemple, qui, « en unifiant l'Allemagne, a rempli une importante mission historiquement-progressive » (Zinoviev) (2). L'absurdité de cette argumentation saute aux yeux ; car s'il existe des guerres progressives, celle de 1914-1918 qui a rendu la liberté à la Pologne, à la Tchéco-Slovaquie, à la Yougoslavie, l'a été sans nul doute à un degré beaucoup plus haut que la guerre de 1870, qui n'a rien libéré et qui a asservi l'Alsace ; le militarisme de Guillaume II était plus dangereux que celui de Napoléon III, et MM. Clemenceau, Lloyd Georges et Wilson sont certainement beaucoup moins réactionnaires que Bismarck.

La pensée de Jaurès est étrangère à cet ordre d'idées. Il ne veut aucune guerre et il ne fonde pas de grands espoirs sur la gaîté du « bal révolutionnaire » qui doit en sortir. Aussi il n'a jamais rallumé les haines nationales, même contre les oppresseurs, comme l'a fait Engels, ni jamais crié « vive la guerre ! » comme Jules Guesde. Et en cela le jaurésisme est une fois de plus supérieur au marxisme (3).

« D'une guerre européenne peut jaillir la Révolution, et

(1) G. Zinovief, *Des maraudeurs. Le Socialiste-Démocrate*, n° 39 (1915).

(2) Il serait fort curieux de savoir ce que les bolchevisants français pensent de cette différence de principe entre les guerres de 1914 et de 1870, voire si la guerre de 1870 fut vraiment une œuvre progressive.

(3) Soit dit en passant, Jaurès admirait. comme il convient, les dons remarquables et la puissante intelligence de Karl Marx. Mais je ne crois pas que la personnalité intellectuelle et morale de ce grand lutteur lui ait jamais été vraiment sympathique. M. Paul-Boncour raconte dans ses souvenirs

les classes dirigeantes feront bien d'y songer ; mais il en peut sortir aussi, pour une longue période, des crises de contre-révolution, de réaction furieuse, de nationalisme exaspéré, de dictature étouffante, de militarisme monstrueux, une longue chaîne de violences rétrogrades et de haines basses, de représailles et de servitudes. Et nous, nous ne voulons pas jouer à ce jeu de hasard barbare, nous ne voulons pas exposer sur ce coup de dés sanglants la certitude d'émancipation progressive des prolétaires, la certitude de juste autonomie que réserve à tous les peuples, à tous les fragments de peuples, au-dessus des partages et des démembrements, la pleine victoire de la démocratie socialiste européenne » (1).

On ne pourrait autrement qualifier que de prophétiques ces paroles du grand orateur. Et pourtant il croyait toujours que la guerre mondiale serait épargnée à l'humanité. — Cela serait trop bête, donc cela ne sera pas, semblait-il dire. — Cela serait trop bête, donc cela sera, dirait un Schopenhauer.

« Jaurès le savait bien que la guerre travaillerait pour son parti. Mais il ne voulait pas acheter à ce prix le progrès de ses idées les plus chères », dit Anatole France (2).

sur Jaurès : « Je l'avais trouvé lisant la correspondance de Marx et d'Engels. Jaurès se retrempait souvent à ces sources de notre doctrine... Avec cette parfaite bonne foi, qui lui donnait comme la fraicheur d'une âme d'enfant, il me dit, feuilletant les lourdes pages : « Comme ils étaient enfermés dans leur doctrine, indifférents à tout ce qui n'était pas leur lutte, irréductibles dans leurs antipathies. Je me demande parfois si ce n'est pas une faiblesse, si cela ne diminue pas la valeur combative d'un militant que de s'efforcer, comme je le fais, à comprendre les idées des autres, que d'être accessible à tant d'autres émotions qui ne sont pas de la seule lutte politique et socialiste. » En effet toute l'immense différence des natures de Marx et de Jaurès est là ; l'auteur du *Capital* possédait un savoir très vaste, mais il n'était vraiment accessible qu'à la seule lutte politique et socialiste, et cela en rapport surtout avec ses idées personnelles et leur répercussion dans l'histoire. Et en cela Lénine, qui ne sait et ne comprend presque rien en dehors du bolchevisme, est pourtant infiniment plus proche de Marx que Jaurès.

(1) JAURÈS, *La conférence sur le militarisme de juillet* 1905 (publiée par le *Vorwaerts* et citée dans le livre de M. Charles Rappoport).

(2) Anatole FRANCE. *Jaurès. L'Humanité,* 26 mars 1919.

Sur cette opinion il convient de faire des réserves : la guerre a travaillé pour le socialisme en ce qu'elle développait dans les masses la haine contre les régimes qui l'ont amenée. Mais elle a travaillé, et ceci est beaucoup plus important, *contre le socialisme* en ce qu'elle détruisait la base morale et la base économique sur laquelle le socialisme doit être fondé. Et c'est pour cette raison que Jaurès a voué tant d'efforts pour combattre et prévenir la guerre. Il n'avait eu que trop raison. Il n'y a pas réussi. Il en a été la victime. « Cette destinée lui est échue que son âme, belle comme la paix, expira avec elle » (Anatole France).

D'après l'opinion courante, l'action politique de Jaurès aurait subi trois phases (sans tenir compte de ses conceptions antérieures à son adhésion au socialisme) : la période révolutionnaire de 1893 à 1898, de son entrée au parti socialiste jusqu'à l'arrivée au pouvoir du ministère Waldeck-Rousseau-Millerand ; la période opportuniste et réformiste finissant en 1904 au Congrès d'Amsterdam ; la nouvelle période révolutionnaire, celle du socialisme unifié, dans laquelle la mort l'a trouvé.

Cette conception peut être exacte tant qu'il s'agit des manifestations extérieures de l'activité du grand orateur français. Mais la doctrine et la pensée de Jaurès présentent beaucoup plus d'unité, et à cet égard même sa jeunesse parlementaire, quand il siégeait au centre et soutenait la politique de Jules Ferry, ne diffère pas grandement du reste de sa vie. En ce sens il a certainement eu le droit de dire ce qu'il a dit (1) : « J'ai toujours été un républicain et toujours été un socialiste ; c'est toujours la République sociale, la République du Travail organisé et souveraine qui a été mon idéal. Et c'est pour elle que, dès le premier jour, avec mes inexpériences et mes ignorances, j'ai combattu. »

« S'il est faux que je sois passé de la doctrine et du programme du centre gauche à la doctrine et au programme du socialisme, il est faux aussi que j'aie conseillé et pratiqué, de 1893 à 1898, une méthode de Révolution grossière et d'intransi-

(1) Jean JAURÈS, *Discours parlementaires*, 1904.

geante opposition, pour adopter ensuite un réformisme atténué, et un rythme traînant d'évolution. Certes, dans l'effervescence des premiers grands succès socialistes de 1893, j'ai eu parfois l'illusion de la victoire entière et toute prochaine et vraiment trop facile de notre idéal. Et dans le feu de la lutte contre les gouvernements de réaction systématique qui nous défiaient, qui nous menaçaient, qui prétendaient nous rejeter hors de la République, nous excommunier du droit commun, de la vie nationale, j'ai fait appel aux véhémentes énergies du prolétariat comme j'y ferais appel demain si les pouvoirs constitués prétendaient interdire la libre évolution légale au collectivisme et à la classe ouvrière. Mais dans tous mes discours de cette période orageuse, et dont je ressens encore avec fierté les âpres émotions, on retrouvera sans peine tous les traits de notre action politique socialiste d'aujourd'hui.

« C'est le même souci fondamental de rattacher le socialisme à la République, de compléter la démocratie politique par la démocratie sociale. C'est le même appel à la force de la légalité républicaine, si seulement cette légalité n'est pas violentée par l'audace des partis rétrogrades ou déformée par leur perfidie ».

Tout Jaurès est là, toute la grande leçon de sa pensée et de son action :

Démocratie sociale comme suite logique et nécessaire de la démocratie politique. Réforme là où existent les conditions de la lutte libre des idées devant l'opinion publique qui décide. Menace de révolution où ces conditions sont menacées. Révolution où elles n'existent pas.

A ce programme, la pensée politique actuelle, enrichie par l'immense expérience de 1914-1919, n'a pas à ajouter un mot. C'est le programme d'aujourd'hui, c'est aussi celui de demain.

Jaurès fut vaincu en 1904, à Reims et Amsterdam, par l'effort combiné de Jules Guesde et Vaillant, Bebel et Kautsky. Sur quelle question? Sur celle de la participation des socialistes au pouvoir en commun avec les ministres

bourgeois. Or, en 1915, Jules Guesde devenait le collègue de MM. Briand, Ribot et Denys Cochin, approuvé, soutenu et encouragé en cela par Vaillant ; quant aux intransigeants allemands, Bebel, s'il vivait, serait sûrement aujourd'hui chancelier d'État, à moins qu'il ne fût le Président de la République Allemande. Et M. Kautsky, tout en faisant des réserves, est aujourd'hui assez ministériel et même ministrable.

La vie a prouvé que la non-participation des socialistes au pouvoir n'est pas une question de principe, ni un symbole de foi sectaire, mais une question de tactique pure, dépendant exclusivement des circonstances politiques. Jaurès a peut-être commis autrefois une faute de tactique en défendant l'entrée de M. Millerand, socialiste à l'époque, au cabinet Waldeck-Rousseau-Galliffet. Mais, en principe, c'était lui qui avait raison.

Le rôle de Jaurès dans l'affaire Dreyfus, la deuxième question de tactique qui le séparait alors de Jules Guesde et de Vaillant, ne soulève aujourd'hui plus de doute pour personne. Le mot connu : « Jaurès a sauvé l'honneur du socialisme français par son action dans l'*Affaire* » est aujourhui généralement reconnu vrai. D'ailleurs, Jules Guesde ayant été ministre dans un cabinet de guerre nationale, toutes les tirades qu'il avait lancées à l'époque contre Jaurès soutenant la cause d'un capitaine de l'état-major (1) ont singulièrement perdu de leur valeur.

(1) « Il y a, disait-on, il y a une victime particulière qui a droit à une campagne spéciale et à une délivrance isolée ; cette victime-là, c'est un des membres de la classe dirigeante, c'est un capitaine d'état-major ; c'est l'homme qui, en pleine jeunesse, fort d'une richesse produit du vol opéré sur les ouvriers exploités par sa famille, et libre de devenir un homme utile, libre de faire servir la science qu'il doit à ses millions au bénéfice de l'humanité, a choisi ce qu'il appelle la carrière militaire. Il s'est dit : « Le développement intellectuel que j'ai reçu, les connaissances multiples que j'ai incarnées, je vais les employer à l'égorgement de mes semblables. » Elle était bien intéressante, cette victime-là ! (*Vifs applaudissements*). Ah ! je comprends bien que vous, les ouvriers, vous, les paysans, que l'on arrache à l'atelier, que l'on arrache à la charrue, pour leur mettre un uniforme sur le dos, pour leur mettre un fusil dans les mains, *sous prétexte de patrie à défendre*, vous ayez le droit et le devoir de crier vers nous, vers le prolétariat organisé,

Mais en dehors de ces deux questions de tactique, il y a eu, entre le *Jaurésisme* et le *Guesdisme* deux questions de théorie qui depuis lors n'ont rien perdu de leur importance. Deux questions, dis-je : elles auraient pu tout aussi bien être réunies en une seule; c'est la lutte de classes et la révolution.

Un malentendu pèse sur le socialisme réformiste auquel ses propres partisans ont souvent contribué : il concerne leur conception de la lutte de classes. On a voulu voir la différence entre révolutionnaires et réformistes en ce que les premiers reconnaissaient et les seconds ne reconnaissaient pas « la lutte des classes ».

Le malentendu est, comme cela a lieu souvent, dans l'ambiguïté du mot, en l'espèce, du mot *reconnaître*. Pour moi, la question n'a aucun sens.

La lutte des classes est un fait que tout homme sensé ne peut pas ne pas reconnaître. On peut fonder sur ce fait des espoirs exagérés, comme le font les marxistes. On peut le déplorer, comme le font, par exemple, les chrétiens ; mais on ne peut pas nier le fait.

La collaboration bénévole des classes est aujourd'hui,

lorsque vous êtes frappés par cette épouvantable justice militaire, parce que vous n'êtes pas à la caserne de par votre volonté, parce que vous n'avez jamais accepté ni les réglements, ni l'organisation, ni la prétendue justice militaire que vous subissez ; mais lui, il savait ce qu'il avait devant lui lorsqu'il a choisi le métier des armes ; c'est de propos délibéré qu'il s'est engagé dans cette voie, partisan des conseils de guerre tant qu'il a cru qu'ils ne frapperaient que les prolétaires et que c'est lui, dirigeant, officier, qui mettrait contre eux en mouvement cette justice aveugle et à huis clos. Telle était la victime pour laquelle on avait la prétention de mobiliser tout l'effort prolétarien et socialiste » (Jules GUESDE, *Discours à l'Hippodrome lillois*).

Je fais cette citation bien longue parce qu'elle présente un merveilleux spécimen de tous les éléments du socialisme sectaire que Lénine lui-même ne désavouerait pas : démagogie facile et éloquente, appel aux instincts de haine contre la victime, et philosophie extrêmement simpliste. Le sort a cruellement puni M. Jules Guesde, l'homme sincère et consciencieux, l'ayant fait travailler, en 1914-1915, « sous prétexte de patrie à défendre », en collaboration avec ces misérables « dirigeants et officiers » : il a pu voir que la vie est plus compliquée que les formules sectaires. Combien la pensée large et noble de Jaurès est supérieure à ce socialisme étroit et aveugle.

en tant que règle générale, une utopie. La révolution russe à montré que les bourgeois dans leurs *desiderata* sont le plus souvent aussi maximalistes que les prolétaires : les uns veulent tout obtenir, les autres ne veulent rien donner. J'ai vu un exemple éclatant de sottise et de maximalisme bourgeois en Ukraine, après que les Allemands en eurent chassé les bolcheviks et établi le général Skoropadsky au pouvoir. Les capitalistes, les industriels, les propriétaires fonciers, ont alors fait la preuve éclatante de leur sottise en croyant (1) à la stabilité du régime détestable de l'hetman fondé sur la force armée étrangère ; ils ont fait preuve, dans leur grande majorité, de maximalisme en se *vengeant* des ouvriers et des paysans de toutes les avanies qu'ils avaient subies pendant la courte période bolcheviste. Aujourd'hui, c'est bien entendu l'inverse qui a lieu ; ainsi les dragonnades des propriétaires alternent tour à tour avec les jacqueries paysannes. Mais peut-on reprocher aux paysans et aux ouvriers illettrés de ne pas être plus intelligents et moins maximalistes que les capitalistes instruits? Il est vrai que la bourgeoisie russe est la moins intelligente, au point de vue politique, de toute l'Europe.

Quelque espoir est permis que cette leçon ne sera pas absolument perdue. La collaboration des classes bénévoles est et restera longtemps une utopie, mais il n'est pas démontré que la lutte de classes doive nécessairement sortir des formes pacifiques des combats électoraux et parlementaires. La révolution a trop coûté à la bourgeoisie pour qu'elle se décide, de cœur léger, a marcher contre le suffrage universel, bien que certains de ses idéologues l'y veuillent sans doute conduire. Il y a donc lieu d'espérer que le suffrage universel sera

(1) C'était chez la majorité, je le dis en témoin oculaire, une foi inébranlable, presque religieuse. Toutes les entreprises, toutes les valeurs, ont atteint des prix fous, et encore on ne trouvait presque pas de vendeurs, tout le monde voulant acquérir ou attendant joyeusement la continuation de la hausse. Quelques mois plus tard c'était la débâcle: le semi-bolchevisme de Petlioura, le bolchevisme de Rakovsky, l'ultra-bolchevisme de Grigorief. Beaucoup de gens riches y ont laissé toute leur fortune, sans parler de ceux qui y ont laissé leur vie.

reconnu par les deux camps comme le pivot de la lutte future.

Et telle fut, je crois, la *conception générale de Jaurès*. Il faut bien dire qu'on trouve chez le grand tribun français des phrases séparées qui ne sont pas en harmonie parfaite avec cette conception. Jaurès, qui fut un homme d'une activité prodigieuse, a beaucoup écrit et encore plus parlé. Il lui arrivait souvent, il l'a reconnu lui-même, d'écrire et de parler *à la hâte*. Aussi serait-il absolument contraire à la vérité de juger de sa doctrine d'après certaines phrases qui lui ont échappé dans la chaleur de la lutte. Des phrases d'un révolutionnarisme, si j'ose dire, un peu trop facile, on en trouve aussi dans ses œuvres historiques. Dirai-je que je n'aime pas beaucoup certaines pages de son *Histoire de la Révolution Française*. C'est une œuvre prodigieuse de labeur et de savoir toujours, d'éloquence admirable, de finesse et d'ironie quelquefois. C'est même une œuvre assez impartiale malgré son titre extraordinaire d'Histoire *socialiste*. Mais je n'aime pas Jaurès *en montagnard*, comme je n'aime pas Anatole France *en camarade*. Je n'aime pas le culte que Jaurès a voué à Danton avec lequel il n'avait rien de commun que l'éloquence (et encore combien l'éloquence attique de Jaurès différait de l'éloquence vulgaire de Danton). Je ne l'aime pas, ce «dreyfusard», en juge sévère des Girondins lesquels « à l'heure où la conscience révolutionnaire avait besoin de toute sérénité, d'unité et d'élan, lui proposaient l'énigme des journées de septembre, où la responsabilité des partis et des hommes est presque indéchiffrable ».

Aussi des phrases de ce genre n'ont jamais trompé ceux qui ont cherché de bonne foi la vraie doctrine de Jaurès. M. Charles Rappoport qui, lui, n'est ni réformiste, ni modéré, dans le livre très documenté et très consciencieux qu'il a consacré à l'illustre orateur, parle de « sa conception organiquement réformiste » après comme avant le Congrès d'Amsterdam (1) et l'appelle un « Prométhée de l'évolution ».

(1) Charles RAPPOPORT, *l. c.*, p. 59 et 372. Le culte qu'il voua à Jaurès n'empêche point M. Rappoport de considérer aujourd'hui la Révolution

D'ailleurs laissons parler Jaurès lui-même :

« Il faut que la révolution future procède aussi par des voies de légalité et de lumière. L'organisation du prolétariat en parti de classe n'implique aucunement le recours à la violence... Il n'y a rien là qui exclue l'idée d'évolution et la politique légale du suffrage universel. A user de violence, le prolétariat sait qu'il aggrave les difficultés en semant la panique ».

« Il n'y a rien à attendre de secousses qui ébranleraient jusque dans ses fondements la société actuelle : après de redoutables oscillations, elle reprendrait son équilibre présent, ou à peu près. Ce n'est pas par le contre-coup imprévu des agitations politiques que la prolétariat arrivera au pouvoir, mais par l'organisation méthodique et légale de ses propres forces.

« Bien mieux, à supposer le succès d'un coup de force, ce succès ne serait pas durable, et n'aurait pas de lendemain... Il y a de petits possesseurs jusque dans les villages. Et si un coup de minorité abolissait un moment la propriété capitaliste, partout s'allumeraient des foyers de résistance imprévus. C'est seulement par des transactions nuancées et précises, où leur intérêt sera pleinement sauvegardé, qu'on amènera les moyens et les petits possesseurs à consentir à une transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale. Or, ces transactions ne peuvent être ménagées, ces garanties ne peuvent être instituées que par la calme délibération et la volonté légale de la majorité de la nation... »

« En dehors des sursauts convulsifs qui échappent à toute prévision et à toute règle... il n'y a aujourd'hui pour le socialisme qu'une méthode souveraine : conquérir légalement la majorité. *L'appel révolutionnaire à la force*, dit en citant Jaurès M. Lévy-Bruhl auquel j'emprunte cette citation, *ne peut être aujourd'hui pour le prolétariat qu'une prodigieuse mystification* ».

C'est dommage que les bolcheviks n'aient pas gravé ces paroles de Jaurès sur la statue qu'ils lui ont élevée à Moscou.

Sociale comme l'unique et le bienfaisant remède contre tous les maux sociaux (voir son article du *Journal du Peuple* du 30 juillet 1919).

CHAPITRE II

Les idées mortes et les idées vivantes.

L'effort des théoriciens de la politique doit aujourd'hui porter à dégager les grandes leçons de ces cinq dernières années, les plus miraculeuses que l'histoire connaisse. L'avenir de l'humanité dépend du profit qu'elle retirera de ces leçons.

La vérité jaillit assez rarement du choc des opinions. En politique, elle n'en jaillit presque jamais. Mais le choc des *événements* est encore la meilleure leçon pour ceux (ils sont rares) qui en politique cherchent sincèrement et espèrent trouver la vérité. Le désavantage de cette méthode d'enseignement est qu'elle coûte un peu cher à l'humanité.

Il est certain que le temps que nous vivons sera considéré par l'historien comme l'époque des *crises*. Vico l'eût placée sans hésitation dans la catégorie des époques critiques, comme modèle de ce genre.

Il n'est pas d'idée générale, de conception politique, d'institution sociale qui n'ait été plus ou moins ébranlée par la terrible épreuve de 1914-1919. Il y en a qui ont été détruites ou éliminées de la vie européenne, je ne dirai pas pour jamais, car ce mot doit être banni de la sociologie, mais pour très longtemps sans doute.

1° L'absolutisme semble être de ce nombre, aussi bien l'absolutisme despotique et médiéval de Nicolas II que celui « éclairé » et moderne de Guillaume. Cette idée politique est bien morte : la forme gouvernementale de l'absolutisme semble ne plus trouver de nos jours de défenseurs raisonnables. Les Bonald, les Stahl, les de Maistre, les Pobedonostseff ont vécu. Leurs fils spirituels n'osent mettre sur leur

programme que l'idéal du constitutionnalisme à l'anglaise. Le droit divin n'a plus cours en Europe: on l'additionne, pour le rendre pratique, d'une certaine quantité de démocratie. L'avenir prochain prouvera si cet alliage est beaucoup plus résistant.

2° D'autres idées politiques néfastes ont eu plus de succès. Pour certaines d'entre elles d'ailleurs, l'épreuve est encore loin d'être terminée. Ainsi, on ne saurait se prononcer avec certitude sur le degré de stabilité de l'idole qui porte le nom vague d'*impérialisme*. Aucun *mot* n'a été plus discrédité dans l'esprit des masses, durant les cinq années de la guerre ; aucune *idée* n'a donné de preuves plus éclatantes de sa vitalité. On a tant flétri l'impérialisme de l'Allemagne dans un camp, celui de l'Entente dans un autre, pour aboutir aux traités de Brest-Litowsk et de Versailles. Le sort s'est chargé de donner une heure de *victoire décisive* à chacune des deux parties en lutte. Le résultat de l'épreuve est assez connu. Mais si grande que soit la puissance du *mot*, et celle de l'hypocrisie, dans ce meilleur des mondes possibles, le temps viendra où l'idole impérialiste devra être soit universellement adorée, soit partout brisée en morceaux. Il est *probable* que c'est la deuxième alternative qui l'emportera. Rien ne prouve pourtant que cela soit certain.

La guerre est-elle une idée morte? Théoriquement oui. La victoire est une illusion dangereuse, nous le voyons clairement aujourd'hui. Tous les pays sont vaincus et ruinés, l'Allemagne un peu plus, la France un peu moins. Et pourtant quel homme sérieux dira que cette guerre a été la dernière?

3° Et le capitalisme? Il y a eu des gens parmi les socialistes, il y en a même eu beaucoup, qui ignoraient tout de la puissance et de la souplesse du régime économique actuel. On a tant parlé de sa « désorganisation intrinsèque » qu'on a fini par y croire, au point de le juger incapable de résister à une épreuve un peu sérieuse. Or, l'épreuve est venue plus sérieuse, plus terrible qu'on ne l'eût pu jamais prévoir. Qu'a-t-elle démontré?

Elle a démontré sans doute la faillite morale et intellectuelle de notre civilisation si fière. Mais cette faillite est imputable au régime capitaliste au même titre que cette civilisation elle-même. Hélas, c'est de la faillite de l'humanité qu'il aurait été plus juste de parler ; car pour les idéalistes, pour ceux qui la croyaient bonne et belle, l'humanité a incontestablement fait banqueroute en se révélant laide et misérable.

Mais laissons le côté moral et intellectuel de la question. C'est au point de vue de la stabilité et de la puissance que nous envisageons ici notre régime économique actuel. Or, il est juste de reconnaître qu'il s'est montré beaucoup plus stable et infiniment plus souple que ne le croyaient non seulement ses adversaires, mais même ses défenseurs.

Le régime capitaliste a pu supporter sans s'écrouler l'immense catastrophe qui s'est déchaînée sur lui et que, partiellement du moins et sans aucune nécessité vitale, il a provoquée lui-même. Et pour cela il a su s'adapter aux nouveaux problèmes, se métamorphoser avec un grand art, une grande audace, et avec une rapidité vertigineuse, dont le *Kriegssocialismus* allemand a donné l'exemple le plus éclatant (1). C'était pour lui une nécessité : sans les mesures héroïques du *capitalisme socialisé* aucun pays n'aurait pu résister à la guerre ; l'Allemagne bloquée, avec l'ancien système du « jeu libre des forces économiques », eût été démolie en quelques semaines. Mais c'était aussi pour le capitalisme un très grave danger ; ses ennemis ont été séduits par son exemple que d'ailleurs ils n'ont pu, ni su suivre : Rathenau eut un disciple qui porte le nom de Lénine (2). Mais le disciple fut beaucoup moins habile que le maître.

L'heure du capitalisme *pur* a sonné le 1er août 1914, comme celle du droit divin pur ; l'heure des *amalgames* a commencé ;

(1) Le septième jour de la guerre, l'Allemagne avait déjà son comité central d'industrie.

(2) En 1917, Lénine a fait en Suisse une conférence qui laissait voir combien il a été frappé par les succès pratiques du socialisme militaire allemand.

en somme le capitalisme socialisé est moins illogique que l'alliage du droit divin avec le parlementarisme.

4° Quel a été le sort des principes de la démocratie?

On a assez parlé, ces temps derniers, de la crise de l'idée démocratique ; l'expérience des années terribles a laissé voir l'instabilité extrême, la versatilité des idées des masses populaires. La Russie en a donné la preuve la plus éloquente. Chauvinisme militaire en 1914, quelques jours d'extase libératrice et patriotique en mars 1917, pacifisme à la nuance bolcheviste vers la fin de la même année, prostration complète aujourd'hui, telles sont les étapes du développement de la mentalité russe en une période de temps très courte : les élections basées sur le suffrage universel et effectuées à des intervalles d'un an auraient donné des résultats contradictoires. En d'autres pays ces contradictions ont été moins manifestes. Pourtant un changement psychologique très prononcé est à remarquer dans tous les pays : il suffit pour le voir de comparer les journaux allemands ou américains de 1914, 1917 et 1919. Les organes socialistes, comme les masses socialistes, ont subi la même évolution. Le *Vorwaerts* ou *l'Humanité* parlent un tout autre langage aujourd'hui qu'au début de la guerre.

Les masses ont été dans tous les pays entraînées à la guerre avec une facilité extraordinaire que les sceptiques eux-mêmes n'avaient pu prévoir. Leur force de résistance à la contagion mentale des intellectuels, réelle ou affectée, s'est trouvée être minime ; l'influence des gouvernements et de la presse a dépassé les bornes de ce qu'il avait été permis de supposer. La fameuse éducation politique des vieux peuples parlementaires n'était pas autre chose que la passivité. Tout cela est exact.

Et pourtant cela ne suffit point pour qu'on puisse parler de la crise de l'idée démocratique. D'abord, les formes politiques qu'on opposait généralement à la démocratie ont fait faillite d'une manière beaucoup plus éclatante. D'autre part, toute réflexion faite, le suffrage universel, avec ses revirements brusques et ses erreurs lourdes, a donné

en somme la preuve d'un bon sens assez solide. Ce n'est pas lui qui a déchaîné la guerre; la guerre a été déclarée par le pouvoir exécutif allemand. Les peuples et les parlements l'ont acceptée, comme un fait accompli. Pouvaient-ils faire autrement? Ils ont témoigné, à ce propos, en Allemagne notamment, une allégresse, une légèreté de cœur incompréhensibles. Mais, une fois la guerre déchaînée, c'était pourtant le seul moyen de la conduire à bonne fin. La guerre fut une affreuse catastrophe qui ne pouvait avoir rien de réjouissant, c'est entendu. Mais, pour ne pas la perdre, pour ne pas mener son peuple à l'esclavage, il fallait avant tout de l'enthousiasme et de la confiance. Les assemblées parlementaires de tous les pays ont tout fait pour provoquer l'enthousiasme des masses et assurer la confiance dans les chefs. En somme, malgré les lourdes fautes commises par les parlementaires allemands, c'était une attitude défendable.

Quand vint « l'autre danger », quand l'affreuse tentation bolcheviste se dressa devant les peuples, le suffrage universel donna une preuve, qui, à mon avis, est presque décisive, de son robuste bon sens. Ce n'est point par hasard que les commissaires du peuple en Russie ou en Hongrie, et que leurs émules en Allemagne ont dû proclamer: «tout le pouvoir aux Soviets ! ». C'est que partout le suffrage universel n'a apporté aux bolcheviks que de lourds désappointements. Même en Russie, les élections à la Constituante, effectuées après le coup d'État d'octobre et sous la forte pression des autorités bolchevistes, ont assuré une grande majorité aux adversaires du bolchevisme. En Allemagne, elles lui ont porté un coup terrible. Et ceci permet d'affirmer que, quoi qu'on en dise, le suffrage universel et les principes démocratiques n'ont pas déçu les espérances qu'on fondait sur eux.

Un leibnizien dirait qu'il y a une sorte d'harmonie préétablie entre l'état d'esprit d'un peuple, s'exprimant par le suffrage universel, et le degré de réformes sociales réalisables à une époque déterminée. Ainsi il est probable que l'Assemblée Constituante Allemande votera toutes les réformes que l'état économique et politique de l'Allemagne permet

de réaliser : constitution républicaine très démocratique, réforme fiscale qui laisse peser le plus grand fardeau d'impôts sur les classes possédantes, confiscation des bénéfices de guerre, socialisation de certaines catégories d'entreprises industrielles, législation ouvrière très développée, etc.

Mais l'épreuve la plus difficile à laquelle le suffrage universel sera bientôt soumis, aura lieu en Russie. Si le peuple russe qui, avec ses grandes qualités, est un des peuples les plus arriérés de l'Europe, subit, après tout ce qu'il vient de vivre, l'épreuve du suffrage universel sans sombrer dans la réaction et dans la monarchie, s'il conserve par son vote la république, la liberté et la constitution fédérale, les principes démocratiques remporteront là une victoire que nous n'hésiterons pas à qualifier de décisive.

5° Les principes socialistes eux aussi traversent aujourd'hui une crise. Pourtant les raisons mêmes qui font aujourd'hui parler de la faillite du socialisme nous paraissent assez incompréhensibles. Malgré les nombreuses fautes qui partout ont été commises par les socialistes (comme par les autres), deux faits indéniables dominent la philosophie politique contemporaine :

a) La guerre a démontré clairement les vices du vieux monde, que les socialistes ont toujours dénoncés ; b) la révolution a démontré la nécessité des réformes sociales inscrites dans les programmes des partis socialistes (1). Dans ces conditions, quelles que fussent les erreurs et les illusions de ses adeptes, l'idée socialiste a mieux peut-être que toute autre traversé la grande épreuve.

6° Par contre, il est plus que permis de parler, en théorie du moins, de la faillite totale de l'idée révolutionnaire. L'exemple de la Russie a tué une grande et glorieuse légende.

Il me semble inutile d'insister, après tout ce qui a été dit dans le présent ouvrage, sur le caractère de la Révolution

(1) N'est-ce pas la Société des Nations du Président Wilson qui a adopté et fait adopter par les gouvernements l'idée salutaire de la journée de huit heures qui hier encore était dénoncée comme anarchie, chimère, absurdité, etc.

bolcheviste. Il s'agit seulement de poser cette question : une révolution devait-elle nécessairement aboutir à cette finale lamentable?

La réponse est : oui. Étant donné surtout le terrible fardeau de la guerre et l'impossibilité morale pour les chefs de la première période de 1917 de conclure une paix séparée, la Révolution Russe devait nécessairement entrer dans la phase bolcheviste. De lourdes et nombreuses fautes ont été commises qui ont accéléré l'effondrement et le passage du pouvoir dans les mains de Lénine. Mais, seule, une paix séparée avec l'Allemagne pouvait *peut-être* prévenir cette finale. La tentation de la paix, qui a fait la carrière de Lénine, a été trop forte pour le peuple exténué par trois années de guerre.

Si en Allemagne la révolution a jusqu'ici suivi une autre marche qu'en Russie (bien que la ressemblance soit très prononcée entre les indices moraux des deux révolutions), ce fait est moins dû à la différence du caractère national et du degré de civilisation des deux pays qu'à celle des rapports qui y existaient entre la révolution et la guerre : en Russie, les Lvov, les Savinkov, les Kérensky voulaient et devaient continuer la guerre, tandis que les Lénine et les Trotzky promettaient aux masses la paix immédiate, et par là surtout remportaient la victoire sur leurs adversaires. En Allemagne, la révolution de novembre 1918 s'est donné, dès le commencement, la paix immédiate pour but, et les hommes qui alors ont pris le pouvoir commencèrent par offrir au peuple la paix à l'extérieur et l'apaisement à l'intérieur, tandis que leurs adversaires spartaciens ne cachaient pas leur volonté de plonger le pays dans le gouffre de la guerre civile, dont les bienfaits avaient déjà été mis en évidence par la Révolution Russe; quant à la paix extérieure, ils prenaient une attitude équivoque allant même jusqu'à prêcher la *guerre sainte* contre les « capitalistes de l'Entente », en alliance avec les prolétaires russes. La supériorité de la tactique bolcheviste sur celle des spartaciens s'est manifestée là une fois de plus; ce n'est que bien plus tard, quand le pou-

voir bolcheviste eut été déjà organisé, que Lénine fit sortir peu à peu les atouts de la guerre civile : sa campagne d'avril-octobre 1917 s'inspirait avant tout et surtout de l'idée de la paix immédiate avec l'Allemagne. Les spartaciens, au contraire, ne pouvant point séduire le peuple allemand par la promesse d'une paix extérieure, puisque d'autres déjà avaient conclu l'armistice, ont eu l'imprudence de l'effrayer par l'apparition brusque du fantôme discrédité de la guerre civile, voire de la guerre « sainte ». Les plus sots allaient jusqu'à promettre l'apparition, sur le Rhin, d'une magnifique armée de Trotzky pour combattre les impérialistes de l'Entente. Mais le peuple exténué n'a pas été conquis par ces promesses si alléchantes et a jusqu'ici suivi ceux qui promettent la paix du dehors et de l'intérieur.

Mais alors, si la Révolution Russe devait nécessairement aboutir au bolchevisme, c'était donc une faute, peut-être un crime que de la faire?

Il y a bien des réponses à cette question angoissante. On peut dire et on dit que personne n'a *fait* la révolution ; elle s'est faite elle-même. C'est assez vrai. On dit encore que la révolution a été faite par ceux qui en furent les premières victimes : par le tsar et ses ministres. C'est encore assez vrai. On dit qu'avec toutes les catastrophes auxquelles elle a conduit, la révolution valait mieux que les mares stagnantes de l'ancien régime, car « le chemin du meilleur passe par le pire ». C'est l'opinion que d'une manière touchante exprimait, dans son journal de réclusion, le malheureux Chingarev, le député cadet jeté en prison, sans aucune raison, par les grands bolcheviks et égorgé à l'hôpital par les petits. Là aussi il y a une part de vérité. On peut dire enfin qu'au point de vue national, la révolution fut un désastre et un crime, car elle a conduit la Russie au démembrement, à la ruine et à des calamités inouïes. Ce sera la réponse de nos Burke, de nos conservateurs et de nos libéraux modérés, que nous n'allons sans doute pas soutenir.

D'ailleurs, ce n'est pas le verdict que l'histoire prononcera contre la Révolution Russe qui importe surtout : c'est la grande

leçon de choses qui se dégage pour l'avenir des événements actuels.

Cette leçon est la suivante. *Le bilan moral et politique des révolutions qui renversent les régimes despotiques peut être, et le plus souvent est, positif, malgré leur passif très lourd, puisque les régimes despotiques eux-mêmes sont de lentes révolutions et portent la plus grande partie de la responsabilité des effondrements auxquels ils aboutissent. Mais dans les pays où le suffrage universel est tout puissant et la liberté de la parole garantie, ces deux puissants instruments de la libération de l'humanité existant, toute révolution est une catastrophe, tout appel à la révolution un crime.*

Car, dans l'état actuel du développement moral et intellectuel du genre humain, la révolution s'accompagne d'un déchaînement affreux de crimes, de victimes, de ruines, de haine, de tromperies, de démagogie cynique, qui rendent aux hommes odieuse l'idée même, le plus souvent respectable, qu'elle prétendait réaliser, et elle n'aboutit qu'aux massacres, à la sauvagerie et à la prostration politique générale.

C'est le critérium que nous pouvons appliquer pour juger les révolutions passées et à venir.

La révolution russe de mars 1917 fut un bien, parce qu'elle a renversé un des plus néfastes despotismes de l'histoire. La révolution allemande fut un bien également, parce qu'elle a substitué un régime de liberté républicaine à celui de l'Empire de Guillaume II qui fut presque un absolutisme (1) et qui plongea le monde dans le deuil et mit l'Europe à feu et à sang. Mais la révolution bolcheviste et la révolution de Spartakus ont été des désastres et des crimes, parce qu'elles étaient dirigées contre des régimes fondés sur la souveraineté du peuple et possédant toutes les garanties possibles pour la lutte des idées et de tendances.

(1) L'Allemagne jouissait d'une liberté de presse relative et avait, pour le Reichstag, le suffrage universel, mais celui-ci était très loin d'être tout-puissant. Les pouvoirs énormes de l'Empereur, sans parler du système électoral de la Prusse, rendaient purement illusoire la souveraineté populaire dans ce pays.

— Mais alors si l'idée révolutionnaire, d'après vous, a fait faillite, que mettez-vous à sa place pour faire marcher l'humanité vers une meilleure destinée? Vous êtes donc réduit à ses idées vieillottes et naïves (quand elles ne sont pas hypocrites) de *collaboration des classes?* Les classes dirigeantes ne voudront jamais renoncer à leurs privilèges séculaires au profit de la collectivité? C'est une utopie que de croire que le capitalisme puisse être aboli sans guerre civile. Vous imaginez-vous que « nos millionnaires s'inclineront, sans coup férir, devant la force de vos raisonnements?» (Lénine).

Non, je n'imagine rien de semblable. Je n'imagine pas non plus que le capitalisme puisse être aboli *par la guerre civile* qui, au bout du compte, ne fait qu'affirmer les idées de conservation sociale. Ce livre, en général, est fondé sur un *distinguo* très net entre ce qui est et ce qui serait désirable. Pour la fameuse collaboration des classes, elle est sans doute extrêmement *désirable* : une entente vaut sans doute mille fois mieux qu'une querelle. Mais, encore une fois, pour le présent, je ne la vois qu'en quelques cas exceptionnels, trop rares pour qu'on puisse fonder sur eux une doctrine politique et sociale. L'état moral et intellectuel de l'humanité d'aujourd'hui ne permet pas davantage de fonder de grandes espérances sur l'avenir prochain. Quant à l'avenir éloigné, je ne sais et personne ne sait, sauf les orateurs de meetings, ce qu'il nous réserve.

Non, je n'ai pas plus de foi que Lénine dans la bonté et le sentiment de justice des millionnaires. Je n'en ai pas davantage dans la vertu et la magnanimité du prolétariat, tant exaltées par lui ; et je ne crois point qu'une doctrine politique sérieuse puisse s'adresser en général à ces sentiments. C'est au bon sens seul, et surtout au sentiment de l'intérêt, qu'elle doit parler; et encore l'expérience montre que, même dans ce cas, elle n'a pas toujours la chance d'être écoutée. L'humanité est guidée par des instincts ataviques, par des courants spirituels contagieux, que la doctrine du matérialisme économique a toujours

ignorés et que la guerre a révélés dans toute leur horreur. La raison vient généralement trop tard, comme la police après le crime. Mais elle vient tout de même et il n'est pas démontré que l'humanité soit absolument incapable de tirer quelque profit, si minime qu'il soit, des dures leçons qui lui sont infligées.

Oui, ceux qui prétendent, dans l'état actuel de l'humanité, remplacer la lutte des classes par leur collaboration amicale, sont certainement des utopistes. Mais il ne suffit pas de reconnaître la lutte des classes. Il s'agit de savoir sous quelles formes on veut que cette lutte ait lieu. Et je crois que dans un avenir prochain, et dès aujourd'hui, le principe qui servira à partager les hommes de progrès, dans les pays démocratiques, en deux catégories distinctes, se rapportera aux formes qu'ils voudront imposer à la lutte des classes.

La question primordiale sera celle-ci : voulez-vous que la lutte des classes prenne la forme d'une révolution avec tout ce que comporte ce mot formidable? Si oui, vous devez être de la *Troisième Internationale*, celle de Lénine. Si non, vous appartenez au camp antibolcheviste.

Parce que le mot révolution, dans un pays libre et démocratique, implique tous les caractères de la doctrine de la *Troisième Internationale* : coup de la force armée, dénégation absolue du principe du suffrage universel, dictature du prolétariat, constitution soviétiste, guerre civile, abolition des libertés, terreur même.

C'est tellement évident qu'on se demande avec stupéfaction comment des partis socialistes, qui se disent et qui sont par leur essence antibolchevistes, peuvent introduire dans leurs programmes les formules de la dictature du prolétariat ou brandir le spectre d'une révolution sociale — dans un avenir indéterminé bien entendu (1). Car le

(1) Il y a vingt ans, Kautsky a bien pu répondre à Bernstein : « Nous pouvons remettre tranquillement pour l'avenir le problème de la dictature du prolétariat. Il est inutile que dès aujourd'hui nous nous liions les mains sous ce rapport. » Ce procédé commode n'est malheureusement plus praticable de nos jours.

dilemme est d'une grande simplicité : ou bien la révolution veut réaliser les idées et les volontés de la majorité des citoyens, alors dans un pays démocratique, c'est-à-dire dans celui où le suffrage universel est tout-puissant, elle est une absurdité politique; ou bien la révolution se donne comme but d'imposer à la majorité la volonté d'une minorité, alors elle implique l'abrogation du suffrage universel, la dictature (en l'espèce, celle dite du prolétariat), la substitution des soviets aux parlements, etc., tous les caractères de la doctrine de Lénine.

Mais, pourrait me dire un socialiste de l'école de Kautsky, encore une fois, vous oubliez la résistance des propriétaires et l'immense inertie du régime capitaliste. Croyez-vous que pour la bourgeoisie le principe de la souveraineté du peuple soit un dogme sacré et intangible? Elle se sert de cette idole tant qu'elle ne lui est pas dangereuse ; mais le jour où une Assemblée Constituante issue du suffrage universel voudra la déposséder de ses privilèges, vous verrez l'usage qu'elle fera du dogme et de l'Assemblée. C'est alors qu'une révolution devra nécessairement avoir lieu.

Je n'ai jamais dit qu'il ne puisse y avoir de bolcheviks que dans le camp de Lénine. La bourgeoisie a sans doute ses bolcheviks à elle et il se peut qu'à un moment critique elle recoure, pour se maintenir, aux méthodes employées par Lénine. Alors sans doute il sera nécessaire d'employer la force contre elle, comme on l'emploie aujourd'hui contre les dictateurs du Kremlin. Mais, dans ce cas, ce seront toujours les bolcheviks qui feront la révolution : ceux de la bourgeoisie. Et il ne me semble point que ce soit là l'issue fatale et inévitable de nos conflits sociaux. Je ne crois d'abord pas que ces conflits prennent la forme d'un coup de théâtre magique et instantané, qui en un jour va « exproprier les expropriateurs » d'après la fameuse formule simpliste. Nous avons devant nous très probablement une longue et lente série de réformes profondes dont chacune sans doute demandera de lourds sacrifices de la part des classes privilégiées au profit de la majorité. Or, la haute bourgeoisie

a pu méditer les terribles leçons de ces dernières années, et il n'est pas du tout certain qu'elle veuille recourir à un coup de force avec ses risques immenses plutôt que de se soumettre à la volonté du peuple. Elle aura présent à la mémoire le sort de gouvernants *à poigne* qui avaient voulu gouverner pour la minorité contre la majorité : Nicolas II, Guillaume, Lénine lui-même.

Dans ces conditions, il ne faut pas désespérer de la possibilité d'un progrès qui se passerait de coups de force et de révolutions. Lutte d'idées dans les conditions de la liberté égale pour tous ; lutte des classes, acharnée s'il le faut, mais sans couteaux et sans mitrailleuses, lutte menée par les vingt-cinq soldats de Gutenberg et par le bulletin de vote, tel est notre programme.

— Vous avez prétendu partir, me dira un sceptique, d'un *distinguo* net entre ce qui est en réalité et ce qui serait souhaitable. Or vous m'accorderez que votre programme, très *souhaitable*, paraît assez éloigné de ce qui *est*. Le monde, hélas! semble appartenir aux couteaux et surtout aux mitrailleuses. Les idées révolutionnaires gagnent partout du terrain. Il y aura toujours des révolutions, comme il y aura toujours des guerres.

Je n'ai pas la prétention de confondre ce sceptique. Les sceptiques, commes les misanthropes, ont le plus souvent raison. Je ne pense pourtant pas que le monde doive toujours appartenir aux mitrailleuses. Les mitrailleuses ont ce défaut, ou plutôt cette qualité, qu'à la longue elles fatiguent. Deux ans, cinq ans, dix ans, puis les plus acharnés et les plus stupides commencent à en avoir assez. Il se peut qu'il y ait toujours des guerres et des révolutions, mais — à sceptique, sceptique et demi — ceci ne saurait être démontré. Dans tous les cas, cela dépend, à un certain degré du moins, si petit qu'il soit, de ce que les intellectuels de tous les pays voudront proclamer dans leurs programmes et leurs formules. J'ai vu d'assez près la cuisine de la Révolution Russe pour juger du rôle que les intellectuels peuvent jouer. Et les événements ont été assez remarquables pour qu'on puisse en

dégager une leçon : elle ne changera pas la face du monde, mais il suffit qu'elle nous serve à nous de règle de conduite. Or, je crois que les socialistes de tous les pays (je ne parle que de ceux qui sont antibolchevistes) ont abusé de l'idée de révolution sociale. Il était aisé d'en parler sans indiquer quand, ni comment. Mais l'heure est venue, l'expérience est faite. Nous savons maintenant ce que c'est que la révolution sociale. Il faut que ces mots disparaissent de notre langage politique. Nous renions cette idole non pas au nom du conservatisme, comme cela a été si souvent fait, mais au nom de la libération de l'humanité.

En arrivant au terme de notre étude, nous voudrions esquisser le programme positif au nom duquel nous avons critiqué le Léninisme. Il va sans dire qu'il ne peut s'agir ici que de quelques lignes générales très brièvement tracées.

Le monde est ruiné. Il faut le faire sortir de ses ruines. Une terrible crise de production s'ajoute à la misère universelle. Le socialisme même est aujourd'hui autant un problème de production qu'un problème de répartition. Dans tous les pays, la tâche la plus importante de l'heure consiste à trouver des moyens pour augmenter les forces productrices. Dans les pays qui, comme la Russie, possèdent des richesses naturelles immenses et presque inexploitées, ce problème se résoudra plus facilement qu'ailleurs. Dans les vieux États civilisés, comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre où les richesses naturelles sont presque entièrement connues (1) et exploitées, il sera plus difficile à résoudre. Il faudra, soit aller dans les colonies, soit trouver des expédients nouveaux, dans le genre de ceux qui ont été mis en pratique pendant la guerre, par les savants, pour utiliser l'azote de l'atmosphère. La guerre a augmenté les ressources intellectuelles de l'humanité pour les œuvres de destruction, mais aussi, en petite partie, pour les œuvres créatrices. Nous passons actuellement par une période qui, pour être moins sanglante, n'est pas moins dangereuse et ne demande

(1) Il n'existe pas de pays où elles soient connues et exploitées entièrement.

pas moins d'esprit d'invention de la part des savants. Seulement aujourd'hui leurs puissances créatrices n'iront plus aux œuvres de destruction, et nombre de savants vont travailler, qui sentaient une répulsion, plus instinctive que raisonnée, à s'occuper des gaz asphyxiants, des matières explosives et des mines sous-marines, bien que la dure nécessité de le faire, pour défendre la patrie, leur parut irréfutable (2).

Et, pour cette raison, le premier soin des gouvernements intelligents (en admettant qu'il s'en trouvât quelques-uns) sera de donner à la science de l'argent sans compter, à la science pure, comme à la science appliquée, car on ne peut jamais savoir quels expédients pratiques peuvent sortir des recherches les plus *inutiles* à première vue. Mais on n'a jusqu'à présent fait que le contraire de cela. Les gouvernements économes ont commencé par rogner les crédits destinés aux Universités ; un grand physicien de renommée universelle, disait récemment qu'avec ses crédits d'aujourd'hui il avait à peine de quoi payer son garçon de laboratoire; des nouveaux instruments, des expériences coûteuses, il ne fallait plus y songer. On avait décrété que ce maître faisait des recherches abstraites (c'est, bien entendu, les ministres qui décident cela avec leur compétence coutumière), c'est-à-dire des recherches inutiles, donc on n'avait pas perdu l'occasion de réaliser sur les crédits de ce savant une intelligente économie.

Un gouvernement cultivé devra donner à la science, malgré l'état lamentable des finances publiques, non des millions, mais des milliards. Il devra créer de nouvelles écoles et de nouvelles chaires, des laboratoires où non seulement des étudiants et des savants qualifiés pourront travailler, mais tous ceux qui auront fait preuve d'aptitude pour des recherches scientifiques. Il devra créer dans son pays un état d'esprit et des conditions qui attirent les jeunes intelligences vers la science ; jusqu'ici les meilleures

(2) J'ai rencontré des savants de cette mentalité en Russie et ils étaient parmi les meilleurs ; on en aurait trouvé probablement partout.

forces sont absorbées par la politique qui nourrit mieux son homme et fait beaucoup plus de bruit. Il payera les savants « royalement » (« républicainement » on les paye très mal), il instituera des primes et des récompenses pour les recherches utiles, ainsi que pour les grands travaux de science pure. Il deviendra acheteur de brevets, éditeur des ouvrages scientifiques, pour préserver les savants contre l'exploitation par les capitalistes.

Il est mesquin, bien entendu, de parler de récompenses pour un travail scientifique ; tout le monde sait que les savants, comme les politiciens, ne cherchent dans leur labeur que la satisfaction du devoir accompli. Mais comme les événements qui se sont déroulés en ces derniers temps nous laissent tout de même rêveurs lorsqu'il est question des côtés nobles du caractère humain, et comme la guerre et la révolution ont quelque peu épuisé la provision d'idéalisme dans la mentalité de nos contemporains, nous pensons que de hautes récompenses et de hauts salaires ne pourront rien gâter. Et sans doute il vaut beaucoup mieux payer les chercheurs de vérité que ceux à qui nous devons notre état actuel. Il ne faut pas s'effrayer des chiffres ; comment d'ailleurs pourrions-nous avoir de l'effroi devant eux aujourd'hui? Les grandes puissances ont de deux à trois cents milliards de dettes chacune, et ce n'est pas certainement avec de l'économie seule qu'on pourra les payer, mais en trouvant et en exploitant de nouvelles forces de production. On a donné de l'argent sans compter pour l'œuvre des Hindenburg et des Ludendorf. Qu'on en donne aujourd'hui aux Edison et aux Pasteur. L'argent ne sera peut-être pas moins bien placé.

Le deuxième problème de la plus haute importance qui se pose devant le législateur dans tous les pays, est celui de l'éducation de la génération nouvelle. Car celle qui vient de passer par la crise de 1914-1919, avec tout l'héroïsme qu'elle a déployé, ne s'est pas trouvée à la hauteur. Nous sommes en droit de répéter aujourd'hui ce que Frédéric Schiller écrivait en 1793 :

« La tentative du peuple français de se rétablir dans les droits sacrés de l'homme et de conquérir la liberté politique n'a fait que mettre au jour son impuissance... et par elle, non seulement ce malheureux peuple, mais avec lui une partie considérable de l'Europe et son siècle entier a été précipité à nouveau dans la barbarie et l'esclavage. Le moment était le plus favorable, mais il trouva une génération corrompue qui n'était pas digne de lui, et qui ne sut ni se hausser à cette occasion admirable, ni en profiter. L'usage que cette génération a fait du grand don de la fortune prouve incontestablement que la race humaine n'est pas encore sortie de l'âge de la violence enfantine, que le gouvernement libéral de la raison vient trop tôt quand on est à peine préparé à dominer en soi la force brutale de l'animalité, et que celui-là n'est pas mûr pour la liberté civile qui est à ce point dépourvu de la liberté humaine.

« C'est dans ses actes que se peint l'homme, et quelle est l'image qui s'offre à nous dans le miroir du temps présent? Ici, la plus révoltante sauvagerie; là, l'extrémité opposée de l'inertie... Dans les classes inférieures, nous ne voyons que des instincts grossiers et anarchiques, qui se déchaînent en brisant tous les liens de l'ordre social, et se hâtent à leur assouvissement bestial avec une fureur incoercible. Ce n'était pas l'intérieure résistance morale, c'était seulement la force contraignante d'en haut qui jusque-là, en avait contenu l'explosion ; ce n'étaient pas des hommes libres que l'État avait opprimés, c'étaient des animaux sauvages auxquels il avait imposé des chaînes salutaires... D'un autre côté, les classes civilisées offrent le spectacle plus répugnant encore de l'atonie complète, de la faiblesse d'esprit et d'un abaissement de caractère qui est d'autant plus révoltant que la culture même y a une plus grande part...

« Est-ce là, je le demande, l'Humanité pour les droits de laquelle la philosophie se dépense, que le noble citoyen du monde porte en sa pensée, et dans laquelle un nouveau Solon réaliserait ses plans de constitution ? J'en doute fort...

La République française disparaîtra aussi vite qu'elle est née ; la constitution républicaine aboutira tôt ou tard à un état d'anarchie, et le seul salut de la nation sera qu'un homme puissant surgisse n'importe d'où qui dompte la tempête, rétablisse l'ordre, et tienne ferme en mains les rênes du gouvernement, dût-il devenir le maître absolu non seulement de la France, mais encore d'une grande partie de l'Europe ».

C'était une prédiction admirable, mais ce n'était pas la solution du problème. Napoléon n'a pas apporté le salut à la nation française qu'il a jetée dans une crise nouvelle. Aujourd'hui, il serait puéril d'attendre le salut de l'humanité de l'apparition d'un « homme puissant » : ce n'est pas par les lauriers militaires qu'on peut séduire la génération qui a vécu ces quatre années terribles. La réforme complète de l'éducation morale et intellectuelle de l'Humanité est seule capable de lui apporter l'espoir du salut.

Pour la question des réformes sociales, tout doit être fait pour concilier les droits et le bien-être des travailleurs avec la condition de la production maximale de laquelle dépend l'existence même de notre civilisation. C'est à ce double point de vue qu'il faut aborder et résoudre les problèmes de la socialisation des entreprises industrielles. Cette socialisation doit avoir lieu là où elle n'entraîne pas la diminution de la production. L'expérience seule peut le montrer, et ici tous les pays ne peuvent que s'instruire les uns chez les autres, et tous par la méthode empirique. La devise de ces expériences sera la recherche des conditions de compatibilité du maximum de bien-être des travailleurs, non avec l'intérêt des capitalistes qui ne saurait importer en lui-même, mais avec le développement maximal de la production.

Cette recherche doit être faite sur l'échelle internationale, comme d'ailleurs cela a eu lieu pour l'introduction de la journée de huit heures : que de cris n'a-t-on pas poussés auparavant en entendant seulement parler de cette réforme « pernicieuse » et avec quelle facilité on l'a acceptée en 1919,

en voyant qu'elle était nécessaire. Le bon sens des classes dirigeantes triomphera peut-être aussi dans la question des rapports internationaux : on finira peut-être par s'apercevoir que l'esprit de conservation de la culture européenne dicte impérieusement l'oubli de l'affreux cauchemar de 1914-1918 et une politique d'entente et de concorde entre tous les peuples, l'institution d'une vraie Société des Nations qui ne serait pas un syndicat de vainqueurs et qui aurait un parlement international où les questions intéressant le monde entier seraient discutées et résolues.

Ces cinq années d'une censure telle que l'Europe n'en avait pas connu depuis très longtemps, nous ont permis d'apprécier à sa juste valeur la liberté de la pensée. Ceux surtout qui ont fait connaissance avec le régime bolcheviste réfléchiront avant d'attaquer les conquêtes du libéralisme « bourgeois ». Mais l'expérience a été également décisive pour montrer, sous ce rapport, les grands abus du capital. Le mal incalculable fait par certaine presse capitaliste pendant la guerre, la haine et le mensonge qu'elle a semés, lui donnent la même valeur morale qu'aux organes bolchevistes et semi-bolchevistes. Nous avons d'ailleurs vu, un peu partout, l'exemple édifiant de grands organes que l'ennemi extérieur a pu acheter en pleine guerre pour les faire servir à sa propre cause. Or, nous voulons pour tout le monde la liberté entière d'exprimer sa pensée ; mais les abus sont intolérables qui permettent aux brasseurs d'affaires, aux enrichis de la guerre, d'acheter les journaux qui tirent par millions d'exemplaires, d'influencer à leur guise les événements politiques, de corrompre et de pervertir systématiquement l'opinion des masses populaires. Des réformes sérieuses s'imposent. Nous ne pouvons les préciser ici. Il se peut que l'État achète certains quotidiens de la presse du boulevard pour en faire des tribunes libres. Ce projet est moins fantastique qu'il ne le paraît. L'information, dans ces journaux d'État, étant exacte et absolument impartiale, ne pourra plus servir les basses intrigues et les spéculations de bourse. Quant aux articles de fond, ils pourront être écrits tour à tour par les représentants estimés

de tous les courants politiques. De cette manière, les lecteurs de ces journaux seront mieux renseignés qu'aujourd'hui et au lieu d'être guidés par des journalistes qui servent fidèlement la volonté de ceux qui les payent, ils le seront par des gens honnêtes des couleurs les plus diverses, et pourrout se faire une opinion après avoir pris connaissance de toutes les manières de voir. Les difficultés pratiques que cette réforme rencontrera pourront être surmontées si on a recours aux organisations d'hommes de lettres qui choisiront les comités de direction, formés des écrivains les plus respectés du pays. D'autre part, si on leur confie la partie littéraire et artistique des grands quotidiens, la morale publique et le goût des masses ne pourront qu'y gagner. Le germe de cet état de choses futur peut être vu aujourd'hui dans l'organisation de certains journaux socialistes, tels que *l'Humanité* par exemple, où MM. Thomas et Alexandre Blanc, Renaudel et Longuet, Sembat et Frossard peuvent écrire tour à tour. La coexistence au sein d'un même *parti* d'hommes politiques d'opinions si différentes est un mal et un non-sens. Mais c'est tout autre chose lorsqu'il s'agit de *journaux* qui auront pour but spécial de présenter au public les opinions politiques différentes. Les journaux d'État doivent être une deuxième tribune parlementaire, où tous les orateurs parlent et discutent, sans que cette collaboration les engage en quoi que ce soit les uns envers les autres, si ce n'est à une certaine courtoisie qu'on trouve encore dans les parlements et qu'on ne trouve plus dans la presse. Ils n'exprimeront point l'opinion gouvernementale, comme les journaux officieux d'aujourd'hui; ils pourront et devront au contraire donner l'hospitalité aux attaques les plus vigoureuses contre les gouvernants (tout comme *le Journal Officiel*, publié aux frais de l'État, enregistre avec l'exactitude sténographique les discours de tous les orateurs du Parlement). Il ne s'agit d'ailleurs point de *socialisation* générale de la presse. A côté de ces tribunes libres dressées aux frais de l'État, les journaux privés les plus divers continueront à paraître librement. De cette manière, ceux des écrivains qui ont leurs organes à eux

continueront à en profiter, et ceux qui n'en ont pas pourront dire ce qu'ils pensent dans les organes de l'État. Il ne s'agit que de la socialisation de certains organes de la presse du boulevard qui, par leur tirage énorme et par leur influence sur la mentalité des peuples tout entiers, se distinguent très nettement des autres. Il est contradictoire de proclamer le monopole de l'État dans l'instruction populaire et de laisser en dehors de tout contrôle les organes de formation de l'opinion publique qui sont mille fois plus puissants, que les écoles et qui sont aujourd'hui des organes de corruption plutôt que d'instruction. Si ces journaux d'État sont confiés aux corporations d'écrivains, ils pourront être aussi indépendants que le sont aujourd'hui, dans les pays libres, les Académies et les Universités qui pourtant vivent aux frais de l'État. Le rachat des journaux du boulevard doit être fait à des conditions qui n'encouragent pas les brasseurs d'affaires à en créer d'autres pareils. De cette manière, ceux-là seulement publieront des journaux qui le font, non pour en faire des instruments de leurs combinaisons financières, mais pour exprimer un courant d'opinion politique qu'ils partagent. Nous n'allons pas exposer ici ces projets en détail. Mais nous croyons que c'est là qu'il faut chercher la solution de la question de la vraie liberté de la presse. Le bolchevisme nous a montré un état de choses indigne et impudent où toute la presse est « socialisée » au profit d'un parti et où toute voix indépendante est cyniquement étouffée. L'état de choses actuel dans les pays civilisés est sans doute infiniment supérieur au régime instauré dans la République des Soviets. En France, en Angleterre, toutes les opinions politiques peuvent être et sont exprimées librement. Mais les abus du pouvoir d'argent donnent des privilèges aux éléments qui le plus souvent en sont les moins dignes. Le système proposé ici semble donner des garanties de la liberté et de l'égalité la plus large, sans nuire à personne sauf à un petit nombre de banquiers.

La dernière question que nous abordons dans cette ébauche sommaire est sans doute une des plus importantes. C'est

la question agraire. Ici la Révolution Russe nous a donné une de ses plus grandes leçons négatives.

Le fait est certain : le paysan veut que la terre soit sa propriété privée ; il ne veut d'aucune socialisation tant qu'elle s'éloigne un peu *de facto* de sa possession entière de sa parcelle de terre. Une des fatalités qui pesaient sur les intellectuels russes consistait, à mon avis, à penser et à faire croire au peuple qu'il désire ce qu'il ne désirait point. Nous avons dû, en 1917, persuader au peuple russe qu'il souhaitait la continuation de la guerre, tandis qu'il n'en voulait à aucun prix. C'était le *seul* point sur lequel il était d'accord avec les bolcheviks et ce seul point leur a donné la victoire d'octobre. Mais *alors* tel était notre devoir. Aujourd'hui, continuerons-nous à persister dans l'erreur que les paysans sont prêts à renoncer à la propriété privée de la terre? La vie nous donnera alors une leçon terrible. Et puisque les paysans chez nous sont 80 % de la population, la collision ne devient-elle pas inévitable entre le principe socialiste et le principe démocratique?

Oui, elle devient inévitable si l'on admet que le socialisme soit incompatible avec la reconnaissance de la propriété privée de la terre.

Les marxistes ont fondé autrefois de grands espoirs sur la loi de la concentration de la propriété foncière et de la « prolétarisation » des masses paysannes. La critique de l'école de Bernstein a montré le caractère fallacieux de ces espérances. D'autre part, la guerre a montré le néant du pronostic marxiste en général. Il faut donc comprendre deux choses : 1° qu'il est impossible d'imposer le principe communiste et *un genre de bonheur* aux paysans qui sont la grande majorité du peuple russe et la majorité de beaucoup d'autres peuples; 2° que la *prolétarisation* continue et rapide des paysans est « un rêve et même pas un beau rêve ». Et dans ces conditions, les socialistes doivent chercher la solution du problème dans la conciliation de leur doctrine générale et du principe de la propriété privée de la terre (propriété limitée par certaines lois dont la nécessité n'échappe pas au bon sens du paysan). C'est de cette con-

ciliation qui n'est pas impossible que devront s'inspirer, en Russie surtout, les grands partis socialistes et démocratiques en même temps, qui auront pour base sociale la classe paysanne, la plus laborieuse de toutes.

***

« La révolution est une forme du phénomène immanent qui nous presse de toutes parts et que nous appelons la nécessité.

« Devant cette mystérieuse complication de bienfaits et de souffrances se dresse le Pourquoi de l'Histoire.

« *Parce que.* Cette réponse de celui qui ne sait rien est aussi la réponse de celui qui sait tout.

« En présence de ces catastrophes climatériques qui dévastent et vivifient la civilisation, on hésite à juger le détail. Blâmer ou louer les hommes à cause du résultat, c'est presque comme si on louait ou blâmait les chiffres à cause du total. Ce qui doit passer passe, ce qui doit souffler souffle. La vérité éternelle ne souffre pas de ces aquilons. Au-dessus des révolutions, la vérité et la justice demeurent comme le ciel étoilé au-dessus des tempêtes » (1).

Cette philosophie sereine de Victor Hugo n'est pas faite pour les contemporains ; je ne sais si elle est faite pour l'histoire.

En « blâmant » les hommes que nous voyons agir aujourd'hui (et pourquoi les louerions-nous?), nous obéissons aussi à la nécessité.

En présence d'une catastrophe double qui a dévasté la civilisation et qui doit la « vivifier », nous n'avons pas hésité à juger.

Le désastre de Messine eut aussi son bon côté : la vieille ville détruite, force était à ceux qui se sont sauvés d'en construire une nouvelle, mieux adaptée aux besoins des hommes et meilleure. Mais si une raison quelconque présidait aux destinées humaines, on eût pu se passer de

(1) Victor Hugo, *Quatre-vingt-treize.*

ce tremblement de terre : est-il besoin de deux cent mille victimes et de ruines sans nombre, pour améliorer une ville, ou même pour en construire une nouvelle?

La guerre européenne et la révolution sociale ont vivifié la civilisation, comme le tremblement de terre a vivifié Messine.

Je ne sais si, pour obtenir la pauvre Société des Nations que nous avons, dix millions d'hommes *devaient* trouver la mort et si le travail de plusieurs générations *devait* être détruit.

Je ne sais si, pour faire comprendre aux gouvernants (et souvent aussi aux gouvernés), la nécessité de profondes réformes sociales, le monde *devait* être plongé dans le gouffre du Léninisme. Gardons au moins quelque espoir, bien que cela ne soit point sûr, qu'au-dessus de tout ce que nous avons vu et vécu « la vérité et la justice demeureront comme le ciel étoilé au-dessus des tempêtes ».

INDEX

INDEX DES NOMS CITÉS.

Aimov, socialiste-démocrate modéré, 32, 133.
Alexandre Ier, 39, 79.
Alexandre II, 12.
Alexandre III, 12, 13.
Alexinsy, publiciste, ancien membre de la Douma, socialiste-démocrate modéré, 64.
Antonelli (Etienne), 122.
Avenarius, 42, 48, 50.
Axelrod, un des fondateurs du Parti Socialiste démocrate Russe, 28, 31, 64, 147.
Bakounine (Michel), anarchiste célèbre, 7. 21, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 95, 96, 97, 98, 99, 100.
Barklay-de-Tolly, 79.
Basarov, publiciste et philosophe marxiste, 41.
Basly, 166.
Bauer, 60.
Bebel, 168, 169, 181.
Bergson, 102, 107, 115.
Berkeley, 24, 45.
Bernhardi (général), 102.
Bernstein (Edouard), 74, 76, 85, 86, 134, 197, 208.
Bieletzky, ancien directeur du Département de la Police, 19, 20.
Bismarck (prince de), 43, 55, 78.
Blanc (Alexandre), 22, 156, 159, 160, 169, 206.
Blei, 42.
Blum (Léon), 110, 122, 156, 157, 159, 161, 162, 163, 165.
Bogdanov, économiste et philosophe, appartenant au parti bolcheviste, 17, 41.
Bonald, 187.
Bonar-Law, 122.
Bourtzev, publiciste bien connu, directeur de la *Cause Commune*, 19, 20, 65.
Boussaton, 165.
Briand (Aristide), 138, 182.
Brechkovskaïa, dite la « grand'mère de la Révolution Russe », ancien membre du Parti *Narodnaïa Volia ;* appartient aujourd'hui à l'extrême droite du Parti Socialiste-révolutionnaire, 132, 147.
Brotteaux, 167.
Buisson, 126.
Burke, 194.
Cadot, 166.
Caffiero, 89, 99.
Caillaux (Joseph), 167.
Campanella, 132.
Carolyi (Comte de), 147.
Carrier, 145.
Catherine II, 39.
Chingarev, médecin, ancien membre de la Douma, constitutionnaliste-démocrate, assassiné en 1918, 106, 143.
Chouliatikov, philosophe bolcheviste, 46, 48, 49.
Chvolson, 44, 50.
Clemenceau, 122, 168, 178.
Compère-Morel, 168.
Czernin, 150.
Dan, membre influent du Parti Socialiste-démocrate mencheviste, 74.
Danton, 185.
Darvin, 102.
Dandet (Léon), 167.
David, 60, 74.
Dénikine, général en chef des forces anti-bolchevistes du Sud de la Russie; a fait preuve pendant la guerre russo-allemande de hautes qualités militaires; il n'appartient à aucun parti, 120.

Denys-Cochin, 182.
Déroulède (Paul), 174.
Descartes, 46, 47, 114.
Djounkovsky, v. p. 20.
Dreyfus (Alfred), 163, 182.
Dsierjinsky, bolchevik notoire, chef de la Commission Extraordinaire, 129, 171.
Dostoievsky, 135.
Dukem, 45.
Dühring, 44.
Dumas (Charles), 148.
Ebert, 74.
Edison, 202.
Eisner, 84.
Engels, 41, 45, 74, 75, 78, 99, 133, 177, 179.
Evlogy, v. le renvoi de la page 43.
Faure (Sébastien), 138.
Ferrero (Guglielmo), 9.
Ferry (Jules), 180.
Fichte, 48.
Figner (*Véra*), grande figure révolutionnaire, membre du Parti *Narodnaïa Volia*, 147.
Fouquier-Tinville, 145.
France (Anatole), 136, 179, 180, 185.
Frossard, 206.
Galliffet (général de), 182.
Gambetta, 162.
Ganetzky, bolchevik, 60, 148.
Guesde (Jules), 174, 176, 177, 178, 181.
Guillaume II, 61, 195, 199.
Gorki, écrivain célèbre, aujourd'hui collaborateur des Commissaires du Peuple, 72, 122.
Grey (lord), 51.
Goukovsky, bolchevik, Commissaire du Peuple aux Finances, 129.
Grigoriev, aventurier, chef d'une bande opérant en Ukraine, 184.
Haase, 71, 84.
Haechel, 44.
Hartmann, 102.
Herr (Lucien), 103.
Herzen, écrivain russe célèbre, 12.
Herzenstein, membre de la Première Douma, constitutionnaliste-démocrate, assassiné par un hooligan, 143.
Hindenburg (maréchal de), 55, 149, 150, 202.
Hoffmann, 84.
Hugo (Victor), 153, 209.
Hume, 45, 50.
Iagov (von), 61.
Iollos, journaliste, membre du Parti Constitutionnaliste-démocrate, assassiné à Moscou, 143.
Iuchkevitch, philosophe et publiciste marxiste, 41.
Ivanov, socialiste-révolutionnaire modéré, ancien membre du Parti *Narodnaïa Volia*, 147.
Jaurès (Jean), 106, 170, 171, 172, 174, 176, 178, 179, 180, 181, 182, 185, 186.
Jelesniakov, matelot bolcheviste qui dirigea en janvier 1918 les troupes qui ont dissous l'Assemblée Constituante, 125.
Jitomirsky, membre du Parti bolcheviste, agent provocateur du Département de la Police, 19.
Joffre (maréchal), 167.
Judet (Ernest), 61.
Kalinine, bolchevik, 129.
Kamenev, membre très influent du Parti bolcheviste, 16, 74, 122, 129.
Kanneguisser, voir p. 70.
Kant, 45, 48, 50, 146.
Kautsky, 74, 77, 79, 82, 83, 181, 182, 197.
Kérensky, avocat et parlementaire d'une grande éloquence, socialiste-révolutionnaire de la droite, ancien chef du Gouvernement Provisoire, 61, 97, 104, 117, 119, 126, 144, 149.
Khroustalev-Nossar, socialiste-démocrate qui joua un grand rôle dans le mouvement révolutionnaire de 1905-1906, 17, 126.
Klotz, 80,
Koken, 43.
Kokochkine, juriste éminent, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Moscou, constitutionnaliste-démocrate, membre du Gouvernement Provisoire, assassiné à l'hôpital Marie avec Chingarev, 106, 143.
Koltchak, amiral d'une haute valeur militaire, ancien commandant en chef des forces navales de la Mer Noire, aujourd'hui chef suprême de tous les gouvernements russes anti-bolchevistes, 120.
Koltzov, socialiste-démocrate, 14.
Korolenko, écrivain célèbre, éditeur de la revue *Rousskoïe Bogatstvo*, 39, 148.

Kovalevsky (Maxime), juriste et sociologue bien connu, 66.
Korovitchenko, membre du Parti Socialiste-travailliste, assassiné en 1917 par une bande bolcheviste, 106.
Koritchner, 22.
Krassine, ingénieur, bolchevik, un des Commissaires du Peuple les plus actifs, 141.
Kropotkine, le célèbre théoricien de la doctrine anarchiste, 147.
Kugelmann, 75.
Kühlmann, 150.
Kuhn (Bela), 22, 37, 132.
Labry (Raoul), 35.
Lafargue (Paul), 41, 45.
Lafayette (marquis de), 147.
Landau-Aldanov, 73, 119, 148, 150.
Landauer, 85.
Lassalle, 75.
Lebey, 155, 156, 158, 159, 168.
Ledebur, 74.
Leibnitz. 48, 49.
Levin, 85.
Lévy-Brühl, 186.
Liber, socialiste-démocrate, 32.
Liebknecht (Karl), 22, 23, 37, 74, 106, 142, 143.
Lloyd-Georges, 80, 178.
Longuet (Jean), 23, 122, 150, 168, 206.
Lopatine, voir le renvoi de la page 43; 50.
Lopatine (Hermann), voir le renvoi de la p. 12; 147.
Louis XVI, 145.
Lounatcharsky, littérateur, Commissaire du Peuple à l'Instruction Publique, un des bolcheviks les plus cultivés, 16, 22, 41, 43, 46, 122, 129, 132.
Ludendorf (général), 60, 74, 82, 149, 150, 202
Luxemburg (Rosa), 76, 77, 106, 142, 143, 144.
Lvov (prince Georges), un des premiers hommes politiques de la Russie moderne; président de l'*Union des Zemstvos* pendant la guerre, chef du premier Gouvernement Provisoire, il préside aujourd'hui la Délégation russe à Paris. Sans appartenir à aucun parti politique, il jouit d'une très grande autorité dans les milieux libéraux et radicaux de la Russie, 119, 125, 147, 193.
Mach, 43, 45, 46, 49.
Mackensen (maréchal), 149.
Maistre (Joseph de), 187.
Malinovsky, voir pp. 19, 20, 65.
Mannerheim, 118, 144, 150.
Marat, 145.
Marie-Antoinette, 145.
Martov, publiciste, un des membres les plus influents de l'aile gauche du Parti Socialiste-démocrate (mencheviks internationalistes), 16, 31, 32, 74.
Martynov, socialiste-démocrate, 31.
Marx (Karl), 7, 12, 14, 15, 26, 38, 41, 74, 75, 76, 77, 78, 84, 85, 86, 91, 92, 93, 99, 100, 101, 102, 123, 133, 134, 146, 170, 177, 178, 179.
Max de Bade (prince), 147.
Mazarin (cardinal), 165.
Mehring, 41.
Menchikov, voir le renvoi de la p. 43; 50.
Merejkovsky (Dmitri), écrivain russe très connu, 39.
Miakotine,, président du Comité Central du Parti Socialiste-travailliste et du Comité Central de l'Union pour la Régénération de la Russie, un des meilleurs orateurs et publicistes russes, codirecteur de la revue *Rousskoïe Bogatstvo*, 7, 148.
Mikhaïlovsky, voir pp. 12, 13, 14.
Millerand (Alexandre), 180, 182.
Milioukov, homme politique et historien célèbre, ancien ministre des affaires étrangères du Gouvernement Provisoire, chef du Parti Constitutionnaliste-démocrate, 62, 117.
Mirbach (comte), 68.
Moltke, 98.
Müller, 60, 84.
Nabokov, juriste éminent, un des leaders du Parti Constitutionnaliste-démocrate, 62.
Napoléon Ier, 40, 110, 144, 164, 204.
Napoléon III, 178.
Netchaïev, révolutionnaire des années 70, connu pour avoir professé et pratiqué un immoralisme absolu dans l'intérêt de la cause. L'affaire Netchaïev a suggéré à Dostoievsky son roman *Les Mauvais Esprits*, 98.
Nicolas Ier, 142.

Nicolas II, 7, 39, 43, 103, 138, 142, 143, 157, 171, 199.
Nicolas Nicolaïevitch, ancien généralissime, 73.
Nietzsche, 102, 106.
Noske, 74, 84.
Omar, 49.
Oulianov (Alexandre), 13, 14.
Oulianov (Vladimir), nom véritable de Lénine, dont les autres pseudonymes sont Iliine, Touline, Karpov, 11.
Palikao, 95.
Parvus, socialiste-démocrate russo-allemand; son rôle pendant la guerre est assez connu, 126, 127, 148.
Pascal (Blaise), 111.
Pascal (lieutenant), 122, 132.
Pasteur, 202.
Paul-Boncour, 178.
Pechekhonov, un des leaders du Parti Socialiste-travailliste, ancien membre du Gouvernement Provisoire, publiciste et économiste remarquable, co-directeur de la revue *Rousskoïe Bogatstvo*, 7, 148.
Peters, un des chefs les plus cruels de la Commission Extraordinaire, 129, 132, 171.
Petlioura (« général »), chef du Gouvernement ukrainien, 184.
Pierre le Grand, 7.
Pierson, 45.
Pitt, 149.
Plekhanov, le plus remarquable entre les théoriciens russes du marxisme, un des fondateurs du Parti Socialiste-démocrate de Russie. Il a fondé et dirigé le groupe *Edinstvo* (*Unité*) qui se trouve à l'extrême droite du Parti Socialiste-démocrate, 15, 25, 31, 40, 64, 74, 77, 85, 117.
Pobiedonostsev, homme d'Etat réactionnaire, procureur du Saint-Synode sous les règnes d'Alexandre III et de Nicolas II, théoricien de l'absolutisme, 12, 73, 187.
Poincaré (Henri), 43, 45.
Potressov, un des meilleurs publicistes russes, directeur du journal *Den*; il appartient à la droite du Parti Socialiste-démocrate, 16, 64, 74, 148.
Pougatchev, chef d'une jacquerie au XVIIIe siècle, 81.
Protopopov, voir le renvoi de la page 73.
Proudhon, 89.
Radek, bolchevik notoire, 65, 123.
Raffin-Dugens, 168.
Rakovsky, bolchevik, chef du Gouvernement des Soviets en Ukraine, 184.
Ransome (Arthur), 23.
Rappoport, 176, 179, 185.
Rathenau, 189.
Reclus, 89.
Renan, 50, 71, 102, 107.
Renard, 105, 107.
Renaudel, 206.
Renouvier, 43.
Ribot (Alexandre), 182.
Robespierre, 98, 113, 144, 149.
Rolland (Romain), 146.
Romanov, 120.
Rousseau (Jean-Jacques), 98, 146.
Sadoul, 122.
Savinkov, ancien terroriste du Parti Socialiste-révolutionnaire, ayant participé aux assassinats du ministre Plehve, du grand-duc Serge, etc., ancien ministre de la guerre du Gouvernement Provisoire, aujourd'hui membre de la Délégation russe à Paris. Il est l'auteur de plusieurs romans (signés du pseudonyme de Ropchine) qui ont fait beaucoup de bruit, 193.
Saumoneau (Louise), 154, 155, 156, 159.
Savonarole, 70, 132.
Schapiro, 22.
Scheidemann, 60, 74, 84, 143.
Schiller, 87, 202.
Schopenhauer, 179.
Schubert-Soldern, 43, 50.
Schuppe, 43.
Sembat (Marcel), 206.
Serge (grand-duc), assassiné à Moscou par Kaliaiev, 105.
Skoropadsky, l'ancien hetmann ukrainien de tendance pro-allemande, 150, 184.
Socrate, 107.
Sorel, 7, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 110, 111, 112, 113, 115, 164.
Sorge, 75.
Spinoza, 47, 48, 49.
Stahl, 187.
Steklov, littérateur bolcheviste, 21, 122.
Stolypine, président du conseil des mi-

nistres, assassiné en 1911 à Kiev par Bogrov, 8, 39.
Siruve, professeur d'économie politique, publiciste libéral, directeur de la revue *Rousskaïa Mysl*, 25, 26, 27, 28, 43.
Sudekum, 57, 109.
Sverdlov, un des bolckeviks les plus actifs, mort en 1918, 68, 129.
Tchaïkovsky, grande figure du mouvement libérateur en Russie, un des chefs du Parti Socialiste-travailliste, président du Gouvernement d'Arkhangel, membre de la Délégation russe à Paris, 7, 147.
Tchernomasov, bolchevik, agent provocateur du Département de la Police, 19, 20.
Tchitcherine, Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères, 129.
Thomas (Albert), 155, 156, 158, 159, 163, 168, 169, 206.
Thomas (d'Aquin), 71.
Titov, socialiste-travailliste, membre de la Délégation envoyée dans les pays alliés en 1918 par les organisations politiques russes, 147.
Tolstoï (Léon), 39, 171.
Torquemada, 146.
Tourguenev, 12, 88.
Trotzky, le principal chef bolcheviste après Lénine, le plus puissant orateur du Parti, Commissaire du Peuple à la guerre, 16, 17, 22, 25, 31, 43, 61, 63, 64, 66, 70, 74, 97, 104, 113, 122, 124, 125, 126, 149, 171, 193, 194.
Tsceretely, socialiste-démocrate, ancien membre du Gouvernement Provisoire, aujourd'hui homme d'Etat géorgien, 74.
Uritzky, commissaire bolcheviste assassiné en 1918 par Léonide Kanneguisser, 70, 129, 144.
Vaillant (Edouard), 181.
Vaucher, 132.
Vinaver, éminent avocat, un des leaders du Parti Constitutionnaliste-démocrate, 62.
Viviani (René), 107.
Volodarsky, agitateur bolcheviste, assassiné en 1917 par un inconnu, 129.
Voltaire, 54, 136.
Vorovsky, littérateur bolcheviste, 122, 129.
Waldeck-Rousseau, 180.
Wilson (président), 53, 146, 178. 192.
Wundt, 48.
Zassoulitch (Véra), révolutionnaire très connue par l'attentat qu'elle commit, sous le règne d'Alexandre II, contre le général Trépov; appartenait à la droite du Parti Socialiste-démocrate, 147.
Zinoviev, agitateur bolcheviste, ami et biographe de Lénine, président de la commune de Pétrograd, 11, 14, 15, 17, 18, 19, 20, 22, 24, 28, 41, 42, 52, 53 58, 64, 122, 126, 127, 129, 178.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 7

PREMIÈRE PARTIE

Chapitre premier. — Les étapes de la carrière de Lénine 11
Chapitre II. — Les écrits de Lénine pendant la période 1894-1904. 24
Chapitre III. — Les idées et l'action de Lénine pendant la première Révolution Russe (1905-1906). . 33
Chapitre IV. — Les conceptions philosophiques de Lénine 41
Chapitre V. — Des prédictions en général et de celles de Lénine en particulier 51
Chapitre VI. — La personnalité de Lénine. 59

DEUXIÈME PARTIE

Chapitre premier. — Les théories de la révolution sociale : Karl Marx 74
Chapitre II. — Les théories de la révolution sociale : Michel Bakounine 88
Chapitre III. — Les théories de la révolution sociale : Georges Sorel. 102

Chapitre IV. — La base sociale et les idées fondamentales du bolchevisme 117
Chapitre V. — Les idées fondamentales du bolchevisme (*suite*). La Révolution Française et la Révolution Russe 137
Chapitre VI. — Le semi-bolchevisme : le Programme d'action du Parti Socialiste Français 154

TROISIÈME PARTIE

Chapitre premier. — Le socialisme de l'avenir prochain : Jean Jaurès 170
Chapitre II. — Les idées mortes et les idées vivantes. 187
Index 213

BINDING SECT. OCT 19 1967

DK
254
L4A72
1920

Aldanov, Mark Aleksandrovic
Lenine 5. ed.

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

28
64
68
15

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 10 03 05 13 016 6